

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix Travail Patrie
REGION DE L'OUEST
DEPARTEMENT DU HAUT NKAM
COMMUNE DE KEKEM
BP 02 KEKEM
Tel

REPUBLIC OF CAMEROON
Peace Work Fatherland
WEST REGION
UPPER NKAM DIVISION
KEKEM COUNCIL
PO Box 02 KEKEM
Tel



ACTUALISATION DU PDC SUR FINANCEMENT PNDP

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT DE KEKEM



Réalisé avec l'accompagnement technique de l'OAL ACAFIA/Ouest

Septembre 2013

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
RESUME DU PCD.....	5
LISTE DES ABREVIATIONS.....	19
LISTE DES TABLEAUX.....	20
LISTE DES CARTES.....	21
LISTE DES ANNEXES.....	21
1-INTRODUCTION	23
1.1-Contexte et justification.....	23
1.2-Objectifs du PCD	23
1.2.1-Objectif global.....	23
1.2.2-Objectifs spécifiques	23
1.3-Structure du document	24
2-METHODOLOGIE UTILISEE.....	26
2.1-Préparation de l'ensemble du processus.....	26
2.2-Collecte des informations et traitement	29
2.3-Consolidation des données des diagnostics	34
2.4-Atelier de planification et de mobilisation des ressources et programmation	36
2.5- Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif	37
3-PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE.....	39
3.1-Localisation de la commune	39
3.2-Milieu biophysique.....	40
3.2.1-Relief.....	40
3.2.2-Climat.....	40
3.2.3-Sol.....	40
3.2.4-Hydrographie	40
3.2.5-Flore et Faune	40
3.2.6-Carte des ressources naturelles	41
3.3-Milieu humain	41
3.3.1-Quelques repères historiques de la commune.....	41
3.3.2-Population.....	42
3.3.3-Principales activités économiques	43
3.4-Principales infrastructures par secteur	46
3.5-Principales potentialités et ressources de la Commune	50
3.5.1-Potentialités par secteur dans la commune.....	50
3.5.2-Principales ressources de la commune.....	53
4-SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC.....	56
4.1-Synthèse du Diagnostic de l'Institution Communale	56
4.1.1-Gestion des ressources humaines.....	56
4.1.2-Gestion des ressources financières.....	58
4.1.3-Gestion du patrimoine communal	59
4.1.4-Gestion des relations.....	60
4.1.5-Axes de renforcement de la commune.....	61

5-PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR	62
5.1-Analyse des problèmes identifiés au niveau de l'institution communale.....	62
5.2-Problèmes et besoins consolidés par secteur.....	64
5.3-Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance	109
5.4-Récapitulatif de la prise en compte des changements climatiques	113
5.5-Synthèse des micros projets prioritaires par village	116
6-PLANIFICATION STRATEGIQUE	126
6.1-Vision et objectifs du PCD.....	126
6.1.1-Vision	126
6.1.2-Objectifs du PCD.....	126
6.2-Cadre logique par secteur	127
6.2.1-Institution communale	127
6.2.2-Cadre logique du secteur Agriculture et Développement Rural.....	134
6.2.3-Cadre logique du secteur Elevage Pêche et Industries Animales	142
6.2.4-Cadre logique du secteur Santé	145
6.2.5-Cadre logique du secteur Travaux Publics	150
6.2.6-Cadre logique du secteur Education de Base	154
6.2.7-Cadre logique du secteur Arts et Culture	159
6.2.8-Cadre logique du secteur Promotion de la Femme et de la Famille	161
6.2.9-Cadre logique du secteur Affaires Sociales.....	165
6.2.10-Cadre logique du secteur Eau et Energie.....	169
6.2.11-Cadre logique du secteur Enseignement Secondaire	180
6.2.12-Cadre logique du secteur Emploi et Formation Professionnelle	183
6.2.13-Cadre logique du secteur Travail et Sécurité Sociale	186
6.2.14-Cadre logique du secteur Tourisme et Loisirs.....	188
6.2.15-Cadre logique du secteur Forêts et Faune	190
6.2.16-Cadre logique du secteur EPNDD.....	192
6.2.17-Cadre logique du secteur Habitat et Développement Urbain.....	195
6.2.18-Cadre logique du secteur Domaine, Cadastre et Affaires Foncières.....	197
6.2.19-Cadre logique du secteur Recherche Scientifique et Innovation	199
6.2.20-Cadre logique du secteur Commerce.....	201
6.2.21-Cadre logique du secteur Jeunesse et Education Civique.....	203
6.2.22-Cadre logique du secteur Sport et Education Physique.....	206
6.2.23-Cadre logique du secteur PMEESA.....	208
6.2.24-Cadre logique du secteur Mines, Industries et Développement technologique	212
6.2.25-Cadre logique du secteur Transport	214
6.2.26-Cadre logique du secteur Poste et Télécommunication.....	217
6.2.27-Cadre logique du secteur Communication	219
6.2.28-Cadre logique du secteur MINATD	221
6.2.29-Cadre logique du secteur Enseignement supérieur	223
6.3-Coût estimatif du PCD.....	224
6.4-Développement de l'Economie Locale.....	225
6.4.1-Secteur primaire	225
6.4.2-Secteur tertiaire	225
6.4.3-Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune	226
6.5-Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal	229
7-PROGRAMMATION	232
7.1-Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires 2015 - 2017	232
7.2-Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT	234
7.2.1-Impacts environnementaux	234
7.2.2-Impacts sociaux.....	238
7.3-Plan sommaire de gestion de l'environnement	242

7.4-Plan d'investissement annuel (PIA).....	252
7.4.1-Ressources mobilisables et échéances.....	252
7.4.2-Programmation annuelle des projets prioritaires pour l'année 2014	253
7.4.3-Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables : Handicapés, vieillards, enfants de la rue	255
7.5-Plan de Passation des marchés du PIA	257
8-MECANISME DE SUIVI-EVALUATION	261
8.1-Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	261
8.1.1-Le Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD	261
8.1.2-Composition du comité communal de suivi évaluation.....	261
8.2- Indicateurs de suivi évaluation par rapport au PIA	261
8.3- Dispositif, outils et fréquence de suivi et de reporting.....	262
8.3.1- Qu'est ce que le comité pourra suivre dans le PCD.....	262
8.4- Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD.....	265
9-PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD.....	267
<i>Esquisse de plan de communication</i>	<i>269</i>
CONCLUSION.....	271
ANNEXES.....	273
ANNEXE 1 : Fiches des projets du PIA.....	274

RESUME DU PCD

1-INTRODUCTION

Dans le contexte actuel de la décentralisation et de la lutte contre la pauvreté avec la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) impulsé par le gouvernement de la République, La commune en tant que institution se positionne comme acteur au centre du processus de développement socio- économique dans son espace géographique.

Face à ce nouveau défi et du fait que la plupart des institutions communales soient encore fragiles et peu outillées, le Gouvernement de la République à mis en place avec les partenaires au développement un ensemble de programmes d'appui, parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour accompagner les institutions communales à la mise en œuvre du processus de décentralisation et surtout, renforcer leurs capacités afin que chacune d'elles se dote des moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable sur son territoire.

Engagée en 2008 dans le processus de planification locale avec le PNDP, la commune de Kékem a élaboré son Plan de Développement Communal qu'elle met en œuvre progressivement. Rendu à date et avec l'évolution du contexte et notamment la mise en œuvre du DSCE, le PDC élaboré par le passé devrait être actualisé pour s'arrimer à la mouvance.

Au regard de cette nécessité, la commune en partenariat avec le PNDP a recruté l'OAL ACAFIA Ouest pour accompagner l'institution communale dans un processus de planification locale en vue de l'actualisation de son plan de développement communal.

Entre Février et Novembre 2013, le processus a été mis en œuvre pour qu'on aboutisse à la production de ce document de Plan communal de développement.

Cette partie du résumé du PCD met en évidence :

- Une synthèse de la démarche méthodologique utilisée,
- Une synthèse des principaux résultats (une brève présentation de la commune, les forces et faiblesses de l'institution communale et axes de renforcement envisagés, principaux problèmes identifiés dans l'espace géographique de la commune, coût estimatif pour la mise en œuvre des actions envisagées dans le PCD).

2-DEMARCHE METHODOLOGIQUE UTILISEE

La mise en œuvre du processus qui se veut participatif s'est déroulée en plusieurs étapes avec la réalisation de plusieurs activités comme le présente le tableau de synthèse ci-dessus

Etapes	Activités réalisées	Tâches exécutées	Parties prenantes
Préparation de la mise en œuvre de l'ensemble du processus	Réunion d'échanges et de concertation avec le conseil municipal et l'exécutif communal	-Séances de travail	-CRC Ouest PNDP -Exécutif communal -Conseillers municipaux
	Recrutement d'un OAL pour accompagner techniquement la mise en œuvre du processus d'actualisation du PDC dans la commune	-Lancement de l'appel d'offre pour la sélection de l'OAL -Dépouillement, analyse et sélection d'un OAL -Signature du contrat de prestation avec l'OAL	-CRC/Ouest PNDP -CPM Commune -Maire commune -OAL ACAFIA/Ouest
	Prise de contact de l'OAL ACAFIA Ouest avec l'exécutif communal	Séance de travail avec l'exécutif communal	-Equipe OAL ACAFIA/Ouest -Maire de la commune -SG
		Présentation de l'équipe complète de l'OAL et vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre	-Consultants OAL ACAFIA -SG de la commune -ACD
		Organisation de l'atelier de restitution de la formation sur la démarche de mise en œuvre du processus de planification locale	-7 Consultants de l'OAL ACAFIA -08 membres du COPIL
		Installation de l'OAL dans la commune	Equipe OAL
	Information et sensibilisation des autorités administratives locales	Introduction et présentation de l'équipe de l'OAL chez le Sous préfet de Kékem	-Equipe OAL ACAFIA -SG commune -ACD -Sous préfet et Adjoint
		Introduction et présentation de l'équipe de l'OAL chez le Préfet du Haut Nkam	-Equipe OAL ACAFIA -SG commune -Préfet
	Information et sensibilisation des autres parties prenantes	Préparation des correspondances informant les acteurs sur la mise en œuvre du processus dans la commune et invitation à l'atelier de lancement officiel	-Equipe OAL ACAFIA -Maire de la commune -SG de la commune -Membres du COPIL -Autorités administratives -Autorités traditionnelles -Leader d'opinion
	Collecte des données générales de base	Descente dans tous les villages de la commune pour la collecte des données générales de base	-7 membres de l'équipe des consultants de l'OAL ACAFIA -Les chefs de village -les présidents de CC

Etapes	Activités réalisées	Tâches exécutées	Parties prenantes
			-Les leaders d'opinions dans les villages -les populations dans chaque village
Collecte des informations et traitement	Réalisation des diagnostics participatifs, dépouillement des données, traitement, analyse et restitution des résultats aux acteurs	Diagnostic de l'institution communale	-Exécutif communal -Equipe de l'OAL ACAFIA -Membres du COPIL -Personnel de la commune
		Diagnostic de l'espace urbain communal	-Exécutif communal -Equipe de l'OAL ACAFIA -Membres du COPIL -Personnel de la commune -Représentants corps de métiers -Responsables SDE
		Diagnostic participatif niveau village	-Exécutif communal -Equipe de l'OAL ACAFIA -Membres du COPIL -Chef de village -Populations dans chaque village
Consolidation des données des diagnostics	Mise en commun de toutes les données collectées	Réalisation des différentes synthèses	Equipe de l'OAL ACAFIA
	Organisation de l'atelier de consolidation des données des diagnostics	Restitution des synthèses aux acteurs pour consolidation et validation	-Exécutif communal -Equipe OAL ACAFIA - Membres du COPIL - Responsables SDE -Tutelle de la commune -Président des CC
Mobilisation des ressources	Préparation de l'exécutif municipal à la mobilisation des ressources pour le financement des réalisations	Séances de travail avec l'exécutif et suivi du niveau de mobilisation	-Maire -Equipe OAL ACAFIA
Planification et programmation	Organisation de l'atelier de planification et de programmation	Préparation de l'atelier de planification et de programmation	-Exécutif communal -Equipe OAL ACAFIA - Membres du COPIL - Responsables SDE -Tutelle de la commune -Président des CC
Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif de la mise en œuvre du PCD	Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif de la mise en œuvre du PCD	-Séance de travail avec l'exécutif et le COPIL pour expliquer les missions du comité de suivi évaluation	-Exécutif communal -Equipe OAL ACAFIA - Membres du COPIL

Etapes	Activités réalisées	Tâches exécutées	Parties prenantes
		Elaboration des textes de base du comité de suivi évaluation	Equipe OAL ACAFIA
		Préparation de l'arrêté communal portant désignation des membres du comité	-Maire -SG

3-SYNTHESE DES PRINCIPAUX RESULTATS OBTENUS

3.1-Brève présentation de la commune

Nom de la commune	COMMUNE DE KEKEM
Localisation	Arrondissement de Kékem, Département du Haut Nkam, Région de l'Ouest, République du Cameroun
Date de création	26 Décembre 1962
Superficie	400 Km ²
Limites	-Au Nord par la commune de Bafang -Au Sud par la commune de Melong -A l'Est par la commune de Banwa -A l'Ouest par la commune de Santchou
Adresse	-BP : 02 Kékem -Tel : -Email :
Population	40 489 habitants
Groupe ethniques	Bamiléké et Mbô
Nombre de village	7 groupements (chefferies de 2 ^{ème} degré) pour un total de 48 villages (chefferies de 3 ^{ème} degré)
Activités économiques	Agriculture, Elevage, Artisanat, Exploitation des ressources naturelles, Services

3.2-Synthèse des résultats du Diagnostic de l'Institution Communale

3.2.1-Gestion des ressources humaines

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Personnel	-Catégories du personnel diversifiées et mises à contribution pour accomplir les missions de la commune -Personnel disponible et dynamique prêts à servir partout ou besoin se fait sentir dans les services au sein de l'institution communale -Capacité du personnel à se former sur le tas -Un acte officiel est établi pour matérialiser le contrat de service entre chaque personnel et l'institution communale	-Insuffisance du personnel technique qualifié -Absence d'un plan de renforcement des capacités du personnel -Un personnel engagé depuis plus d'un an n'a jamais reçu ni copie de la décision d'engagement ni certificat de prise de service pourtant en fonction -Gestion assez floue des manœuvres au contrat à la tâche -Arriéré de salaire pour les percepteurs de marché pourtant leur contrat stipule qu'ils sont payés à 13% au prorata des recettes collectées -Absence de cahier de charges formalisé pour les agents dans les services -Absence d'une mutuelle du personnel
Politique de gestion des ressources humaines	-Existence d'une commission d'avancement et de reclassement du personnel au sein de l'institution communale -Possibilité d'envoyer le personnel en formation spécifique -Le personnel dans les services savent ce qu'il y a à faire et quelles sont les procédures -Octroi annuel des primes de rendement au personnel -Païement régulier des cotisations du personnel à la CNPS depuis 2005	-Faible connaissance des procédures de reclassement par le personnel -Le profil de carrière du personnel n'est pas défini -Absence de manuel formel de procédures internes ou de règlement intérieur -Absence d'une fiche de suivi et d'évaluation des activités du personnel -Absence de critères fiables et formels pour le paiement de la prime de rendement -Arriérés de cotisation à la CNPS d'environ 45 000 000 FCFA -Non paiement des allocations au personnel par la CNPS
Viabilité organisationnelle	-Un organigramme de service est mis en application au sein de l'institution communale -La répartition des tâches est formelle entre les membres de l'exécutif -La mise en œuvre des activités au sein de l'institution s'appuie sur le plan de campagne du maire -Prévision dans le budget de fonctionnement du matériel de bureau	-L'organigramme voté par le conseil municipal depuis 2010 n'est pas encore jusqu'ici mis en application -Un adjoint au maire sur 2 est effectivement présent au service -Absence de plan d'action dans les services -Pas de tenue de réunion d coordination des services -Insuffisance criarde des fournitures de bureau dans les services
Fonctionnement des Services	-Présence de la ressource humaine pour mettre en œuvre les activités du service -Le chef de service maîtrise le cahier de charges -Existence d'un équipement de bureau et de l'outil informatique	-Absence de certains services clés (SHS) - Insuffisance du personnel technique qualifié dans les services -L'outil informatique est insuffisant pour les services

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
	-Présence d'un tableau d'affichage à l'entrée de la mairie -Contribution à la mise en œuvre du plan de campagne de l'exécutif -Un début de maîtrise du fichier des contribuables -Utilisation des percepteurs à temps partiel pour la collecte sur les marchés -Bon niveau de maîtrise de l'endettement de la commune -Utilisation des manœuvres à la tâche pour faire certains travaux -Bonne connaissance de l'espace géographique de la commune	-Insuffisance de consommable de bureau dans les services -Pas de tenue de réunion de coordination des services -Absence d'un téléphone fixe dans le service -Absence d'une adresse mail et d'une connexion internet dans le service -Absence d'un Fax dans le service -Tableau d'affichage surchargé et mal utilisé -Absence de plan d'action dans chaque service -Pas de production de rapport d'activités dans les services -Retard observé dans la production du compte administratif

3.2.2-Gestion des ressources financières

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Sources de provenance des ressources de la commune	-Les sources de provenances des ressources sont variées	-Certaines sources ne sont pas exploitées ou encore sont sous exploitées -Niveau de mobilisation des ressources propres encore très bas -Faible maîtrise des circuits liés à l'exécution des ressources transférées
Processus d'élaboration du budget de la commune	-Plusieurs acteurs au sein de l'institution communale impliqués (SG, RM, RAF, Maire) -Les investissements à budgétiser sont issus du plan de campagne de l'exécutif -Le budget est soumis à l'approbation du conseil municipal et à la validation de la tutelle communale	-Certaines projections des recettes sont exagérées ou encore sous estimées -On ne s'appuie pas sur le fichier des contribuables pour estimer les recettes
Implication des conseillers municipaux dans l'élaboration du budget	-Le plan de campagne est quelque peu élaboré par synthèse des besoins exprimés pour chaque communauté par les conseillers municipaux -Les conseillers municipaux participent au vote du budget	-Très peu des conseillers sont effectivement impliqués au processus d'élaboration du budget -
Implication des populations au processus d'élaboration du budget	-les populations sont quelques fois associées à l'identification des besoins à budgétiser	Les populations ne sont pas associées à la mobilisation des fonds -Absence de budget participatif
Transparence dans la gestion communale	Un mécanisme de gestion(financier) est mis en place avec le maire qui ordonne, le SG et le RAF qui suivent et le RM qui veille sur la régularité des dépenses et la sécurisation des fonds -Le circuit d'ordonnancement est respecté : Engagement, Liquidation, Mandatement -Le compte administratif est rédigé, approuvé par les conseillers municipaux et validé par la tutelle communale	-Pas de contrôle citoyen sur la gestion communale -Faible niveau de contrôle par les conseillers municipaux
Structure du budget	-Prise en compte du fonctionnement et des investissements -Chaque ligne de dépense évolue en fonction des besoins et des circonstances -La ligne investissement bénéficie quelque fois des ressources transférées	-Les prévisions ne tiennent pas toujours compte de la réalité locale pour ce qui concerne la mobilisation des ressources
Mécanisme de collecte des ressources propres	-L'assiette de fiscalité locale est identifiée et le taux délibéré par le conseil municipal -La recette municipale déploie les collecteurs sur le terrain pour les recouvrements -La commune travaille en étroite collaboration avec le centre des impôts -Les missions de recouvrement forcé sont de temps en temps organisées	-L'assiette de fiscalité locale reste encore peu étendue -Certaines sources de recettes sont sous ou sur estimées -La stratégie de collecte a encore des failles dans son système

3.2.3-Gestion du patrimoine communal

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Typologie du patrimoine communal	-La commune a un patrimoine diversifié fait des biens meubles et immeubles -Chaque élément du patrimoine est enregistré sur une fiche comptable	-La comptabilité matière du patrimoine est encore manuelle -Certains éléments du patrimoine bien que obsolète, épaves et hors d'usage figurent toujours sur le fichier comptable -Certains éléments du patrimoine ne sont pas fichés au niveau de la comptabilité matière (cas des marchés) -Le patrimoine foncier de la commune n'est pas sécurisé par un titre de propriété foncière -Une bonne partie du matériel de bureau et le matériel roulant en état de vétusté avancée -Une insuffisance du matériel et équipement de bureau -Une insuffisance de bureau pour abriter certains services -La commune n'a pas de réserve foncière
Mode de gestion du patrimoine	-Chaque détenteur d'un élément du patrimoine communal est possesseur d'une fiche matérielle qui renseigne sur l'élément qu'il détient -La gestion du matériel roulant est coordonnée par le maire et en son absence par le SG -Le chauffeur est responsable du matériel roulant quand il est à sa disposition pour un travail précis -Des percepteurs sont recrutés pour la gestion des marchés	-Absence d'un manuel formel de procédure de gestion du matériel roulant -Aucune infrastructure n'est construite dans les marchés -Les percepteurs des marchés ne sont pas suivis dans leurs activités sur le terrain -Il n'y a pas de lisibilité dans la gestion de la salle des fêtes et la location des chaises -L'équipement à gestion communautaire par les services n'a pas de manuel de procédure (cas de la photocopieuse) -Absence de cahier de bord pour le matériel roulant
Système d'entretien	-Remplacement progressif du mobilier et équipement de bureau -Sollicitation des services d'un prestataire pour l'entretien et le dépannage du matériel roulant en cas de panne -Le bâtiment siège de la commune connaît de temps en temps un renouvellement de peinture	-Les lieux d'aisances dans le service ne sont pas opérationnels
Gestion des ressources naturelles et touristiques	-Les voies d'accès dans les carrières sont de temps en temps entretenues -Un mécanisme est mis sur pied pour la collecte des taxes de transport des produits de carrière	-Le niveau de recouvrement des TTPC est encore bas -Les sites touristiques ne sont pas aménagés et pas exploités

3.2.4-Gestion des relations

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Tutelle communale	-Disponibilité de la tutelle à soutenir l'exécutif communal -Climat de confiance entre les parties -Rencontres fréquentes chaque fois qu'il y a nécessité	
Sectoriel	-Disponibilité à apporter un appui technique à la commune -Bonne relation de collaboration avec l'exécutif communal	-Difficulté à prendre en charge le sectoriel pendant sa mission dans la commune -Faible sollicitation des SDE par la commune
Organisation de la société civile	L'institution sollicite l'appui technique et l'accompagnement de la société civile sur certains projets	-Faible implication des OSC locales dans la mise en œuvre des actions -Absence d'un répertoire des OSC dans la commune -Absence d'un cadre de concertation avec les OSC dans la commune
Opérateurs privés	-Paiement des impôts et taxes -Fichier des contribuables en gestation -Quelques rapports privés entretenus par le Maire	-Absence d'un cadre d'échanges et de concertation avec les opérateurs privés locaux -Absence d'un document formel qui présente l'éventail des facilités que peut accorder la commune à un opérateur privé qui veut s'installer sur le territoire
Intercommunalité et coopération décentralisée	-La commune est membre de l'ACVUC -Négociation en cours de coopération décentralisée avec 2 communes étrangères	-Pas d'intercommunalité
Chefferie traditionnelle et congrégation religieuse	-Implication de ces acteurs dans toutes les initiatives de développement local qu'entreprend la commune -Courroie de transmission entre la commune et les populations	-Absence d'un cadre d'échanges et de concertation avec ces acteurs
Usagers	La commune met ses services à la disposition de tout usager qui en exprime le besoin	Faible niveau de communication
Communauté rurale	Mobilisable en cas de besoin	-Pas de feed back sur les activités de la commune -Faible implication dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du budget de la commune
Entre Membres de l'exécutif	-Bonne collaboration -Délégation effective et formelle des tâches aux adjoints	-Pas de tenue des réunions de coordination -01 seul adjoint effectivement en poste sur les 02 qui existent
Entre exécutif et personnel de la commune	-Bonne collaboration -Respect de la hiérarchie	-Pas de tenue des réunions de coordination -Absence d'une cellule de communication Absence de moyen moderne de communication au sein de l'institution -Absence d'une mutuelle au sein du personnel
Entre conseillers municipaux et exécutif	-Les conseillers sont soudés autour du maire pour la plupart -Bonne collaboration malgré quelques clivages -Forte présence lors des réunions du conseil	-Faible implication de certains dans le processus d'élaboration du budget et le suivi de la mise en œuvre sur le terrain

3.2.5-Axes de renforcement de l'institution communale

Sur le plan de la gestion des ressources humaines:

- ❖ Recruter un personnel technique qualifié pour rendre opérationnel le service technique et le service d'hygiène
- ❖ Mettre en application l'organigramme des services voté en 2010
- ❖ Tenir les réunions de coordination de service au moins une fois par mois
- ❖ Instituer dans les services le système de gestion par objectif avec production des rapports d'activités trimestrielles, semestrielles et annuelles
- ❖ Identifier les besoins en renforcement des capacités du personnel et planifier la mise en œuvre
- ❖ Elaborer et rendre formel le manuel de procédures internes

Sur le plan de la gestion des ressources financières

- ❖ S'appuyer sur le fichier des contribuables pour estimer les recettes à mobiliser au niveau local lors de l'élaboration du budget
- ❖ Prendre pour base dans la réalisation des investissements l'effectif réel de la population
- ❖ Mettre en place une stratégie appropriée pour collecter plus de recettes au niveau local
- ❖ Exploiter le maximum du potentiel de source de recettes au niveau local
- ❖ Instaurer et mettre en application le processus du budget participatif avec la population
- ❖ Actualiser tous les 2 ans le fichier des contribuables

Sur le plan de la gestion du patrimoine communal

- ❖ Sortir de la comptabilité le matériel et équipement hors d'usage
- ❖ Equiper en mobilier et matériel de bureau les différents services au sein de l'institution communale
- ❖ Obtenir le titre de propriété foncière sur le domaine communal existant
- ❖ Constituer une réserve foncière dans la commune
- ❖ Penser à trouver des bureaux appropriés pour les services qui n'en n'ont pas ou qui sont à l'étroit

Sur le plan de la gestion des relations

- ❖ Communiquer régulièrement sur les activités et les réalisations dans la commune
- ❖ Doter l'institution communale d'un moyen de communication moderne (Fax, Tel fixe, Connexion internet, adresse Email, site web)
- ❖ Mettre en place et rendre opérationnelle une plate forme de concertation avec les acteurs locaux
- ❖ Créer une mutuelle du personnel au sein de l'institution
- ❖ Instituer pour les conseillers une tournée de restitution aux populations des résolutions après chaque conseil municipal
- ❖ Nettoyer le tableau d'affichage

3.3-Principaux problèmes identifiés dans la commune par secteur

Secteur	Problème identifié
Agriculture et Développement Rural	Difficulté pour les producteurs a obtenir de bons rendements agricoles dans la commune de Kékem
Elevage Pêche et Industrie Animale	Difficulté d'accès aux produits d'élevage de qualité dans la commune de Kékem
Habitat et Développement Urbain	Difficulté à conduire avec aisance le processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune
Education de Base	Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les écoles primaires et maternelles dans la commune de Kékem
Transport	Difficulté d'accès à un moyen de transport adéquat dans la commune de Kékem
PMEESA	Faible développement des PME dans la commune
Commerce	Difficulté d'accès à une infrastructure adéquate de commerce et à mener à bien les activités de commerce dans la commune de Kékem
Travail et Sécurité sociale	Difficulté pour les travailleurs de tout genre dans la commune à souscrire une couverture de sécurité sociale
Enseignement secondaire	Difficulté d'accès aux infrastructures et équipement adéquats dans les établissements d'enseignement secondaire de Kékem
Santé	Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité dans les structures de santé présentes dans la commune de Kékem
Promotion de la Femme et de la Famille	Difficulté pour certaines familles à avoir accès au bien être et l'harmonie et faible épanouissement de la femme dans la commune
Sport et éducation physique	Difficulté d'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune de Kékem
EDDPN	Difficultés d'accès à un environnement sain et sécurisé dans la commune de Kékem
Eau, Energie, Assainissement et Produits pétroliers	Difficulté d'accès à l'eau potable dans les villages de la commune de Kékem
	Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans les villages de la commune de Kékem
	Difficulté d'accès aux toilettes Améliorées dans les villages dans la commune
	Difficulté d'accès aux produits pétroliers de qualité dans les villages dans la commune
Emploi et Formation Professionnelle	Difficulté d'accès à un emploi décent dans la commune de Kékem
Mine, Industrie et Développement technologique	Difficulté à mettre en valeur et à tirer grandement profit du potentiel des ressources naturelles existant dans la commune
Communication	Difficultés d'accès aux réseaux de communication dans la commune de Kékem
Domaine, Cadastre et Affaires Foncières	Difficulté d'accès à un titre de propriété foncière dans la commune de Kékem
Forêt et Faune	Difficulté à préserver et à conserver le potentiel forestier et faunique existant dans la commune de Kékem
Travaux Publics	Difficulté de déplacement dans les villages de la commune de Kékem
Affaires Sociales	Difficulté pour les personnes vulnérables à avoir accès aux facilités mises en place en leur faveur par l'Etat
Jeunesse et Education Civique	Difficulté pour les jeunes dans la commune à avoir accès aux informations sur les projets et programmes et aux structures de formation et d'animation
Poste et Télécommunication	Difficulté d'accès aux services offerts par la poste et télécommunication dans la commune de Kékem
Arts et Culture	Difficulté d'accès à une infrastructure socio culturelle dans les villages dans la commune
Tourisme et Loisirs	Difficulté pour l'institution communale à tirer profit du potentiel touristique qui existe dans la commune de Kékem
Enseignement supérieur	Difficultés pour bon nombre de parents à prendre en charge les frais et autres coûts en lien avec la scolarité de leurs enfants dans l'enseignement supérieur
MINATD	Difficulté à mettre en œuvre le processus de décentralisation dans la commune
MINRESI	Difficulté pour les producteurs à avoir accès aux résultats de la recherche agricole et zootechnique et aux innovations dans la commune

Chacun de ses problèmes a fait l'objet d'une analyse pour déterminer les causes et les effets ou conséquences : les causes les plus pertinentes sur lesquelles on peut agir pour améliorer la situation ont été identifiées et les besoins ont été exprimés et consolidés. Ce sont ces besoins consolidés qui ont permis d'élaborer le plan stratégique et d'obtenir un coût estimatif pour la réalisation du PCD.

3.4- Coût estimatif du PCD

Secteur	Montant
Institution Communale	170 800 000
Agriculture et Développement Durable	655 375 000
Elevage Pêche et Industries Animales	23 200 000
Santé	301 050 000
Travaux Publics	2 185 600 000
Education de Base	1 075 000 000
Arts et Culture	302 000 000
Promotion de la Femme et de la Famille	158 200 000
Affaires Sociales	128 500 000
Eau et Energie	1 783 010 000
Enseignement Secondaire	552 200 000
Emploi et Formation Professionnelle	198 500 000
Travail et Sécurité Sociale	5 900 000
Tourisme et Loisirs	163 000 000
Forêts et Faune	59 500 000
Environnement Protection de la Nature et Développement Durable	28 900 000
Habitat et Développement Urbain	540 000 000
Domaine Cadastre et Affaires Foncières	8 000 000
Recherche Scientifique et Innovation	35 000 000
Commerce	277 664 500
Jeunesse et Education Civique	169 800 000
Sport et Education Physique	830 000 000
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	889 200 000
Mines Industries et Développement Technologique	378 000 000
Transport	3 200 000
Poste et Télécommunication	95 000 000
Communication	250 000 000
Administration Territoriale, Décentralisation, Sécurité et maintien de l'ordre	276 000 000
Enseignement Supérieur	25 000 000
Total	9 381 999 500

Sur la base des projets prioritaires retenus dans chaque village dans la commune, et des possibilités de mobilisation des ressources, un Cadre de Dépenses à Moyen Terme sur la période 2015 – 2017 et un Plan d'Investissement Annuel pour l'année 2014 ont été élaborés et validés.

Coût du CDMT : 203 536 000 FCFA

Coût du PIA : 278 851 500 FCFA

Un mécanisme de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD a été mis en place et un plan de communication et de marketing du PCD a été élaboré.

LISTE DES ABREVIATIONS

Abréviations	Dénomination
ACAFIA	Association Camerounaise des Femmes Ingénieures en Agriculture
ACD	Agent Communal de Développement
ACF	Agent Communal chargé des aspects Financiers
CES	Collège d'Enseignement Secondaire
CC	Comité de Concertation
CETIP	Collège d'Enseignement Technique Industriel et professionnel
CPFF	Centre de Promotion de la Femme et de la Famille
CDMT	Cadre de Dépenses à Moyen Terme
CST	Chef Service Technique
CSEF	Chef Service Economique et Financier
CSI	Centre de Santé Intégré
CDE	Camerounaise des Eaux
CJIK	Centre de Jeunes en Informatique de Kékem
CRTV	Cameroon Radio and Television
COPIL	Comité de Pilotage
COGE	Comité de Gestion
COSA	Comité de Santé
CCSE	Comité Communal de Suivi Evaluation
CAMTEL	Cameroon Telecommunication
CAMPOST	Cameroon Postal Service
COPIL	Comité de Pilotage
DAADR	Délégation d'Arrondissement d'Agriculture et du Développement Rural
DAMINEPIA	Délégation d'Arrondissement du Ministère de l'Elevage des Pêches et Industries Animales
DAJECK	Délégation d'Arrondissement de la Jeunesse et de l'Education Civique
DEUC	Diagnostic de l'Espace Urbain Communal
DIC	Diagnostic de l'Institution Communale
EUC	Espace Urbain Communal
EDDPN	Environnement Développement Durable et Protection de la Nature
EM	Ecole Maternelle
EP	Ecole Primaire
ETA	Ecole Technique d'Agriculture
HD	Hôpital de District
IEAB	Inspection d'Arrondissement de l'Education de Base
MINATD	Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation
MINIMIDT	Ministère des Mines, Industrie et Développement Technologique
MINEFOP	Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
MINPROFF	Ministère de la Promotion de la Femme et de la Famille
MINRESI	Ministère de la Recherche Scientifique et de l'Innovation
PIAASI	Programme Intégré d'Appui au Secteur Informel
PIA	Plan d'Investissement Annuel
PEMEESA	Petite Et Moyenne Entreprise, Economie Sociale et Artisanat
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PAJER - U	Programme d'Appui à la Jeunesse Rurale et Urbaine
SDE	Service Déconcentré de l'Etat
SG	Secrétaire Général

LISTE DES TABLEAUX

N° du tableau	Intitulé du tableau	N° de page
Tableau N° 1	Synthèse de la méthodologie utilisée	26
Tableau N° 2	Brève présentation de la commune	39
Tableau N° 3	Présentation de la population par village dans la commune	42
Tableau N° 4	Principales cultures pratiquées dans la commune	43
Tableau N° 5	Type d'élevage pratiqué	43
Tableau N° 6	Activités de pêche	44
Tableau N° 7	Exploitation des ressources naturelles dans la commune	44
Tableau N° 8	Situation des infrastructures dans le secteur tertiaire	45
Tableau N° 9	Sites touristiques dans la commune	45
Tableau N° 10	Principales infrastructures par secteur dans la commune	46
Tableau N° 11	Potentialités par secteur dans la commune	50
Tableau N° 12	Sites des ressources naturelles et localisation dans la commune	53
Tableau N° 13	Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines	56
Tableau N° 14	Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion des ressources financières	58
Tableau N° 15	Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion du patrimoine communal	59
Tableau N° 16	Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion des relations	60
Tableau N° 17	Analyse des problèmes identifiés au niveau de l'institution communale	62
Tableau N° 18	Principaux problèmes et besoins consolidés par secteur dans la commune	64
Tableau N° 19	Récapitulatif prise en compte de la petite enfance	109
Tableau N° 20	Récapitulatif prise en compte changement climatique dans la commune	113
Tableau N° 21	Synthèse des micros projets prioritaires par village	116
Tableau N° 22	Cadre logique par secteur	127
Tableau N° 23	Coût estimatif du PCD	224
Tableau N° 24	Possibilités de création d'emplois et de richesses par secteur dans la commune	226
Tableau N° 25	Esquisse de plan d'utilisation et de gestion durable des terres	229
Tableau N° 26	Cadre de dépenses à moyen terme 2015 – 2017	232
Tableau N° 27	Cadre sommaire de gestion environnementale des projets du CDMT et PIA	234
Tableau N° 28	Plan sommaire de gestion de l'environnement	241
Tableau N° 29	Ressources mobilisables et échéances	252
Tableau N° 30	Programmation annuelle des projets prioritaires 2014	253
Tableau N° 31	Plan opérationnel en faveur des personnes vulnérables	255
Tableau N° 32	Plan de passation de marchés des projets prioritaires pour 2014	257
Tableau N° 33	Esquisse de plan de communication	269

LISTE DES CARTES

N° de la carte	Intitulé de la carte	N° de page
Carte N° 1	Carte de localisation de la commune	39
Carte N° 2	Carte de localisation des sites des ressources naturelles dans la commune	41

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Fiches des projets du PIA

Annexe 2 : Atlas

INTRODUCTION

1-INTRODUCTION

1.1-Contexte et justification

Dans le contexte actuel de la décentralisation et de la lutte contre la pauvreté avec la mise en œuvre du Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi (DSCE) impulsé par le gouvernement de la République, La commune en tant que institution se positionne comme acteur au centre du processus de développement socio- économique dans son espace géographique.

Face à ce nouveau défi et du fait que la plupart des institutions communales soient encore fragiles et peu outillées, le Gouvernement de la République à mis en place avec les partenaires au développement un ensemble de programmes d'appui, parmi lesquels le Programme National de Développement Participatif (PNDP) pour accompagner les institutions communales à la mise en œuvre du processus de décentralisation et surtout, pour renforcer les capacités de ces dernières afin que chacune d'elles se dote des moyens d'une participation effective à la mise en œuvre du processus de développement local durable sur son territoire.

Assumer la place de l'acteur au centre de développement socio économique du territoire, exige que l'institution communale se dote d'un véritable outil fédérateur des interventions de tous les acteurs capables d'appuyer la commune en matière de promotion du développement économique et de création d'emplois au niveau local : cet outil est le plan communal de développement, document technique donnant une visibilité de la situation locale ainsi que des actions de développement à mener dans le temps et dans l'espace

Pour élaborer ce document, le PNDP dans son partenariat avec la commune fait recours aux acteurs locaux porteurs des compétences pour accompagner les institutions communales dans l'élaboration de leur PCD.

Engagée en 2008 dans le processus de planification locale avec le PNDP, la commune de Kékem a élaboré son Plan de Développement Communal qu'elle met en œuvre progressivement. Rendu à date et avec l'évolution du contexte et notamment la mise en œuvre du DSCE, le PDC élaboré par le passé devrait être actualisé pour s'arrimer à la mouvance. C'est ainsi que la commune signe une nouvelle convention avec le PNDP pour la mise en œuvre d'un ensemble d'activités parmi lesquelles l'actualisation du PDC en PCD.

Par appel d'offre, l'OAL ACAFIA Ouest a été retenu pour accompagner la commune de Kékem dans le processus de planification locale en vue de l'actualisation de son PDC. Conformément au contrat de prestation de service, aux cahiers de charges et à la démarche méthodologique de mise en œuvre, la mission a été accomplie dans la commune au courant de la période allant de Février à Septembre 2013 et le présent document constitue le Plan Communal de Développement.

1.2-Objectifs du PCD

1.2.1-Objectif global

Doter la commune d'un outil fédérateur des interventions pour toutes les initiatives de développement socio économique à entreprendre sur le territoire par les acteurs.

1.2.2-Objectifs spécifiques

- Mettre en évidence la situation de référence par secteur de développement dans la commune
- Identifier et capitaliser les potentialités et les ressources de la commune,
- Prendre en compte la situation des personnes vulnérables,
- Analyser la situation de développement de l'économie locale,
- Consolider les problèmes communs de développement par secteur dans la commune
- Consolider les besoins de développement par secteur dans la commune,
- Identifier les causes pertinentes sur lesquelles il faut agir à court, moyen et long terme,
- Planifier la mise en œuvre des actions à long terme,

- Programmer la réalisation des activités à court et moyen terme,
- Prendre en compte les aspects transversaux.

1.3-Structure du document

Le présent document de PCD met en exergue entre autres :

- Une synthèse de la démarche méthodologique qui a été utilisée pour produire le PCD
- Une présentation sommaire de la commune,
- Une synthèse des résultats des diagnostics (DIC, DEUC, DPNV),
- Une planification stratégique,
- Une présentation de la situation du développement de l'économie locale,
- Une présentation de la situation de la petite enfance dans la commune
- Une présentation de la situation des changements climatiques dans la commune
- Une programmation à court et moyen terme des actions à mettre en œuvre (CDMT 2014 – 2016),
- Une présentation du cadre de gestion sommaire de l'environnement : CDMT et PIA
- Un plan d'investissement annuel
- Un mécanisme de suivi évaluation de la mise en œuvre du PCD,
- Un plan de communication sur la mise en œuvre du PCD,
- Une conclusion, et,
- Des annexes

METHODOLOGIE UTILISEE

2-METHODOLOGIE UTILISEE

L'actualisation du PDC de Kékem s'est faite dans une approche participative avec la mise en œuvre de plusieurs activités dans les étapes que sont :

- La préparation de l'ensemble du processus,
- La collecte des informations et traitement
- La consolidation des données des diagnostics et cartographie,
- La tenue d'un atelier de planification, de mobilisation des ressources et de programmation au niveau communal, et,
- La mise en place d'un mécanisme de suivi évaluation participatif

Les activités réalisées dans chaque étape sont présentées de manière synthétique dans les différents tableaux ci-dessous.

2.1-Préparation de l'ensemble du processus

Tableau N° 1 : Synthèse de la méthodologie utilisée

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
Réunion d'échanges et de concertation avec le conseil municipal et l'exécutif communal		Mars 2012	-Document de présentation du PNDP	-Accord du conseil municipal et de l'exécutif pour la mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune -Signature de la convention de subvention	-CRC/Ouest PNDP -Conseillers municipaux -Exécutif communal
Recrutement d'une OAL pour accompagner techniquement la mise en œuvre du processus d'actualisation du PDC dans la commune	-Lancement de l'appel d'offre pour la sélection de l'OAL -Dépouillement, analyse et sélection d'un OAL -Signature du contrat de prestation avec l'OAL	Juillet à Août 2012 4 Février 2013	TDR pour la prestation Contrat de prestation de service	-L'OAL ACAFIA/Ouest est retenu pour accompagner la commune de Kékem à la mise en œuvre du processus de planification locale en vue de l'actualisation du PDC -Un contrat de prestation de service est signé	-CRC/Ouest PNDP -CPM Commune -Maire commune -OAL ACAFIA/Ouest
Prise de contact de l'OAL avec l'exécutif communal	Séance de travail avec l'exécutif communal	7 Février 2013	-Contrat de prestation de service -Document méthodologique de mise en œuvre du processus -Chronogramme prévisionnel de mise en œuvre du processus -Le cahier de charges	-Connaissance mutuelle équipe OAL ACAFIA/Ouest et exécutif communal -Compréhension harmonisée sur la démarche de mise en œuvre du processus -Accord sur le découpage territorial de la commune -Accord sur le programme prévisionnel de mise en œuvre du processus dans la	-Equipe OAL ACAFIA/Ouest -Maire de la commune -SG

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
				commune -Signature de l'ordre de service de commencer	
	Présentation de l'équipe complète de l'OAL et vérification de la conformité du personnel avec les CV présentés dans l'offre	13 Février 2013	-CV des consultants	-CV vérifié et remplacement effectué validé par l'exécutif communal	-Consultants OAL ACAFIA -SG de la commune -ACD
	Organisation de l'atelier de restitution de la formation sur la démarche de mise en œuvre du processus de planification locale	14 Février 2013	Guide méthodologique d'élaboration du PCD	-Les consultants de l'OAL ACAFIA et les membres du COPIL connaissent les étapes du processus et la démarche méthodologique de mise en œuvre	-10 Consultants de l'OAL ACAFIA -08 membres du COPIL
	Installation de l'OAL dans la commune	12 Février 2013	Location d'un bureau	-l'OAL a un bureau qu'il occupe dans la commune	-Equipe OAL
Information et sensibilisation des autorités administratives locales	Introduction et présentation de l'équipe de l'OAL chez le Sous préfet de Kékem	13 Février 2013	Séance de travail avec le sous préfet	-Connaissance mutuelle avec l'autorité locale -L'autorité locale a une connaissance de ce doit être fait dans la commune et sur quel période de temps	-Equipe OAL ACAFIA -SG commune -ACD -Sous préfet et Adjoint
	Introduction et présentation de l'équipe de l'OAL chez le Préfet du Haut Nkam	14 Février 2013	Séance de travail avec le Préfet	-Connaissance mutuelle avec l'autorité administrative -L'autorité locale a une connaissance de ce doit être fait dans la commune et sur quel période de temps -Accord sur la date de lancement officiel du processus dans la commune	-Equipe OAL ACAFIA -SG commune -Préfet
Information et sensibilisation des autres parties prenantes	Préparation des correspondances informant les acteurs sur la mise en œuvre du processus dans la commune et invitation à l'atelier de lancement officiel	15 au 26 Février 2013	-Communiqué affiché -Invitation à l'atelier de lancement -lettre d'introduction des consultants auprès des acteurs locaux -Annonces dans les associations et lieux de cultes	-Les acteurs sont informés de la mise en œuvre du processus dans la commune	-Equipe OAL ACAFIA -Maire de la commune -SG de la commune -Membre du COPIL -Autorités administratives -Autorités traditionnelles -Leader d'opinion
	Organisation et animation de l'atelier	27 Février 2013	Démarche méthodologique	-Les acteurs sont informés de la mise en	-Equipe OAL ACAFIA

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
	de lancement officiel de la mise en œuvre du processus d'actualisation du PDC de Kékem		d'élaboration du PCD	œuvre du processus dans la commune	-Maire de la commune -SG de la commune -Membre du COPIL -Autorités administratives -Autorités traditionnelles -Leader d'opinion

2.2-Collecte des informations et traitement

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
Collecte des données générales de base	Descente dans tous les villages de la commune pour la collecte des données générales de base	Du 15 au 21 Février 2013	Fiche de collecte des données	-Découverte du milieu par l'équipe des consultants de l'OAL ACAFIA -Les communautés sont sensibilisées et informées sur la mise en œuvre du processus -Des personnes de contact sont identifiées dans les villages -Un ensemble d'information de base est disponible pour chaque village	-10 membres de l'équipe des consultants de l'OAL ACAFIA -Les chefs de village -les présidents de CC -Les leaders d'opinions dans les villages -les populations dans chaque village
Diagnostic de l'institution communale	Préparation du DIC	Du 1 ^{er} au 6 Mars 2013	-Guide méthodologique de réalisation du DIC	-La compréhension de toutes les parties prenante est harmonisée sur le DIC, ses objectifs, les résultats attendus et la démarche méthodologique de réalisation -La période du 1^{er} Mars au 15 Avril 2013 est arrêtée pour la réalisation et la restitution des résultats du DIC -Une note d'information à l'intention du personnel est signée et rendue publique par le Maire -Un guide d'entretien est élaboré pour chaque catégorie d'acteur à interviewer au sein de l'institution -Un échantillon de personnes à interviewer au sein de l'institution est constitué	-Maire -SG -Président COPIL -Consultant ACAFIA
	Réalisation du DIC	Du 5 au 20 Mars 2013	Guide d'entretien	-Chaque personnel à interviewer prend connaissance du guide avant le jour de l'entretien - Une date est arrêtée avec l'intéressé dans la période du 12 au 20 mars pour l'entretien	-Consultant ACAFIA -Personnes à interviewer

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
				-Les informations sur la gestion des ressources humaines, financières, patrimoniales et les relations de l'institution communale sont recueillies et documentées	
	Dépouillement, traitement, analyse des données collectées et capitalisation	Du 13 Mars au 7 Avril 2013	-Guide d'entretien -Grille de dépouillement	-Les informations sur la gestion des ressources humaines, financières, patrimoniales et les relations de l'institution communale sont documentées -Les points forts, points faibles et axes de renforcement sur la gestion des ressources humaines, financières, patrimoines et des relations au sein de l'institution communale sont identifiés et capitalisés - Un document de synthèse des résultats du DIC est disponible	-Equipe des consultants OAL ACAFIA
	Restitution des résultats du DIC	15 Avril 2013	-Document capitalisé des résultats du DIC -Vidéo projecteur	-Les résultats du DIC sont validés par l'exécutif et le personnel de la commune -Un PV de validation est préparé et signé par le Maire	-02 membres de l'exécutif -06 membres COPIL -08 Conseillers M. -16 personnels de la Commune -Equipe des consultants de l'OAL ACAFIA
	Atelier de lecture du rapport du DIC	24 Juin 2013	Rapport provisoire du DIC	-Accord de toutes les parties prenantes sur le canevas de présentation du rapport de DIC -Chaque rapport de DIC soumis à l'atelier de lecture a reçu les observations à prendre en compte dans la forme et le fond	-CRC Ouest PNDP -OAL de 7 communes engagées dans le processus -Président COPIL des communes -ACD des communes
Diagnostic de l'espace urbain communal (DEUC)	Préparation du DEUC	Du 1 ^{er} au 5 Mars 2013	Guide méthodologique de réalisation du DEUC	-Compréhension harmonisée des parties prenantes sur la démarche	-Maire -SG

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
				méthodologique -Guide de collecte des données élaboré et validé -24 corps de métiers identifiés dans l'espace urbain -5 équipes de 2 consultants mis en place par l'OAL pour la collecte des données -Période du 7 au 15 Mars arrêtée pour la collecte des données -Une note d'information est signée par le maire et transmise aux sectoriels en vue de la réalisation du DEUC	-Président COPIL -Consultant ACAFIA
	Réalisation du DEUC	Du 7 au 15 Mars 2013	-Fiches de collecte des données -Guide d'entretien avec les corps de métiers	-Les informations sont collectées sur la situation de référence dans 28 secteurs -Les informations sont collectées sur les infrastructures sociales de base dans l'espace urbain communal -Les informations sont collectées sur les couches vulnérables -Les informations sont collectées sur le développement de l'économie locale	-10 membres de l'équipe des consultants de l'OAL ACAFIA
	Dépouillement, traitement, analyse des données collectées et capitalisation	Du 16 Mars au 10 Avril 2013	-Guide de collecte des données -Guide d'entretien avec les corps de métiers -Grille de dépouillement	-La situation de référence dans 28 secteurs de développement est élaborée dans l'espace urbain communal -Les principales infrastructures sociales de base dans l'espace urbain communal sont identifiées et caractérisées -Les couches vulnérables sont identifiées, leur accessibilité aux infrastructures sociales de bases appréciée ainsi qu'une analyse de la rentabilité économique des activités qu'ils mènent -Une analyse de l'économie locale est	-10 membres de l'équipe des consultants de l'OAL ACAFIA

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
				faite -Un document de synthèse des résultats du DEUC est produit	
	Restitution des résultats du DEUC	16 Avril 2013	-Document capitalisé des résultats du DEUC -Vidéo projecteur	-Résultats du DEUC amendés et validés par les parties prenantes -PV de validation signé par le Maire	-02 membres de l'exécutif -06 membres COPIL -08 Conseillers M. -16 personnels de la Commune -08 Sectoriels -05 représentants des corps de métiers -10 chefs de quartiers -Equipe des consultants de l'OAL ACAFIA
	Atelier de lecture du rapport du DIC	26 Juin 2013	Rapport provisoire du DEUC	-Accord de toutes les parties prenantes sur le canevas de présentation du rapport de DEUC -Chaque rapport de DEUC soumis à l'atelier de lecture a reçu les observations à prendre en compte dans la forme et le fond	-CRC Ouest PNDP -OAL de 7 communes engagées dans le processus -Président COPIL des communes -ACD des communes
Diagnostic participatif niveau village	Préparation du DPNV	Du 17 au 30 Mars 2013	Guide méthodologique de réalisation du DPNV	-Les acteurs impliqués dans le processus sont capacités sur la démarche méthodologique de mise en œuvre -Un facilitateur endogène est identifié et retenu dans chaque village -Chaque acteur connaît son rôle et ses tâches pour la mise en œuvre du processus dans son village -Le calendrier des ateliers de planification est validé par les acteurs -04 villages pour le DPNV test sont retenus	-Consultants de l'OAL ACAFIA -Membres du COPIL -Chefs de groupement -Chefs des villages -Facilitateurs endogènes

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
				-08 équipes de 03 consultants sont constituées pour animer les ateliers de planification dans les villages	
	Réalisation du DPNV	Du 3 Avril au 10 Mai 2013	-Canevas d'animation d'un atelier de DPNV -La carte participative -Le profil historique du village -Le transect -le diagramme de mobilité -Le diagramme de Venn -le guide d'entretien -La matrice d'analyse des problèmes -La matrice de planification des solutions endogènes	-35 ateliers de diagnostic participatif sont réalisés dans la commune -Les potentialités et les contraintes de chaque village sont mises en évidence -Les problèmes communs sont identifiés et analysés dans chaque village -Les causes pertinentes sur lesquelles chaque village veut agir sont identifiées -La mise en œuvre des solutions endogènes est planifiée dans chaque village -Une liste de 8 projets prioritaires est validée dans chaque village -Un comité de concertation est mis en place dans chaque village pour accompagner la mise en œuvre des solutions endogènes	-Consultants de l'OAL ACAFIA -Membres du COPIL -Chefs de groupement -Chefs des villages -Facilitateurs endogènes -Populations dans chaque village

2.3-Consolidation des données des diagnostics

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
Mise en commun de toutes les données collectées	Synthèse de la situation de référence par secteur	Du 11 Avril au 27 Août 2013	-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Une situation de référence dans 28 secteurs de développement est établie dans la commune	Equipe des consultants de l'OAL dans la commune
	Synthèse de la situation des personnes vulnérables par catégorie de vulnérabilité		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Effectif des personnes vulnérables par catégorie de vulnérabilité dans la commune	
	Synthèse de la situation de la production agricole et de l'élevage		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	-Situation de la production agricole par type de spéculation -Situation de la production animale dans la commune	
	Synthèse des problèmes par secteur		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Liste des problèmes par secteur dans la commune	
	Synthèse des besoins par secteur		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Liste des besoins exprimés par secteur dans la commune	
	Synthèse des projets prioritaires		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Liste des projets prioritaires par village dans la commune	
	Synthèse de la situation de la petite enfance		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Etat des lieux de la situation de la petite enfance connu dans la commune	
	Synthèse de la situation des changements climatiques		-Données de base collectées lors des diagnostics -Matrice de synthèse	Etat des lieux de la situation des changements climatiques dans la commune	
	Pointage par GPS des infrastructures dans la commune		-Liste des infrastructures par village -GPS	Cartes thématiques des infrastructures dans la commune	
Organisation de l'atelier de consolidation des données des diagnostics	Préparation de l'atelier	Du 6 au 26 Août 2013	-Document de la situation de référence et des besoins par secteur -Guide méthodologique de réalisation de l'atelier de consolidation	-Les parties prenantes se sont accordées sur la réalisation de l'atelier de consolidation -La date du 29 Août est arrêtée pour la tenue de l'atelier -Chaque sectoriel a reçu son document	-Maire de la commune -Chef de mission OAL dans la commune -COPIL -CRC PNDP

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
				de travail et son invitation pour l'atelier de consolidation -Toute la logistique nécessaire est mobilisée pour la tenue de l'atelier	
	Réalisation de l'atelier de consolidation des données des diagnostics	29 Août 2013	-Document de la situation de référence et des besoins par secteurs -Guide méthodologique de réalisation de l'atelier de consolidation	-Les données des diagnostics sont consolidées par les sectoriels -Les données des diagnostics sont validées par le COPIL	-Maire de la commune -Equipe OAL dans la commune -COPIL -CRC PNDP -Sectoriels -Présidents de CC -Autorité administrative

2.4-Atelier de planification et de mobilisation des ressources et programmation

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
Préparation de l'exécutif municipal à la mobilisation des ressources pour le financement des réalisations	Séances de travail avec l'exécutif et suivi du niveau de mobilisation des ressources pour le financement des actions à inscrire dans le PIA	Du 7 Février au 4 Septembre 2013	-Liste des sources de financement possibles -Liste des potentiels bailleurs de fonds -Budget de la commune -Liste des ressources transférées dans le cadre de la décentralisation	-Le maire a mobilisé une enveloppe de 278 851 500 FCFA pour le financement des investissements pour l'année 2014 -Une stratégie est définie et devra être mise en place pour accroître la mobilisation des recettes propres -Les communautés sont sensibilisées du fait qu'en cas de financement d'un projet dans leur communauté elles doivent contribuer -Les sectoriels sont exhortés pour la transmission des projets de leur secteur pour une prise en compte dans le BIP	-Chef de mission OAL ACAFIA -Maire de la commune
Organisation de l'atelier de planification et de programmation	Préparation de l'atelier de planification et de programmation	Du 29 Août au 4 septembre 2013	-Les données consolidées des diagnostics -Le cadre logique par secteur -Le guide méthodologique de réalisation de l'atelier de planification	-Les dates du 5 au 6 septembre 2013 sont retenues pour l'atelier de planification -Chaque sectoriel a reçu son document de travail et son invitation pour l'atelier de planification -Toute la logistique nécessaire est mobilisée pour la tenue de l'atelier	-Maire de la commune -Equipe OAL dans la commune -COFIL -CRC PNDP -Sectoriels -Présidents de CC -Autorité administrative
	Animation de l'atelier de planification et de programmation	Du 5 au 6 Septembre 2013	-Le cadre logique par secteur -Le Plan d'investissement annuel -La liste des projets prioritaires par village -La matrice du CDMT -Le cadre sommaire de gestion environnementale	-Un plan stratégique est élaboré et validé -Un plan d'investissement annuel est élaboré et validé -Un cadre de dépense à moyen terme est élaboré et validé -Un cadre sommaire de gestion environnementale des projets inscrits dans le PIA et le CDMT est élaboré et validé	-Maire de la commune -Equipe OAL dans la commune -COFIL -CRC PNDP -Sectoriels -Présidents de CC -Autorité administrative

2.5- Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif

Activités réalisées	Tâches	Période de réalisation	Outils/ supports utilisés	Résultats obtenus	Parties prenantes
Mise en place du mécanisme de suivi évaluation participatif de la mise en œuvre du PCD	-Séance de travail avec l'exécutif et le COPIL pour expliquer les missions du comité de suivi évaluation	6 Septembre 2013	Mission et tâches dévolues au comité	Le comité de pilotage est renforcé et transformé en comité communal de suivi évaluation	-Equipe OAL dans la commune -Maire -Membres du COPIL
	Elaboration des textes de base du comité de suivi évaluation		Missions du comité	Les statuts du comité de suivi évaluation sont disponibles	-Equipe OAL dans la commune -Maire
	Préparation de l'arrêté communal portant désignation des membres du comité		Mission et tâches dévolues au comité	Un arrêté communal est pris portant désignation des membres du comité communal de suivi évaluation	-Maire -SG

PRINCIPAUX RESULTATS

3-PRESENTATION SOMMAIRE DE LA COMMUNE

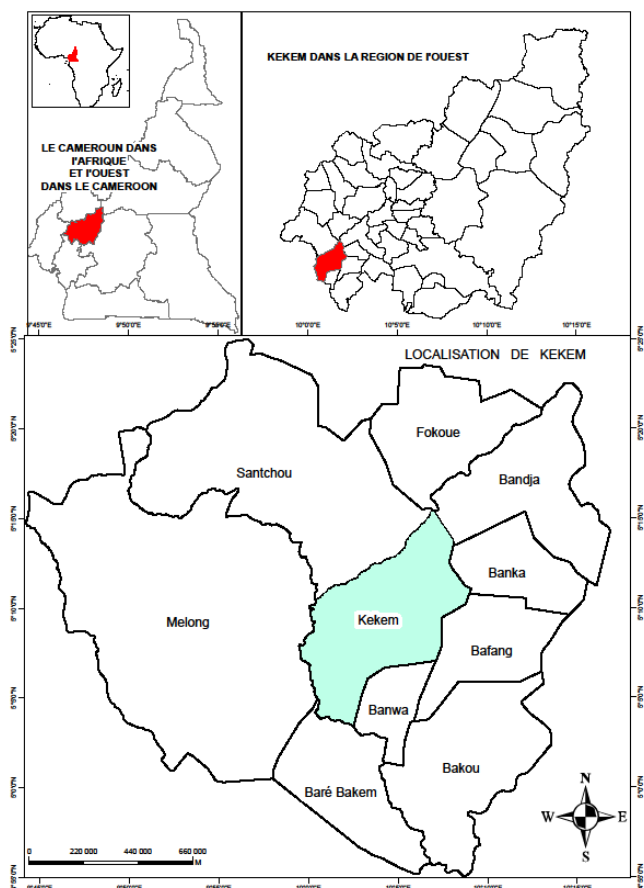
3.1-Localisation de la commune

Tableau N° 2 : Brève présentation de la commune

Nom de la commune	COMMUNE DE KEKEM
Localisation	Arrondissement de Kékem, Département du Haut Nkam, Région de l'Ouest, République du Cameroun
Date de création	26 Décembre 1962
Superficie	400 Km ²
Limites	-Au Nord par la commune de Bafang -Au Sud par la commune de Melong -A l'Est par la commune de Banwa -A l'Ouest par la commune de Santchou
Adresse	-BP : 02 Kékem -Tel : -Email :
Population	40 489 habitants
Groupe ethniques	Bamiléké et Mbô
Nombre de village	7 groupements (chefferies de 2 ^{ème} degré) pour un total de 48 villages (chefferies de 3 ^{ème} degré)
Activités économiques	Agriculture, Elevage, Artisanat, Exploitation des ressources naturelles, Services

Carte de localisation de la Commune

Carte N° 1



3.2-Milieu biophysique

3.2.1-Relief

Le relief dans la commune de Kékem est contrasté : il est constitué dans ses parties Ouest, Est et Nord par des collines et montagnes aux pentes plus ou moins abruptes (altitude comprise entre 600 et 1200 m), qui se prolongent du côté Sud par une vaste vallée inondable qui commence depuis les zones de piémont de Foyemtcha, Mboebo et Kékem Nord jusqu'au contact de la région du littoral et de la zone de Santchou.

3.2.2-Climat

Le climat dans la commune est de type tropical d'altitude caractérisée par deux saisons dont les changements climatiques font qu'il n'est plus facile depuis quelques années de savoir avec précision quand va commencer chacune des saisons (saison de pluie et saison sèche) et quand elle va finir. La pluviométrie moyenne annuelle est élevée et se situe entre 1800 à 2000 mm. Les températures moyennes sont comprises entre 20 et 30°C.

3.2.3-Sol

Les sols ont une texture qui varie d'une zone à l'autre. A côté des blocs rocheux plus ou moins dégradés sur les montagnes, on rencontre des sols lessivés, on a dans la plaine les sols limoneux ou sablo-limoneux de nature hydromorphes et à certains endroits, des sols argilo-latéritiques de couleur rouge.

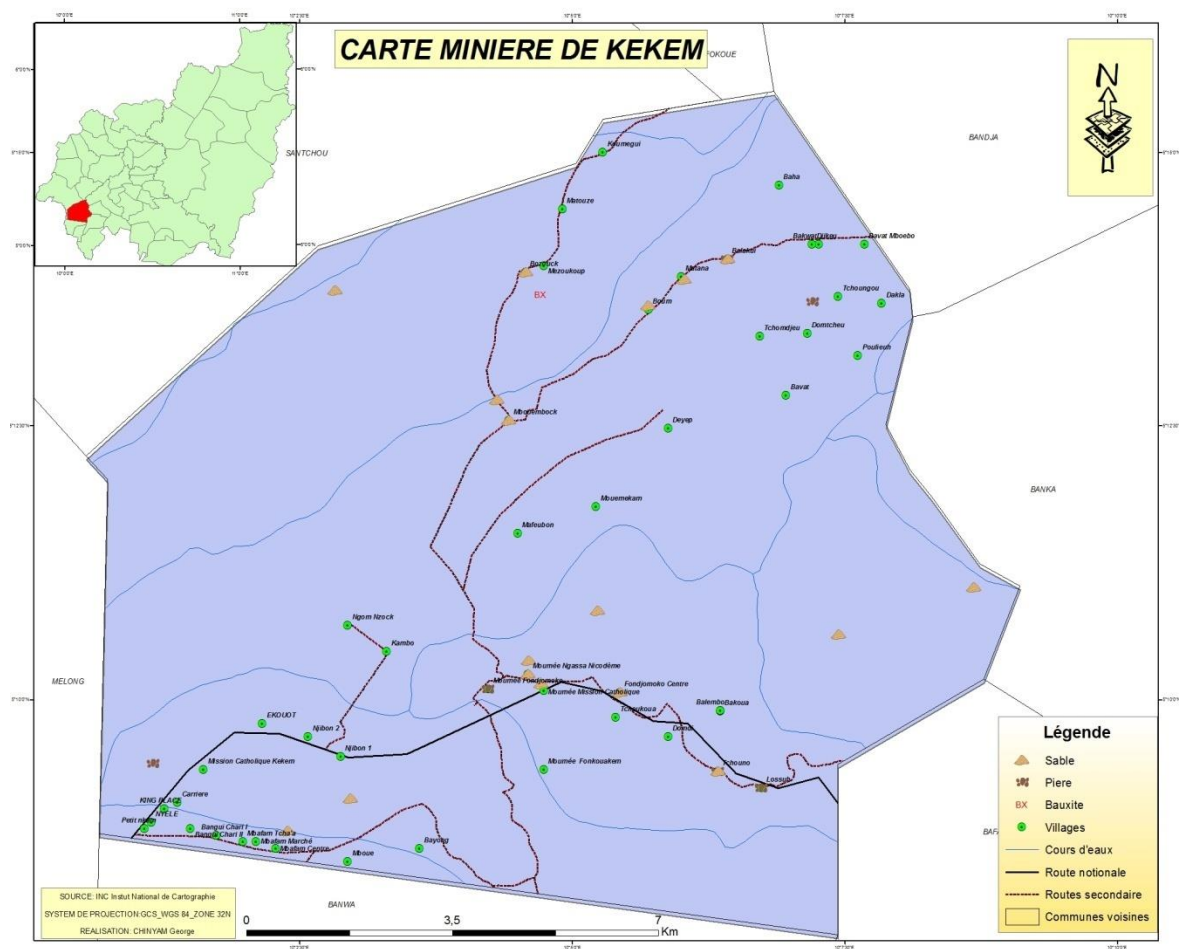
3.2.4-Hydrographie

Le réseau hydrographique est constitué de plusieurs cours d'eau à régime variable. Le principal cours d'eau est le Ngoum : Il collecte les eaux de presque tous les autres cours et se jette dans le Nkam vers la région Sud de la commune. Ses affluents sont entre autres le Mfourri, la Moumée, la Ngwouenkeu et le Nyele.

3.2.5-Flore et Faune

La végétation naturelle dans la commune qui était la forêt a depuis longtemps cédé la place aux espèces agricoles. On rencontre toutefois ça et là quelques vestiges d'un couvert forestier ancien (forêt sacrée, zones de refuge telles que les sommets de montagnes) notamment dans la zone de Bayon, de Bamengui, de Mboebo et de Foyemtcha.

3.2.6-Carte des ressources naturelles Carte N° 2



3.3-Milieu humain

3.3.1-Quelques repères historiques de la commune

Créée en 1962 comme commune rurale, elle devient commune de Kékem en 1987 à la suite du décret n°2007/117 du 24 avril 2007. Comme évènement marquant au sein de la commune, nous avons entre autres :

- La construction en 1963 de la route nationale n°5 qui relie Bafoussam à Douala et qui traverse la commune sur plus de 10 km,
- La construction de l'immeuble siège de la commune en 1975

3.3.2-Population

Tableau N° 3 Présentation de la population par village dans la commune

Village	Population				
	Hommes	Femmes	Jeunes de 5 – 16 ans	Enfants de 0 – 5 ans	Total
Bakoua	541	685	147	174	1547
Bavat	0	0	0	0	0
Dakla	20	30	0	0	50
Domtcheu	15	20	0	0	35
Poulieuh	0	0	0	0	0
Tchomdjeu	0	0	0	0	0
Bozouck	197	246	194	125	762
Koumegui	150	198	100	70	518
Matouze	150	230	136	130	646
Mezoukoup	120	212	198	80	610
Fondjomoko Centre	152	222	110	73	557
Moumée Fondjomoko	402	473	103	146	1124
Moumée Mission Catholique	148	215	100	75	538
Moumée Ngassa Nicodème	100	148	58	33	339
Tcheukoua	105	170	60	55	390
Domdi	50	80	35	22	187
Lossuh	70	95	40	35	240
Moumée Fonkouakem	130	176	45	25	376
Tchouno	246	344	292	70	952
Deyep	50	60	15	15	140
Mafeubon	70	85	10	25	190
Mbouembock	246	315	291	45	897
Mouemekam	30	50	20	15	115
Baha	35	50	10	7	102
Bakwat	70	95	15	5	185
Balakui	160	207	78	40	485
Bavat Mboebo	80	108	10	10	208
Boum	655	840	697	150	2342
Djikeu	130	200	97	50	477
Matana	95	145	70	25	335
Tchoungou	50	95	20	15	180
Bangui Chari I	950	1378	878	250	3456
Bangui Chari II	643	791	247	153	1834
Kambo	80	100	90	10	280
Mbafam Centre	280	370	79	20	749
Mbafam Marché	50	90	50	10	200
Mbafam Tcha'a	100	148	150	25	423
Mboue	80	100	50	20	250
Ngom Nzock	148	198	70	25	441
Bayon	620	718	427	685	2500
Espace Urbain Communal	4795	7335	4792	1407	18329
Total général	11 393	16 304	9 357	3 435	40 489

Source : Données collectés lors du diagnostic participatif réalisé dans les villages

Deux grands groupes ethniques peuplent la commune à savoir les Mbô et les Bamilékés.

3.3.3-Principales activités économiques

Sur le plan économique, l'économie locale est dominée par la pratique des activités dans le secteur primaire (agriculture, élevage, exploitation des ressources naturelles, etc.) et le secteur tertiaire (les services en termes de fourniture de biens et de services) ; ceci étant dominé par la pratique de l'informel. Le secteur secondaire est embryonnaire avec la présence de quelques unités artisanales de transformation que sont : les unités artisanales d'extraction d'huile de palme, la savonnerie, une boulangerie moderne et une boulangerie artisanale.

Dans le domaine de la transformation, il se mène dans la commune une importante activité d'extraction d'huile de palme. L'équipement utilisé est très artisanal, le cadre de travail est suffisamment insalubre pour un produit de consommation et l'activité est très polluante.

3.3.3.1-Secteur Primaire : Il est dominé par la pratique des activités agricoles, d'élevage et d'exploitation des ressources naturelles.

a)-Agriculture

Tableau N° 4 Principales cultures pratiquées

Culture	Zone de production	Destination des produits
Maïs	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Manioc	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Arachide	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Haricot	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Patate	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Banane plantain	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Banane douce	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Palmier à huile	Tous les villages dans la commune	Auto consommation + Vente
Cacao	Tous les villages dans la commune	Vente
Café	Tous les villages dans la commune	Vente

Source : DAADR de Kékem

Dans le domaine agricole, on note dans la commune la pratique assez importante de l'achat des produits de base (cacao et café) faite soit par des organisations des producteurs soit par des particuliers appelés ici « coxeurs ». La chute des prix des produits de base (café et cacao) a occasionné par le passé le changement des habitudes culturelles et la fermeture de plusieurs usines à café qui fonctionnaient dans la commune.

b)-Elevage

Tableau N° 5 : Type d'élevage pratiqué

Effectif éleveurs	Mode d'élevage	Espèce élevée	Effectifs	Destination des produits d'élevage
100% population	Traditionnel	Volaille, porc, petit ruminant	Non déterminé	Auto consommation + Vente
01	Moderne	Pondeuse	250	Vente
01	Moderne	Porc	0 (pour l'instant)	Vente

Source : DALINEPIA Kékem

La pratique de l'élevage moderne se fait encore rarement dans la commune ce qui rend peu disponible sur le marché local la présence des produits d'élevage. En cas de besoin il faut se déplacer dans les villes voisines (Bafang ou Melong).

c)- Activité de Pêche

Tableau N° 6

Endroit ou se pratique la pêche	Mode	Moyen utilisé	Espèce pêché	Destination des produits de pêches
Le long des cours d'eaux Nkam, Mfour, Ngoum	Pêche artisanale	-Ligne -Nasse	-Carpes -Silures -Machoiron	Autoconsommation + Vente
Zone de pisciculture de Mbafam et Bamengui	Pêche artisanale	-Ligne -Ramassage (on vide l'étang)	-Carpes -Silures -Machoiron	Autoconsommation + Vente

Source : DALINEPIA Kékem

Certains villages dans la commune (Mbafam et Bamengui) offrent des conditions naturelles favorables au développement de la pisciculture.

d)-Exploitation des ressources naturelles

Tableau N° 7

Type de ressource	Localisation du site	Situation actuelle
Carrière de Sable	Fondjomoko centre lieu dit Kambo	Carrière non exploitée
	Moumée Ngassa Nicodème (le long du Ngoum)	Exploitation artisanale par des particuliers
	Tchouno (Shikeu) Fonkouakem	Carrière non exploitée
	Moumée Fonkouakem	Exploitation artisanale par des particuliers
	Balakui lieu dit Ndeup Nyié à Mboebo	Carrière non exploitée
	Matana lieu dit Ngwa à Mboebo	Exploitation artisanale par des particuliers
	Boum lieu dit Saa à Mboebo	Exploitation artisanale par des particuliers
	Tchoungou	Exploitation artisanale par des particuliers
	Bavat lieu dit Mekam	Carrière non exploitée
	Mbouembock à Foyemtcha centre	Exploitation artisanale par des particuliers
	Mbouembock lieu dit Ebouendi et Mewal	Exploitation artisanale par des particuliers
	Deyep à Foyemtcha chefferie	Exploitation artisanale par des particuliers
	Bozouck à Bamengui	Carrière non exploitée
	Mbafam centre	Carrière non exploitée
	Ngom Nzock lieu dit Nemleuh	Exploitation artisanale par des particuliers
	King place à Kékem	Exploitation artisanale par des particuliers
	Nyele à Kékem	Exploitation artisanale par des particuliers
Carrière de pierre	Mouemekam à Foyemtcha chefferie	Exploitation artisanale par des particuliers
	Mafeubon à Foyemtcha chefferie	Carrière non exploitée
	Tchouno lieu dit Badankeu à Fonkouakem	Carrière non exploitée
	Lossuh lieu dit Shi Kue à Fonkouakem	Carrière non exploitée
	Balakui lieu dit Wan Leuh à Mboebo	Exploitation artisanale par des particuliers
	Moumée Ngassa Nicodème lieu dit Letchicop Chitam	Carrière non exploitée
	Djimbong I	Exploitation artisanale par des particuliers
Bauxite	Bakwat lieu dit Köchi à Mboebo	

Source : Synthèse des données collectées lors des diagnostics dans la commune

La Commune dispose dans son espace géographique d'un potentiel important de carrières de sable, de pierres, etc., malheureusement exploité par des particuliers de manière anarchique.

3.3.3.2-Secteur secondaire

Il est très embryonnaire dans l'espace géographique de la commune : on note ici et là la présence de quelques unités artisanales de transformation que sont : les unités artisanales d'extraction d'huile de palme, la savonnerie, une boulangerie moderne et une boulangerie artisanale. Il se mène dans la commune

une importante activité d'extraction artisanale d'huile de palme. L'équipement utilisé est très artisanal, le cadre de travail est suffisamment insalubre pour un produit de consommation à l'instar de l'huile de palme et l'activité est très polluante.

3.3.3-Secteur tertiaire :

a)-Situation des infrastructures dans le secteur tertiaire

Tableau N° 8

Infrastructures	Localisation	Situation actuelle
Marchés	Kékem, Mboebo, Foyemtcha centre, Bamengui, Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko Centre, Moumée Fondjomoko, Mbafam marché	Aucune infrastructure marchande n'est construite dans aucun site de marché
Etablissement de micro finance	Espace urbain communal (Mission catholique et Carrière)	-Présence d'une IMF (MC ²) -Présence d'un établissement de transfert d'argent (Express Union) -Présence d'un bureau de Poste
Station service	Nyele	Présence d'une station service qui met à disposition les produits pétroliers
Commerce	Disséminé dans tous les villages de la commune	-Présence dans chaque village de point de vente des produits manufacturés et autres -Activité pratiquée dans la commune par des petits détaillants -Absence de commerçant grossiste dans la commune
Autres structures offrant des services	Disséminées dans les agglomérations de village et le centre urbain de la commune	-Présence de garage de réparation moto et auto -Présence de saloon de coiffure (H/F) -Présence laverie auto et moto

Source : Synthèse des données collectées lors des diagnostics dans la commune

b)-Tourisme

Tableau N° 9

Site touristique	Localisation	Situation actuelle
Point de rencontre des cours d'eaux sur le Ngoum à Jonicam	King place Kékem	Site d'observation non aménagé
Grotte pittoresque	Bakwat Mboebo	Site non aménagé
Rochers pittoresques	Moumée Fondjomoko	Site non aménagé
Chute d'eau	-Mboebo,-Tchoungou -Bayon	Sites d'observations non aménagés
chute d'Ekonkam, chute de Cheguankam, Les grandes grottes de Mboue, les vestiges du pont Allemand	Mboue	Sites d'observation non aménagés

Source : Synthèse des données collectées lors des diagnostics dans la commune

Le secteur tertiaire (fourniture de biens et de services), est dominé par les activités de commerce et le transport par moto taxi. Les activités sont pour la plupart menées dans l'informel.

Les activités de commerce sont pratiquées par des petits détaillants qui vont s'approvisionner en dehors de la commune faute de grossistes au niveau local. Sur les sites de marchés exploités sur le territoire aucun investissement n'y est réalisé.

Les transactions financières sont rendues possibles dans la commune par la présence d'une institution de micro finance, d'une agence de transfert d'argent et d'un bureau de poste.

Les activités économiques pratiquées dans la commune contribuent tant bien que mal au développement économique du territoire avec notamment la création des emplois et le paiement des impôts par les contribuables. On remarque toutefois que le potentiel de ressource existant est faiblement valorisé.

3.4-Principales infrastructures par secteur

Tableau N° 10

Secteur	Infrastructures	Localisation	Etat infrastructure	Observations
Administration Territoriale Décentralisation	Bureau de la Sous Préfecture de Kékem	-Quartier King Place	-Bon	
	Mairie de Kékem	Quartier King Place	Bon	Insuffisance des bureaux
	Brigade de Gendarmerie	Quartier King Place	Mauvais	Bâtiment à l'étroit : à construire
Agriculture et Développement Rural	Bureau de la DAAER de Kékem	-Quartier Bangui Chari I	Mauvais	-Bureau à construire
	Usines de décortilage à café	Disséminées dans l'espace urbain	Passable	Propriétés privées
	Magasins des coxeurs de café cacao	Disséminées dans l'espace urbain	Bon	Propriétés privées
Elevage, Pêche et Industries Animales	Bureau de la DA MINEPIA de Kékem	Quartier Carrière	Bon	
	Abattoir municipal	Petit Nkam	Bon	
Affaires Sociales	Bureau du Centre Sociale de Kékem	Quartier Carrière	Mauvais	Bureau à construire
Jeunesse et Education Civique	Bureau de la DAJEC de Kékem	Quartier Carrière	Mauvais	Bureau à construire
Forêt et Faune	Bureau du Poste Forestier de Kékem	Quartier Bangui Chari I	Passable	Bureau à réfectionner
Education de Base	Bureau de l'IAEB de Kékem	Quartier Carrière	Mauvais	Bureau à construire
	EM Petit Nkam	Petit Nkam (quartier Bangou)	Mauvais	Salle de classe à réfectionner
	EM St Agnès	Petit Nkam	Passable	Salle de classe à réfectionner
	EM CEPCA	King Place	Mauvais	Salle de classe à réfectionner
	EM Bilingue	Derrière la sous préfecture	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Groupe 1 Kékem	King Place	Passable	Salle de classe à réfectionner
	EM Groupe 2 Kékem	King Place	Passable	Salle de classe à réfectionner
	EM Mission catholique	Mission catholique	Passable	
	EM Djimbong I	Djimbong I	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Balembo	Bakoua Balembo	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Fondjomoko	Fondjomoko Centre	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM CEPCA Moumée	Moumée Fondjomoko	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Bilingue de la Moumée	Moumée Ngassa Nicodème	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Fonkouakem	Tchouno Fonkouakem	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM St Pierre Foyemtcha	Mbouembock Foyemtcha Centre	Mauvais	Salle de classe à réfectionner
	EM Foyemtcha	Mbouembock Foyemtcha Centre	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Mbafam Centre	Mbafam Centre	Mauvais	Salle de classe à construire
	EM Plateau	Bangui Chari I	Mauvais	Salle de classe à construire

Secteur	Infrastructures	Localisation	Etat infrastructure	Observations
	EP Djimbong II	Djimbong II lieu dit 44	Mauvais	-Réfectionner 4 salles de classe
	E St Kisito	Mission catholique Kékem	Bon	-Construire un point d'eau -Aménager les latrines
	EP Groupe II Kékem	Carrière – Kékem	Mauvais	-Réfectionner le bâtiment -Construire et équipé 3 salles de classe -Construire les latrines -Construire bureau directeur
	E CEPCA	King Place	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments -Construire un point d'eau
	EP Groupe II Kékem	King Place face gendarmerie	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments -Construire un point d'eau
	EP Groupe I B Kékem	King Place face gendarmerie	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments -Aménager les latrines
	EP Groupe I A Kékem	King Place face gendarmerie	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments -Aménager les latrines
	EP Balembo	Bakoua Balembo	Passable	Réfectionner 4 salles de classe
	EP Bamengui	Bozouck – Bamengui	Mauvais	Réfectionner les bâtiments de l'EP
	EP Bilingue de Bamengui	Bozouck – Bamengui	Mauvais	Construire 6 salles de classe
	E Catholique de Bamengui	Matouze Bamengui	Bon	
	EP Fondjomoko	Fondjomoko Centre	Mauvais	Réfectionner les bâtiments de l'école
	EP Bilingue de Fondjomoko	Fondjomoko Centre	Mauvais	Construire 6 salles de classe
	E CEPCA Moumée	Moumée Fondjomoko	Bon	Insuffisance de salles de classe
	E Mission Catholique Moumée	Moumée Fondjomoko	Passable	Insuffisance de tables bancs
	EP Moumée	Moumée Ngassa Nicodème	Bon	Achever la construction du point d'eau
	EP Bilingue Moumée	Moumée Ngassa Nicodème	Mauvais	Construire 6 salles de classe
	EP Fonkouakem	Tchouno Fonkouakem	Bon	
	EP Foyemtcha Centre	Mbouembock Foyemtcha Centre	Passable	Réfectionner les bâtiments de l'école
	E St Pierre Foyemtcha Centre	Mbouembock Foyemtcha Centre	Mauvais	Réfectionner les bâtiments de l'école
	EP Foyemtcha Chefferie	Mouemekam Foyemtcha Chefferie	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments -Construire 3 salles de classe
	E St Joseph de Mboebo	Boum – Mboebo	Mauvais	Réfectionner les bâtiments de l'école
	EP Mboebo	Boum – Mboebo	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments de l'école -Construire les latrines
	E Bilingue de Mboebo	Boum – Mboebo	Mauvais	-Réfectionner les bâtiments de l'école -Construire les latrines
	EP Tchoungou	Tchoungou Mboebo	Mauvais	-Réfectionner 3 salles de classe à l'EP

Secteur	Infrastructures	Localisation	Etat infrastructure	Observations
				-Construire 3 salles de classe à l'EP
	EP Kambo	Kambo Kékem	Passable	
	EP Mbafam	Mbafam Centre	Passable	Achever la construction des salles
	EP Plateau A Bangui Chari	Bangui Chari I	Bon	
	EP Plateau B Bangui Chari	Bangui Chari I	Bon	
	E St Kisito Bangui Chari	Bangui Chari II	Passable	
Enseignement Secondaire	CETIP	Petit Nkam quartier TON NIEP	Bon	
	Collège Avenir	Nyele	Bon	
	CES Bilingue Kékem	Carrière	Mauvais	Construire et équipé 5 salles de classe et un bloc administratif pour abriter le CES bilingue
	Lycée classique Kékem	Carrière	Bon	-Construire un point d'eau -Aménager l'aire de jeux
	Lycée Bilingue de Bamengui	Koumegui	Bon	Insuffisance de salles de classe
	Lycée technique de Fonkouakem	Tchouno – Fonkouakem	Bon	Insuffisance de salle de classe
	Lycée de Fonkouakem	Tchouno – Fonkouakem	Bon	
	CETIC de Foyemtcha	Mbouembock Foyemtcha Centre	Bon	Insuffisance de salle de classe
	Lycée de Mboebo	Balakui – Mboebo	Bon	
	Lycée Technique de Kékem	Bangui Chari II	Bon	Réhabiliter le forage
	CETIC de Mboebo	Balakui	Mauvais	Construire et équipé 4 salles de classe
	Collège Maya	Mission catholique	Bon	
Santé	Hôpital de district de Kékem	Quartier King Place	Bon	Achever la construction de la clôture
	Point de vente de médicaments	Quartier Carrière	Bon	
	CSI de Balembo	Bakoua Balembo	Bon	Construire une clôture
	CSI de Bamengui	Matouze – Bamengui	Mauvais	Construire le bâtiment du CSI
	Hôpital Ad Lucem Moumée	Moumée Ngassa Nicodème	Bon	
	CSI de Foyemtcha	Mbouembock Foyemtcha Centre	Bon	Non équipé
	CSI EEC de Foyemtcha	Mbouembock Foyemtcha Centre	Bon	
	CSI Mboebo	Boum – Mboebo	Mauvais	Réfectionner les bâtiments
	CSI de Mbafam	Mbafam Centre	Bon	Non équipé
	CSI EEC de Mbafam	Mbafam Centre	Mauvais	Réfectionner les bâtiments
	CSI de Bangui Chari	Bangui Chari I	Bon	Non équipé
	CSI de Bayon	Bayon	Mauvais	Construire et équiper
Eau et Energie	Un Bureau AES SONEL Kékem	-Quartier King Place	Passable	
	Réseau électrique triphasé et monophasé avec 10 postes	28 villages/40 couverts	Bon	-Réseau peu étendu -Baisse de tension et coupure d'électricité

Secteur	Infrastructures	Localisation	Etat infrastructure	Observations
	transformateurs			
	Un Bureau CDE Kékem	-Quartier King Place	-Passable	
	Un réseau de distribution CAMWATER	6 villages de l'espace urbain	Passable	Réseau peu étendu
	Un réseau SCANWATER	Fonkouakem, Bayon Fondjomoko	Mauvais	Réseau non fonctionnel
	Un réseau d'adduction d'eau par système gravitaire	Mboebo, Foyemtcha, Balembo Bamengui	Bon/Mauvais	-Mboebo n'est pas fonctionnel - Foyemtcha n'a que 2 bornes fontaines sur 5 qui fonctionnent
	13 forages	9 villages	-11 Mauvais -02 Bon	Dépanner les forages et renforcer les capacités des membres du comité de gestion
	4 sources aménagées	4 villages	Bon	
	49 sources	40 Villages	Mauvais	Sources non aménagées
Sport et Education Physique	Stade Municipal de Kékem	Quartier King Place	Mauvais	Trouver un autre site
Travaux publics	10 km de route bitumée	Traverse 11 villages (Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko, Djimbong I, Djimbong II, Ekouot, Mission Catholique, Carrière, King Place, Nyele et Petit Nkam)	Bon	Besoin d'installation des ralentisseurs de vitesse dans les villages Fonkouakem, Balembo et Fondjomoko
	60 Km de routes en terre	Disséminé dans les villages de la commune	Bon/Mauvais	-Bourbier sur l'axe Moumée vers Foyemtcha chefferie -Bourbiers sur l'axe Moumée mission catholique vers Mboebo -Bourbier sur l'axe Foyemtcha centre vers Bamengui -Bourbier et pont défectueux sur l'axe Tchouafé – Kambo vers Ngom Nzock -Bourbiers sur l'axe Petit Nkam – Mbafam vers Boue
Télécommunication	Antenne opérateur ORANGE	Carrière (centre urbain Kékem)	Bon	Réseau peu étendu dans les villages
	Antenne opérateur MTN	Bangui Chari plateau	Bon	Réseau peu étendu dans les villages
	Mini central CAMTEL	Mission catholique (ancienne sous préfecture)	Mauvais	Central détruite lors des agitations de Février 2008 : réseau CAMTEL peu étendu dans la commune

Source : Collecte des données de base dans la commune de Kékem : Février 2013

3.5-Principales potentialités et ressources de la Commune

3.5.1-Potentialités par secteur dans la commune

Tableau N° 11

Secteur	Potentialités
Agriculture et Développement Rural	-Climat favorable pour la pratique des activités de production agricole dans la commune -Présence des bassins de production avec des sols très fertiles -Présence dans la commune des services d'encadrement des producteurs -Présence par endroits des bas fonds marécageux utilisés pour la production des cultures maraichères de contre saison -Disponibilité des terres en zone rurales sur lesquelles on peut créer des plantations -Présence à Bafang non loin de la commune d'une école qui forme les entrepreneurs agropastoraux et d'un centre pour formation des agriculteurs - La proximité du centre urbain des grandes métropoles qui constituent l'essentiel du marché des produits agricoles -Le dynamisme des producteurs -Dispositif de financement mis en place par l'Etat pour le soutien aux producteurs
Elevage, Pêche et Industrie Animale	-Présence d'une DA MINEPIA dans la commune pour l'encadrement des éleveurs -Climat favorable pour la pratique des activités d'élevage dans la commune -Présence d'une zone de pâturage qui peut être exploitée pour l'élevage du gros bétail -Pratique de l'élevage traditionnel à petit échelle par la quasi-totalité de la population dans la commune -Besoin élevé en consommation des produits d'élevage (viande, œuf, poulet, etc.) - La proximité du centre urbain des grandes métropoles qui constituent un marché non négligeable pour les produits d'élevage -Dispositif de financement mis en place par l'Etat pour le soutien aux producteurs -Existence des bas fonds marécageux favorable à la pratique de la pisciculture -Possibilité de pratiquer la pêche artisanale sur les cours d'eaux Ngoum et Nkam (espèces pêchées : Machoirion et carpe)
Développement Urbain et Habitat	-Présence d'un matériel local facilement utilisable pour la construction des habitations -Les quartiers dans l'espace urbain sont délimités avec des voies d'accès tracées ce qui peut servir de socle à l'élaboration d'un plan d'urbanisme -Existence des zones d'occupation des sols avec matérialisation sur lesquelles on peut s'appuyer pour élaborer un PU et un POS
Education de base	-Présence des services déconcentrés du ministère de l'Education de Base dans la commune (l'IAEB) -Présence dans tous les groupements d'au moins une école primaire et maternelle -Existence d'un fort potentiel humain pour fréquenter dans ces écoles
	-Espace disponible dans les villages pour la construction des infrastructures scolaires
Transport	-Potentiel assez important des voyageurs, ce qui peut servir de base pour la création d'une agence de transport inter urbain dans la commune -Moyens de déplacement assez diversifiés dans la commune -Coût de transport élevé -Intenses activités de production agricole dans les bassins de production

Secteur	Potentialités
PMEESA	-Fort potentiel dans l'artisanat -Existence d'un potentiel des jeunes opérateurs économiques -Diversification des sources d'activités économiques dans la commune -Dispositif de financement mis en place par l'état pour promouvoir les PME
Commerce	-Présence des marchés fréquentés dans la commune -Existence d'un réseau des détaillants de toutes sortes de produits de consommation dans la commune -Fort potentiel de consommateurs dans la commune -Forte présence du secteur informel -proximité des métropoles ou on peut faire des approvisionnements
Travail et Sécurité sociale	-Existence d'un fort potentiel de travailleurs sans couverture de sécurité sociale -Existence dans tous les villages d'un réseau important des groupes d'entraides sociales
Enseignement Secondaire	-Existence d'établissements d'enseignement secondaire (enseignement général et technique) dans la commune -Fort potentiel de jeunes scolarisés dans la commune -33 écoles primaires avec plus de 7000 élèves qui sont des potentiels postulant à l'entrée au cycle secondaire
Santé	-Présence des structures offrant les services de soins de santé primaire dans l'ensemble de la commune -Présence des tradipraticiens qui perpétuent la médecine traditionnelle -Fort potentiel de population nécessiteux des soins de santé de qualité dans la commune
Promotion de la femme et de la famille	-Présence d'un réseau organisé des femmes dans les villages -Présence d'un potentiel important des filles mères et des familles nécessiteuses d'un encadrement rapproché par le service -espace disponible dans le centre urbain pour la construction des infrastructures pour un CPFF
Sport et éducation physique	-Fort potentiel des personnes pratiquant le sport et l'éducation physique dans la commune
Environnement, Développement Durable et Protection de la nature	-Existence des comités d'hygiène et salubrité actifs dans certains villages -Fort besoin exprimé dans les villages en foyers améliorés par les femmes -Climat et sol favorables à la pratique de la sylviculture dans les villages -Présence d'un service et des structures qui encouragent la sylviculture et encadrent les sylviculteurs -Existence d'espace en zone urbaine pour la création de jardin public et la mise en place des plans d'ornement
Eau, Energie et Assainissement	-Ressource en eau assez importante dans la commune en termes de cours d'eaux et ruisseaux -Forte demande d'accès à l'eau potable dans la commune -Existence du réseau de branchement d'eau potable -Existence d'un réseau de branchement électrique -Présence de plusieurs chutes qui peuvent servir à la construction d'un barrage hydro-électrique -Conditions naturelles favorables pour le développement des sources d'énergie renouvelable dans la commune -Forte demande d'accès à l'énergie électrique dans la commune
Emploi et formation professionnelle	-Existence des sites de ressources naturelles dont l'exploitation organisée peut servir de source de création d'emploi dans la commune -Fort potentiel de chercheurs d'emplois dans la commune -Fort potentiel d'un besoin en formation professionnelle dans la commune
Mine Industrie et Développement	-Existence des sites des ressources naturelles exploitables (Carrière de sable, de pierres et de latérite)

Secteur	Potentialités
technologique	-Existence de l'espace dans la commune pour la création d'une zone industrielle
Communication	-Présence d'un réseau de téléphonie mobil avec 3 opérateurs (MTN, ORANGE et CAMTEL) -Potentiel élevé des consommateurs des produits offerts par les opérateurs de téléphonie mobile
Domaine, Cadastre et Affaires Foncières	-Les domaines sont naturellement délimités -L'occupation du sol est naturellement organisé
Forêt et Faune	-Conditions naturelles favorables à la création des forêts -Existence d'un potentiel forestier dans la commune -Existence d'un service d'encadrement qui réglemente l'exploitation forestière et faunique -Présence des espaces pour le reboisement
Travaux publics	-Existence d'un réseau routier en terre d'environ 100 km -L'espace urbain est traversé sur environ 10 km par la nationale N°5 bitumée qui relie Bafoussam à Douala -La commune dispose d'un engin et d'un camion qui peuvent servir dans l'entretien routier
Affaires Sociales	-La culture de l'entraide sociale assez élevé au sein de la population -Existence d'un service d'encadrement et d'accompagnement des personnes marginales -Existence des associations d'encadrement des handicapées
Jeunesse et Education Civique	-Potentiel des jeunes très élevé dans la commune -Existence de diverses organisations/ associations des jeunes dans les villages -Existence d'un conseil communal des jeunes dans la commune -Existence des services d'encadrement des jeunes la DAJEC -Existence des projets et programme de financement des projets des jeunes
Poste et Télécommunication	
Culture	-Existence d'un patrimoine culturel diversifié -Esprit et culture locale favorable aux innovations -Enseignement de la langue Fèhfhèh dans les écoles
Tourisme	-Présence des sites touristiques variés et diversifiés -Hospitalité des populations de la localité
Enseignement supérieur	-Fort potentiel des jeunes bacheliers candidats à l'entrée dans les universités
MINATD	-Présence dans la commune de plusieurs structures des services déconcentrés de l'Etat (SDE) qui peuvent être sollicités pour un appui technique à la réalisation des projets de développement -Présence des différents services de sécurité et de maintien de l'ordre dans la commune -Division administrative de l'espace géographique communale en villages et quartiers avec à la tête de chaque niveau de division une autorité traditionnelle auxiliaire de l'administration publique -Présence sur le territoire d'un foisonnement d'association et autres ONG d'appui aux initiatives de développement -Population dynamique ayant déjà connue par le passé l'approche de planification participative à travers le PNDP
Recherche scientifique et innovation	-Condition naturelle favorable à la réalisation des expérimentations -Fort potentiel des consommateurs des résultats de la recherche

3.5.2-Principales ressources de la commune

Tableau N° 12 : Sites des ressources naturelles et localisation

Nature de la ressource	Localisation du site		Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problème identifié	Action à entreprendre
	Groupement	Village							
Sable	Fondjomoko	Fondjomoko Centre (Kambo)	Important	Non exploité				Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Moumée Ngassa Nicodème (sur le Ngoum)	Important	Population	Propriétaire privé	Artisanal	Faible exploitation	Appropriation du site par des individus	Organiser la gestion et l'exploitation du sable sur le site
	Fonkouakem	Tchouno (Shikeu)	Important	Non exploité	Propriétaire terrien			Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Moumée Fonkouakem	Assez important	Exploité	Particuliers	Artisanal	Faible exploitation	zone à risque à cause du débit du cours d'eau très élevé en saison des pluies	
	Mboebo	Balakui (Ndeup – Nyié)	Moyen	Non exploité	Propriétaire terrien			Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Matana (Ngwa)	Moyen	Population	Propriétaire privé	Artisanal	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Boum (Saa)	Important	Population	Propriétaire privé	Artisanal	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Tchoungou (sur le lit du cours d'eau Nvu)	Important	Population	Propriétaire privé	Artisanal	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Bavat (Mekam)	Moyen	Non exploité				Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
	Foyemtcha	Mbouembock (le long du cours d'eau Ngoum)	Important	Population	Particuliers	Artisanal	Forte exploitation	Dégradation de la rive du cours d'eau Ngoum aux lieux d'extraction	Sensibiliser les exploitants pour une extraction durable
		Mbouembock	Important	Population	Particuliers	Artisanal	Forte	Difficulté d'accès sur	Ouvrir la voie

Nature de la ressource	Localisation du site		Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problème identifié	Action à entreprendre
	Groupement	Village							
		(Ebouendi et Mewal					exploitation	le site	d'accès sur le site
		Deyep	Important	Population	Particuliers	Artisanal	Forte exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
	Bamengui	Bozouck (le long du Mfourì)	Important	Non exploité				Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
	Kékem	Mbafam centre	Important dans le lit du Nkam	Non exploité				Mauvais état des routes et absence d'un pont sur la voie qui mène à la carrière de sable pour permettre son exploitation	
		Ngom Nzock (NEMLEEH)	Important	Population	Particuliers	Artisanal	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	
Pierres	Balembo	Bakoua	Important	Non exploité	Propriétaire terrien				
	Foyemtcha	Mouemekam (chefferie Foyemtcha)	Important	Population	Propriétaire terrien	Artisanal	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Aménager la voie d'accès sur le site
		Mafeubon	Affleurement rocheux éparpillé dans le village	Non exploité	Propriétaire terrien			Manque de matériel et équipement pour faire de l'exploitation	
	Fonkouakem	Tchouno (Badankeu)	Important	Non exploité	Propriétaire terrien			Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
		Lossuh (Shi Kue)	Important	Non exploité	Propriétaire terrien			Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site
	Mboebo	Balakui (Sur la colline à Wan-leu)	Faible	Population	Propriétaire terrien	Artisanal	Faible exploitation	Difficulté d'accès sur le site	Aménager la voie d'accès sur le site
		Boum (Kwakleu)	Important	Non exploité				Difficulté d'accès sur le site	Ouvrir la voie d'accès sur le site

Nature de la ressource	Localisation du site		Potentiel	Utilisateur	Contrôleur	Mode de gestion	Tendance	Problème identifié	Action à entreprendre
	Groupement	Village							
	Fondjomoko	Moumée Ngassa Nicodème (Letchicop, Chitam, chez mami Cécile)							
Latérite	Kékem	Nyele	important	Exploité	Propriétaire terrien		Forte exploitation		
Bauxite	Mboebo	Bakwat (Köchi)	Non déterminé	Non exploité	l'information Provient de certains touristes qui visitaient la grotte de Bakwat dans les années 1990				

4-SYNTHESE DES RESULTATS DU DIAGNOSTIC

4.1-Synthèse du Diagnostic de l'Institution Communale

4.1.1-Gestion des ressources humaines

Tableau N° 13 : Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion des ressources humaines

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Personnel	-Catégories du personnel diversifiées et mises à contribution pour accomplir les missions de la commune -Personnel disponible et dynamique prêts à servir partout ou besoin se fait sentir dans les services au sein de l'institution communale -Capacité du personnel à se former sur le tas -Un acte officiel est établi pour matérialisé le contrat de service entre chaque personnel et l'institution communale	-Insuffisance du personnel technique qualifié -Absence d'un plan de renforcement des capacités du personnel -Un personnel engagé depuis plus d'un an n'a jamais reçu ni copie de la décision d'engagement ni certificat de prise de service pourtant en fonction -Gestion assez flou des manœuvres au contrat à la tâche -Arriéré de salaire pour les percepteurs de marché pourtant leur contrat stipule qu'ils sont payés à 13% au prorata des recettes collectés -Absence de cahier de charge formalisé pour les agents dans les services -Absence d'une mutuelle du personnel
Politique de gestion des ressources humaines	-Existence d'une commission d'avancement et de reclassement du personnel au sein de l'institution communale -Possibilité d'envoyer le personnel en formation spécifique -Le personnel dans les services savent ce qu'il y a à faire et quelles sont les procédures -Octroi annuellement des primes de rendements au personnel -Païement réguliers des cotisations du personnel à la CNPS depuis 2005	-Faible connaissance des procédures de reclassement par le personnel -Le profil de carrière du personnel n'est pas défini -Absence de manuel formel de procédures internes ou de règlement intérieur -Absence d'une fiche de suivi et d'évaluation des activités du personnel -Absence de critères fiables et formels pour le paiement de la prime de rendement -Arriérés de cotisation à la CNPS d'environ 45 000 000 FCFA -Non paiement des allocations au personnel par la CNPS
Viabilité organisationnelle	-Un organigramme de service est mis en application au sein de l'institution communale -La répartition des tâches est formelle entre les membres de l'exécutif -La mise en œuvre des activités au sein de l'institution s'appui sur le plan de campagne du maire	-L'organigramme voté par le conseil municipale depuis 2010 n'est pas encore jusqu'ici mis en application -Un adjoint au maire sur 2 est effectivement présent au service -Absence de plan d'action dans les services -Pas de tenue de réunion d coordination des services

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Fonctionnement des Services	-Prévision dans le budget de fonctionnement du matériel de bureau -Présence de la ressource humaine pour mettre en œuvre les activités du service -Le chef de service maîtrise le cahier de charge -Existence d'un équipement de bureau et de l'outil informatique -Présence d'un tableau d'affichage à l'entrée -Contribution à la mise en œuvre du plan de campagne de l'exécutif -Un début de maîtrise du fichier des contribuables -Utilisation des percepteurs à temps partiel pour la collecte sur les marchés -Bon niveau de maîtrise de l'endettement de la commune -Utilisation des manœuvres à la tâche pour faire certains travaux -Bonne connaissance de l'espace géographique de la commune	-Insuffisance criarde des fournitures de bureau dans les services -Absence de certains services clés (SHS) - Insuffisance du personnel technique qualifié dans les services -L'outil informatique est insuffisant pour les services -Insuffisance de consommable de bureau dans les services -Pas de tenue de réunion de coordination des services -Absence d'un téléphone fixe dans le service -Absence d'une adresse mail et d'une connexion internet dans le service -Absence d'un Fax dans le service -Tableau d'affichage surchargé et mal utilisé -Absence de plan d'action dans chaque service -Pas de production de rapport d'activités dans les services -Retard observé dans la production du compte administratif

4.1.2-Gestion des ressources financières

Tableau N° 14 : Synthèse des forces et faiblesses sur la gestion des ressources financières

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Sources de provenance des ressources de la commune	-Les sources de provenances des ressources sont variées	-Certaines sources ne sont pas exploitées ou encore sont sous exploitées -Niveau de mobilisation des ressources propres encore très bas -Faible maîtrise des circuits liés à l'exécution des ressources transférées
Processus d'élaboration du budget de la commune	-Plusieurs acteurs au sein de l'institution communal y sont impliqués (SG, RM, RAF, Maire) -Les investissements à budgétisés sont issus du plan de campagne de l'exécutif -Le budget est soumis à l'approbation du conseil municipal et à la validation de la tutelle communale	-Certaines projection des recettes sont exagérées ou encore sous estimées -On ne s'appui pas sur le fichier des contribuables pour estimer les recettes
Implication des conseillers municipaux dans l'élaboration du budget	-Le plan de campagne est quelque peu élaboré par synthèse des besoins exprimés pour chaque communauté par les conseillers municipaux -Les conseillers municipaux participent au vote du budget	-Très peu des conseillers sont effectivement impliqués au processus d'élaboration du budget -
Implication des populations au processus d'élaboration du budget	-Les populations sont quelques fois associées à l'identification des besoins à budgétisés	Les populations ne sont pas associées à la mobilisation des fonds -Absence de budget participatif
Transparence dans la gestion communale	Un mécanisme de gestion financier est mis en place avec le maire qui ordonne, le SG et le RAF qui suivent et le RM qui veille sur la régularité des dépenses et la sécurisation des fonds -Le circuit d'ordonnancement est respecté : Engagement, Liquidation, Mandatement -Le compte administratif est rédigé, approuvé par les conseillers municipaux et validé par la tutelle communale	-Pas de contrôle citoyen sur la gestion communale -Faible niveau de contrôle par les conseillers municipaux
Structure du budget	-Prend en compte le fonctionnement et les investissements -Chaque ligne de dépense évolue en fonction des besoins et des circonstances -La ligne investissement bénéficie quelque fois des ressources transférées	-Les prévisions ne tiennent pas toujours compte de la réalité locale pour ce qui concerne la mobilisation des ressources
Mécanisme de collecte des ressources propres	-L'assiette de fiscalité locale est identifiée et le taux délibéré par le conseil municipal -La recette municipale déploie les collecteurs sur le terrain pour les recouvrements -La commune travaille en étroite collaboration avec le centre des impôts -Les missions de recouvrements forcés sont de temps en temps organisées	-L'assiette de fiscalité locale reste encore peu étendu -Certaines sources de recettes sont sous ou sur estimées -La stratégie de collecte a encore des failles dans son système

4.1.3-Gestion du patrimoine communal

Tableau N° 15 : Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion du patrimoine communal

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Typologie du patrimoine communal	-La commune a un patrimoine diversifié fait des biens meubles et immeubles -Chaque élément du patrimoine est enregistré sur une fiche comptable	-La comptabilité matière du patrimoine est encore manuelle -Certains éléments du patrimoine bien que obsolète, épaves et hors d'usage figurent toujours sur le fichier comptable -Certains éléments du patrimoine ne sont pas fichés au niveau de la comptabilité matière (cas des marchés) -Le patrimoine foncier de la commune n'est pas sécurisé par un titre de propriété foncier -Une bonne partie du matériel de bureau et le matériel roulant en état de vétustés avancés -Une insuffisance du matériel et équipement de bureau -Une insuffisance de bureau pour abriter certains services -La commune n'a pas de réserve foncière
Mode de gestion du patrimoine	-Chaque détenteur d'un élément du patrimoine communal est possesseur d'une fiche matériel qui renseigne sur l'élément qu'il détient -La gestion du matériel roulant est coordonnée par le maire et en son absence par le SG -Le chauffeur est responsable du matériel roulant quand il est à sa disposition pour un travail précis -Des percepteurs sont recrutés pour la gestion des marchés	-Absence d'un manuel formel de procédure de gestion du matériel roulant -Aucune infrastructure n'est construite dans les marchés -Les percepteurs des marchés ne sont pas suivis dans leurs activités sur le terrain -Il n'y a pas de lisibilité dans la gestion de la salle des fêtes et la location des chaises -L'équipement à gestion communautaire par les services n'a pas de manuel de procédure (cas de la photocopieuse) -Absence de cahier de bord pour le matériel roulant
Système d'entretien	-Remplacement progressif du mobilier et équipement de bureau -Sollicitation des services d'un prestataire pour l'entretien et le dépannage du matériel roulant en cas de panne -Le bâtiment siège de la commune connaît de temps en temps un renouvellement de peinture	-Les lieux d'aisances dans le service ne sont pas opérationnels
Gestion des ressources naturelles et touristiques	-Les voies d'accès dans les carrières sont de temps en temps entretenues -Un mécanisme est mis sur pied pour la collecte des taxes de transport des produits de carrière	-Le niveau de recouvrement des TTPC est encore bas -Les sites touristiques ne sont pas aménagés et pas exploités

4.1.4-Gestion des relations

Tableau N° 16 : Synthèse des forces et faiblesses dans la gestion des relations

Caractéristiques	Forces	Faiblesses
Tutelle communale	-Disponibilité de la tutelle à soutenir l'exécutif communal -Climat de confiance entre les parties -Rencontres fréquentes chaque fois qu'il y a nécessité	
Sectoriel	-Disponibilité à apporter un appui technique à la commune -Bonne relation de collaboration avec l'exécutif communal	-Difficulté à prendre en charge le sectoriel pendant sa mission dans la commune -Faible sollicitation des SDE par la commune
Organisation de la société civile	L'institution sollicite l'appui technique et l'accompagnement de la société civile sur certains projets	-Faible implication des OSC locales dans la mise en œuvre des actions -Absence d'un répertoire des OSC dans la commune -Absence d'un cadre de concertation avec les OSC dans la commune
Opérateurs privés	-Paiement des impôts et taxes -Fichier des contribuables en gestation -Quelques rapports privés entretenus par le Maire	-Absence d'un cadre d'échanges et de concertation avec les opérateurs privés locaux -Absence d'un document formel qui présente l'éventail des facilités que peut accorder la commune à un opérateur privé qui veut s'installer sur le territoire
Intercommunalité et coopération décentralisée	-Membre de l'ACVUC -Négociation en cours de coopération décentralisée avec 2 communes étrangères	-Pas d'intercommunalité
Chefferie traditionnelle et congrégation religieuse	-Implication de ces acteurs dans toutes les initiatives de développement local qu'entreprend la commune -Courroie de transmission entre la commune et les populations	-Absence d'un cadre d'échanges et de concertation avec ces acteurs
Usagers	La commune met ses services à la disposition de tout usager qui en exprime le besoin	Faible niveau de communication
Communauté rurale	Mobilisable en cas de besoin	-Pas de feed back sur les activités de la commune -Faible implication dans l'élaboration et le suivi de la mise en œuvre du budget de la commune
Entre Membres de l'exécutif	-Bonne collaboration -Délégation effective et formelle des tâches aux adjoints	-Pas de tenue des réunions de coordination -01 seul adjoint effectivement en poste sur les 02 qui existent
Entre exécutif et personnel de la commune	-Bonne collaboration -Respect de la hiérarchie	-Pas de tenue des réunions de coordination -Absence d'une cellule de communication Absence de moyen moderne de communication au sein de l'institution -Absence d'une mutuelle au sein du personnel
Entre conseillers municipaux et exécutifs	-Les conseillers sont soudés autour du maire pour la plupart -Bonne collaboration malgré quelques clivages -Forte présence lors des réunions du conseil	-Faible implication de certains dans le processus d'élaboration du budget et le suivi de la mise en œuvre sur le terrain

4.1.5-Axes de renforcement de la commune

Sur le plan de la gestion des ressources humaines:

- ❖ Recruter un personnel technique qualifié pour rendre opérationnel le service technique et le service d'hygiène
- ❖ Mettre en application l'organigramme des services votés en 2010
- ❖ Tenir les réunions de coordination de service au moins une fois par mois
- ❖ Instituer dans les services le système de gestion par objectif avec production des rapports d'activités trimestrielles, semestrielles et annuelles
- ❖ Identifier les besoins en renforcement des capacités du personnel et planifier la mise en œuvre
- ❖ Elaborer et rendre formel le manuel de procédures internes

Sur le plan de la gestion des ressources financières

- ❖ S'appuyer sur le fichier des contribuables pour estimer les recettes à mobiliser au niveau local lors de l'élaboration du budget
- ❖ Prendre pour base dans la réalisation des investissements l'effectif réel de la population
- ❖ Mettre en place une stratégie appropriée pour collecter plus de recettes au niveau local
- ❖ Exploiter le maximum du potentiel de source de recettes au niveau local
- ❖ Instaurer et mettre en application le processus du budget participatif avec la population
- ❖ Actualiser tous les 2 ans le fichier des contribuables

Sur le plan de la gestion du patrimoine communale

- ❖ Sortir de la comptabilité le matériel et équipement hors d'usage
- ❖ Equiper en mobilier et matériel de bureau les différents services au sein de l'institution communale
- ❖ Obtenir le titre de propriété foncier sur le domaine communal existant
- ❖ Constituer une réserve foncière dans la commune
- ❖ Penser à trouver des bureaux appropriés pour les services qui n'en n'ont pas ou qui sont à l'étroit

Sur le plan de la gestion des relations

- ❖ Communiquer régulièrement sur les activités et les réalisations dans la commune
- ❖ Doter l'institution communale d'un moyen de communication moderne (Fax, Tel fixe, Connexion internet, adresse Email, site web)
- ❖ Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation avec les acteurs locaux
- ❖ Créer une mutuelle du personnel au sein de l'institution
- ❖ Instituer pour les conseillers une tournée de restitution aux populations des résolutions après chaque conseil municipal
- ❖ Nettoyer le tableau d'affichage

5-PRINCIPAUX PROBLEMES ET BESOINS IDENTIFIES ET CONSOLIDES PAR SECTEUR

5.1-Analyse des problèmes identifiés au niveau de l'institution communale

Tableau n° 17 :

Domaine	Problème identifié	Causes	Effets /Conséquences	Solutions envisagées
Ressources humaines	Faible rendement du personnel	Insuffisance du personnel technique qualifié	-Surcharge de travail chez le personnel existant -Faible niveau de mise en œuvre de certaines actions	Recruter : 01 informaticien, 01 chargé de la communication, 01 économiste, 01 Ingénieur de Génie civil, 01 technicien médico sanitaire, 01 assistant social
		Insuffisance du personnel d'appui dans les services		Rendre opérationnel le service d'hygiène
		Absence de cahier de charge pour le personnel d'appui existant dans les services		Titulariser les 7 manœuvres qui interviennent à présent à la tâche
		Faible capacité d'intervention du personnel existant dans certains domaines		Elaborer et mettre en application un cahier de charge pour chaque personnel d'appui
		Absence d'un cadre de concertation pour le personnel		Elaborer et mettre en œuvre un plan de renforcement de capacité du personnel
				Tenir au moins une fois par mois la réunion de coordination
Ressources financières	Faible mobilisation des ressources propres	Assiette fiscale peu élargie	Certains projets envisagés dans le plan de campagne ne sont pas exécutés -Faible niveau de réalisation du budget	Elargir l'assiette fiscale en s'appuyant sur la loi sur la fiscalité locale
		Non exploitation de certaines sources de recettes		Identifier les sources de recettes non exploitées et mettre en œuvre l'exploitation
		Sur estimation/sous estimation de certaines recettes attendues		S'appuyer sur le fichier des contribuables pour estimer les recettes attendus
		Absence d'une stratégie véritable pour la mobilisation des recettes		Identifier et mettre en œuvre une stratégie adéquate pour la mobilisation des recettes propres
				Identifier le circuit de financement des projets BIP pour y insérer et suivre les

Domaine	Problème identifié	Causes	Effets /Conséquences	Solutions envisagées
				projets de la commune
Patrimoine communal	Difficulté à bien gérer le patrimoine communal	Certains éléments du patrimoine ne sont pas inscrits dans le fichier		Actualiser le fichier du patrimoine communal
		Surcharge du fichier avec des éléments du patrimoine qui sont obsolètes et épaves		Sortir du fichier les éléments du patrimoine qui sont obsolètes et épaves
		Le patrimoine foncier de la commune n'est pas sécurisé	Risque d'occupation par des tiers du domaine foncier appartenant à l'institution communale	Sécuriser par un titre de propriété foncière le domaine foncier de l'institution communale
Gestion des relations	Faible communication de l'institution communale	Absence d'une cellule de communication au sein de l'institution communale	-les réalisations faites par l'institution communale sont peu ou pas du tout connu -Les acteurs locaux participent peu à la réalisation des actions et à la contribution pour la réalisation des projets -Les populations ne comprennent pas la nécessité à payer les impôts	Créer et rendre opérationnelle une cellule de communication au sein de l'institution communale

5.2-Problèmes et besoins consolidés par secteur

Tableau n° 18 :

Secteur : Agriculture et Développement Rural

Problème central : Difficulté pour les producteurs à obtenir de bons rendements agricoles dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible maîtrise des techniques de production par les agriculteurs dans la commune	-Dégradation du sol due à certaines mauvaises pratiques culturales -Baisse de la production -Baisse des sources de revenus	Former les producteurs sur les techniques culturales modernes et la conservation des semences et des produits	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue
Baisse de la fertilité des sols dans les villages	-Faible rendement agricole -Baisse de la production -Baisse des sources de revenus	Renforcer les capacités des producteurs dans les villages sur les techniques de pratiques agro forestières et la fabrication du compost Restaurer la fertilité du sol dans les villages par les pratiques de l'agroforesterie et l'utilisation du compost	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue
Insuffisance des structures d'encadrement des producteurs dans la commune	-Faible encadrement des producteurs -Surcharge de travail chez l'agent d'encadrement existant	Créer, construire et équiper 7 nouveaux postes agricoles dans la commune de Kékem	Kambo, Fondjomoko, Mbafam, Bangui Chari I, Djimbong II, Koumegui, Balembo
Faible connaissance des producteurs sur les procédures de création des GICs et la mutation des GICs en coopérative	-Faible capacité organisationnelle et financière des producteurs -Les producteurs dans les villages ont de la peine à bénéficier des appuis financiers	Informier et éduquer les producteurs sur les procédures de création des GICs et la mutation des GICs en coopérative	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi,

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
	offerts aux organisations et à l'encadrement technique		Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue
Mauvaise qualité des semences et produits phytosanitaires vendus sur les marchés locaux	-Dépenses inutiles pour l'achat des semences et produits phytosanitaires -Utilisation des semences locales à faible rendement	Contrôler la qualité des semences et des produits phytosanitaires vendus sur les marchés	Kékem, Fonkouakem, Fondjomoko, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha, Bayon
Rareté des plants sélectionnés de palmier à huile	-Utilisation des plants à faible rendement -Faible revenu issu de l'activité de production	Mettre en place une pépinière de plants sélectionnés de palmier à huile dans 5 villages dans la commune	Moumée Mission catholique, Moumée Fonkouakem, Mbouembock, Bakoua (Balembo)
Insuffisance de moyens matériels et d'équipements adéquats pour l'encadrement des producteurs dans les structures du MINADER existants dans la commune	-Faible niveau d'encadrement des producteurs -	Construire et équiper le Centre d'Education et d'Action Communautaire dans la commune	Mboebo
		Construire et équiper la DAADR	Kékem
		Construire et équiper 4 postes agricoles dans la commune	Bayon, Fonkouakem, Mboebo, Foyemtcha
Absence d'unité moderne de transformation des produits agricoles dans les villages	-Pénibilité dans la transformation des produits agricoles -Beaucoup de pertes pendant le processus de transformation artisanale -Baisse des sources de revenus	Construire et équiper 1 unité moderne d'extraction d'huile de palme dans chaque village dans la commune	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
		Construire et équiper 2 unités modernes de transformation du manioc tubercule dans la commune	Bangui Chari I, Mbafam Centre
		Construire et équiper 4 fours de séchage de cacao dans la commune	Deyep, Bangui Chari I, Bayon, Mboue
		Construire et équiper 3 unités modernes d'extraction d'huile de palme dans la	Bangui Chari II, Mboue, Kambo

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
		commune	
Méconnaissance par les producteurs dans la commune de l'existence des projets et programmes d'appui à la production mis en place par le MINADER	Les producteurs ne bénéficient pas de l'appui à la production offert par les projets et programmes existants	Informar les populations dans la commune sur la stratégie de développement agricole et les projets et programmes d'appui à la production mis en place par le MINADER	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Coût élevé des intrants agricoles (semences et produits phytosanitaires) sur les marchés	-Utilisation des semences locales -Baisse de la production -Risque de famine dans les villages -Baisse des sources de revenus	Subventionner les intrants agricoles (Semences, engrais et produits phytosanitaires)	

Secteur : Elevage Pêche et Industries Animales

Problème central : Difficulté d'accès aux produits d'élevage de qualité dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible maîtrise des techniques modernes d'élevage par les populations	-Pratique quotidienne de l'élevage traditionnel à faible rendement -Rareté des produits d'élevage sur les marchés locaux -Cherté des produits d'élevage sur le marché -Déplacement dans les villes voisines pour avoir les produits d'élevage	Former les populations sur les techniques d'élevage moderne (poulets de chairs, porcs, pondeuses et petits ruminants) dans tous les villages de la commune	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Méconnaissance par les populations de l'existence des projets et programmes d'appui au secteur de l'élevage mis en place par le MINEPIA	Les éleveurs ne bénéficient pas de l'appui à la production offert par les projets et programmes existants	Informar les populations dans la commune sur la stratégie de développement du secteur de l'élevage et les projets et programmes d'appui à la production mis en place par le MINEPIA	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Rareté des alevins dans les zones de piscicultures	Abandon des activités de pisciculture dans les zones où elles se pratiquaient	Installer 3 centres d'alevinage dans la commune de Kékem	Mbafam, Bamengui et Fonkouakem
Insuffisance de structures d'encadrement des éleveurs dans la commune	-Faible encadrement des producteurs -Surcharge de travail chez l'agent d'encadrement existant -Pratique quotidienne de l'élevage traditionnel à faible rendement	Créer et construire 5 Centres Zootechniques et Vétérinaires (CZV) dans la commune de Kékem	Foyemtcha, Bayon, Balembo, Moumée Fondjomoko
Cadre de vente de la viande bovine dans le centre urbain inapproprié	-La viande bovine se vend sur un étale de mauvaise qualité -Risque de vente aux consommateurs d'une viande de mauvaise qualité	Construire une boucherie moderne dans la commune de Kékem	King Place au marché central, Petit Nkam (dans l'espace urbain communal)

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Pratique de l'élevage traditionnel dans les villages de la commune	-Les animaux sont en divagation et détruisent les cultures -Conflits récurrents entre agriculteur et éleveurs	Sensibiliser les populations sur la mise en enclos des animaux en élevage	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
		Réhabiliter la fourrière municipale pour loger les animaux en divagation qui sont arrêtés	King Place (Espace Urbain Communal)
Faible opérationnalisation de l'abattoir municipal	-Déportation des animaux à abattre dans la ville voisine (Melong) -Perte des recettes au niveau de l'abattoir -Manque à gagner pour la commune	Construire un parc d'attente pour bétail à l'abattoir municipal de Kékem	Petit Nkam

Secteur : Santé

Problème central : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité dans les structures de santé présentes dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'une structure de santé dans certains villages de la commune	-Longues distances à parcourir pour atteindre une structure de santé -Recours à la médecine traditionnelle -Pratique de l'auto médication -Risque de chronicité des maladies -Déplacements dans les métropoles pour rechercher les spécialistes	Créer, construire et équiper un nouveau centre de santé intégré dans la commune	Kambo
Insuffisance du personnel soignant qualifié dans les structures de santé dans la commune	-Surcharge de travail chez le personnel existant -Irrégularité du personnel en poste	Redéployer le personnel sanitaire qualifié dans les structures publiques de santé dans la commune de Kékem	CSI Mboebo : 01 IDE, 02 AS, CSI Foyemtcha : 01 IDE, 01 AS, CSI Bamengui : 01 IB, 02 AS, CSI Balembo : 01 IDE, 02 AS, Hôpital de district : 01 Med, 03 IDE, 02 IB, 02 AS, CSI Bangui Chari I : 01 IB, 02 AS, CSI Mbafam : 01 IDE, 02 AS, 01 Comis, CSI Bayon : 01 IB et 02 AS
Absence d'infrastructure adéquate pour abriter certains centres de santé dans la commune	-Cadre de soin inapproprié -Mauvaise qualité de service offert par la structure	Construire et équiper 02 centres de santé dans la commune	Bamengui, Bayon
Insuffisance de matériel de soin et équipement d'exploitation dans les structures de santé publique dans la commune	-Mauvaise qualité de service offert par la structure	Doter chaque structure de santé dans la commune d'un matériel de soin et équipement d'exploitation en quantité suffisante	CSI Mboebo : 07 lits + Matelas, 01 Labo, 05 Matelas, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 point d'eau, 01 Logement -CSI Foyemtcha : 07 lits + Matelas, 01 Labo, 01 réfrigérateur, 01 pharmacie, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 Logement, 01 Maternité -CSI Bamengui : 07 lits + Matelas, 03 Matelas, 01 Labo, 01 réfrigérateur, 01 Maternité, 01 pharmacie, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 Logement CSI Balembo : 07 lits + Matelas, 05 Matelas, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 Logement -Hôpital de district : 15 lits + Matelas, 10 Matelas, 01 Logement, 01 Plateau technique CSI Bangui Chari I : 07 lits + Matelas, 01 Labo, 01 réfrigérateur, 01 pharmacie, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 Logement -CSI Mbafam : 07 lits + Matelas, 01 Labo, 01

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
			réfrigérateur, 01 pharmacie, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 Logement CSI Bayon : 07 lits + Matelas, 01 Labo, 01 réfrigérateur, 01 pharmacie, 01 trousse pour petite chirurgie, 01 Logement, 01 Maternité
Mauvaise gestion des déchets hospitaliers dans les structures de santé dans la commune	Risque de pollution de l'environnement	Elaborer, faire valider par le MINEPDED et mettre en application un plan de gestion de gestion des déchets hospitaliers dans chaque structure de santé dans la commune	CSI Mboebo, CSI Bamengui, CSI Foyemtcha, CSI Balembo, CSI EEC Foyemtcha, Hôpital Ad Lucem Moumée, Hôpital de district Kékem, CSI Bangui Chari, CSI Mbafam, CSI EEC Mbafam, CSI Bayon
		Installer un incinérateur de déchets hospitaliers à l'hôpital de district de Kékem	Espace urbain communal
Absence d'infrastructures adéquates annexes dans le district de santé de Kékem	-Déplacement dans les villes voisines pour pouvoir bénéficier des services qu'offrent ses infrastructures annexes	Ouvrir une pharmacie dans le centre ville de Kékem	Espace Urbain Communal
		Construire une morgue à l'hôpital de district de Kékem	Espace Urbain Communal
Mauvais état de bâtiment dans certaines structures de santé dans la commune de Kékem	-Cadre de soin pas agréable -Risque de contamination -Evasion des malades vers d'autres centres de santé proches	Réfectionner les infrastructures à l'hôpital de district de Kékem et au CSI de Mboebo	Kékem, Mboebo
Présence de plusieurs structures clandestines qui offrent les soins de santé aux populations dans la commune	-Risque d'accès aux soins de mauvaise qualité -Désordre dans le secteur -Manque à gagner en termes d'impôt et taxe à payer par le secteur privé	Accompagner les structures clandestines qui offrent les services dans le domaine de la santé dans la commune à se conformer à la réglementation en vigueur	Espace urbain communal
Faible participation de la population à la gestion communautaire des soins de santé dans les structures publiques	Difficulté à rendre pérenne la gestion des soins de santé communautaire	Renforcer les capacités des membres de COGE ET COSA dans les structures de santé publique	CSI Mboebo, CSI Bamengui, CSI Foyemtcha, CSI Balembo, Hôpital de district Kékem, CSI Bangui Chari, CSI Mbafam, CSI Bayon
Coût élevé des soins de santé dans les structures de santé	-Recours à la médecine traditionnelle -Pratique de l'auto médication -Risque de chronicité des maladies	Accompagner à la création d'une mutuelle communautaire de santé dans chaque groupement dans la commune	Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha, Kékem

Secteur : Travaux Publics

Problème central : Difficulté de déplacement dans les villages de la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Mauvais état des routes dans les villages	-Marche à pied dans le village -Rareté des moyens de locomotion -Coût élevé de transport dans le village -Faible capacité d'échanges entre le village et l'extérieur	Reprofilier et aménager les caniveaux sur 271 km de routes en terre dans la commune	-Axe Chefferie Moumée Ngassa Nicodème jusqu'au Carrefour route Foyemtcha chefferie sur 5 km dans le village Moumée Ngassa Nicodème - Axe Chefferie Moumée Ngassa Nicodème jusqu'à la chefferie Fondjomoko sur 2.5 km dans le village Moumée Ngassa Nicodème - Axe EP Moumée Ngassa Nicodème jusqu'à Moumée Fondjomoko sur 2 km dans le village Moumée Ngassa Nicodème -Axe Lossuh jusqu'à Fombélé sur 2km dans le village Lossuh -Axe Matouze jusqu'à Mezoukoup sur 1 km dans le village Matouze -Axe Matouze jusqu'à Koumegui sur 2 Km dans le village Matouze -Axe Baha - Djikeu sur 3 Km dans le village Baha -Axe chefferie Fondjomoko jusqu'à Balembo sur 2 Km dans le village Fondjomoko centre - Axe Bakwat jusqu'à Deyep (Foyemtcha Chefferie) passant par la Grotte sur 3 km dans le village Bakwat -Axe Bakwat jusqu'à Djikeu sur 2 km dans le village Bakwat -Axe Balakui jusqu'à Djikeu sur 2 km dans le village Balakui -Axe Balakui jusqu'à Boum sur 2.5 km dans le village Balakui -Axe Bakoua jusqu'à Poulieuh sur 3 km dans le village Bakoua - Axe Bakoua jusqu'à Dakla sur 2 km dans le village Bakoua -Axe Bakoua jusqu'à Domtcheu sur 3 km dans le village Bakoua - Axe Bakoua jusqu'à Tchomdjeu sur 5 km dans le village Bakoua - Axe Bakoua jusqu'à Bavat sur 3 km dans le village Bakoua -Axe Bangui-Chari I jusqu'à Mbafam Tcha'a sur 3 km dans le village Bangui Chari I -Axe Bangui-Chari I jusqu'à Bangui Chari II sur 1 Km dans le village Bangui Chari I -Axe Petit Nkam jusqu'à Bangui Chari II sur 1km dans le village Bangui Chari II -Axe Bangui Chari II jusqu'à Bangui Chari I sur 500m dans le village Bangui Chari II -Axe Bangui Chari II jusqu'à Lycée Technique sur 500m dans le village Bangui Chari II -Axe Boum jusqu'à Foyemtcha centre sur 4km, dans le village Boum -Axe Boum jusqu'à Foyemtcha chefferie sur 8km dans le village Boum -Axe Bozouck jusqu'à Mbouembock sur 4 km dans le village Bozouck -Axe Bozouck jusqu'à Mezoukoup sur 1 km dans le village Bozouck -Axe Djikeu jusqu'à Bavat sur 2 km dans le village Djikeu -Axe Domdi jusqu'à Denkeu sur 10km dans le village Domdi -Axe Denkeu jusqu'à Moumée sur 2 km dans le village Domdi

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
			-Axe Domdi jusqu'à Ngouka sur 10 Km dans le village Domdi -Axe Usine Tchouafé jusqu'à Kambo sur 4 km dans le village Kambo -Axe Djimbong I jusqu'à -Kambo en passant par le carrefour Djo et par le pressoir sur 5 Km à Kambo -Axe Djimbong II jusqu'à Kambo sur 2 Km dans le village Kambo -Axe Koumegui jusqu'à Santchou sur 8 Km -Axe Route Foyemtcha centre jusqu'à Mafeubon sur 4 Km -Axe Mafeubon jusqu'à Mouemekam sur 2 km -Axe allant à Nkeh après le pont sur 2km dans le village Mouemekam - Axe Matana jusqu'à Bamengui (Sa'a) sur 7KM - Axe Matana jusqu'à Foyemtcha chefferie sur 9 KM -Axe Matana jusqu'à Balé sur 3 km - Axe Matana jusqu'au cours d'eau Ngoum sur 2 km - Axe Matana jusqu'à Bavat sur 3 km -Axe Foyer jusqu'au carrefour Giné sur 2 km, -Axe Carrefour Apollinaire jusqu'au Lycée technique de Kékem sur 3 km - Axe Mbafam Tcha'a - Mbafam marché – Mbafam centre sur 5km - Axe allant de Bangui Chari I –Mbafam Tcha'a –Mbafam Marché sur 5km -Axe Moumée jusqu'à Mbouembock (Foyemtcha centre) sur 12km - Axe Carrefour Mbouembock jusqu'au pont sur le Fouri en allant vers Bamengui sur 1km -Axe allant du pont Leuk jusqu'à Matouze sur 12 Km -Axe Mouemekam jusqu'à Deyep (Foyemtcha chefferie) sur 3 km -Axe NDOKSHÜ jusqu'à FONKOUAKEM sur 3 km -Axe Ngom Nzock jusqu'à Kambo sur 4 Km -Axe Ngom Nzock jusqu'à Bamengui sur 8 km - Axe Ngom Nzock jusqu'à Moboum sur 8 km -Axe Tchoungou jusqu'à Mboebo sur 3 Km -Axe Tchoungou jusqu'à Badounka sur 4 km -Axe Tchoungou jusqu'à Baboaté sur 2 km -Axe Tchoungou jusqu'à Fondanti 4 km -Axe Tchoungou jusqu'à Fongolies sur 5 km -Axe Marché Fonkouakem jusqu'à Badankeu sur 3km dans le village Tchouno -Axe Marché Fonkouakem jusqu'à Leubam sur 1km dans le village Tchouno -Axe Chefferie Fonkouakem jusqu'à Badankeu sur 3km dans le village Tchouno -Axe EEC Fonkouakem jusqu'à l'antenne MTN dans le village Moumée Fonkouakem -Axe Ecole CEBEC Fonkouakem jusqu'à Djamkreu sur 3 Km dans le village Moumée Fonkouakem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
			-Axe Carrefour Noko jusqu'à la chute d'Ekon Nkam sur 8km dans le village Mboue - Axe Mboue jusqu'à Bayon par la chute d'Ekon Nkam sur 10km dans le village Mboue -Axe ceinture de Mboue sur 9km dans le village Mboue -Axe Marché Mercredi jusqu'au quartier EDOCETER sur 1Km dans le village Moumée Fondjomoko -Axe papa Chré jusqu'au marché mercredi sur 200 m dans le village Moumée Fondjomoko -Axe marché mercredi jusqu'au quartier Ngassa Nicodème sur 1 km dans le village Moumée Fondjomoko -Axe route bitumée jusqu'à l'Eglise protestante sur 400 m dans le village Moumée Fondjomoko -Axe ancienne chefferie jusqu'à la nouvelle chefferie Fondjomoko sur 1,5 km dans Moumée Mission Catholique -Axe pont sur rivière Mboume jusqu'au pont sur la rivière Nschine limite avec Foyave sur 4 km dans le village Bayon -Axe rond point Bayon jusqu'à la rivière Djadjoun sur 4 km dans le village Bayon -Axe pont sur LOME jusqu'à la chute Ekon Nkam sur 10 km dans le village Bayon -Axe Ndoumbong après la rivière Mboume sur 7 km dans le village Bayon
Absence de route pour joindre certains quartiers dans les villages		Ouvrir 44 Km de routes dans la commune	- Axe chefferie Fondjomoko jusqu'à la Carrière de pierre de Kambo sur 3 Km dans le village Fondjomoko Centre -Axe secondaire Balakui jusqu'à Boumsue 2.5 km dans le village Balakui -Axe secondaire Lycée de Mboebo jusqu'à Djikeu en passa par Sa'a sur 2 km dans le village Balakui -Axe CETIC de Foyemtcha jusqu'à l'EEC de Foyemtcha sur 3km dans le village Mbouembock - Axe Poste agricole jusqu'au Fouri en allant vers Ngom Nzock sur 4km dans le village Mbouembock -Axe marché de Foyemtcha jusqu'à l'EEC sur 3km dans le village Mbouembock -Axe Deyep jusqu'à la grotte de Mboebo sur 3 Km dans le village Deyep -Axe ancien site mission catholique par Ngassom Ambroise vers plantation chef du village sur 7 km -Axe Ngassom Ambroise jusqu'à Daleu Pierre sur 4 km dans le village Bayon -axe Tchomssidjie Jean Marie jusqu'à Ngankeu François sur 2 km dans le village Bayon -Axe carrefour EEC coté Gauche jusqu'à Koungoué Etienne sur 4 km dans le village Bayon -Axe carrefour CSI jusqu'à Feu Weladji Joseph sur 3 km dans le village Bayon -Axe route après Nschine coté droit jusqu'à la rivière limite Foyave sur 2 km dans le village Bayon

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
			-Axe Montée après Nschine jusqu'à chez Feu SIATCHOUA GREGOIRE sur 3 km dans le village Bayon -Axe derrière bureau AES SONEL jusqu'à l'axe qui va à la résidence du sous préfet sur 1 km dans l'espace urbain communal
Absence d'ouvrages de franchissement sur certains axes routiers		Construire en matériaux définitifs 16 ponts dans la commune de Kékem	-Axe Moumée Mission catholique – Carrefour vers Foyemtcha chefferie -Axe Mbouembock – Bamengui (Foyemtcha centre) -Axe Usine Tchouafé vers Kambo -Axe Lili – Demback dans le village Mafeubon (Foyemtcha chefferie) -Axe Mafeubon – Nkeh dans le village Mafeubon (Foyemtcha chefferie) -Axe après le pont Nkocmeje dans le village Mafeubon (Foyemtcha chefferie) -Axe EEC vers Ndeup Kouom dans le village Mbouembock (Foyemtcha centre) -Axe Poste agricole vers cours d'eau Fouri allant vers Ngom Nzock (Foyemtcha centre) -Axe Tchoungou vers Mboebo sur le Ngoum -Axe Tchoungou-Badounka sur le Mvu dans le village Tchoungou -Axe Tchoungou-Baboaté sur le Mvu dans le village Tchoungou -Axe Tchoungou-Fondanti dans le village Tchoungou -Axe Carrefour Noko – chute d'Ekon Nkam dans le village Mboue -Axe de ceinture du village Mboue -Pont sur le cours d'eau MOME vers chez Boudjika Emmanuel dans le village Bayon -Pont sur le cour d'eau KOUKOUPCHE vers le pressoir Roger dans le village Bayon
		Construire 17 passages busés de 5 m chacun dans la commune de Kékem	-Entrée Lycée technique Kékem à Bangui Chari I -Sortie Steven allant à Ndonkou à Bangui Chari I -Entrée DAADR de Kékem à Bangui Chari II -Axe entrée carrière de sable dans le village Mbafam Centre -Axe Carrefour Apollinaire vers Lycée technique dans le village Mbafam Centre -Axe Carrefour Kimbang vers colline KOUAM dans le village Mbafam Centre -Axe Carrefour Noko – chute d'Ekon Nkam dans le village Mboue -Carrefour Ndoumbong -Carrefour Feu Noko Abel dans le village Bayon -Entrée ancien site mission catholique dans le village Bayon -Chez pressoir Roger dans le village Bayon -Chez Kameni Madeleine dans le village Bayon -Entrée Yokam Daniel et Ngankeu Simon dans le village Bayon -Carrefour entrée CSI Bayon -Entrée Koungoué Etienne et Boudjika Emmanuel dans le village Bayon -Carrefour EEC coté gauche

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
		Construire 06 dalots dans la commune de Kékem	-02 dalots sur l'axe foyer –carrefour Giné dans le village Mbafam Centre -01 dalot l'axe Carrefour Apollinaire vers Lycée technique dans Mbafam Centre -01 dalot sur l'axe Carrefour Kimbang vers le site du CES bilingue Mbafam Centre -01 dalot sur le ruisseau TCHOUALACK dans le village Moumée Fonkouakem -01 dalot sur l'axe Djikeu jusqu'à Baha dans Mboebo
Absence de ralentisseurs de vitesse dans tronçons de route qui traverse les villages	Multiplés accidents de routes avec mort de personnes dans le village	Construire des ralentisseurs de vitesse dans chaque village traversé par la route nationale n° 5	Lossuh, Balembo, Domdi, Tcheukoua, Tchouno, Moumée Fonkouakem, Moumée Mission catholique, Moumée Fondjomoko
Absence de comité d'entretien de routes dans les villages	Abords de routes en mauvais état	Mettre en place et doter du matériel d'investissement humain 35 comités d'entretien de route dans la commune	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue
Faible maîtrise du réseau routier par l'institution communale	Difficulté à faire une planification adéquate du réseau	Elaborer la carte du réseau routier dans la commune	Territoire de la commune

Secteur : Education de Base

Problème central : Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les écoles primaires et maternelles dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'une structure de l'enseignement primaire dans certains villages dans la commune	-les enfants parcourent de longues distances pour atteindre l'école primaire la plus proche -Risque d'abandon et de déperdition scolaire -Non prise en compte du droit à l'éducation de la petite enfance	Créer, construire et équiper 2 nouvelles écoles primaires dans la commune	Mbafam Tcha'a et Ngom Nzock
Absence d'infrastructures pour abriter l'école maternelle dans certains villages de la commune	Les enfants fréquentent dans un cadre inapproprié	Construire et équiper 14 blocs maternels dans la commune de Kékem	EM Moumée Ngassa Nicodème, EM Bamengui, EM Fondjomoko, EM Balembo, EM Bangui Chari I, EM Plateau, EM Mboebo, EM Mbafam, EM Foyemtcha, EM Fonkouakem, EM de Petit Nkam, EM Groupe II Kékem, EM de Djimbong I, EM Bayon
Absence d'infrastructures pour abriter l'école primaire dans certains villages de la commune	Les enfants fréquentent dans un cadre inapproprié	Construire et équiper 6 salles de classe dans 3 écoles primaires dans la commune de Kékem	EPB Moumée Ngassa Nicodème, EPB Fondjomoko, EPB Bamengui,
Insuffisance de salles de classe dans certaines écoles primaires dans la commune	-Jumelage des niveaux dans les écoles -Occupation des cadres inappropriés pour en faire des salles de classes -Mauvaises conditions de travail pour le personnel et élèves	Construire et équiper des salles de classes supplémentaires dans 4 écoles primaires dans la commune de Kékem	EPB Mboebo (04), EP Foyemtcha chefferie (03), EP Tchoungou (03), EP Groupe II Kékem (03)
Insuffisance du personnel enseignant dans les écoles	-Surcharge de travail chez le personnel existant -Charge à payer par les parents pour supporter les maîtres des parents -Qualité des enseignements au rabais	Doter chaque école primaire d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés	EP Balembo (01), EPB Mboebo (04), EPB Bamengui (04), EP Fondjomoko (1), EPB Fondjomoko (4), EPB Moumée (5), EP Moumée (1), EP Mbafam (02), EP Foyemtcha chefferie (03), EP Tchoungou (05), EP Fonkouakem (03), EP Djimbong (2), EP Gpe I B (1), EP Gpe I A (1), EP Bayon (05),
		Doter chaque école maternelle d'un nombre suffisant d'enseignants qualifiés	EM Plateau (02), EM Fondjomoko (1), EM Foyemtcha (1), EMB Moumée (1), EM Fonkouakem (1), EMB Kékem (2),
Cadre de fréquentation inadéquat dans certaines écoles dans la commune de Kékem		Réfectionner les bâtiments dans les écoles	EP Balembo, EP Kambo, EP Foyemtcha chefferie, EP Tchoungou, EM Bilingue de Kékem, EM Groupe I Kékem, EP Djimbong II, l'EP Groupe II Kékem, EP Groupe II Kékem, EP Groupe I B Kékem, EP Groupe

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
			I A Kékem, EP de Bayon
Insuffisance des tables bancs dans certaines écoles primaires et maternelles dans la commune de Kékem	-Surcharge des élèves sur les tables bancs dans les salles de classes	Doter chaque école primaire d'un nombre de tables bancs suffisants	EP Balembo (45), EP Bamengui (89), EPB Bamengui (55), EP Fondjomoko (72), EPB Fondjomoko (55), EPB Moumée (46), EP Moumée (45), EP Gpe II Kékem (50), EP Gpe III (60), EP GPE I A (35), EP Gpe 1 B (55), EP Bayon (50),
	-Les enfants sont parfois assis à même le sol ou sur les morceaux de planche	Doter chaque école maternelle d'un nombre suffisant de tabourets et tablettes	EMB Kékem (20), EM Gpe I Kékem (50), EM Plateau (41), EM Fondjomoko (20), EM Foyemtcha (09), EMB Moumée (19), EM Fonkouakem (17)
Absence de certains aménagements importants dans les écoles	-Cadre de fréquentation pas agréable - Irrégularité de certains personnels à leur poste de travail	Doter les écoles des latrines adéquates	EP Balembo, EP Gpe II Kékem, EP Gpe I A Kékem, EP Gpe I B Kékem, EP Bayon
		Construire et équiper les blocs administratifs dans les écoles	EP du Plateau A, l'EP de Foyemtcha Centre, l'EP bilingue de Mboebo, l'EP de Mbafam centre
		Construire un point d'eau potable dans les écoles	EP de Kambo, EP de Fondjomoko, EP du Plateau A, EP de Moumée Ngassa Nicodème, EP bilingue de Mboebo, EP de Mbafam centre, EP de Tchoungou, EP de Balembo

Secteur : Arts et Culture

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure d'animation socio culturelle et faible valorisation du potentiel cul turel dans les villages de la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'un centre de ressources documentaires et des archives dans la commune	-Pénibilité à réaliser les travaux de recherche documentaire -Disparition des valeurs culturelles avec le décès des détenteurs -Méconnaissance par les jeunes de la culture locale	Construire et équiper une bibliothèque municipale	Espace urbain communal
	-Pénibilité à réaliser les travaux de recherche documentaire	Doter la commune d'une structure de gestion des archives	Espace urbain communal
Absence d'un espace culturel viable pour l'organisation des activités culturelles dans le centre urbain de la commune	Organisation des activités dans le cadre étroit ou en plein air	Construire et équiper un foyer communautaire dans chaque groupement dans la commune	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
		Construire et équiper une salle de fête dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
Inorganisation de festival culturel dans la commune	-Disparition des valeurs culturelles avec le décès des détenteurs -Méconnaissance par les jeunes de la culture locale	Organiser tous les 2 ans un festival d'art et de la culture dans la commune de Kékem	Territoire de la commune

Secteur : Promotion de la Femme et de la Famille

Problème central : Difficulté pour certaines familles à avoir accès au bien être et l'harmonie et faible épanouissement de la femme dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'une structure d'encadrement, de formation et de promotion de la femme et de la famille dans la commune	-Faible implication de la femme dans la prise de décision et la mise en œuvre des initiatives de développement dans les communautés -Problème récurrent dans les familles	Construire et équiper un centre de promotion de la femme et de la famille dans la commune de Kékem	Espace urbain communal
Faible capacité managériale des femmes	-Faible pouvoir d'achat -Pénibilité à se prendre en charge et à pouvoir gérer d'autres charges familiales -Faible épanouissement de la femme	Renforcer les capacités des femmes sur la création et la gestion des activités génératrices des revenus dans les groupements	Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha, Kékem
		Informier et sensibiliser les groupes de femmes sur les sources de financement de projets mises en place dans ce secteur par l'Etat ainsi que sur les procédures d'accès	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Faible organisation des femmes en réseau	Difficultés pour les femmes à pouvoir bénéficier des programmes d'appui existant	Accompagner les groupes de femmes à se structurer en coopérative dans les groupements	Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha, Kékem
Pratique récurrente de l'union libre entre les couples dans les familles	-Pas de sécurité pour les enfants -Mariage précaire -Parenté irresponsable	Sensibiliser et éduquer les chefs de familles sur la parenté responsable et le genre	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
		Organiser les cérémonies de mariage collectif dans les groupements	Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha, Kékem
Précarité dans la plupart des familles dans la commune	-Abandon de la charge de famille aux femmes -Conflits récurrents	Sécuriser les bases économiques dans les familles	Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha, Kékem

Secteur : Affaires Sociales

Problème central : Difficulté pour les personnes vulnérables à avoir accès aux facilités mises en place en leur faveur par l'Etat

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Méconnaissance par les personnes vulnérables de leurs droits et du mécanisme mis en place par l'Etat pour leur porter assistance	-Souffrance des personnes vulnérables -Développement de la mendicité chez certaines personnes vulnérables -Les personnes vulnérables ne bénéficient pas des facilités qui sont prévues pour elles	Sensibiliser et informer les personnes vulnérables dans la commune sur les dispositifs d'appui mis en place par l'Etat	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Cadre de travail inadéquat pour le centre social de Kékem	Mauvaises conditions de travail pour le personnel et les usagers au centre social	Construire et équiper un bâtiment pour abriter le centre social de Kékem	Espace urbain communal
Toutes les personnes vulnérables dans la commune ne sont pas identifiées dans le fichier du centre social	Il est difficile d'estimer les besoins réels ou encore d'assurer une répartition équitable des appuis dans tous les villages	Mettre à jour le fichier des personnes vulnérables dans tous les villages de la commune et par catégorie de vulnérabilité	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Faible pouvoir économique des familles et des personnes vulnérables	-Souffrance des personnes vulnérables -Développement de la mendicité chez certaines personnes vulnérables	Renforcer les capacités des personnes vulnérables sur la création et la gestion d'une AGR dans chaque groupement dans la commune	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
		Financer les micro projets portés par les personnes vulnérables	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
Insuffisance de structure d'encadrement des personnes vulnérables dans la commune	Faible niveau de prise en charge et de conseil dans les villages	Créer, construire et équiper un centre social secondaire à Mboebo	Mboebo
		Mettre en place dans chaque groupement	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui,

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
		une structure locale d'encadrement des personnes vulnérables	Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
Insuffisance des moyens mis à disposition par l'Etat pour la prise en charge des personnes vulnérables	Abandon de la plupart des personnes vulnérables	Mettre en place au niveau de la commune d'un dispositif de solidarité pour la mobilisation des moyens en faveur des personnes vulnérables	Territoire communal
		Rendre disponible à temps opportun au profit des personnes vulnérables dans la commune les appuis sociaux accordés dans le cadre du budget de l'état	
Faible implication des personnes vulnérables dans l'organisation des journées et autres manifestations à elles dédiées	Développement de sentiment de frustration -Abandon	Faire participer effectivement les couches vulnérables dans l'organisation et la mise en œuvre des activités pendant les journées officielles en leur faveur	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 1 : Difficulté d'accès à l'eau potable dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence de point d'eau potable dans certains villages dans la commune	-Longues distances à parcourir pour atteindre un point d'eau potable -Consommation d'eau de qualité douteuse -Risque de contamination aux maladies -Dépense pour les problèmes de santé -Paupérisation	Construire 24 forages munis de pompe à motricité humaine dans la commune	Djimbong I (01), Djimbong II (01), Moumée Ngassa Nicodème (01), Lossuh (01), Baha (01), Fondjomoko centre (02), Bakwat (01), Bangui Chari II (02), Domdi (01), Mafeubon (01), Matana (01), Mbafam centre (01), Mboue (02), Moumée Fondjomoko (02), Moumée Fonkouakem, Ngom Nzock (02), Tchoungou (01), Bavat (01), Deyep (01), Tcheukoua (01)
		Construire un réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire et installer des bornes fontaines dans les villages	Fonkouakem, Fondjomoko
Points d'eau potable aménagée dans les villages non fonctionnels	-Longues distances à parcourir pour atteindre un point d'eau potable -Consommation d'eau de qualité douteuse -Risque de contamination aux maladies -Dépense pour les problèmes de santé -Paupérisation	Dépanner et rendre fonctionnel 11 forages dans la commune de Kékem	Boum (02), Djikeu (01), Balakui (01), Bakoua (03), Fondjomoko Centre (01), Bangui Chari I (01), Mouemekam (01) Mbafam Tcha'a (01)
		Mettre en place et rendre fonctionnel un comité de gestion autour de chaque forage dépanner	Boum (02), Djikeu (01), Balakui (01), Bakoua (03), Fondjomoko Centre (01), Bangui Chari I (01), Mouemekam (01) Mbafam Tcha'a (01)
		Réhabiliter et étendre 02 réseaux d'adduction d'eau potable par système gravitaire dans la commune	Mboebo, Balembo
		Réhabiliter un puits muni de pompe à motricité humaine à l'école de la mission catholique de Foyemtcha	Mbouembock
		Réhabiliter 05 bornes fontaines en panne dans le réseau d'adduction d'eau par système gravitaire dans le village Mbouembock	Mbouembock
		Réhabiliter le réseau SCANWATER existant	Fonkouakem, Bayon
Travaux de construction du forage avec extension du réseau inachevés dans certains villages	-Longues distances à parcourir pour atteindre un point d'eau potable -Consommation d'eau de qualité douteuse	Achever la construction du forage et la construction du réseau d'extension dans les villages	Moumée Ngassa Nicodème, Kambo
Réseau CAMWATER peu étendu dans les villages de l'espace urbain communal	-Longues distances à parcourir pour atteindre un point d'eau potable -Consommation d'eau de qualité douteuse	Etendre le réseau de branchement de la CAMWATER dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 2 : Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Certains villages dans la commune ne sont pas raccordés au réseau de branchement AES SONEL	-Faible développement des activités économiques nécessitant l'énergie électrique -Longues distances à parcourir pour atteindre un moulin -Impossibilité de faire usage de ses appareils électroménagers	Raccorder 8 villages dans la commune au réseau de branchement AES SONEL	Mafeubon, Mboue, Mouemekam, Ngom Nzock, Tchoungou, Bavat (Mboebo), Deyep, Kambo
Réseau de branchement AES SONEL présent dans les villages mais peu étendu à tous les quartiers	-Faible développement des activités économiques nécessitant l'énergie électrique -Longues distances à parcourir pour atteindre un moulin -Impossibilité de faire usage de ses appareils électroménagers	Etendre le réseau de branchement AES SONEL sur 30 Km dans 15 villages dans la commune	Bayon (02 Km), Moumée Ngassa Nicodème (02Km) Lossuh (1.5 Km), Matouze (02 Km), Fondjomoko Centre (03 Km), Bakwat (06 Km), Bakoua (02 Km), Bangui Chari I (02 Km), Bangui Chari II (01 Km), Djikeu (01 Km), Moumée Fondjomoko (02 km), Moumée Mission catholique (01 Km), Tchouno (02Km), Tcheukoua (01Km), Mbafam Tcha'a (01 Km)
Faible capacité du réseau de branchement électrique existant	-Baisse de tension récurrente -Coupure intempestive du courant -Endommagement fréquent des équipements et appareils électroniques	Transformer dans 05 villages dans la commune, le réseau monophasé existant en réseau triphasé	Matana, Mbafam centre, Mbouembock, Mezoukoup, Bayon
Absence d'un réseau électrique à gestion local par la commune et les communautés	Dépendance à la source d'énergie fournie par AES SONEL	Construire un réseau d'électrification à gestion décentralisée dans la commune	Tchoungou, Mboebo
Eloignement du guichet de paiement des factures de certains villages		Rapprocher les guichets de paiement des factures des populations dans les villages	Bamengui, Mboebo, Foyemtcha centre, Fonkouakem, Fondjomoko, Balembo, Bayon
Existence des poteaux de basse et moyenne tension hors d'usage dans certains villages de la commune	Risque d'accident et d'électrocution	Remplacer 62 poteaux défectueux dans la commune	Bakoua (05), Bozouck (10), Boum (04), Moumée Fondjomoko (03), Moumée Fonkouakem, 01), Bangui Chari I (04), Espace Urbain Communal (35)

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 3 : Difficulté d'accès aux toilettes Améliorées tant dans les villages que dans l'espace urbain communal de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible présence des toilettes améliorées tant dans les familles qu'au niveau de l'espace urbain communal	-Utilisation des toilettes inappropriées dans les familles -Pollution de l'environnement avec les déchets fécaux et les eaux usées	Sensibiliser et éduquer les populations dans les villages à la construction et l'utilisation des toilettes améliorées	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Mission catholique, Carrière, King Place, Nyele, Petit Nkam, Ekouot, Djimbong I, Djimbong II
		Construire un échantillon de toilette améliorée dans 43 villages dans la commune	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Mission catholique, Carrière, King Place, Nyele, Petit Nkam, Ekouot, Djimbong I, Djimbong II
Toilettes améliorées construites dans le centre urbain et à l'EP de Foyemtcha non opérationnelles	-Pénibilité à pouvoir se mettre à l'aise dans le centre urbain -Utilisation des abords des toilettes par les enfants de l'EP de Foyemtcha pour se mettre à l'aise	Organiser la cérémonie officielle de rétrocession des toilettes construites à l'EP de Foyemtcha	Mbouembock
		Achever les travaux de construction des toilettes publiques dans le centre urbain de Kékem	King Place

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 4 : Difficulté d'accès aux produits pétroliers de qualité dans les villages dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Vente des produits dans les villages par des mains inexpertes Présence des produits pétroliers de mauvaise qualité dans les villages	Coût élevé des prix des produits pétroliers dans les villages -Consommation des produits de qualité douteuse -Risqué d'accident lors des manipulations par les vendeurs clandestin	Sensibiliser et éduquer les détaillants des produits pétroliers dans les villages sur les risques d'une mauvaise manipulation de ces produits	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue
Insuffisance de points agréés de ventes des produits pétroliers dans la commune	-Parcoure de longues distances pour atteindre la station service existant dans l'espace urbain communal -Prolifération des points de ventes clandestins des produits pétroliers -Manipulation des produits par des mains inexpertes -Risqué d'accident lors des manipulations par les vendeurs clandestin	Construire une seconde station service dans la commune	Espace urbain communal

Secteur : Enseignement Secondaire

Problème central : Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence de structure d'enseignement secondaire dans le village	-Les enfants parcourent de longues distances pour atteindre un établissement -Charge de transport à supporter par les parents -Les parents sont parfois obligés de se séparer des enfants qui vont au secondaire -Risque de déperdition scolaire -Abandon des classes par certains enfants	Créer construire et équiper un nouveau CES dans la commune de Kékem	Mbafam
Absence d'infrastructure pour abriter certains établissements dans la commune de Kékem	-Emprunt des habitations inappropriées pour utiliser comme salle de classe -Cadre de travail peu confortable pour enseignants et élèves	Construire et équiper les salles pour abriter certains établissements d'enseignement secondaire dans la commune de Kékem	CES Bilingue Kékem (6), CETIC de Mboebo (04),
Insuffisance de salles de classe dans certains établissements de l'enseignement secondaire de la commune	-Emprunt des habitations inappropriées pour utiliser comme salle de classe -Cadre de travail peu confortable pour enseignants et élèves -Effectifs pléthoriques dans les salles de classe	Construire et équiper des salles de classes supplémentaires dans certains établissements de l'enseignement secondaire dans la commune de Kékem	Lycée Technique de Fonkouakem (06), Lycée Technique de Kékem (06), CETIC de Foyemtcha (02), Lycée Bilingue de Bamengui (04)
Insuffisance ou absence d'ateliers techniques dans certains établissements d'enseignement technique dans la commune de Kékem	-Pas de mise en œuvre de la formation pratique -les élèves ne sont pas opérationnels dans les options choisis à l'issue du diplôme -Qualité des enseignements au rabais -Mauvais résultats scolaires	Construire et équiper 09 ateliers pédagogiques dans les établissements de l'enseignement technique dans la commune de Kékem	Lycée technique de Kékem (03), Lycée technique de Fonkouakem (02), CETIC de Foyemtcha (02), CETIC de Mboebo (02)
Insuffisance de tables bancs dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune	-Surcharge des élèves sur les tables bancs -Mauvais rendement des élèves	Doter 7 établissements de l'enseignement secondaire dans la commune d'un nombre suffisant de table bancs	Lycée Bilingue de Bamengui (33), Lycée technique de Fonkouakem (113), Lycée Fonkouakem (121), Lycée Technique de Kékem (319), Lycée Classique de Kékem (374)
Insuffisance du personnel enseignant dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune	-Surcharge de travail chez le personnel existant -Charge supplémentaire à prendre par les parents pour le paiement du salaire des	Doter chaque établissement de l'enseignement secondaire dans la commune d'enseignants supplémentaires	CES Bilingue Kékem (08), CETIC de Mboebo (16), Lycée technique de Fonkouakem (12), Lycée technique de Kékem (15), CETIC de Foyemtcha (07), Lycée de Mboebo (10), Lycée de Fonkouakem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
	enseignants vacataires		(08), Lycée Bilingue de Bamengui
Absence de bloc administratif dans certains établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	-Cadre de travail inapproprié pour le personnel administratif -Présence discontinue du personnel dans le service	Construire et équiper 05 blocs administratifs dans les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	Lycée technique Kékem, Lycée technique Fonkouakem, Lycée Bilingue de Bamengui, Lycée de Mboebo, CETIC de Foyemtcha
Absence de centre multi média dans les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	Difficulté à faire des travaux de recherche	Construire et équiper un centre multi média dans les établissements publics d'enseignement secondaire	Lycée de Kékem, Lycée de Fonkouakem, Lycée de Mboebo, Lycée bilingue de Bamengui, Lycée technique de Kékem, Lycée technique de Fonkouakem, CETIC de Mboebo, CETIC de Foyemtcha, CES Bilingue de Kékem

Secteur : Emploi et Formation Professionnelle

Problème central : Difficulté d'accès à un emploi décent et à une structure de formation professionnelle dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'une structure de formation professionnelle dans la commune de Kékem	-Faible qualification des chercheurs d'emploi -Formation sur le tas -Pratique des sous emplois -Inadéquation entre la formation et les opportunités d'emploi existant au niveau local	Créer et rendre fonctionnelle un centre de formation professionnelle (filiales : Maçonnerie, Menuiserie, secrétariat bureautique, électricité, mécanique générale) dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
		Construire, équiper et rendre fonctionnel la SAR/SM de Mboebo	Mboebo
Faible circulation des informations sur les opportunités d'emploi dans la commune et ses environs	-chômage des jeunes -Oisiveté des jeunes -Risqué d'implication dans les activités de banditismes et de gangstérismes chez les chercheurs d'emploi -Accentuation de la pauvreté dans les familles	Créer et rendre opérationnel un pôle info emploi dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
Méconnaissance des opportunités offertes par le MINEFOP aux chercheurs d'emploi	Les jeunes dans la commune ne bénéficient pas des opportunités de formation professionnelle qui sont offertes	Informar la population dans les groupements sur les bourses de formation et toute autre forme d'appuis qu'offre le MINEFOP	Kékem, Fondjomoko, Balembo, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha
Faible capacité professionnelle chez la plupart des chercheurs d'emploi	-Pratique des sous emplois -Exécution des emplois sous ou mal payés -Accentuation de la pauvreté dans les familles -Faible développement de l'auto emploi	Organiser une session de formation par groupement pour les chercheurs d'emploi sur la création et la gestion des AGR	Kékem, Fondjomoko, Balembo, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha

Secteur : Travail et Sécurité Sociale

Problème central : Difficulté pour les travailleurs de tout secteur dans la commune à bénéficier d'une couverture de sécurité sociale dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
La souscription d'une couverture de sécurité sociale formelle n'entre pas dans les habitudes des populations locales	-A l'arrêt de l'activité pour quelque raison que ce soit, le travailleur n'a plus de revenu pour survivre ou se prendre en charge -Les individus dans les familles ont du mal à prendre en charge les soins de santé pour eux même et les membres de leur famille	Sensibiliser, éduquer et informer les travailleurs de tous les corps de métiers dans la commune sur la nécessité à souscrire une couverture de sécurité sociale	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Absence de mutuelle de sécurité sociale dans les groupements de la commune	Difficulté à bénéficier à pouvoir bénéficier d'une assistance sociale	Accompagner à la création de 07 mutuelles de sécurité sociales dans la commune de Kékem	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko
Les travailleurs dans certaines entreprises ne sont pas couverts toujours affiliés à une couverture de sécurité sociale	Les travailleurs ne peuvent pas bénéficier de l'assistance sociale en cas de problème au sein de l'entreprise	Garantir pour bon nombre de travailleurs dans les entreprises l'affiliation et le paiement des cotisations à la CNPS ou dans toute autre mutuelle de sécurité sociale	Espace urbain communal
Conflits sociaux récurrents dans les entreprises dans l'espace urbain communal	-Baisse des activités dans l'entreprise -Maque à gagner -Faible développement économique	Organiser le dialogue social dans les entreprises identifiées dans la commune	Espace urbain communal

Secteur : Tourisme et Loisirs

Problème central : Difficulté pour l'institution communale à tirer profit du potentiel touristique qui existe et à offrir des infrastructures de loisirs aux populations dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Sites touristiques existant non aménagés	-Manque à gagner à la commune en termes de devises issue des activités de tourisme -Manque à gagner dans les structures existant -Faible développement de l'économie locale	Aménager et viabiliser les sites touristiques existants et leurs voies d'accès dans la commune	-King place Kékem (Point de rencontre des cours d'eaux sur le Ngoum à Jonicam) - Bakwat Mboebo (Grotte pittoresque) - Moumée Fondjomoko (Rochers pittoresques) -Mboebo (Chute d'eau) -Tchoungou (Chute d'eau) -Bayon (Chute d'eau) - Mboue (chute d'Ekonkam, chute de Cheguankam, Les grandes grottes de Mboue, les vestiges du pont Allemand)
Absence d'une structure communale de gestion des activités touristiques dans la commune	-Anarchie dans le secteur -Manque à gagner à la commune en termes de devises issue des activités de tourisme -Manque à gagner dans les structures existant -Faible développement de l'économie locale	Mettre en place et rendre opérationnel une structure communal en charge de la gestion des activités de tourisme	Espace urbain communal
Absence de cadre de concertation entre les acteurs intervenant dans le secteur au niveau de la commune	-Anarchie dans le secteur -Amateurisme des acteurs -Manque à gagner à la commune en termes de devises issue des activités de tourisme -Manque à gagner dans les structures existant -Faible développement de l'économie locale	Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation entre les acteurs locaux qui interviennent dans les activités de tourisme	Espace urbain communal
Absence d'infrastructure adéquate pour le loisir	-Déplacement de la commune pour les villes voisines pour les activités de loisirs -Oisiveté pour les jeunes et la petite enfance -Pas de point d'attraction dans la commune	Créer et faire fonctionner un parc d'attraction dans la commune	Espace urbain communal

Secteur : Forêts et Faune

Problème central : Difficulté à préserver et à conserver le potentiel forestier et faunique existant dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Coupe anarchique des arbres à la recherche du bois de chauffe ou de construction et pour la création des champs de production	-Changement climatique dans la commune -Rareté de certaines espèces fauniques	Sensibiliser et éduquer les populations sur l'importance de la préservation et la conservation des forêts dans tous les villages dans la commune	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue
		Appuyer/Accompagner les communautés dans la création des forêts communautaires	Balembo, Mbouembock, Tchouno, Baha, Mouemekam
		Vulgariser dans les groupements l'utilisation des foyers améliorés	Kékem, Balembo, Fonkouakem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui
		Mettre en place les plants d'ombrage dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal

Secteur : Environnement Protection de la Nature et Développement Durable

Problème central : Difficultés d'accès à un environnement sain et sécurisé dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'une politique de gestion des ordures ménagères dans l'espace urbain de la commune de Kékem	-Dépôt d'ordures n'importe où et parfois dans les caniveaux et sur la chaussée -Insalubrité dans l'espace urbain	Définir et mettre en application une politique appropriée de gestion d'ordures ménagères dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
Absence de points aménagés pour dépôt d'ordures ménagères dans l'espace urbain communal	-Dépôt d'ordures n'importe où et parfois dans les caniveaux et sur la chaussée -Insalubrité dans l'espace urbain	Matérialiser les sites de dépôt d'ordures ménagères dans l'espace urbain communal et y déposer les bacs à ordures	Mission catholique, Carrière, King Place, Nyele, Petit Nkam
Absence de décharge municipale	-Dépôt d'ordures ramassées dans l'espace urbain dans un site inapproprié -Risque de pollution	Identifier et choisir un site approprié et l'aménager suivant les normes environnementales pour la décharge municipale dans la commune	Espace urbain communal
Absence de zones d'espaces verts dans le centre urbain de la commune	-Image du centre urbain pas embelli	Créer et aménager les zones d'espaces verts dans l'espace urbain communal	Mission catholique, Carrière, King Place, Nyele
Service d'hygiène et de salubrité au sein de l'institution communale non opérationnel	-Insalubrité dans les quartiers	Rendre fonctionnel un service d'hygiène et salubrité au sein de l'institution communale	Espace urbain communal
Comités d'hygiène et salubrité dans les villages non opérationnels	Insalubrité dans les villages	Doter 44 comités d'hygiène et salubrité dans la commune du petit matériel d'investissement humain	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Mission catholique, Carrière, King Place, Nyele, Petit Nkam, Ekouot, Djimbong I, Djimbong II
Méconnaissance des techniques de gestion des eaux usées dans les unités d'extraction d'huile de palme	-Pollution de l'environnement dans les voisinages des unités d'extraction d'huile de palme	Renforcer les capacités des détenteurs de presse à huile dans l'espace urbain communal et dans les groupements sur les techniques de gestion des eaux usées	Espace urbain communal, Kékem, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem, Foyemtcha, Bamengui et Mboebo
Mauvaise gestion des huiles de vidanges dans les garages autos et motos	Pollution de l'environnement	Renforcer les capacités des gestionnaires de garages autos et motos sur les techniques de gestion des huiles de vidanges	Espace urbain communal

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Présence des zones d'éboulement de terrains non sécurisées dans la commune	-Risque d'accident	Sécuriser les zones d'éboulements de terrain dans le quartier Nyele et Djimbong II	Nyele et Djimbong II
Absence de plan de gestion des déchets hospitaliers dans les structures de santé dans la commune	Pollution de l'environnement avec les déchets hospitaliers	Accompagner les structures de santé dans l'élaboration d'un plan de gestion des déchets hospitalier dans la commune	CSI Mboebo, CSI Bamengui, CSI Foyemtcha, CSI Balembo, CSI EEC Foyemtcha, Hôpital Ad Lucem Moumée, Hôpital de district Kékem, CSI Bangui Chari, CSI Mbafam, CSI EEC Mbafam, CSI Bayon
Mauvaise occupation de l'espace pour la pratique des petits métiers dans l'espace urbain communal	Désordre urbain	Organiser l'occupation de l'espace par les corps de métiers dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal

Secteur : Habitat et Développement Urbain

Problème central : Difficulté à conduire avec aisance le processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'un plan d'urbanisme dans la commune	-Construction anarchique des maisons d'habitation tant en zone urbaine qu'en zone rurale -Pas de distinguo entre la zone d'habitat, la zone administrative, la zone commerciale dans le centre urbain -Risque de destruction des habitations lors de la mise en œuvre du plan d'urbanisme	Elaborer et mettre en application un plan d'urbanisme dans la commune	Espace urbain communal
Absence d'un plan d'occupation des sols dans la commune			
Absence d'un réseau d'assainissement adéquat pour eaux de ruissellement dans le centre urbain de la commune	-Les eaux de ruissellement coulent dans tous les sens et endommagent les voies d'accès	Construire un réseau d'assainissement des eaux de ruissellement dans l'espace urbain communal	Mission catholique Kékem, Carrière, King Place, Nyele, Petit Nkam
Absence de l'éclairage public dans certains villages dans la commune	-Risques d'agression à la tombée de la nuit	Installer des lampadaires au centre de 4 villages dans la commune et dans 2 quartiers dans l'espace urbain communal	Village : Bayon, Mbafam, Mboebo, Bangui Chari I Espace urbain : Djimbong II, Ekouot
Faible opérationnalisation du service technique de la commune	-Construction anarchique des maisons d'habitation tant en zone urbaine qu'en zone rurale -Perte de recette sur permis de bâtir	Doter le service technique de la commune d'un moyen matériel adéquat et de personnel technique qualifié	Service technique de la commune
Absence d'un système adéquat de transport urbain dans l'espace urbain communal	Pénibilités surtout pour les enfants qui vont à l'école à se déplacer dans l'espace urbain communal	Développer le transport urbain pour les enfants qui vont au collège dans les villages situés le long de la route nationale N° 5	Moumée Fondjomoko, Moumée Fonkouakem, Moumée Mission Catholique, Tcheukoua, Fondjomoko Centre, Bakoua et Domdi
Absence de logement social dans l'espace urbain communal	-Pénibilité à trouver un logement dans l'espace urbain communal	Construire des logements sociaux dans l'espace urbain communal	Espace Urbain Communal

Secteur : Domaine, Cadastre et Affaires Foncières**Problème central :** Difficulté d'accès à un titre de propriété foncière et à maîtriser les procédures d'occupation des domaines dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Méconnaissance par les populations de l'importance à obtenir un titre de propriété foncière	-Conflits fonciers récurrents entre voisins -Occupation anarchique des domaines	Sensibiliser et informer les populations dans les villages sur la nécessité et les procédures d'acquisition d'un titre de propriété foncier	Kékem, Fondjomoko, Balembo, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha
		Informé et éduquer les populations dans les villages sur les différents domaines fonciers et les conditions d'accès	Kékem, Fondjomoko, Balembo, Mboebo, Bamengui, Foyemtcha
Tracasseries dans les procédures d'obtention d'un titre foncier	-Manque à gagner pour la commune en termes de taxes foncières	Elaborer la carte de propriété foncière dans la commune	Territoire communal

Secteur : Recherche Scientifique et Innovation**Problème central :** Difficulté pour les producteurs à avoir accès aux résultats de la recherche agricole et zootechnique et aux innovations dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible vulgarisation des résultats de la recherche	-Utilisation des semences locales peu productives -Faible rendement agricole et d'élevage -Baisse des revenus -Accentuation de la pauvreté chez les producteurs	Mettre en place dans la commune un dispositif d'informations qui renseigne régulièrement les populations sur les résultats de la recherche et des innovations technologiques	Espace urbain communal
Coût élevé des produits issus des résultats de la recherche scientifique	-Utilisation des semences locales peu productives -Faible rendement agricole et d'élevage -Baisse des revenus -Accentuation de la pauvreté chez les producteurs	Organiser un plaidoyer pour la subvention des semences de base et espèces animales améliorées issues des résultats de la recherche scientifique	Niveau national

Secteur : Commerce

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure adéquate de marchande et à mener à bien les activités de commerce dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'équipements marchands publics dans les sites de marché dans la commune de Kékem	-Etalage des marchandises à même le sol -Manque à gagner dans les recettes de la commune -Les grossistes ont des difficultés à s'installer dans les marchés	Construire et équiper 8 marchés dans la commune de Kékem	Kékem centre, Mboebo, Fonkouakem, Balembo, Foyemtcha centre, Bamengui, Mbafam centre, Mboe
Méconnaissance par les acteurs de commerce des mécanismes d'imposition		Informier et former les commerçants sur les mécanismes d'imposition de leur activité dans la commune	Espace urbain communal
Mauvaise qualité des produits manufacturés et unités de mesures utilisées par les commerçants		Contrôler régulièrement le respect des prix, poids et mesure et la qualité des produits manufacturés vendus sur les marchés dans la commune	Kékem centre, Mboebo, Fonkouakem, Balembo, Foyemtcha centre, Bamengui, Mbafam centre, Mboe
Faible circulation des informations sur les prix de ventes des produits de base dans les villages	-Les produits de base sont achetés à bas prix aux producteurs dans les villages -Accentuation de la pauvreté	Informier régulièrement les producteurs des produits de base (Cacao et Café) dans les villages sur les prix officiels qui doivent être pratiqués	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboe, Espace urbain communal

Secteur : Jeunesse et Education Civique

Problème central : Difficulté pour les jeunes dans la commune à avoir accès aux informations sur les projets et programmes et aux structures de formation et d'animation dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'infrastructure pour abriter les services de la DAJEC et encadrer les jeunes	-Difficulté à organiser les activités avec les associations des jeunes -Oisiveté des jeunes -Risque de développement de la délinquance juvénile -Faible participation citoyenne des jeunes dans les initiatives de développement local dans la commune	Construire et équiper la DAJEC et y affecté du personnel dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
		Construire, équiper le centre multifonctionnel dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
		Construire et équiper un foyer communal de jeunesse et d'animation dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
Méconnaissance des jeunes des opportunités que leur offre le MINJEC	Sous ou mal information des jeunes	Sensibiliser et informer régulièrement les jeunes dans les groupements sur les appuis offerts par le MINJEC	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
Faible dynamisme de l'antenne communal du conseil national de la jeunesse	-Sous ou mal information des jeunes -Structure presque inactive -Questionnement des jeunes sur son importance	Redynamiser l'antenne communale du conseil national de la jeunesse	Espace urbain communal
Faible participation citoyenne des jeunes dans la commune	Faible prise en compte des actions en faveur des jeunes dans les initiatives locales	Capaciter les jeunes dans la commune à l'éducation à la citoyenneté	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
		Sensibiliser et éduquer les jeunes sur certaines maladies que sont l'hépatite virale « B », les IST/SIDA	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem
Faible structuration des jeunes en associations dans la commune	Difficulté à bénéficier de l'encadrement et des appuis	Accompagner les jeunes à se structurer en association formelle dans les villages	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal

Secteur : Sport et Education Physique

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Stade municipal existant inapproprié et envahie par les maisons d'habitation	-Impossibilité d'organiser les activités sportives d'envergure dans la commune	Trouver un site pour construire le stade municipal de Kékem avec piste d'athlétisme ayant au moins 4 couloirs	Espace urbain communal
Absence de complexe sportif dans la commune	-Pratique des activités sportives n'importe où -Faible développement des talents sportifs dans la commune -Impossibilité pour la commune à abriter un tournoi sportif	Construire une plate forme sportive de proximité dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
Absence d'aire de jeu aménagé dans les établissements d'enseignement secondaire	Pratique des activités sportives dans des mauvaises conditions	Aménager des aires de jeux diversifiés dans les établissements de l'enseignement secondaire	Lycée de Kékem, Lycée de Fonkouakem, Lycée de Mboebo, Lycée bilingue de Bamengui, Lycée technique de Kékem, Lycée technique de Fonkouakem, CETIC de Mboebo, CETIC de Foyemtcha, CES Bilingue de Kékem
		Aménager des aires de jeux diversifiés dans les écoles primaires qui disposent de sites	
Absence de moniteur de sport qualifié dans la commune pour accompagner les pratiquants du sport de maintient	-Mauvaise pratique d'activité sportive -Incohérence dans les activités à faire -Risque d'accidents	Affecter dans la commune au moins un moniteur de sport pour les pratiquants des exercices physiques du dimanche	Espace urbain communal

Secteur : Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

Problème central : Faible développement des PME dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible capacité de l'énergie électrique dans la commune de Kékem	-Faible développement de l'économie locale -Manque à gagner à la commune en termes d'impôts et taxes	Confère domaine Energie dans le secteur Eau et Energie	
Faible connaissance des porteurs de projets des procédures de création d'une PME et les mécanismes et facilités mis en place par l'Etat pour promouvoir l'éclosion des PME et leur consolidation	-Faible développement de l'économie locale -Manque à gagner à la commune en termes d'impôts et taxes - Les potentiels promoteurs de PME ne bénéficient pas des appuis à la promotion et à l'éclosion offerte par les projets et programmes existants	Sensibiliser et informer les potentiels créateurs des PME sur les procédures et les mécanismes et facilités mis en place par l'Etat pour promouvoir l'éclosion des PME et leur consolidation	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko
		Rendre officiel et vulgariser l'éventail des facilités que peut accorder la commune aux promoteurs de PME qui veulent s'implanter sur son territoire	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko
		Sensibiliser les corps de métiers à se structurer en association et à se faire enregistrer à la DD MINPEESA Haut Nkam	Espace urbain communal
Faible capacité des porteurs de projets dans le montage des projets et la recherche des financements	-Pas d'esprit d'initiative -Initiative par imitation et saturation des secteurs par des promoteurs inexpertes	Renforcer les capacités des potentiels porteurs de projets sur la méthodologie de montage de projet et de recherche des financements	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko
		Renforcer les capacités des populations dans chaque groupement sur les techniques de création et la gestion des AGR	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fonkouakem, Balembo, Fondjomoko
Faible connaissance des promoteurs et corps de métiers pratiquants des AGR sur les mécanismes d'imposition de leur activité	-Plusieurs pratiquants restent dans l'informel -Conflit récurrent avec les agents de recouvrement des impôts et taxes -Découragement à l'idée de vouloir créer une entreprise ou une AGR	Former les promoteurs de PME et autres pratiquant d'AGR des corps de métiers sur les mécanismes d'imposition de leur activité	Espace urbain communal
Absence d'unité moderne de transformation des produits agropastoraux	-Faible niveau des revenus -Pertes après récolte -Faible niveau de plus value sur les	Construire une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans chaque village de la commune	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup,

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
	produits		Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
		Construire 4 unités modernes d'extraction d'huile d'amende dans la commune	Espace urbain communal, Kambo et Mboue
		Construire 3 unités modernes de transformation de manioc tubercule dans la commune	Espace urbain communal, Bangui Chari I et Mbafam
Faible promotion de l'économie sociale et de l'artisanat dans la commune	-Faible développement économique dans la commune -Paupérisation des populations	Construire une vitrine artisanale à la mairie dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
		Organiser tous les 2 ans une foire artisanale dans la commune	Kékem
Absence de PME viable dans le secteur de la restauration dans l'espace urbain		Construire un restaurant municipal dans la commune	Espace urbain communal

Secteur : Mines, Industries et Développement technologique

Problème central : Difficulté à mettre en valeur et à tirer grandement profit du potentiel des ressources naturelles existant dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Exploitation anarchique des carrières de sable dans la commune par des particuliers	-Manque à gagner à la commune en termes d'impôts et taxes à payer -Faible développement économique de la commune -Potentiel source d'emploi non développé	Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme de concertation entre les exploitants de carrières sur le territoire communal, la commune, le DDMINIMIDT et le CDI	Au niveau de l'institution communale
		Sensibiliser et éduquer les exploitants de carrières sur la législation en vigueur en matière d'exploitation des ressources minières	Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fonkouakem, Matana (Ngwa), Boum (Saa), Tchoungou, Mbouembock, Deyep, Mafeubon, Mbafam centre, Ngom Nzock (NEMLEEH), Mouemekam, Balakui
Exploitation artisanale de certaines carrières des pierres dans la commune	-Manque à gagner à la commune en termes d'impôts et taxes à payer -Faible développement économique de la commune -Potentiel source d'emploi non développé -Faible progrès technologique dans les sites d'exploitation des produits de carrières	Doter 05 villages dans la commune d'un moyen moderne pour l'exploitation des carrières de pierres	Lossuh, Mouemekam, Tchouno, Balakui, Boum
Mauvais état des voies d'accès dans les carrières	-Faible niveau d'exploitation -Refus des transporteurs des produits à payer les taxes -manque à gagner pour la commune	Aménager les voies d'accès dans les carrières et construire des barrières de pluies (cf secteur Travaux publics)	

Secteur : Transport

Problème central : Difficulté d'accès à un moyen de transport adéquat dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'une compagnie de transport inter urbain pour relier la commune des grandes métropoles	-Longues attentes pour avoir un moyen de déplacement -Pratique de l'auto stop	Sensibiliser les opérateurs économiques dans la commune à investir dans le secteur du transport interurbain	Espace urbain communal
Absence d'infrastructure adéquate de transport dans la commune	-Embarquement et débarquement des passagers n'importe où dans le centre urbain	Créer et aménager une gare routière dans les villages où les besoins sont identifiés	Espace urbain communal, Balembo, Moumée Mission catholique
	Les conducteurs de motos stationnent n'importe où	Aménager des points de stationnement pour moto dans le centre urbain	Espace urbain communal
Non respect de la réglementation en vigueur par les exploitants et conducteurs de motos taxis	Désordre observé dans la pratique de l'activité de transport par moto taxi	Répertorier et immatriculer les conducteurs de motos taxis dans le centre urbain	Espace urbain communal
		Accompagner les exploitants de motos taxis et les conducteurs dans le processus d'application de la réglementation en vigueur pour la pratique de l'activité dans la commune	Espace urbain communal
Amateurisme des conducteurs de moto	-Accidents fréquents de circulation -Non respect du code de la route	Former les conducteurs de motos taxis dans la commune	Espace urbain communal

Secteur : Poste et Télécommunication

Problème central : Difficulté d'accès aux services offerts par la poste et télécommunication dans la commune de Kékem

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Réseau de téléphonie mobile peu étendu dans la commune	-Population reste sous informée de ce qui se passe sur leur territoire et en dehors -On peine dans les villages pour communiquer avec les proches qui sont à l'extérieur	Réhabiliter le mini central de télécommunication CAMTEL qui se trouve dans l'espace urbain communal de Kékem	Espace urbain communal
		Etendre le réseau d'accès à la téléphonie mobile dans 35 villages par les 03 opérateurs actuels que sont : CAMTEL, ORANGE et MTN	Baha, Djikeu, Bavat, Bakwat, Balakui, Matana, Boum, Tchoungou, Mbouembock, Mafeubon, Mouemekam, Deyep, Bozouck, Mezoukoup, Matouze, Koumegui, Lossuh, Tchouno, Domdi, Tcheukoua, Moumée Fonkouakem, Bakoua, Fondjomoko Centre, Moumée Mission Catholique, Moumée Ngassa Nicodème, Moumée Fondjomoko, Ngom Nzock, Kambo, Bangui Chari I, Bangui Chari II, Mbafam Tcha'a, Mbafam Marché, Mbafam Centre, Bayon, Mboue, Espace urbain communal
Absence d'un télécentre communautaire dans la commune de Kékem		Construire et équiper 02 télécentre communautaires dans la commune de Kékem	Kékem, Mboebo
Coût élevé des frais de communication au téléphone mobile	-Faible accès au service -Forte dépense liées à la communication - Faire un plaidoyer pour une baisse des coûts de communication par les opérateurs de la téléphonie	Faire un plaidoyer pour une baisse des coûts de communication par les opérateurs de la téléphonie	Niveau national
Méconnaissance des services offerts par la CAMPOST dans la commune	-Faible sollicitation des services de la CAMPOST par les usagers -Manque à gagner à la CAMPOST	Sensibiliser et informer les populations dans la commune sur les innovations apportées par la CAMPOST dans les services qu'elle offre aux publics dans tous les villages dans la commune	Kékem, Mboebo, Foyemtcha, Bamengui, Fondjomoko, Balembo, Fonkouakem

Secteur : Communication**Problème central :** Difficultés d'accès aux réseaux audio visuel dans la commune et aux moyens de communication moderne au sein de l'institution communale

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible signal du réseau audio visuel de la CRTV dans les villages de la commune de Kékem	-Pénibilité à avoir accès aux informations nationales dans les villages -Les populations ignorent la plupart de temps ce qui se passe sur leur territoire -Faible circulation des informations dans la commune	Construire une antenne de relais CRTV pour assurer une couverture du réseau audio visuel dans la commune	Espace urbain communal
Absence d'une radio communautaire dans la commune	-Pénibilité à avoir accès aux informations nationales dans les villages -Les populations ignorent la plupart de temps ce qui se passe sur leur territoire -Faible circulation des informations dans la commune	Construire et équiper une radio communautaire dans la commune de Kékem	Mboebo, Fonkouakem, Bangui Chari I
Absence de moyen de communication moderne au sein de l'institution communale	-Pénibilité à réaliser une communication tant à l'interne qu'avec l'extérieur -Faible promotion de l'image de la commune	Doter l'institution communale des moyens de communication moderne (Fax, site web, connexion internet, adresse Email, téléphone fixe) (cf. cadre logique institution communale)	Institution communale

Secteur : MINATD

Problème central : Difficulté à mettre en œuvre le processus de décentralisation dans la commune

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Absence d'un cadre de concertation et d'échanges entre les acteurs locaux	-Faible implication des acteurs locaux dans la mise en œuvre du processus	Mettre en place et rendre opérationnel une plate forme d'échanges et de concertation entre les acteurs locaux sur le processus de décentralisation	Territoire de la commune
Absence d'infrastructures adéquates pour abriter certains services déconcentrés dans la commune	-Faible opérationnalisation des services - Personnel de certains services à l'étroit -Influence sur la qualité du service offert et sur la présence continue du personnel au lieu du service	Construire et équiper 5 services dans l'espace urbain communal	Bangui Chari II (DAADR), Carrière (DAJEC & CMF), Mission Catholique Kékem (IAEB), King Place (Brigade de gendarmerie Kékem), Nyele (Centre Social)
		Achever les travaux de construction du poste de gendarmerie de Foyemtcha	Mbouembock
Certains services créés dans la commune ne sont pas encore opérationnel	-Impossibilité pour les populations de bénéficier des services offerts -Déplacement dans les villes voisines pour bénéficier du service	Rendre fonctionnel le commissariat de sécurité public et le commissariat spécial dans l'espace urbain communal	Espace urbain communal
		Rendre fonctionnel le centre secondaire d'Etat civil de Bayon	Bayon
Flou et confusion dans l'appartenance territoriale du village Bayon à une commune	-Conflits récurrents -Insécurité dans le village -Autorité municipal indécise à pouvoir réaliser les actions de développement dans ce village	Trouver un dénouement définitif au problème d'appartenance à une commune dans lequel se trouve le village Bayon	Bayon

Secteur : Enseignement Supérieur

Problème central : Difficultés pour bon nombre de parents à prendre en charge les frais et autres coûts en lien avec la scolarité de leurs enfants dans l'enseignement supérieur

Causes pertinentes	Effets/Conséquences	Besoins consolidés	Villages concernés
Faible niveau des revenus dans les familles pour la prise en charge des enfants dans l'enseignement supérieur	Abandon d'études par certains enfants après la Baccalauréat	Mettre en place et rendre permanent un dispositif d'octroi de bourse aux jeunes bacheliers dans la commune	Territoire de la commune
Coût élevé de frais de formation dans l'enseignement supérieur	Abandon d'études par certains enfants après la Baccalauréat	Plaider pour une plus grande subvention de l'Etat à la formation dans l'enseignement supérieur	Niveau national

5.2-Récapitulatif de la prise en compte de la Petite Enfance

Tableau N° 19

Eléments d'observation	Situation actuelle dans la commune	Analyse de la situation	Recommandations
Effectif de la petite enfance dans la commune	L'effectif de la population de la petite enfance (0 à 15 ans) dans la commune de Kékem représente environ 20% de la population totale de la commune		
Enfant de la rue	Présence des enfants de la rue au niveau de Petit Nkam et du pont sur la Moumée	Les points identifiés sont les lieux où on rencontre beaucoup d'ambiance et d'attraction diverses	Organiser des séances de causerie éducatives avec les enfants de la rue dans ces endroits
La délinquance juvénile	On observe tant dans le centre ville que dans les agglomérations dans les villages la présence de quelques jeunes qui se donnent à la consommation de la drogue	-Le centre social de Kékem et la délégation de la jeunesse et de l'éducation civique travaillent en collaboration dans la sensibilisation et l'éducation des jeunes sur les méfaits de la consommation de la drogue -Il y a dans le centre urbain à côté de l'EP groupe 3 une salle de jeux au hasard très fréquentée par des jeunes enfants celui est par excellence l'endroit d'apprentissage à la consommation de la drogue	-Apporter un appui aux structures locales pour l'encadrement des jeunes -Réglementer l'accès et le fonctionnement de la salle de jeux au hasard dans le centre ville de Kékem -Demander la création d'un autre centre social dans la commune
Droits de l'enfant	Les parents dans la commune savent quelques droits des enfants mais c'est la mise en œuvre qui fait problème	Tous les droits de l'enfant ne sont pas toujours respectés par les parents	Organiser des sessions d'éducatives et de sensibilisation des parents sur les droits de l'enfant dans tous les villages dans la commune
Enregistrement des naissances et établissement des actes	-La commune dispose d'un bureau de l'état civil qui traite et délivre des actes de naissances -On dénombre dans la commune dans chaque groupement 1 centre spécial d'état civil -La commune organise conjointement avec les services de la justice des audiences publiques pour la régularisation des actes de naissances pour ceux qui n'ont pas établis dans les délais exigés par la réglementation en vigueur	-Les populations ne savent pas toujours la réglementation en vigueur en termes de délais pour l'établissement des actes de naissances et ce qu'il faut faire après en cas de non respect	-Sensibiliser et informer les populations sur la réglementation en vigueur en matière d'établissement des actes d'état civil -Créer un centre spécial d'état civil à Tchoungou et à Bangui Chari II
Education parentale	-Les parents dans les ménages s'occupent tant bien qu'ils le peuvent de l'éducation de base des	-L'éducation de base en famille ici porte sur la transmission des valeurs morales et la culture	Sensibiliser et conseiller les parents sur la nécessité de donner à la petite

Eléments d'observation	Situation actuelle dans la commune	Analyse de la situation	Recommandations
	enfants en famille -Les ménages sont en majorité monogamiques dans la commune -On note dans la commune une présence non négligeable des filles mères et des veuves qui doivent s'occuper toute seule de leurs enfants	-La pauvreté ambiante fait qu'on constate un abandon de la charge de la famille aux femmes qui dans la plupart des cas sont devenus des chefs de ménage en dépit de la présence de l'époux -Les filles mères et les veuves ont l'obligation de s'occuper toute seule de l'éducation de base de leurs enfants	enfance une éducation de base solide et de manière conjointe
Education de Base	Dans la commune de Kékem on dénombre 33 écoles primaires et 19 écoles maternelles toutes fréquentées par un effectif de 9361 enfants au cours de l'année scolaire 2012/2013	Certaines écoles maternelles et primaires n'ont pas d'infrastructures et fonctionnent dans des maisons d'emprunt inappropriées	Construire et équiper les salles de classe dans les écoles primaires et maternelles qui sont dans le besoin
		On assiste dans certaines écoles à des jumelages de niveaux dans les salles de classe du fait de l'insuffisance de salle de classe dans l'école	Doter chaque école primaire d'un nombre suffisant de salles de classe pour rendre confortable le cadre de fréquentation
		3,4 et parfois 5 élèves par tables bancs ou encore certains assis sur des morceaux de planches au sol du fait d'une insuffisance et de l'absence des tables bancs	Doter les écoles d'un nombre de tables bancs suffisant pour permettre aux élèves de travailler dans les conditions idéales
		Les latrines sont en très mauvais état dans les écoles avec les enfants qui défèquent n'importe où	Aménager ou construire les latrines dans les écoles qui sont dans le besoin
		Insuffisance du matériel didactique dans les écoles primaires et maternelles dans la commune	Doter les écoles du matériel didactique de quantité suffisante
		Absence d'aires de jeux aménagées dans les écoles maternelles	Aménager les aires de jeux dans les écoles primaires et maternelles
		Difficulté pour bon nombre d'enfants à disposer de matérielles didactiques et fournitures scolaires	Doter les écoles du matériel didactique qui peut être emprunté par les enfants
		Conditions d'hygiène et salubrité déplorables dans bon nombre d'écoles primaires et maternelles	Organiser les concours des écoles les plus propres dans la commune et primé officiellement les lauréats
		Absence d'une bibliothèque municipale dans le centre urbain	Construire et équiper une bibliothèque municipale avec un rayon de lecture pour petite enfance
		Absence d'infrastructures de loisir pour petite	Construire des infrastructures de loisir

Eléments d'observation	Situation actuelle dans la commune	Analyse de la situation	Recommandations
		enfance dans le centre urbain et les villages	pour petite enfance dans le centre urbain de la commune
		Absence de cantine scolaire dans les écoles	Créer et rendre fonctionnel les cantines scolaires dans les écoles
		Coût de scolarité élevé dans les écoles du fait de la prise en charge par les parents du salaire des maîtres de parents	Apporter un appui financier à l'APE pour la prise en charge des maîtres des parents
Nutrition de la petite enfance	-Les conditions naturelles dans la commune sont favorables pour la pratique des activités de production agropastorale -Dans les familles on a de quoi mangé au quotidien	-L'alimentation de la petite enfance dans les familles ne tient pas toujours compte de ses besoins spécifiques : avec les adultes elle mange le même plat -Certains enfants qui vont au secondaire ou au niveau 3 à l'école primaire perçoivent des parents de l'argent pour se nourrir pendant les pauses alors que les tous petits à la maternelle et aux niveaux 1 et 2 se contentent d'un gouté non équilibré et parfois de l'argent qu'il ne saura quoi acheter si ce n'est une friandise	-Envisager la création des cantines scolaire dans les écoles primaires -Veiller sur la qualité de nourriture vendue dans les écoles par les particuliers -Envisager l'octroi des suppléments alimentaires dans les écoles -Sensibiliser et former les femmes mères d'enfants sur la notion de ration alimentaire et la nécessité de son équilibre pour les besoins de croissance de la petite enfance
La vaccination	-Dans la commune de Kékem, on dénombre 12 structures qui offrent les services de soins de santé primaire aux populations -La couverture vaccinale des enfants est assurée à 100% par ces structures -Le Ministère de la santé organise de temps en temps des programmes élargie de vaccination associé à l'octroi des vitamines et vermifuges aux enfants de 0 à 5 ans	-Les populations partent aux campagnes de vaccination -Les femmes sont suffisamment sensibilisées après l'accouchement sur le respect des périodes de vaccination des enfants de 0 à 5 ans -Dans les ménages seules les femmes s'occupent de ces aspects et si elles oublient de le faire l'enfant ne prendra pas ses vaccins -Dans certaines écoles maternelles, l'une des pièces demandée à l'inscription de l'enfant est son carnet de vaccination -Nous avons identifié sur le terrain un conflit dans la gestion du PEV entre le CSI de Bayon et le CS EEC de Mbafam au point où ce dernier n'était plus impliqué dans la campagne	-Sensibiliser les parents sur l'importance de la vaccination pour les enfants -Renforcer la collaboration entre toutes les structures qui doivent être impliquées dans les campagnes de vaccination -Exiger des parents dans toutes les écoles maternelles le carnet de vaccination lors des inscriptions
	-Il y a une prise en charge gratuite pour le traitement de paludisme simple chez les enfants de 0 à 5 ans -On a constaté dans les villages que certaines structures de santé n'ont pas de frigo pour la conservation des vaccins dans le centre de santé		-Doter chaque structure de santé d'un frigo pour la conservation des vaccins
Loisir	-Présence des aires de jeux dans les écoles	Les enfants dans la commune n'ont pas assez	-Aménager des aires de jeux

Éléments d'observation	Situation actuelle dans la commune	Analyse de la situation	Recommandations
	-Absence d'infrastructures de loisirs pour petite enfance dans le centre urbain de Kékem	d'opportunité de loisir	appropriées dans les écoles maternelles -Construire une infrastructure de loisir dans le centre urbain de Kékem
Accès à l'eau potable, hygiène et assainissement du milieu de vie	-L'accès à l'eau potable dans les villages de la commune est déjà assez difficile -Quelques écoles ont un point d'eau en leur sein	-Les parents ne pensent pas toujours qu'il faut prévoir une gourde d'eau avec laquelle l'enfant peut se rendre à l'école	Construire les points d'eau dans les écoles qui n'en n'ont pas
	-Un minimum d'hygiène et salubrité est tenu dans l'environnement des enfants dans les familles -Les règles d'hygiène et salubrité sont enseignées dans les écoles	-La quête quotidienne pour la survie de la famille fait que les parents sortent tôt et rentrent tard par conséquent s'occupe peu pour certain de l'hygiène de l'environnement de vie dans les villages : cette tâche est souvent laissée aux grands enfants qui le font tant qu'ils le peuvent -Le suivi de l'application des règles d'hygiène enseigné n'est pas fait même dans l'enceinte des écoles	-Sensibiliser les populations sur le respect des règles d'hygiène et salubrité - Rendre fonctionnel le service d'hygiène de la commune -Organiser et primer chaque année les écoles les plus propres dans la commune

5.3-Récapitulatif de la prise en compte des changements climatiques

Tableau N° 20

Secteur	Tendance	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation locale	Solutions envisagées	Villages concernés
Agriculture	Non maîtrise des périodes exactes de changement de saison	Retour précipité de la saison de pluie : -Floraison hâtive pour les cultures pérennes -Chute des fleurs -Nombreuses attaques par des maladies fongiques -Forte dépense pour les traitements sur le cacaoyer	-Baisse de la productivité pour les cultures pérennes -Pertes après récoltes pour les cultures vivrières -Baisse des revenus agricoles	Faible	-Intensification des traitements phytosanitaires dans les champs de cacaoyers -Maintien dans les champs de cacaoyers de quelques plants d'ombrage dont les feuilles ralentissent la chute des pluies -Mise en terre des cultures vivrières dès le début des pluies	-Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique -Eduquer les populations à une gestion environnementale saine -Organiser les campagnes de reboisement dans les villages	Tous les villages dans la commune
		Les pluies commencent et s'arrêtent pour longtemps -Chute des fleurs -Fonte des semis	-Baisse de la productivité pour les cultures pérennes -Baisse des revenus agricoles	Faible	Rien : Pour les cultures vivrières on remplace les pertes au retour de la pluie -On attend qu'il pleuve et que le sol soit suffisamment mouillé pour faire les semis	-Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique -Eduquer les populations à une gestion environnementale saine -Organiser les campagnes de reboisement dans les villages	Tous les villages dans la commune
		Le retour tardif des pluies -Perturbation du cycle physiologique des plantes	-Baisse de la productivité pour les cultures pérennes -Baisse des revenus agricoles	Moyen	-Exploitation des zones marécageuses pour les cultures maraîchères -Pratique de l'irrigation sur des parcelles de production proches des cours d'eaux -Attente du retour des pluies	-Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique -Eduquer les populations à une gestion	Tous les villages dans la commune

Secteur	Tendance	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation locale	Solutions envisagées	Villages concernés
					pour faire les semis	environnementale saine -Organiser les campagnes de reboisement dans les villages	
Travaux publics	Non maîtrise des périodes exactes de changement de saison	Pluies excessives -Perturbation des travaux de construction -Détérioration des routes	-Les entrepreneurs dépenses plus que prévu dans la réalisation des travaux -Risque que les travaux soient mal exécutés -Coût élevé de transport	Moyen	Adapter le calendrier des travaux à la réalité saisonnière dans la zone	Raccourcir les délais de réalisation des travaux	Tous les villages dans la commune
		Sécheresse -Condition favorable pour la réalisation des travaux de construction				-Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique -Eduquer les populations à une gestion environnementale saine -Organiser les campagnes de reboisement dans les villages	Tous les villages dans la commune
Santé	Période de transition entre les saisons	-Changement du climat et de la température -Apparition des maladies respiratoires, des maladies d'origine hydrique	Forte dépense pour les soins de santé dans les familles	Faible	Prise des mesures d'hygiène corporelle en fonction des saisons	-Respecter les règles d'hygiène et salubrité -Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique	Tous les villages dans la commune
		Pluies excessives	Forte dépense pour	Moyen	-Prise des mesures d'hygiène	Respecter les règles	Tous les villages

Secteur	Tendance	Effets biophysiques	Effets socio économiques	Niveau de risque	Capacité d'adaptation locale	Solutions envisagées	Villages concernés
		-Stagnation des eaux autour des maisons d'habitation -Prolifération des moustiques	les soins de santé dans les familles		corporelle -Entretien des alentours de maisons propres -Dormir sous moustiquaires	d'hygiène et salubrité	dans la commune
		Sécheresse Condition favorable pour le développement des maladies respiratoires	Forte dépense pour les soins de santé dans les familles	Moyen	Prise des mesures d'hygiène corporelle en fonction des saisons	-Respecter les règles d'hygiène et salubrité -Organiser les campagnes de reboisement dans les villages	Tous les villages dans la commune
Environnement Développement durable et protection de la nature	Non maîtrise des périodes exactes de changement de saison	Pluies excessives Erosion des sols et quand le relief est accidenté il ya risque de glissement de terrain		Elevé	Aucune	-Mettre un dispositif pour stabiliser le sol dans la zone -Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique -Eduquer les populations à une gestion environnementale saine	Djimbong II
Eau et Energie	Sécheresse	-Baisse de volume d'eau -Eloignement de la nappe phréatique -Difficulté d'accès à l'eau potable		Faible	Parcours des distances pour aller à la recherche de l'eau potable dans les villages	-Sensibiliser les populations à la prise en conscience sur les effets de changement climatique -Organiser les campagnes de reboisement dans les villages	Tous les villages dans la commune

5.4-Synthèse des micros projets prioritaires par village

Tableau N° 21

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
1	Bakoua Balembo	Réhabilitation de l'adduction d'eau potable de Balembo	Construction et équipement de 2 salles de classes pour l'EM de Balembo	Construction du foyer communautaire de Balembo	Réfection des bâtiments de l'EP de Balembo	Dépannage du forage de l'EP et du CSI de Balembo	Construction d'une aire de séchage de Cacao à Balembo	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Balembo	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Balembo		Réhabilitation de l'adduction d'eau potable de Balembo	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	20 000 000	20 000 000	15 000 000	15 000 000	1 000 000	5 000 000	20 000 000	30 000 000	135 000 000			
2	Lossuh	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau SCANWATER en panne dans le village Lossuh	Extension du réseau de branchement électrique sur l'axe carrefour Lossuh jusqu'au château SCANWATER sur 1 km	Construction de 8 ralentisseurs de vitesse sur le tronçon de la route nationale n° 5 qui traverse le village Lossuh	Réhabilitation de l'axe Lossuh-Fombélé sur 2km	Achèvement des travaux de construction du foyer communautaire dans le village Lossuh	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Lossuh	Construction d'une unité communautaire de concassage de pierres à Lossuh	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Fonkouakem		Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau SCANWATER en panne dans le village Lossuh	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	20 000 000	5 000 000	1 200 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	75 000 000	10 000 000	161 200 000			
3	Tchouno	Construction du réseau d'adduction d'eau potable dans le village Tchouno	Construction de 8 ralentisseurs de vitesse sur le tronçon de la route nationale qui traverse le village sur 1km	Construction et équipement de 02 salles au Lycée technique de Fonkouakem	Construction et équipement d'un atelier de menuiserie au Lycée technique de Fonkouakem	Réhabilitation de l'axe routier marché Tchouno –Leban –chefferie Badanke sur 7km	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché Tchouno	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Tchouno	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme et ses dérivés à Tchouno		Construction du réseau d'adduction d'eau potable dans le village Tchouno	10 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	10 000 000	1 200 000	17 000 000	10 000 000	35 000 000	10 000 000	15 000 000	30 000 000	129 000 000			
4	Domdi	Réhabilitation du captage de Fombélé et installation de 2 bornes	Transformation du réseau électrique monophasé dans le village	Construction de 8 ralentisseurs de vitesse sur le tronçon de la route nationale	Construction et équipement d'une école maternelle à Domdi	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Domdi	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à	Construction d'une unité de transformation de		Réhabilitation du captage de Fombélé et installation de 2 bornes	5 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		fontaines à Domdi	en réseau triphasé	qui traverse le village Domdi			dans le village	Domdi	tubercule de manioc dans le village Domdi		fontaines à Domdi		village
	Coût estimatif	5 000 000	10 000 000	1 200 000	17 000 000	15 000 000	30 000 000	15 000 000	20 000 000	113 200 000			
5	Tcheukoua	Construction d'une adduction d'eau potable dans le village Tcheukoua	Construction de 8 ralentisseurs de vitesse sur le tronçon de la route nationale n° 5 qui traverse le village Tcheukoua	Extension du réseau de branchement électrique sur 1 Km dans le village Tcheukoua	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Tcheukoua	Réhabilitation de l'axe allant du Foyer jusqu'à Djamkreus sur 2.5 Km dans le village Tcheukoua	Formation des femmes sur la création et la gestion des AGR dans le village	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Tcheukoua	Création d'une ferme communautaire d'élevage de la volaille et du porc dans le village Tcheukoua		Construction d'une adduction d'eau potable dans le village Tcheukoua	15 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	15 000 000	1 200 000	2 500 000	15 000 000	12 500 000	5 000 000	30 000 000	10 000 000	91 200 000			
6	Moumée Fonkouakem	Extension du réseau électrique du pont sur la Moumée jusqu'à TENAWA sur 2,5 km	Construction d'un réseau d'adduction d'eau potable dans le village Moumée Fonkouakem	Réhabilitation de l'axe NDOKCHÉ- chefferie de groupement Fonkouakem sur 5 km	Construction et équipement d'une école maternelle dans le village Moumée Fonkouakem	Construction et équipement d'un foyer communautaire dans le village Moumée Fonkouakem	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme et de transformation des sous produits à Moumée Fonkouakem	Création d'une pépinière de 5000 plants sélectionnés de palmier à huile dans le village Moumée Fonkouakem	Création et construction d'un marché pour petits ruminants, porcs et volailles au pont à Moumée Fonkouakem		Extension du réseau électrique du pont sur la Moumée jusqu'à TENAWA sur 2,5 km	4 900 000	Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans le village
	Coût estimatif	4 900 000	10 000 000	25 000 000	17 000 000	15 000 000	30 000 000	5 000 000	5 000 000	121 900 000			
7	Fondjomoko Centre	Construction d'un réseau d'adduction d'eau potable dans le village Fondjomoko centre	Construction et équipement en table bancs et bureaux de 6 salles de classe pour abriter l'EP bilingue de Fondjomoko centre	Construction et équipement d'un bloc maternel pour abriter l'EM de Fondjomoko centre	Extension du réseau électrique sur 2 km dans le village Fondjomoko centre	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Fondjomoko Centre	Réhabilitation de la voie d'accès à la carrière de Kambo sur 2km dans le village Fondjomoko	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Fondjomoko centre		Construction d'un réseau d'adduction d'eau potable dans le village Fondjomoko centre	30 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	30 000 000	50 000 000	25 000 000	5 000 000	15 000 000	5 000 000	30 000 000	10 000 000	170 000 000			

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
8	Moumée Mission Catholique	Réhabilitation du réseau SCAN WATER qui traverse le village Moumée Mission	Extension du réseau AES SONEL sur 1km de la route nationale jusqu'au carrefour TALAKOUA sur 1 km	Création et mise en fonctionnement d'une mutuelle de santé communautaire à Moumée Mission Catholique	Réhabilitation de l'axe ancienne chefferie jusqu'au carrefour Talakoua sur 1,5 km	Construction et équipement d'une SAR/ SM à Moumée Mission Catholique	construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme et transformation de ses sous produits à Moumée Mission Catholique	création d'une pépinière de 5000 plants de variété sélectionnée de palmier à huile à Moumée Mission Catholique	création d'une ferme communautaire d'élevage de la volaille et du porc à Moumée Mission Catholique		Réhabilitation du réseau SCAN WATER qui traverse le village Moumée Mission	30 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	30 000 000	2 500 000	10 000 000	7 500 000	50 000 000	30 000 000	5 000 000	10 000 000	145 000 000			
9	Moumée Ngassa Nicodème	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans le village Ngassa Nicodème	Extension du réseau de branchement électrique dans le village Ngassa Nicodème sur 900 m	Construction et équipement de 6 salles de classe à l'EP bilingue de Moumée Ngassa Nicodème	Achèvement de la construction du forage à l'EP de Moumée Ngassa Nicodème	Construction et équipement d'un foyer communautaire dans le Village Moumée Ngassa Nicodème	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Ngassa Nicodème	Ouverture de la voie d'accès à la carrière de pierres sur 3km dans le village Ngassa Nicodème	Ouverture d'un point de vente communautaire d'intrants agricoles à Ngassa Nicodème		Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans le village Ngassa Nicodème	10 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	10 000 000	2 500 000	50 000 000	5 000 000	15 000 000	30 000 000	18 000 000	10 000 000	140 500 000			
10	Moumée Fondjomoko	Construction d'une adduction d'eau potable dans le village Moumée Fondjomoko à partir du captage de Fombélé	Construction de 2 forages équipés de pompe à motricité humaine dans le village Moumée Fondjomoko	Construction et équipement d'un bloc maternel à l'EM CEBEC de la Moumée	Construction d'un foyer communautaire dans le village Moumée Fondjomoko	Extension du réseau électrique sur 1 km dans le village Moumée Fondjomoko	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Moumée Fondjomoko	Aménagement de la gare routière au marché mercredi	Création et mise en fonctionnement d'une institution de micro finance dans le village Moumée Fondjomoko		Construction d'une adduction d'eau potable dans le village Moumée Fondjomoko à partir du captage de Fombélé	15 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	15 000 000	20 000 000	25 000 000	15 000 000	2 500 000	30 000 000	2 500 000	10 000 000	120 000 000			
11	Baha	Réhabilitation de l'axe Baha vers Djikeu sur 5 km	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité	Construction d'un réseau de branchement électrique sur 6 Km dans le	Construction et équipement d'une école maternelle dans le village	Création et construction d'un centre multifonctionnel dans le village	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles dans le	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de		Réhabilitation de l'axe Baha vers Djikeu sur 5 km	25 000 000	Difficulté d'accès au village

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
			humaine dans le village Baha	village Baha	Baha	Baha	dans le village Baha	village Baha	Mboebo				
	Coût estimatif	25 000 000	10 000 000	15 000 000	25 000 000	50 000 000	30 000 000	15 000 000	15 000 000	185 000 000			
12	Bavat	Extension du réseau de branchement électrique de Fondati à Bavat sur 2.5 km	Construction d'un réseau d'adduction d'eau potable par système gravitaire à Bavat	Création et mise en fonctionnement d'une mutuelle de santé communautaire à Bavat	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Bavat	Construction et équipement d'une école primaire à Bavat	Ouvrir la voie d'accès sur 3 Km pour faciliter l'exploitation de la carrière de Bavat	Construire une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Bavat	Construire un magasin de stockage des produits agricoles à Bavat		Extension du réseau de branchement électrique de Fondati à Bavat sur 2.5 km	7 500 000	Difficulté d'accès au réseau électrique dans le village
	Coût estimatif	7 500 000	20 000 000	5 000 000	15 000 000	50 000 000	3 500 000	30 000 000	15 000 000	153 000 000			
13	Djikeu	Construction d'un réseau triphasé dans le village en remplacement du réseau électrique monophasé existant	Extension du réseau électrique sur l'axe Djikeu Baha sur 1.5 km dans le village Djikeu	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau par captage sur la colline situé entre Djikeu et Bavat	Création et construction d'un centre spécial d'état civil à la chefferie Djikeu	Construction d'une antenne pour téléphonie mobile dans le village Djikeu	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles dans le village Djikeu	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Djikeu	Construction d'un marché à Djikeu		Construction d'un réseau triphasé dans le village en remplacement du réseau électrique monophasé existant	10 000 000	Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans le village
	Coût estimatif	10 000 000	5 000 000	15 000 000	5 000 000	50 000 000	15 000 000	30 000 000	10 000 000	140 000 000			
14	Bakwat	Réhabilitation de l'axe Foyemtcha – chefferie Bakwat sur 5 km	Construction d'un forage muni de pompe à motricité humaine dans le village Bakwat	Extension du réseau d'électrification dans le village Bakwat sur 2 km	Construction et équipement de 4 salles de classe au CETIC de Mboebo	Construction et équipement d'un foyer communautaire dans le village Bakwat	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Bakwat	Construction et équipement d'un hangar et des comptoirs au marché de Mboebo	Aménagement des sites touristiques (La Grotte de Bakwat centre, La trompe de l'éléphant)		Réhabilitation de l'axe Foyemtcha – chefferie Bakwat sur 5 km	25 000 000	Pénibilité de déplacement dans le village
	Coût estimatif	25 000 000	10 000 000	5 000 000	72 000 000	15 000 000	30 000 000	15 000 000	30 000 000	212 000 000			
15	Balakui	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable de Djikeu et installer 04 bornes	Construction et équipement de 4 salles de classe au CETIC de Mboebo	Réhabilitation de l'axe Boum – Balakui – Djikeu sur 4km	Ouverture de la voie de desserte Lycée de Mboebo Djikeu en passant par Nsa'a sur 2 Km	Construction et équipement d'une école maternelle publique à Balakui	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Mboebo	Acquisition d'un concasseur pour l'exploitation de la carrière de pierres de Balakui	Création d'une ferme communautaire pour l'élevage des poulets de chairs à		Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable de Djikeu et installer 04 bornes	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		fontaines à Balakui							Balakui		fontaines à Balakui		
	Coût estimatif	20 000 000	72 000 000	5 000 000	2 000 000	25 000 000	15 000 000	75 000 000	10 000 000	224 000 000			
16	Matana	Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable de Djikeu et construire 3 bornes fontaine à Matana	Dépannage du forage au CSI de Mboebo	Construction et équipement d'un foyer communautaire dans le village Matana	Construction d'un réseau électrique triphasé en remplacement du réseau monophasé dans le village Matana	Construction d'une antenne de relais pour l'accès au réseau de téléphonie mobile (CAMTEL ORANGE et MTN) dans le village Matana	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Mboebo	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles sur le site de l'ancienne coopérative à Matana	Création d'un marché à la chefferie au lieu dit pied mont à Matana		Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau potable de Djikeu et construire 3 bornes fontaine à Matana	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	20 000 000	1 000 000	15 000 000	10 000 000	50 000 000	15 000 000	15 000 000	5 000 000	131 000 000			
17	Boum	Construction d'une adduction d'eau potable par captage à Djikeu et installation de 5 bornes fontaines à Boum	Ouverture de l'axe routier Boum Bamengui sur 4 km	Construction et équipement d'un bloc maternel pour l'école maternelle bilingue de Mboebo	Construction et équipement d'une maternité au CSI de Mboebo à Boum	Construction et équipement de 4 salles de classe au CETIC de Mboebo	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Mboebo	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme à Boum	Réhabilitation de la voie d'accès à la carrière de sable de Saa sur 6 km		Construction d'une adduction d'eau potable par captage à Djikeu et installation de 5 bornes fontaines à Boum	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	20 000 000	20 000 000	25 000 000	5 000 000	72 000 000	15 000 000	30 000 000	5 000 000	192 000 000			
18	Tchoungou	Réhabilitation de l'axe routier Balembo-Tchoungou-Bandja sur 12 km	Ouverture de l'axe routier Tchoungou-Mboebo et construire le pont sur le cours d'eau	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans le village Tchoungou	Construction du réseau électrique dans le village Tchoungou	Construction et équipement de 3 salles de classe à l'EP de Tchoungou	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Tchoungou	Création d'un champ communautaire de 10 hectares pour la production des cultures vivrières	Construction d'un hangar au marché de Tchoungou		Réhabilitation de l'axe routier Balembo-Tchoungou-Bandja sur 12 km	30 000 000	Difficulté d'accès et de déplacement dans le village
	Coût estimatif	30 000 000	50 000 000	10 000 000	30 000 000	36 000 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	206 000 000			
19	Koumegui	Construction d'une école maternelle à Koumegui	Construction et équipement du CSI de Bamengui à	construction d'un réseau triphasé en remplacement	Construction et équipement d'un foyer communautaire	Extension du réseau d'adduction d'eau potable	Construction d'une unité moderne d'extraction	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché	Création d'une ferme communautaire pour		Construction d'une école maternelle à Koumegui	25 000 000	L'école maternelle est logée dans un

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
			Matouze	du réseau monophasé existant en dans le village Koumegui	à Koumegui	dans le village et construire 2 bornes fontaine	d'huile de palme dans le village Koumegui	mondial de Bamengui	l'élevage des poulets de chairs et des porcs				bâtiment inapproprié
	Coût estimatif	25 000 000	50 000 000	10 000 000	15 000 000	2 500 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000	157 500 000			
20	Matouze	Construction et équipement du CSI de Bamengui	Construction et équipement d'un bloc maternel abriter l'EM de Bamengui	Réhabilitation de l'axe Koumegui – Matouze – Mezoukoup sur 5 km	Extension du réseau de branchement électrique sur 2 Km dans le village Matouze	Construction d'une antenne de relais pour téléphonie mobile à Matouze	Construction et équipement d'un hangar et des comptoirs au marché de Bamengui	Construction et équipement d'un hangar et des comptoirs au marché de Bamengui	Création des étangs piscicoles communautaires dans le village Matouze		Construction et équipement du CSI de Bamengui	50 000 000	Bâtiment abritant le CSI de Bamengui dans un très mauvais état
	Coût estimatif	50 000 000	25 000 000	25 000 000	5 000 000	50 000 000	15 000 000	30 000 000	5 000 000	200 000 000			
21	Bozouck	Réhabilitation de l'axe routier Bozouck – Mbouemboc sur 4 km	Construction et équipement du CSI de Bamengui à Matouze	Achèvement des travaux d'extension du réseau d'adduction d'eau potable dans le village Bozouck et installer 4 bornes fontaines	Construction de 2 salles de classe au Lycée Bilingue de Bamengui à Koumegui	Construction d'un réseau triphasé en remplacement du réseau monophasé existant dans le village Bozouck	Construction et équipement du marché mondial de Bamengui	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme à Bozouck	Création d'une ferme communautaire pour l'élevage des poulets de chairs et des porcs à Bozouck		Réhabilitation de l'axe routier Bozouck – Mbouemboc sur 4 km	20 000 000	Difficulté d'accès au village
	Coût estimatif	20 000 000	50 000 000	1 500 000	17 000 000	10 000 000	15 000 000	30 000 000	10 000 000	143 500 000			
22	Mezoukoup	Construction et équipement d'un centre de santé intégré de Bamengui	Réhabilitation de l'axe pont sur le Leuk à Matouze sur 12 Km	Construction et équipement de 06 salles de classe pour abriter l'école publique bilingue de Bamengui à Mezoukoup	Construction et équipement de 02 salles de classes au Lycée Bilingue de Bamengui	Construction d'un forage muni de pompe à motricité humaine	Construction d'une unité d'extraction d'huile d'amende dans le village Mezoukoup	Construction et équipement du marché de Bamengui	Création d'une ferme communautaire pour l'élevage de poulets de chairs à Mezoukoup		Construction et équipement d'un centre de santé intégré de Bamengui	50 000 000	Absence d'une infrastructure adéquate pour le CSI de Bamengui
	Coût estimatif	50 000 000	25 000 000	72 000 000	17 500 000	10 000 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000	225 500 000			
23	Mbouemboc k	Réhabilitation du réseau	Equipement en matériel de	Construction d'un réseau	Réhabilitation de l'axe routier	Construction en matériel	Construction d'un hangar et	Construction d'un magasin de	Construction d'une unité		Réhabilitation du réseau	5 000 000	Difficulté d'accès à

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		d'adduction d'eau potable construit dans le village Mbouembock	soin le CSI de Foyemtcha à Mbouembock	triphasé en remplacement du réseau monophasé existant dans le village Mbouembock	Mbouembock–Bamengui sur 4km	définitif du pont sur l'axe Mbouembock–Bamengui	des comptoirs au marché de Foyemtcha centre	stockage des produits agricoles à Mbouembock	moderne d'extraction de palme à Mbouembock		d'adduction d'eau potable construit dans le village Mbouembock		l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	5 000 000	5 000 000	10 000 000	15 000 000	50 000 000	15 000 000	15 000 000	30 000 000	145 000 000			
24	Deyep	Ouverture de l'axe routier Deyep –grotte de Mboebo sur 3 Km	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine à Deyep	Construction d'un réseau de branchement électrique dans le village Deyep sur 5 Km	Construction et équipement de 6 salles de classe à l'EP de Foyemtcha Chefferie à Mouemekam	Construction d'un bloc maternel à l'EP de Mouemekam Foyemtcha chefferie	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Deyep	: Construction d'une aire de séchage de cacao dans le village Deyep	Création et construction d'un marché à Deyep		Ouverture de l'axe routier Deyep – grotte de Mboebo sur 3 Km	5 000 000	Absence de voie d'accès dans le bassin de production
	Coût estimatif	5 000 000	10 000 000	15 000 000	72 000 000	25 000 000	30 000 000	5 000 000	10 000 000	172 000 000			
25	Mouemekam	Réhabilitation de l'axe Mouemekam vers Mafeubon sur 5km	Construction et équipement d'une école maternelle dans le village Mouemekam	Construction du réseau d'électrification dans le village Mouemekam sur 5km	Construction et équipement de 03 salles de classes à l'école publique du village à Mouemekam	Réhabilitation du forage de la chefferie Foyemtcha	Construction d'un magasin de stockage des produits agricole dans le village Mouemekam	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Mouemekam	Construction d'un hangar au marché Mouemekam		Réhabilitation de l'axe Mouemekam vers Mafeubon sur 5km	10 000 000	Absence d'infrastructure adéquate à l'EP de Foyemtcha chefferie
	Coût estimatif	10 000 000	25 000 000	10 000 000	25 000 000	1 000 000	15 000 000	30 000 000	50 000 000	175 000 000			
26	Mafeubon	Construction d'une adduction d'eau par système gravitaire et installation de 3 bornes fontaines à Mafeubon	Raccordement du village Mafeubon au réseau de branchement électrique	Réhabilitation de l'axe routier carrefour Ngassa Nicodème – Mafeubon sur 7km	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Mafeubon	Construction d'une antenne relais de téléphonie mobile dans le village Mafeubon	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme à Mafeubon	Création d'une ferme communautaire d'élevage des poulets de chairs à Mafeubon	Réhabilitation de la voie d'accès à la carrière de sable de Mafeubon		Construction d'une adduction d'eau par système gravitaire et installation de 3 bornes fontaines à Mafeubon	5 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	5 000 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000	50 000 000	30 000 000	10 000 000	2 500 000	160 000 000			
27	Bayon	Réhabilitation du réseau SCANWAER et	Construction et équipement de 02 salles de	Construction et équipement du CSI de Bayon	Construction et équipement d'un foyer	Construction d'un réseau triphasé en	Construction d'un hangar et des comptoirs	Construction d'une aire de séchage de	Construction d'une unité moderne		Réhabilitation du réseau SCANWAER et	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		construction de 05 nouvelles bornes fontaines	classe pour abriter l'EM de Bayon		communautaire à Bayon	remplacement du réseau monophasé existant dans le village Bayon	au marché de Bayon	cacao à Bayon	communautaire d'extraction d'huile de palme à Bayon		construction de 05 nouvelles bornes fontaines		potable dans le village
	Coût estimatif	20 000 000	25 000 000	50 000 000	15 000 000	10 000 000	15 000 000	5 000 000	30 000 000	170 000 000			
28	Mbafam Centre	Réhabilitation de l'axe routier Mbafam marché – Mbafam centre – Bayon sur 10 km	Construction et équipement d'un bloc maternel pour abriter l'EM de Mbafam	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans le village Mbafam centre	Construction d'un réseau triphasé dans le village Mbafam centre en remplacement du réseau monophasé existant	Construction et équipement d'un Collège d'Enseignement Secondaire Public à Mbafam centre	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Mbafam	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Mbafam	Création d'un centre d'alevinage pour la relance des activités piscicoles dans le village Mbafam centre		Réhabilitation de l'axe routier Mbafam marché – Mbafam centre – Bayon sur 10 km	15 000 000	Difficulté d'accès et de déplacement dans le village
	Coût estimatif	15 000 000	25 000 000	10 000 000	10 000 000	30 000 000	10 000 000	30 000 000	10 000 000	140 000 000			
29	Mbafam Tcha'a	Réhabilitation de l'axe Bangui Chari I – Mbafam Tcha'a – Mbafam Marché sur 5km	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans le village Mbafam Tcha'a	Construction d'un réseau triphasé dans le village Mbafam Tcha'a en remplacement du réseau monophasé existant	Construction et équipement d'une SAR/SM à Mbafam Tcha'a	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Mbafam Tcha'a	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Mbafam Tcha'a	Construction d'une unité de transformation de manioc tubercule village Mbafam Tcha'a	Création d'une ferme communautaire pour l'élevage des porcs à Mbafam Tcha'a		Réhabilitation de l'axe Bangui Chari I – Mbafam Tcha'a – Mbafam Marché sur 5km	7 500 000	Difficulté d'accès et de déplacement dans le village
	Coût estimatif	7 500 000	10 000 000	10 000 000	70 000 000	15 000 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	162 500 000			
30	Mbafam marché	Construction d'une adduction d'eau par système gravitaire à shino'o dans le village Mbafam marché	Construction d'un réseau triphasé dans le village Mbafam marché en remplacement du réseau monophasé existant	Réhabilitation de l'axe Mbafam Tcha'a - Mbafam marché – Mbafam centre sur 5km dans le village Mbafam marché	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Mbafam marché	Construction et équipement d'un Collège d'Enseignement Secondaire Public à Mbafam marché	Construction d'un magasin de stockage des produits agricoles à Mbafam marché	Construction d'une unité de transformation du manioc tubercule à Mbafam marché	Construction de 02 hangars et des comptoirs au marché de Mbafam		Construction d'une adduction d'eau par système gravitaire à shino'o dans le village Mbafam marché	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût	20 000 000	10 000 000	15 000 000	15 000 000	60 000 000	15 000 000	10 000 000	10 000 000	155 000 000			

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
	estimatif												
31	Mboue	Réhabilitation de la route carrefour Noko jusqu'à la chute d'Ekonkam passant par Madame Rose et le camp Mboue sur 5 Km	Construction d'un réseau de branchement électrique dans le village Mboue	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans le village Mboue	Construction et équipement du foyer communautaire de Mboue	Réhabilitation de la route carrefour Noko usine à café en passant par chez l'ex maire – chef Bamiléké et retournant au carrefour de l'usine (ceinture de Mboue) 12Km	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Mboue	Aménagement du site touristique sur la chute du Nkam	Construction d'un hangar et des comptoirs au marché de Mboue		Réhabilitation de la route carrefour Noko jusqu'à la chute d'Ekonkam passant par Madame Rose et le camp Mboue sur 5 Km	15 000 000	Difficulté d'accès et de déplacement dans le village
	Coût estimatif	15 000 000	25 000 000	10 000 000	15 000 000	50 000 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000	170 000 000			
32	Bangui Chari I	Construction d'une adduction d'eau potable et installé 6 bornes fontaines dans le village Bangui Chari I	Construction d'un réseau triphasé dans le village Bangui Chari I en remplacement du réseau monophasé existant	Construction et équipement d'un atelier de mécanique auto et de menuiserie au Lycée technique de Kékem à Bangui Chari I	Equipe ment en matériel de soin de santé le CSI de Bangui Chari I	Dépannage du forage du Lycée technique de Kékem	Construction d'une aire de séchage de cacao avec four dans le village de Bangui Chari I	Construction d'une unité de transformation de manioc dans le village de Bangui Chari I	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Bangui Chari I		Construction d'une adduction d'eau potable et installé 6 bornes fontaines dans le village Bangui Chari I	20 000 000	Difficulté d'accès à l'eau potable dans le village
	Coût estimatif	20 000 000	30 000 000	20 000 000	5 000 000	1 000 000	5 000 000	10 000 000	30 000 000	166 000 000			
33	Bangui Chari II	Extension du réseau de branchement électrique dans le village Bangui Chari II sur 3km	Construction et équipement d'un bloc maternel pour abriter l'école maternelle de Bangui Chari II	Réhabilitation de l'axe Petit Nkam - Bangui Chari II - Bangui Chari I sur 4km	Construction d'un forage muni de pompe à motricité humaine dans le village Bangui Chari II	Construction et équipement d'un foyer communautaire à Bangui Chari II	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme à Bangui Chari II	Création d'un centre d'alevinage dans le village de Bangui Chari II	Création d'une ferme communautaire pour l'élevage des porcs et poulets de chairs		Extension du réseau de branchement électrique dans le village Bangui Chari II sur 3km	15 000 000	Difficulté à développer les activités économiques demandeuses d'énergie
	Coût estimatif	15 000 000	25 000 000	15 000 000	10 000 000	15 000 000	30 000 000	10 000 000	10 000 000	130 000 000			
34	Kambo	Construction d'un réseau de branchement électrique sur 8 km dans le	Construction d'un forage muni de pompe à motricité	Construction du pont sur le Ngoum sur l'axe Kambo vers carrefour	Réhabilitation de l'axe routier Tchouafé – Kambo – Ngom Nzock sur 8 km	Réhabilitation l'axe routier du carrefour Djo vers Foyemtcha sur 5 Km	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile	Création d'une ferme communautaire pour l'élevage des		Construction d'un réseau de branchement électrique sur	20 000 000	Absence de réseau électrique dans le village

N°	Village	Rang des projets sociaux prioritaires					Rang des projets économiques prioritaires			Total (FCFA)	Le projet prioritaire sélectionné dans chaque village		
		1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}	4 ^{ème}	5 ^{ème}	1 ^{er}	2 ^{ème}	3 ^{ème}		Intitulé du projet	Coût estimatif	Justification de la sélection
		village Kambo	humaine dans le village Kambo	Tchouafé	avec 02 ponts et 02 passages busés		dans le village Kambo	d'amende dans le village Kambo	poulets de chairs dans le village Kambo		8 km dans le village Kambo		
	Coût estimatif	20 000 000	10 000 000	70 000 000	20 000 000	5 000 000	30 000 000	15 000 000	10 000 000	180 000 000			
35	Ngom Nzock	Réhabilitation de l'axe Djimbong I à Ngom Nzock sur 7 km	Construction d'un forage muni de pompe à motricité humaine dans la village Ngom Nzock	Construction d'un réseau de branchement électrique dans le village Ngom Nzock à partir de Bamengui sur 8 km	Construction d'une école maternelle à Ngom Nzock	Construction d'un CSI à Ngom Nzock	Mise en exploitation de la carrière de sable de NEMLEEH	Construction d'une unité moderne d'extraction d'huile de palme dans le village Ngom Nzock	Création d'une ferme communautaire d'élevage de la volaille et du porc à Ngom Nzock		Réhabilitation de l'axe Djimbong I à Ngom Nzock sur 7 km	10 000 000	Difficulté d'accès et de déplacement dans le village
	Coût estimatif	10 000 000	10 000 000	25 000 000	25 000 000	50 000 000	5 000 000	30 000 000	10 000 000	165 000 000			
36	Espace urbain communal	Construction d'un forage muni d'une pompe à motricité humaine dans les villages Djimbong I et Djimbong II	Construction d'un réseau d'assainissement et curage des drains dans les quartiers Carrière, King Place, Nyele et Petit Nkam	Aménagement des voies d'accès dans les sites d'exploitation de sable dans les quartiers Nyele et King Place et sécurisation des entrées et sorties des transporteurs des produits de carrières	Aménagement des servitudes dans les quartiers Carrière, King Place, Nyele et Petit Nkam	Equiper en tables bancs et réfection des bâtiments dans les écoles primaires de l'espace urbain	Construction du marché central de Kékem	Construction d'un parc d'attente pour bétail à l'abattoir municipal	Construction d'un restaurant municipale moderne dans le centre ville de Kékem		Construction du marché central de Kékem	180 000 000	Besoin d'accroître les recettes communales
	Coût estimatif	20 000 000	15 000 000	10 000 000	5 000 000	10 000 000	180 000 000	1 000 000	20 000 000	261 000 000			

6-PLANIFICATION STRATEGIQUE

6.1-Vision et objectifs du PCD

6.1.1-Vision

Promouvoir le développement économique et social du territoire dans l'espace géographique de la commune de Kékem, à travers :

- l'amélioration des infrastructures routières sur l'ensemble du territoire de la commune,
- l'amélioration de l'accès des populations aux infrastructures sociales de base à savoir l'eau potable, l'électrification rurale, les soins de santé de qualité, l'enseignement de base et secondaire de qualité, etc.
- la mise en place d'un environnement sain et sécurisé,
- la facilitation du développement économique du territoire (mise en place d'un éventail de facilités pour tout opérateur économique qui veut s'installer dans la commune, développement du partenariat secteur privé et commune, réalisation des projets économiques).

Dans une période de trois ans (2014 à 2017), la commune de Kékem envisage :

- une institution communale qui fonctionne bien et qui joue véritablement son rôle d'acteur au centre de la dynamique du développement local du territoire,
- une institution communale qui dans un partenariat avec le secteur privé et les services déconcentrés de l'Etat, les OSC et les populations œuvrent ensemble pour la mise en œuvre du PCD,
- un espace géographique où les ressources naturelles existantes sont mieux gérées pour bénéficier au développement de toute la collectivité dans une perspective de développement durable,
- un territoire dans lequel le principe de participation est le maître mot pour tous les acteurs qui interviennent dans le processus de développement.

Et sur une période à l'horizon 2035

L'institution communale envisage un territoire sur lequel les populations ont de moins en moins des difficultés de déplacements, des difficultés d'accès à l'eau potable, des difficultés d'accès à l'énergie électrique, etc.

Un territoire où l'économie locale contribue véritablement au développement du territoire.

6.1.2-Objectifs du PCD

Objectif global

Doter l'institution communale d'un document technique donnant une visibilité sur la situation locale ainsi que les actions de développement à mener dans le temps et l'espace, et qui serve de socle pour la réalisation de toute initiative de développement à entreprendre sur son territoire.

Objectifs spécifiques

Plus spécifiquement, le PCD

- Présente la situation de référence par secteur de développement dans la commune
- Capitalise les potentialités et les ressources de la commune,
- Met en évidence la situation des personnes vulnérables dans la commune,
- Fait une analyse de la situation de développement de l'économie locale,
- Consolide les problèmes communs de développement par secteur dans la commune
- Consolide les besoins de développement par secteur dans la commune,
- Planifie la mise en œuvre des actions à long terme,
- Programme la réalisation des activités à court et moyen terme,
- Attire l'attention sur la prise en compte des aspects sociaux environnementaux lors de la réalisation des projets

6.2-Cadre logique par secteur

Tableau n° 22 : Cadre logique par secteur

6.2.1-Institution communale

Problème central : Difficulté pour l'institution communale à assumer avec aisance ses missions dans l'espace géographique de la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Rendre l'institution communale plus opérationnelle et plus efficace dans l'accomplissement de ses missions	Niveau de fonctionnalité des différents services de la commune	Rapport d'activité des services	
Objectifs spécifiques	1- Rendre plus efficace le personnel et le fonctionnement des services et commissions au sein de l'institution communale	L'opérationnalité de chaque service et commission au sein de l'institution communale	Rapport d'activités des services et des commissions au sein de l'institution communale	Les services sont dotés de moyens humains, matériels et financiers adéquats
	2- Accroître d'au moins 25% les recettes propres de la commune	Montant d'argent collecté au cours de l'année	Rapport d'activité de la recette municipale	Une stratégie est mise en place pour de mieux en mieux collecter les recettes propres
	3- Gérer efficacement le patrimoine communal	Manuel formel de procédures mis en place pour la gestion du patrimoine	Documentation du comptable matière	
	4- Doter l'institution communale d'un mécanisme approprié de communication	Les moyens de communication à l'interne et avec l'extérieur utilisés par l'institution communale	Rapport d'activité de la cellule de communication	Une cellule de communication est mise en place et fonctionne au sein de l'institution communale
Résultats	R1.1 : Un personnel technique qualifié supplémentaire est recruté et a pris service au sein de l'institution communale	Décision de recrutement et note de prise de service pour : 01 informaticien, 01 chargé de la communication, 01 économiste, 01 Ingénieur de Génie civil, 01 technicien médico sanitaire, 01 assistant social	Rapport situation du personnel chez le SG	L'institution communale recrute effectivement le personnel
	R1.2 : Un service d'hygiène et salubrité est créé et fonctionne au sein de l'institution communale	Service opérationnel au sein de l'institution communale	Rapport d'activité du chef de service	Un personnel qualifié est recruté et nommé dans ce service
	R1.3 : La situation contractuelle des manœuvres au contrat à la tâche et les percepteurs des marchés est régularisée et conforme au code de travail	Contrat de travail signé avec chaque manœuvre et percepteur de marché	Dossier personnel chez le SG	L'institution communale régularise la situation de cette catégorie du personnel

	R1.4 : Chaque agent d'appui au sein de l'institution communal détient son cahier de charge formel avec job description	Chaque agent d'appui est à son poste et fait effectivement ce pourquoi il a été recruté	Rapport d'activité du SG	Un job description pour personnel d'appui est signé par l'exécutif communal
	R1.5 : Les besoins en renforcement des capacités du personnel sont connus et un plan de renforcement des capacités est élaboré et validé par l'exécutif communal	Liste des besoins en renforcement des capacités et planning de mise œuvre	Rapport d'activité du SG	L'institution communale prend en compte dans son budget le renforcement des capacités du personnel
	R1.6 : Les réunions de coordination des services sont instituées et se tiennent au moins une fois par mois au sein de l'institution communale	Nombre de réunion de coordination de service tenue	Rapport ou PV des réunions	
	R1.7 : Chaque service au sein de l'institution communale produit tous les trimestres un rapport d'activités	Copie rapport produit par chaque service	Archives du SG	L'exécutif communal institue la production des rapports d'activités par les services
	R2.1 : Certaines sources locales de recettes non exploitées sont prises en compte dans le budget de la commune	Liste de nouvelles sources de recettes prise en compte dans le budget	Délibération du conseil municipal pour le vote du budget	
	R2.2 : Le fichier des contribuables est actualisé chaque année et sert de base pour l'élaboration du budget	Fichier de contribuable disponible	Rapport bureau des assiettes	
	R2.3 : Une stratégie est mise en place et appliquée pour collecter de plus en plus de recettes locales	Montant de recettes collectées	Rapport RM	
	R2.4 : L'exécutif communal maîtrise le circuit de financement des projets par le BIP	Nombre de projets dans la commune financé par le BIP	Journal des projets du BIP	
	R3.1 : Le fichier du patrimoine communal est actualisé et informatisé	Fichier du patrimoine actualisé et informatisé	Rapport du CM	
	R3.2 : Un matériel roulant et du mobilier de bureau et équipements sont acquis pour le bon fonctionnement des services	Liste du matériel roulant, de bureau et équipements acquis	Rapport du CM	L'institution communale dispose des moyens financiers
	R3.3 : Une réserve foncière d'au moins 100 ha est constituée et sécurisée au profit de l'institution	Titre foncier de la réserve constituée	Rapport CM	

	communale			
	R3.4 : Le domaine communal existant est sécurisé par un titre de propriété foncier	Titre foncier sur le domaine communal existant	Rapport du CM	La procédure de sécurisation engagée aboutie
	R4.1 : Une cellule de communication est opérationnelle au sein de l'institution communale	Cellule de communication fonctionnelle au sein de l'institution communale	Décision de création de la cellule de communication	Un personnel qualifié est recruté et nommé à la tête de la cellule
	R4.2 : Une ligne de téléphone fixe, un site web, un numéro de fax, une ligne de connexion internet et une adresse mail sont disponibles au sein de l'institution communale	Moyens de communication modernes disponibles au sein de l'institution communale	Rapport cellule de la communication	
	R4.3 : Une stratégie de communication tant à l'interne qu'avec l'extérieur est mise en place et appliquée au sein de l'institution communale	Dispositif de communication qui fonctionne au sein de l'institution communale	Rapport cellule de la communication	
	R4.4 : Au moins une convention de partenariat en coopération décentralisée avec une commune étrangère est signée et mise en œuvre	Nombre de convention signées qui fonctionne	Rapport cellule de la communication	Les négociations de partenariats en cours aboutissent
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.1 : Recrutement du personnel technique qualifié supplémentaire	-Soumettre la proposition de recrutement à l'approbation du conseil municipal		Disponibilités des moyens financiers pour la prise en charge du personnel
		-Requérir l'autorisation de la tutelle communale		
		-Lancer l'appel à candidature		
		-Recruter le personnel		
	Sous total		PM	
	A1.R1.2 : Création d'un service d'hygiène et salubrité au sein de l'institution communale	-Préparer le cahier de charge du service d'hygiène		Disponibilités des moyens financiers pour la prise en charge du personnel
		Aménager et équiper le bureau		
		-Nommer le chef de service		
		-Envoyer le chef de service en formation		
	Sous total		PM	

	A1.R1.3 : Régularisation de la situation contractuelle des manœuvres à la tâche et des percepteurs de marchés	-Négocier les termes contractuels avec les manœuvres à la tâche et les percepteurs de marchés		Disponibilités des moyens financiers pour la prise en charge du personnel
		-Soumettre le projet à l'approbation du conseil municipal et de la tutelle communale		
		Contractualiser avec chaque personne		
	Sous total		PM	
	A1.R1.4 : Elaboration d'un cahier de charge et de job description pour chaque agent d'appui	-Demander à chaque chef de service de le faire pour les agents sous lui		L'instruction est donnée aux chefs de services par le maire
		-Tenir une réunion d'harmonisation pour tous les agents		
		-Produire les cahiers de charges et remettre les copies à chaque agent		
	Sous total		PM	
	A1.R1.5 : Renforcement des capacités du personnel	-Requérir les services d'un consultant		L'activité est inscrite dans le budget de la commune
		-identifier les besoins du personnel en renforcement des capacités		
		-Planifier la mise en œuvre		
		-Réaliser les sessions de renforcement des capacités		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R1.6 : Organisation des réunions mensuelles de coordination des services	-Préparer la réunion		Le Maire s'assure de l'effectivité de cette activité
		-Tenir la réunion		
		-Produire un compte rendu		
	Sous total			
	A1.R1.7 : Instruction à chaque chef de service pour la production des rapports d'activités	-Préparer une note de service à ce sujet		Le SG suit l'implémentation de l'instruction
		-Transmettre la note de service à chaque chef de service		
		-Suivre son exécution		
	Sous total		PM	
	A1.R2.1 : Prise en compte des sources de recettes non exploitées dans le budget	-Identifier les sources de recettes locales non exploitées		Les sources de recettes sont identifiées et prises en compte dans le budget
		-Soumettre son approbation au conseil municipal		
		-Suivre la mise en œuvre sur le terrain		

	Sous total		100 000	
	A1.R2.2 : Elaboration et actualisation du fichier des contribuables	-Descendre sur le terrain dans la commune pour un inventaire exhaustif des potentiels contribuables		Les contribuables participent à la constitution du fichier
		-Mettre à jour le fichier		
		-Organiser les rencontres d'échanges et de concertation avec les contribuables		
	Sous total		500 000	
	A1.R2.3 : Mise en place d'une stratégie de mobilisation des recettes	-Tenir une réunion de concertation au sujet de la mobilisation des impôts et taxes avec le CDI		
		-Doter les agents de collecte des moyens matériels et financiers adéquats		
		-Mettre en place une politique adéquate de rémunération ou de gratification des agents de collecte		
	Sous total		200 000	
	A1.R2.4 : Identification et maîtrise du circuit de financement des projets BIP	-Rencontrer le DD MINEPAT pour échanger à ce sujet		Financement disponible
		-Préparer les projets à soumettre à la demande du financement par BIP		
		-Suivre l'acheminement des projets jusqu'à la cellule de la programmation		
	Sous total		500 000	
	A1.R3.1 : Actualisation et informatisation du fichier patrimoine communal	-Faire un inventaire de tout le patrimoine actuel de la commune		Financement disponible
		-Doter le service de la comptabiliser d'un matériel informatique		
		-Renforcer les capacités du comptable dans la gestion informatisée du patrimoine		
		-Suivre l'informatisation du patrimoine		
	Sous total		1 000 000	
	A1.R3.2 : Acquisition du matériel roulant, du mobilier de bureau et des équipements pour les services	-Inventorier les besoins réels pour chaque service		La construction du bâtiment siège de la commune soit achevée
		-Passer la commande		
		-Acquérir le matériel, mobilier et		

		équipement sollicité		
		-Mettre à la disposition des services nécessaires		
	Sous total		100 000 000	
	A1.R3.3 : Constitution d'une réserve foncière de 100 ha	-Identifier les sites		Financement disponible
		-Dédommager les occupants actuels		
		-Lancer la procédure de sécurisation		
		-Suivre la mise en œuvre de la procédure		
	Sous total		50 000 000	
	A1.R3.4 : Sécurisation du domaine actuel de la commune	-Préparer le dossier de sécurisation foncière et transmettre au service des domaines cadastre et affaires foncières		Financement disponible
		-Suivre le traitement du dossier		
		-Descendre sur le terrain avec l'équipe pour la sécurisation		
		-Suivre les procédures d'établissement du titre foncier		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R4.1 : Création et mise en place d'une cellule de communication au sein de l'institution communale	-Préparer le cahier de charge de la cellule de communication		
		-Aménager et équiper le bureau		
		-Nommer le chef de cellule		
	Sous total		1 000 000	
	A1.R4.2 : Acquisition des moyens modernes de communication	-Prendre une ligne de téléphone fixe		Financement disponible
		-Acheter un poste pour fax		
		-Créer une adresse email		
		-Créer et entretenir un site web		
		-Prendre une ligne de connexion internet		
	Sous total		1 500 000	
	A1.R4.3 : Mise en place et exécution d'une stratégie de communication au sein de l'institution communale	-Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication à l'interne et avec l'extérieur		
		-Mettre en place une plate forme d'échange et de concertation avec les acteurs locaux		
		-Animer la plate forme		
		-Organiser les feed back des sessions du		

		conseil municipal dans les villages		Financement disponible
	Sous total		1 000 000	
	A1.R4.4 -Recherche et finalisation des conventions de partenariat en coopération décentralisée avec les communes du Maroc et de France	-Multiplier les échanges avec les partenaires pour aboutir à un accord de principes		
		-Elaborer les bases de la convention		
		-Requérir l'approbation du conseil municipal et de la tutelle communale		
		-Voyager pour le Maroc et la France pour rencontrer les partenaires		
		-Recevoir les partenaires dans la commune		
		-Signer la convention de partenariat		
		-Gérer les activités en lien avec le partenariat		
	Sous total		5 000 000	
	Total		170 800 000	

6.2.2-Cadre logique du secteur Agriculture et Développement Rural

Problème : Difficulté pour les producteurs à obtenir des bons rendements agricoles dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à l'accroissement des rendements agricoles dans la commune			
Objectifs spécifiques	01 -Renforcer les capacités des producteurs dans la commune sur les techniques de productions, la conservation des récoltes, l'amélioration de la fertilité du sol et les éduquer sur les procédures de mutation des GICs en Coopérative	-Nombre de session de formation organisée et thématiques développées -Nombre de parcelles de démonstration des techniques agro forestières mises en place -Nombre de GIC muté en Coopérative	-Rapport de formation des services de la DAADR -Rapport d'activités des postes agricoles de la DAADR -Rapport d'activité DAADR	Les sources de financements sont disponibles pour la réalisation des sessions de formation et de sensibilisation
	02 -Rapprocher les services d'encadrement des producteurs dans la commune et rendre plus opérationnel ceux qui existent déjà	-Nombre de nouveaux postes agricoles créés et qui fonctionnent dans la commune -Liste des services construits et équipés dans la commune et relevant du MINADER	-Rapport d'activité DAADR -Rapport d'activité DAADR	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement des services dans son BIP
	03 -Mettre à la disposition des producteurs dans la commune du matériel végétal amélioré de palmier à huile et les équipements de transformation des produits agricoles	-Nombre de pépinière de palmier à huile de variété améliorée mise en place -Nombre d'organisations des producteurs ayant reçu un équipement de transformation des produits agricoles	-Décision de création de pépinière dans les villages -Copie de la décision d'octroi d'équipements de transformation aux organisations des producteurs	Les sources de financements sont disponibles pour la mise en place des pépinières et l'acquisition des équipements de transformation des produits agricoles
	04 -Réduire de 75% la vente des intrants agricoles (engrais et semences) de qualité douteuse sur les marchés dans la commune de Kékem	Nombre de mission de contrôle effectué auprès des vendeurs d'intrants agricoles dans la commune	-Rapport d'activité de la mission de contrôle	La délégation régionale de l'agriculture planifie l'activité
Résultats	R1.01 : 10 000 actifs agricoles dans la commune maîtrisent les techniques culturales modernes et de conservation de récoltes et des semences	Les pratiques faites par les actifs agricoles dans leurs exploitations	Rapport d'activités chefs de postes agricoles et DAADR	
	R2.01 : 175 actifs agricoles dans la commune sont formés aux pratiques agro forestières et à la fabrication du compost et les mettent en application	Liste des parcelles de démonstration mises en place et opérationnelle dans la commune	Rapport d'activités chefs de postes agricoles et DAADR	Les producteurs cèdent une parcelle dans leur exploitation pour la mise en place de la démonstration
	R3.01 : 175 parcelles d'expérimentation de	Liste des exploitants qui font l'expérience	Rapport chef PA et DAADR	Moyens financiers disponibles

	pratique agro forestière sont mises en place dans la commune			pour la mise en place des parcelles
	R4.01 : Les producteurs dans 35 villages de la commune connaissent les procédures de création des coopératives et la mutation des GICs en coopérative, ainsi que la politique agricole et les appuis mis en place par le MINADER	-Nombre de GIC transformé en coopérative dans la commune -Liste des nouvelles coopératives créées et opérationnelles dans la commune	Rapport chef PA et DAADR	Les producteurs montent et transmettent les dossiers de création de coopératives ou de mutation de GIC en coopérative au service Régional COOP/GIC
	R1.02 : 07 nouveaux postes agricoles sont créés, construits et fonctionnent dans la commune de Kékem	-Décision de création -Poste agricole fonctionnel	Rapport chef PA et DAADR	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement des services dans son BIP
	R2.02 : La DAADR de Kékem est construite et équipée	La DAADR de Kékem est opérationnelle dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités DAADR	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement de la DAADR dans son BIP
	R3.02 : Le poste agricole de Mboebo est construit et équipé	Le poste agricole de Mboebo est opérationnel dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités du CPA	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement du poste agricole dans son BIP
	R4.02 : Le poste agricole de Bangui Chari est construit et équipé	Le poste agricole de Bangui Chari est opérationnel dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités du CPA	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement du poste agricole dans son BIP
	R5.02 : Le poste agricole de Bamengui est construit et équipé	Le poste agricole de Bamengui est opérationnel dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités du CPA	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement du poste agricole dans son BIP
	R6.02 : Le poste agricole de Fonkouakem est construit et équipé	Le poste agricole de Fonkouakem est opérationnel dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités du CPA	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement du poste agricole dans son BIP
	R7.02 : Le poste agricole de Bayon est construit et équipé	Le poste agricole de Bayon est opérationnel dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités du CPA	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement du poste agricole dans son BIP
	R8.02 : Le CEAC de Mboebo est construit, équipé et fonctionne	CEAC de Mboebo est opérationnel dans son nouveau bâtiment	-PV de réception des travaux - Rapport d'activités du	Le MINADER inscrit la construction et l'équipement du CEAC dans son BIP

			CPA	
	R1.03 : 05 pépinières de 5000 plants de palmiers à huile de variété améliorée sont mises en place et conduites dans 5 villages de la commune	Liste des sites des pépinières disponibles	Rapport d'activités responsable des pépinières	Chaque village offre un site pour la mise en place de la pépinière
	R2.03 : 2 unités modernes de transformation du manioc tubercule sont construites et fonctionnent dans la commune	Unité fonctionnelle dans les villages Bangui Chari II et Mbfam Centre	PV de réception des équipements dans chaque village -Rapport d'activités du comité de gestion de l'unité	
	R3.03 : 4 fours de séchage de cacao sont construits et fonctionnent dans la commune	Un four de séchage est opérationnel dans les villages Deyep, Bangui Chari I, Bayon et Mboue	PV de réception des travaux	
	R4.03 : 3 unités modernes d'extraction d'huile de palmiste sont construites et fonctionnent dans la commune	Unité d'extraction d'huile de palmiste fonctionnelle dans les villages Bangui Chari II, Kambo	PV de réception des équipements dans chaque village -Rapport d'activités du comité de gestion de l'unité	
	R5.03 : 35 unités modernes d'extraction d'huile de palme sont installées et fonctionnent dans la commune	Liste des villages où sont installées et fonctionnent les unités modernes d'extraction d'huile de palme	PV de réception des équipements dans chaque village -Rapport d'activités du comité de gestion de l'unité	Les sources de financements sont disponibles pour l'acquisition des équipements
	R1.04 : Les intrants agricoles de qualité douteuse sont de moins en moins vendus sur les marchés dans la commune de Kékem	-Liste des vendeurs agréés et leur localisation -Les semences vendues sont certifiées par des spécialistes	-Rapport de contrôle de qualité	La mission de contrôle fait effectivement les missions de contrôle sur le terrain
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Organisation dans 35 villages d'un atelier de formation de 02 jours sur les techniques culturales modernes et méthodes de conservation des produits et des semences	-Préparation de l'atelier dans chaque village (transport + Perdiem)		Le DAADR inscrit l'activité dans son plan d'action
		-Acquisition du matériel pédagogique pour 35 ateliers		
		-Animation de la session de formation dans 35 villages (Transport, Perdiems)		

	facilitateurs)		
Sous total		7 000 000	
A1.R2.O1 : Organisation de 07 sessions de formation sur les pratiques agro forestières et technique de fabrication du compost	-Préparation de l'atelier dans chaque village (transport + Perdiem)		Le DAADR inscrit l'activité dans son plan d'action
	-Acquisition du matériel pédagogique pour 7 sessions de formation		
	-Animation de 7 sessions de formation dans 7 villages (Transport, Perdiems facilitateurs)		
Sous total		9 000 000	
A1.R3.O1 : Mise en place et conduite de 175 sites de démonstration de pratiques agro forestières	Mission d'identification des sites d'expérimentation dans les villages (Transport et perdiems)		Financement disponible
	Achat des semences de légumineuse		
	Suivi mise en place et conduite des parcelles dans les villages (Transport et perdiems)		
Sous total		17 500 000	
A1.R4.O1 : Organisation dans 35 villages d'un atelier d'information sur la nouvelle loi coopérative et les procédures de mutation du GIC en coopérative	Mission de préparation dans les villages (Transport + perdiems)		Le DAADR inscrit l'activité dans son plan d'action
	Animation atelier d'information et de sensibilisation dans chaque village		
Sous total		3 500 000	
A1.R1. O2 : Montage des dossiers de demande de création de 7 postes agricoles et transmission au MINADER	-Mission d'identification des sites		
	-Montage des dossiers et transmission		
Sous total		175 000	
A2.R1.O2 : Construction et équipement de 7 postes agricoles créés dans la commune	Réaliser les études de faisabilités pour la construction de chaque poste agricole	1400 000	Le MINADER inscrit les projets de construction dans son BIP
	Passer les marchés aux entreprises	1 400 000	
	Construire les postes agricoles	175 000 000	
	Suivre la réalisation des travaux	300 000	
	Réceptionner les travaux	300 000	
	Equiper les postes agricoles en mobiliers de bureau	35 000 000	
Sous total		212 000 000	
A1.R2.O2 : Construction et équipement de la	Réaliser les études de faisabilités pour la		Le MINADER inscrit le projet

	DAADR de Kékem	construction de la DAADR de Kékem		de construction dans son BIP
		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire la DAADR		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper la DAADR en mobiliers de bureau		
	Sous total		50 000 000	
	A1.R3.O2 : Construction et équipement du poste agricole de Mboebo	Réaliser les études de faisabilités pour la construction du poste agricole		Le MINADER inscrit le projet de construction dans son BIP
		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire le poste agricole		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper le poste agricole en mobiliers de bureau		
	Sous total		30 000 000	
	A1.R4.O2 : Construction et équipement du poste agricole de Bangui Chari	Réaliser les études de faisabilités pour la construction du poste agricole		Le MINADER inscrit le projet de construction dans son BIP
		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire le poste agricole		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper le poste agricole en mobiliers de bureau		
	Sous total		30 000 000	
	A1.R5.O2 : Construction et équipement du poste agricole de Bamengui	Réaliser les études de faisabilités pour la construction du poste agricole		Le MINADER inscrit le projet de construction dans son BIP
		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire le poste agricole		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper le poste agricole en mobiliers de bureau		
	Sous total		30 000 000	
	A1.R6.O2 : Construction et équipement du poste agricole de Fonkouakem	Réaliser les études de faisabilités pour la construction du poste agricole		Le MINADER inscrit le projet de construction dans son BIP

		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire le poste agricole		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper le poste agricole en mobiliers de bureau		
	Sous total		30 000 000	
	A1.R7.O2 : Construction et équipement du poste agricole de Bayon	Réaliser les études de faisabilités pour la construction du poste agricole		Le MINADER inscrit le projet de construction dans son BIP
		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire le poste agricole		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper le poste agricole en mobiliers de bureau		
	Sous total		30 000 000	
	A1.R8.O2 : Construction et équipement du CEAC de Mboebo	Réaliser les études de faisabilités pour la construction du CEAC		Le MINADER inscrit le projet de construction dans son BIP
		Passer les marchés à une entreprise		
		Construire le CEAC		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Equiper le CEAC en mobiliers de bureau		
	Sous total		35 000 000	
	A1.R1.O3 : Mise en place et conduite de 05 pépinières de 5000 plants de palmier à huile	Mission d'identification des sites d'implantation des pépinières		Source de financement disponible
		Mise en place des pépinières sur chaque site		
		Acquisition de 30 000 noix pré germées		
		Suivi des pépinières		
	Sous total		15 000 000	
	A1.R2.O3 : Construction de 2 unités de transformation de manioc tubercule	Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		Passer le marché de construction à un entrepreneur		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Acquérir les équipements et les installer		

		Mettre en place le comité de gestion et renforcer les capacités des membres		
		Suivre la gestion des unités		
	Sous total		25 000 000	
	A1.R3.O3 : Construction de 4 fours de séchage de Cacao dans la commune	Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		Passer le marché de construction à un entrepreneur		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Mettre en place le comité de gestion et renforcer les capacités des membres		
		Suivre la gestion des unités		
	Sous total		8 000 000	
	A1.R4.O3 : Construction de 3 unités d'extraction d'huile de palmiste dans la commune	Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		Passer le marché de construction à un entrepreneur		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Acquérir les équipements et les installer		
		Mettre en place le comité de gestion et renforcer les capacités des membres		
		Suivre la gestion des unités		
	Sous total		15 000 000	
	A1.R5.O3 : Construction de 35 unités modernes d'extraction d'huile de palme	Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		Passer le marché de construction à un entrepreneur		
		Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Acquérir les équipements et les installer		
		Mettre en place le comité de gestion et renforcer les capacités des membres		
		Suivre la gestion des unités		
	Sous total		Pris en compte dans le secteur PMEESA	
	A1.R1.O4 : Conduite de 02 missions de contrôle de la qualité d'intrants vendus sur les marchés dans la commune par an pendant	Descendre dans les marchés de la commune pour le contrôle de la qualité des intrants (Frais de transport et frais de	5 200 000	La DRADR inscrit l'activité dans son plan d'action

	03 ans	mission)		
	Sous total		5 200 000	
	Total		655 375 000	

6.2.3-Cadre logique du secteur Elevage Pêche et Industries Animales

Problème central : Difficulté d'accès aux produits d'élevage de qualité dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux produits d'élevage moderne dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Renforcer les capacités des éleveurs dans la commune aux techniques modernes d'élevage et halieutique et vulgariser la politique sectorielle implémentée par le MINEPIA pour la promotion de l'élevage	-Nombre de session de formation organisé et thématique développée - Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé dans la commune	-Rapport de formation de la DAMINEPIA -Rapport d'activités DAMINEPIA	Le DAEPIA inscrit cette activité dans son plan d'action
	O2 -Rapprocher des populations les structures d'encadrement et installer 3 centres d'alevinages dans la commune	-Liste et nombre de Centre Zootechnique et Vétérinaire créés dans la commune -Nombre de centre d'alevinage installé dans la commune	-Décision de création de CZV par le MINEPIA -Décision de mise en place des centres d'alevinages	Le MINEPIA inscrit dans son budget la construction et l'opérationnalisation de ces structures
	O3 -Doter l'espace urbain communal d'infrastructure adéquate au profit d'une industrie animale de qualité	-Boucherie construite dans l'espace urbain communal -Parc d'attente construite à l'abattoir municipal	PV de réception du chantier	La commune inscrit le projet dans son budget
	O4 -Réduire d'au moins 50 % d'ici 2 ans la divagation des animaux domestiques en élevage dans les villages de la commune	-Nombre de réunions de sensibilisation organisé dans les villages sur la mise en enclos des animaux en élevage -Nombre d'animaux retenus à la fourrière municipale	Rapport service d'hygiène de la commune	La commune rend opérationnel son service d'hygiène
Résultats	R1.O1 : 175 éleveurs sont formés et maîtrisent les techniques d'élevage moderne dans 35 villages dans la commune	Nombre de ferme moderne d'élevage mis en place	Rapport d'activités DAMINEPIA	
	R2.O1 : Les populations dans la commune connaissent la politique sectorielle du MINEPIA ainsi que les projets et programmes d'appui mis en place pour soutenir les activités d'élevage	Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé dans la commune	Rapport d'activités DAMINEPIA	
	R1.O2 : 03 centres d'alevinages sont mis en place et fonctionnent dans la commune	-Centre d'alevinage opérationnel à Mbafam, Fonkouakem et Bamengui	Rapport d'activités DAMINEPIA	
	R2.O2 : 05 CZV sont créés et fonctionnent	CZV fonctionnel à Foyemtcha, Bayon,	Rapport d'activité du	

	dans la commune de Kékem	Balembo, Moumée Fondjomoko et Bangui Chari	chef CZV	
	R1.03 : Une boucherie moderne est construite et fonctionne dans l'espace urbain communal	Site où est construit la boucherie	PV de réception du chantier	
	R2.03 : 01 parc d'attente pour animaux à l'abattage est construit et fonctionne à l'abattoir municipal de Kékem	Nombre d'animaux passés par le parc par mois	Rapport responsable de l'abattoir	
	R1.04 : Le nombre d'animaux en divagation a réduit de 75 % dans les villages	Nombre d'animaux en divagation arrêté	Rapport service d'hygiène de la commune	La commune organise les tournées de vigilances
	R2.04 : La fourrière municipale pour bétail est réhabilitée et fonctionne	Recette générée par la mise en fourrière des animaux	Rapport service d'hygiène de la commune	
	R3.04 : Les animaux sont régulièrement vaccinés contre la rage	Nombre d'animaux vaccinés	Rapport DAEPIA	Moyens financiers disponibles pour l'organisation des campagnes de vaccination
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Organisation de 06 sessions de formation des éleveurs sur les techniques modernes d'élevage des poulets de chairs, des pondeuses et des porcs	-Préparation de l'atelier		La DAEPIA inscrit l'activité dans son plan d'action
		-Acquisition de matériel didactique		
		-Conduite de la formation (perdiems pour formateur)		
		-Production des rapports		
		Sous total	6 000 000	
	A1.R2.01 : Organisation de 35 ateliers d'information et de sensibilisation des éleveurs sur la politique sectorielle du MINEPIA	-Préparation de l'atelier		La DAEPIA inscrit l'activité dans son plan d'action
		-Acquisition de matériel didactique		
		-Conduite de la formation (perdiems pour formateur)		
		-Production des rapports		
		Sous total	3 500 000	
	A1.R1.02 : Mise en place et conduite des centres d'alevinages dans 3 villages	-Descente sur le terrain pour identification et choix des sites		Source de financement disponible
		-Préparation des sites		
		-Acquisition des reproductrices		
		-Acquisition des intrants		
		-Conduite de la production des alevins		

		-Organisation des ventes des alevins aux pisciculteurs		
	Sous total		6 000 000	
	A1.R2.02 : Montage des dossiers de demande de création de CZV dans 05 villages et transmission	-Préparer les dossiers et transmettre -Suivre les dossiers jusqu'à l'aboutissement		Sites disponibles pour la construction des CZV à créer
	Sous total		100 000	
	A1.R1.03 : Construction d'un comptoir moderne de boucherie dans l'espace urbain communal	-Réaliser les études de faisabilités Passer le marché -Exécution des travaux -Réception du chantier		Financement disponible
	Sous total		5 000 000	
	A2.R2.03 : Construction d'un parc d'attente pour animaux à l'abattage à coté de l'abattoir municipal	-Réaliser les études de faisabilités -Passer le marché -Construire le parc d'attente -Réceptionner les travaux		Financement disponible
	Sous total		1 000 000	
	A1.R1.04 : Organisation des campagnes de sensibilisation des populations pour la mise en enclos des animaux en élevage	Descendre dans 35 villages pour sensibiliser les populations	100 000	Service d'hygiène opérationnel à la commune
	Sous total		100 000	
	A1.R2.04 : Réalisation des travaux de réhabilitation de la fourrière municipale	Réaliser les études de faisabilité Réhabiliter la fourrière Faire fonctionner la fourrière		Financement disponible
	Sous total		1 000 000	
	A1.R3.04 : Organisation des campagnes de vaccination anti rabique chaque année	Descendre dans 35 villages pour effectuer les vaccins sur les animaux et sensibiliser les populations		Financement disponible
	Sous total		500 000	
	Total		23 200 000	

6.2.4-Cadre logique du secteur Santé

Problème : Difficulté d'accès aux soins de santé de qualité dans les structures de santé présentes dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux soins de santé de qualité dans les structures de santé dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Rapprocher des populations les structures de santé et rendre plus opérationnelle celles existantes dans la commune	-Un Centre de santé est créé à Kambo - Liste de personnel de soin qualifié nouvellement affecté dans chaque centre - Liste de matériel de soin et équipement données dans chaque structure de santé	-Décision ministérielle de création - Note d'affectation -PV de réception du matériel	-MINSANTE accepte la création -MINSANTE Recrute du personnel
	O2 -Doter les structures de santé dans la commune des infrastructures et équipements appropriés	-Les CSI de Bamengui et de Bayon sont construits et équipés -01 maternité est construite et équipée au CSI de Mboebo -Une pharmacie opérationnelle dans le centre urbain -Une morgue construite à l'hôpital de district	Rapport d'activité chef de district de santé	BIP disponible
	O3 -Mettre en œuvre dans les structures de santé dans la commune un système de gestion durable	- Un Plan de gestion de déchets hospitaliers disponible dans chaque structure de santé -Disponible d'un incinérateur de déchet à l'hôpital de district		-Les structures de santé s'engagent dans l'élaboration et la mise en œuvre des plans de gestion des déchets -BIP disponible
	O4 -Assainir le fichier des structures clandestines qui offrent les soins de santé dans la commune et renforcer les capacités des organisations communautaires d'appui à la gestion des soins de santé	- Nombre de structures clandestines qui se sont conformées à la réglementation en vigueur - Nombre de session de formation organisé pour les COGE et COSA - Nombre de mutuelle créée et fonctionnelle	Rapport d'activité chef de district de santé	Les structures clandestines acceptent de coopérer pour leur accompagnement
Résultats	R1.O1 : 01 centre de santé est créé et fonctionne à Kambo	Nombre de patient reçu sur une période dans le centre	Rapport d'activité du chef de centre	
	R2.O1 : 29 personnels qualifiés supplémentaires sont redéployés dans le district de santé de Kékem	Effectivité du personnel en poste dans les structures de santé publique dans la commune	Note de prise de service de chaque personnel à son poste	MINSANTE redéploye le personnel

	R3.01 : Du matériel de soin et équipement d'exploitation sont mis à la disposition de 7 structures publiques de santé dans la commune	Liste de matériel de soin et équipement données dans les structures de santé	PV de réception	
	R1.02 : Un bâtiment est construit et équipé au CSI de Bamengui	Bâtiment construit et fonctionnel	PV de réception des travaux	BIP disponible
	R2.02 : Un bâtiment est construit et équipé au CSI de Bayon	Bâtiment construit et fonctionnel	PV de réception des travaux	BIP disponible
	R3.02 : Une maternité est construite et opérationnel au CSI de Mboebo	Bâtiment construit et fonctionnel	PV de réception des travaux	BIP disponible
	R4.02 : Les bâtiments de l'hôpital de district sont réhabilités	Bâtiments refaits	PV de réception des travaux	BIP disponible
	R5.02 : Les bâtiments du CSI de Mboebo sont réhabilités	Bâtiments refaits	PV de réception des travaux	BIP disponible
	R6.02 : Une pharmacie moderne est créée et opérationnelle dans le centre urbain de Kékem	Pharmacie moderne opérationnelle	Autorisation d'ouverture	MINSANTE accorde une autorisation d'ouverture de pharmacie à un privé
	R7.02 : Une morgue moderne est construite à l'hôpital de district de Kékem	Morgue moderne fonctionnelle à l'hôpital de district	PV de réception des travaux	BIP disponible
	R1.03 : 01 plan de gestion des déchets hospitaliers est élaboré dans 11 structures de santé dans la commune	Document de plan de gestion des déchets hospitaliers disponibles dans chaque structure de santé	Rapport DD MINEPNDED	
	R2.03 : Un incinérateur des déchets hospitaliers est installé à l'hôpital de district de Kékem et fonctionne	Incinérateur fonctionnel à l'hôpital de district	Rapport chef de district	
	R1.04 : De moins en moins on rencontre des structures clandestines qui offrent les soins de santé dans la commune de Kékem	Ecart entre le nombre de structure formelle et des structures clandestines	Rapport chef de district	
	R2.04 : Les membres des COGE et COSA maîtrisent leurs rôles et tâches dans la mise en œuvre des soins de santé communautaire	Activités des membres de COGE et COSA	Rapport d'activité chef de district de santé	
	R3.04 : Au moins 3 mutuelles communautaires de santé sont créées et fonctionnent dans la commune	Nombre de mutuelle communautaire de santé créée et	Rapport d'activité des mutuelles	

Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Montage du dossier de demande de création d'un CSI à Kambo et transmission	Préparation du dossier et acheminement à l'autorité compétente	50 000	Site disponible pour la construction
	Sous total		50 000	
	A1.R2.O1 : Demande d'affectation du personnel technique qualifié dans les structures de soin	Préparation des besoins et transmission	PM	
	Sous total		PM	
	A1.R3.O1 : Achat et octroi du matériel de soin et équipement d'exploitation dans 04 CSI (Mboebo, Balembo, Foyemtcha et Bangui Chari I)	-Descendre dans les structures pour actualiser les besoins		Financement disponible
		Passer le marché		
		Acquérir le matériel de soin		
		Distribuer le matériel et équipement dans les structures de santé		
	Sous total		32 000 000	
	A2.R3.O1 : Achat et octroi du matériel de soin et équipement plateau technique à l'hôpital de district	-Descendre à l'hôpital de district pour actualiser les besoins		Financement disponible
		Passer le marché		
		Acquérir le matériel de soin		
		Distribuer le matériel et équipement dans les structures de santé		
	Sous total		35 000 000	
	A1.R1.O2 : Construction et équipement du CSI de Bamengui	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché à un entrepreneur		
		-Construire le bâtiment		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		60 000 000	
	A1.R2.O2 : Construction et équipement du CSI de Bayon	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché à un entrepreneur		
		-Construire le bâtiment		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		60 000 000	
	A1.R3.O2 : Construction et équipement maternité au CSI de Mboebo	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché à un entrepreneur		
		-Construire le bâtiment		
		-Réceptionner les travaux		

	Sous total		8 000 000	
	A1.R4.O2 : Réfection des bâtiments à l'hôpital de district	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché		
		-Réaliser les travaux de réfection		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		15 000 000	
	A1.R5.O2 : Réfection des bâtiments du CSI de Mboebo	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché		
		-Réaliser les travaux de réfection		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R6.O2 : Ouverture d'une pharmacie	-Monter le dossier de demande d'ouverture et transmettre		Un opérateur privé se saisie du projet
		Suivre le dossier de demande de création		
		-Ouvrir et faire fonctionner la pharmacie		
	Sous total		10 000 000	
	A1.R7.O2 : Construction d'une morgue à l'hôpital de district	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché		
		-Construire la morgue		
		-Réceptionner les travaux		
		-Faire fonctionner la morgue		
	Sous total		20 000 000	
	A1.R1.O3 : Elaboration du plan de gestion des déchets hospitaliers dans 11 structures de santé	-Recruter un consultant pour accompagner l'élaboration du plan		Financement disponible
		-Elaborer le plan		
		-Suivre la mise en œuvre dans chaque structure		
	Sous total		11 000 000	
	A1.R2.O3 : Achat et installation d'un incinérateur de déchets hospitaliers à l'hôpital de district	-Réaliser les études de faisabilités		Financement disponible
		-Passer le marché		
		-Acquérir et installer l'incinérateur		
		-Raccorder l'incinérateur au réseau électrique approprié		
		-Renforcer les capacités à l'utilisation		
	Sous total		25 000 000	
	A1.R1.O4 : Organisation des campagnes d'information et de	-Identifier les structures clandestines		Financement disponible
		-Tenir les séances de travail et		

	sensibilisation des structures clandestines et accompagnement à la régularisation de leur situation	d'information avec les responsables des structures		
		Accompagner chaque structure à la légalisation		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R10 : Organisation des sessions de formation des membres de COSA et COGE	-Recruter un consultant pour faciliter la session de formation		Financement disponible
		-Préparer la session de formation		
		-Acquérir le matériel pédagogique		
		-Réaliser la session de formation		
	Sous total		3 000 000	
	A1.11 : Accompagnement des communautés à la création des mutuelles de santé communautaires	-Organiser les réunions de sensibilisation dans les communautés		Financement disponible
		-Accompagner chaque communauté engagée dans la procédure de création de mutuelle de santé		
		-Suivre le fonctionnement des mutuelles		
	Sous total		10 000 000	
	Total		301 050 000	

6.2.5-Cadre logique du secteur Travaux Publics

Problème : Difficulté de déplacement dans les villages de la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter les déplacements et assurer les constructions de qualité dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Rendre praticable les voies d'accès dans tous les villages de la commune et faciliter l'entretien par les communautés	-Nombre de Km de route réhabilitée dans la commune -Nombre de Km de route nouvellement créée dans la commune -Nombre de comité d'entretien de route mise sur pied dans la commune	Rapport d'activité service technique de la commune	Source de financement disponible
	O2 -Construire en matériaux définitifs les ouvrages de franchissement sur certains axes routiers dans la commune	-Nombre de ponts construits en matériaux définitifs -Nombre de passage busé construit -Nombre de dalot construit dans la commune	Rapport d'activité service technique de la commune	Source de financement disponible
	O3 - Installer et matérialiser les ralentisseurs de vitesse dans 11 villages traversés par la route nationale bitumée Bafoussam -Douala	-Liste des villages traversés par la nationale bitumée n° 5 -Nombre de ralentisseurs de vitesse installés sur le tronçon	Rapport d'activité service technique de la commune	
	O4 -Doter la commune d'une carte de réseau	Carte du réseau routier disponible	Service technique de la commune	Source de financement disponible
Résultats	R1.O1 : 271 Km de routes sont réhabilités et praticables en toute saison dans la commune de Kékem	Axes réhabilités avec caniveaux aménagés dans chaque village	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R2.O1 : 44 Km de routes sont ouvertes et praticables en toute saison dans la commune de Kékem	Liste des axes routiers ouverts dans chaque village	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R3.O1 : 35 comités de routes sont mis en place et fonctionnent dans 35 villages de la commune	Comité de route fonctionnel dans chaque village	Rapport d'activité du comité	La commune et le MINTP mettent les moyens de fonctionnement à chaque comité
	R1.O2 : 16 ponts sont construits en matériaux définitifs et ouverts à la circulation dans la commune de Kékem	Nombre de pont construit en matériaux définitifs et fonctionnel	PV de réception des travaux	Source de financement disponible

	R2.02 : 17 passages busés de 7 m chacun sont construits et les axes ouverts à la circulation dans la commune de Kékem	Nombre de passage busé construit	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R3.02 : 06 dalots sont construits les axes ouverts à la circulation	Nombre de dalot construit	PV de réception des travaux	
	R1.03 : 2 ralentisseurs de vitesse sont construits et matérialisés aux entrées et sorties de chacun des 11 villages situées le long de la route nationale n° 5	Nombre de ralentisseur de vitesse installé par village	PV de réception des travaux	Le MINTP marque son accord pour la construction des ralentisseurs
	R1.04 : Une carte du réseau routier est élaboré et disponible à la commune	Atlas du réseau routier disponible	Service technique de la commune	Source de financement disponible
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Réhabilitation de 271 km de routes en terres et aménagement des caniveaux (voir liste des axes dans le tableau de consolidation)	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		1 355 000 000	
	A1.R2.01 : Ouvrir 44 km de route dans la commune (voir liste des axes dans le tableau de consolidation)	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Dédommager les personnes expropriées sur l'axe		
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		Réceptionner les travaux		
	Sous total		264 000 000	
	A1.R3.01 : Mise en place et dotation en matériel d'investissement humain de 35 comités de route dans la commune	-Organiser et animer les assemblées villageoises de mise en place de 35 comités de route		
		-Passation de marché pour petit matériel		

		d'investissement humain		
		Réception du matériel et distribution dans les comités de gestion		
	Sous total		7 000 000	
	A1.R1.02 : Construction de 16 ponts en matériaux définitifs dans la commune (Voir liste des axes concernés dans le tableau de consolidation)	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		480 000 000	
	A2.R1.02 : Réhabilitation de 02 ponts (Pont sur le cours d'eau NGWOSSO dans le village Moumée Fonkouakem et le Pont sur le Ngoum au niveau de Tchouafé à Djimbong I)	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		4 000 000	
	A1.R2.02 : Construction de 17 passages busés de 7 m dans la commune (Voir liste des axes concernés dans le tableau de consolidation)	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		34 000 000	
	A1.R5.1 : Construction de 06 dalots 4m x 1.5m (Voir liste des axes concernés dans le tableau de consolidation)	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		42 000 000	
	A1.R1.03 : Construction de 44 ralentisseurs de vitesses de 6m de long sur 1 m de large (Voir liste des villages où doivent être construits les ralentisseurs dans le tableau de	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe routier identifié		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché des travaux à une entreprise		
		-Suivre la réalisation des travaux		

	consolidation)	-Réceptionner les travaux		
	Sous total		6 600 000	
	A1.R1.04 : Elaboration de la carte du réseau routier de la commune	-Recruter un consultant		Disponibilité des sources de financement
		-Réaliser les études de faisabilités		
		-Elaborer la carte du réseau		
	Sous total	-Réceptionner les travaux	30 000 000	
	Total		2 185 600 000	

6.2.6-Cadre logique du secteur Education de Base

Problème : Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les écoles primaires et maternelles dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un enseignement de qualité dans les écoles primaires et maternelles publiques dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la commune de 3 nouvelles écoles primaires publiques	Nombre d'école primaire nouvellement créée dans la commune	Décision ministérielle	Les localités ayant exprimé le besoin offre des sites appropriés pour la construction des écoles
	O2 -Doter certaines écoles primaires et maternelles dans la commune d'infrastructures et autres moyens matériels et humains adéquats pour leur bon fonctionnement	-Nombre de blocs maternels construits dans la commune -Nombre de salle de classe complémentaire construits dans les écoles -Nombre de nouveaux enseignants affectés dans l'IAEB de Kékem -Nombre de tables bancs octroyés dans les écoles -Nombre d'infrastructure réhabilités	Contrat de passation de marché	Source de financement disponible
	O3 -Doter certaines écoles dans la commune des agencements utilitaires au bon fonctionnement des écoles	-Nombre de point d'eau construit dans les écoles -Nombre de latrines construits dans les écoles	Contrat de passation de marché	Source de financement disponible
	O4 -Doter certaines structures de l'éducation de base dans la commune d'infrastructure administrative appropriée	-Nombre de bloc administratif construit dans les écoles -Nombre d'infrastructures réhabilité dans les écoles -Bâtiment construit pour l'IAEB	Contrat de passation de marché	La réalisation de ces infrastructures est programmée dans le BIP du MINBASE
Résultats	R1.O1 : 01 école primaire publique est créée et construite à Ngom Nzock	L'école primaire fonctionnelle à Ngom Nzock	Rapport d'activité de directeur de l'école	
	R2.O1 : 01 école primaire bilingue est créée, construite et fonctionne à Mbafam Tcha'a	L'école primaire bilingue fonctionnelle à Mbafam Tcha'a	Rapport d'activité de directeur de l'école	
	R3.O1 : 01 école primaire publique est créée et construite à Koumegui	L'école primaire fonctionnelle à	Rapport d'activité de directeur de l'école	
	R1.O2 : 14 blocs maternels sont	Liste des écoles maternelles bénéficiaires	PV de réception des	

	construits et utilisés dans les EM bénéficiaires	des constructions	travaux	
	R2.02 : 18 salles de classe sont construites et équipées pour 3 écoles primaires	-06 salles de classes sont opérationnelles dans les écoles : EPB Moumée Ngassa Nicodème, EPB Fondjomoko, EPB Bamengui,	PV de réception des travaux	Financement disponible
	R3.02 : 12 salles de classe sont construites, équipées et exploitées dans 04 écoles primaires	Nombre de salle de classe construit par école (EP Foyemtcha chefferie (03), EP Tchoungou (03), EP Groupe II Kékem (03), EP Djimbong (3)	PV de réception des travaux	
	R4.02 : Les bâtiments sont réfectionnés dans 14 écoles primaires et maternelles dans la commune	Liste des écoles ayant reçu les travaux de réfection	PV de réception des travaux	
	R5.02 : 42 enseignants supplémentaires sont mis à la disposition de l'IAEB et ont effectivement pris fonction dans les écoles	Nombre du personnel enseignant par école	Note de prise de service de chaque enseignant -Rapport statistique de l'IAEB	MINBASE recrute du nouveau personnel
	R6.02 : 08 enseignants supplémentaires sont mis à la disposition de l'IAEB et ont pris service dans les écoles maternelles	Liste des écoles ayant reçu des nouveaux enseignants	-Note de prise de service de chaque enseignant -Rapport statistique de l'IAEB	MINBASE recrute du nouveau personnel
	R7.02 : 657 tables bancs sont mis à la disposition de 12 écoles primaires dans la commune	Liste des écoles ayant reçu des tables bancs	PV de réception des tables bancs	Source de financement disponible
	R8.02 : 176 tabourets et tablettes sont mis à la disposition de 7 écoles maternelles publiques dans la commune	Liste des EM ayant reçu les tabourets et tablettes	PV de réception des équipements	Source de financement disponible
	R1.03 : 2 blocs de 4 latrines améliorées sont construites dans 6 écoles primaires dans la commune	Liste des écoles ayant bénéficié de la construction des latrines	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R2.03 : 08 forages munis de pompe à motricité humaine sont construits et fonctionnent dans les écoles	Point d'eau fonctionnelle dans les écoles	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R1.04 : 05 blocs administratifs sont construits et équipés dans 05 écoles primaires dans la commune	Liste des écoles ayant bénéficié de la construction des blocs administratifs	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R2.04 : Un bâtiment est construit pour abriter les services de l'IAEB de Kékem	Bâtiment construit et dans lequel est fonctionnel le service de l'IAEB	PV de réception des travaux	Source de financement disponible

Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Montage des dossiers de demande de création de l'école primaire de Ngom Nzock,	Préparer les dossiers, transmettre à l'autorité compétente et suivre	50 000	Site pour construction disponible
	Sous total		50 000	
	A2.R1.O1 : Montage des dossiers de demande de création de l'école primaire Bilingue de Mbafam Tcha'a	Préparer les dossiers, transmettre à l'autorité compétente et suivre	50 000	Site pour construction disponible
	Sous total		50 000	
	A3.R1.O1 : Montage des dossiers de demande de création de l'école primaire de Koumegui	Préparer les dossiers, transmettre à l'autorité compétente et suivre	50 000	Site pour construction disponible
	Sous total		50 000	
	A4.R1.O1 : Construction et équipement de 3 écoles primaires à cycle complet (Ngom Nzock, Mbafam Tcha'a et Koumegui)	Réaliser les études de faisabilités		Disponibilité des sources de financement
		Passer les marchés		
		Construire 3 écoles à cycle complet		
		Réceptionner les travaux		
	Sous total		306 000 000	
	A1.R1.O2 : Construction de 14 blocs maternels dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché à un entrepreneur		
		-Construire et équiper 14 blocs maternels		
		-Suivre les travaux sur chaque site		
		-Réceptionner les chantiers		
	Sous total		350 000 000	
	A1.R4 : Construction et équipement de 18 salles de classes dans les écoles sans infrastructures	-Réaliser les études de faisabilité		Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché à un entrepreneur		
		-Construire et équiper 18 salles de classes		
		-Suivre les travaux sur chaque site		
		-Réceptionner les chantiers		
	Sous total		306 000 000	
	A1.R4 : Construction et équipement de 12 salles de classes supplémentaires dans les écoles	-Réaliser les études de faisabilité	306 000 000	Disponibilité des sources de financement
		-Passer le marché à un entrepreneur		
		-Construire et équiper 12 salles de classes		

		-Suivre les travaux sur chaque site		
		-Réceptionner les chantiers		
	Sous total		306 000 000	
	A1.R4.O2 : Réfection des bâtiments dans 14 écoles primaires	-Réaliser les études de faisabilité sur chaque site		Source de financement disponible
		-Passer les marchés aux entrepreneurs		
		-Réaliser les travaux de réfection dans 14 écoles primaires		
		-Suivre les travaux sur chaque site		
		-Réceptionner les chantiers		
	Sous total		70 000 000	
	A1.R5.O2 : Demande d'affectation de 42 enseignants pour les écoles primaires	-Préparer la lettre des besoins et soumettre la demande à l'autorité compétente	PM	
	Sous total		PM	
	A2.R6.O2 : Demande d'affectation de 08 enseignants pour les écoles maternelles	-Préparer la lettre des besoins et soumettre la demande à l'autorité compétente	PM	
	Sous total		PM	
	A1.R7.O2 : Acquisition de 657 tables et distribution dans 12 écoles primaires	-Commande des tables bancs		Disponibilité des sources de financement
		-Sélection d'un fournisseur		
		-Fabrication des tables bancs		
		-Remises des tables bancs dans les écoles		
	Sous total		13 140 000	
	A1.R9 : Acquisition de 176 tabourets et tablettes et distribution dans 07 écoles maternelles	-Commande des tabourets et tablettes		Disponibilité des sources de financement
		-Sélection d'un fournisseur		
		-Fabrication des tabourets et tablettes		
		-Remises dans les écoles		
	Sous total		1 760 000	
	A1.R1.O3 : Construction de 12 blocs de 4 latrines améliorées dans 12 écoles primaires	-Réaliser les études de faisabilité		Disponibilité des sources de financement
		Sélectionner un entrepreneur		
		-Construire les blocs de latrines		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		3 000 000	
	A1.R2 .O3 : Construction de 8 forages munis de pompe à motricité humaine	-Réaliser les études de faisabilité		Disponibilité des sources de financement
		-Sélectionner un entrepreneur		

	dans 8 écoles	-Construire les forages		Source de financement disponible
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		Cf. secteur eau et énergie	
	A1.R1O4 : Construction et équipement de 5 blocs administratifs dans les écoles primaires	-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un entrepreneur		
		-Construire les blocs administratifs		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		25 000 000	
	A1.R1.O4 : Construction du bâtiment de l'IAEB de Kékem	-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un entrepreneur		
		-Construire les blocs administratifs		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		50 000 000	
	Total		1 075 000 000	

6.2.7-Cadre logique du secteur Arts et Culture

Problème : Difficulté d'accès à une infrastructure d'animation socio culturelle et faible valorisation du potentiel culturel dans les villages de la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une infrastructure socio culturelle dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	01 -Doter la commune d'une bibliothèque municipale	Bibliothèque municipale construite	PV de réception des travaux	
	02 -Doter la commune d'une structure de gestion des archives	Structure fonctionnelle	Décision de création	
	03 -Doter la commune d'infrastructure appropriée pour l'organisation des activités socio culturelles	Nombre de foyers communautaires construits	PV de réception des travaux	Source de financement disponible -Site disponible
	04 -Organiser tous les 2 ans un festival d'art et de la culture dans la commune de Kékem	Texte instituant l'organisation de festival d'art et de la culture dans la commune	Rapport d'activité commission des affaires culturelle de la commune	Site disponible
Résultats	R1.01 : Une bibliothèque municipale est construite et fonctionne dans l'espace urbain communal	Activités menées au sein de la bibliothèque	Rapport d'activité chef du centre de documentation	
	R1.02 : Une structure de gestion des archives dans la commune est créée et fonctionne	Les archives sont facilement repérables dans la commune	Rapport du gestionnaire	
	R1.03 : 07 foyers communautaires sont construits et équipés dans la commune de Kékem	Activités menées dans chaque foyer communautaire	Rapport d'activité du comité de gestion du foyer	
	R2.03 : Une salle de fête est construite, équipée et fonctionne au centre urbain de Kékem	Activités menées dans la salle de fête	Rapport d'activités responsable de gestion de la salle de fête	
	R1.04 : Un festival des arts et de la culture est institué dans la commune et se tient régulièrement tous les 02 ans	Texte instituant l'organisation de festival d'art et de la culture dans la commune		
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Construction et équipement d'une bibliothèque municipale	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer le marché		
		-Construire et équiper la bibliothèque		
		-Réceptionner les travaux		

		-Faire fonctionner la bibliothèque		
	Sous total		60 000 000	
	A1.R1.O2 : Construction et équipement d'un centre de gestion des archives dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché		
		-Construire et équiper le centre de gestion des archives		
		-Réceptionner les travaux		
		-Faire fonctionner le centre de gestion des archives		
	Sous total		12 000 000	
	A1.R1.O3 : Construction et équipement de 07 foyers communautaires	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché		
		-Construire et équiper 07 foyers communautaires		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		140 000 000	
	A1.2.O3 : Construction et équipement d'une salle de fête	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché		
		Construire et équiper la salle de fête		
		-Réceptionner les travaux		
		-Faire fonctionner la bibliothèque		
	Sous total		80 000 000	
	A1.R1.O4 : Organisation d'un festival des arts et de la culture dans la commune	-Préparer le festival dans chaque village		Financement disponible
		-Promotion de la langue Fèhfhèh		
		-Construire le site du festival		
		-Gérer les activités du festival		
		-Primer les participants		
	Sous total		10 000 000	
	Total		302 000 000	

6.2.8-Cadre logique du secteur Promotion de la Femme et de la Famille

Problème central : Difficulté pour certaines familles à avoir accès au bien être et l'harmonie et faible épanouissement de la femme dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter aux familles l'accès au bien être et à l'harmonie et contribuer à l'épanouissement de la femme dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la commune d'un centre de promotion de la femme et de la famille	Activités menées dans le centre de promotion de la femme et de la famille	Rapport d'activités du CPFF	
	O2 -Rendre autonome dans la commune au moins 200 femmes et 50 filles mères	-Nombre de session de formation organisé sur la création et la gestion des AGR - Nombre de réunion de sensibilisation et d'information organisé - Nombre de coopérative de femmes créées dans chaque groupement - Nombre de projet d'AGR financé aux femmes par groupement	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	Source de financement disponible pour l'organisation des sessions de formation
	O3 -Garantir l'harmonie dans les familles, la parenté responsable et la prise en compte de l'aspect genre dans la mise en œuvre des initiatives de développement dans chaque groupement	-Nombre de réunion de sensibilisation sur la parenté responsable et le genre tenue dans chaque groupement - Nombre de mariage officiel célébré chaque année dans chaque groupement	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	Les contraintes liées au mariage traditionnel sont levées dans les villages
	O4 -Soutenir chaque année l'organisation des fêtes et cérémonies en faveur des femmes et familles	Nombre de cérémonie et fêtes organisées au niveau de la commune	Rapport de cérémonie	
Résultats	R1.O1 : 01 centre de promotion de la femme et de la famille est construit et fonctionne dans la commune de Kékem	Activités menées dans le centre de promotion de la femme et de la famille	Rapport d'activités du CPFF	Site pour la construction soit disponible
	R1.O2 : 200 femmes et 50 filles mères maîtrisent les techniques de création et de gestion des AGR	Nombre de nouveaux porteurs de projets installés et opérationnels	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	
	R2.O2 : Les groupes de femmes ont des informations sur les sources de	Nombre de dossier projets soumis à la demande de financement par les	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	

	financement de projets mises en place dans ce secteur par l'Etat ainsi que sur les procédures d'accès	groupes de femmes dans la commune		
	R3.02: au moins 2 coopératives de production et de transformation dans les filières porteuses sont mises sur pied et fonctionnent dans chaque groupement dans la commune	Liste et nombre de coopérative des femmes fonctionnels	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	
	R4.02 : Au moins 5 projets d'AGR portés par les femmes sont financé dans chaque groupement	Nombre de projet d'AGR financé par groupement	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	Source de financement disponible
	R1.03 : L'harmonie réside dans les familles, les parents sont de plus en plus responsables et l'aspect genre est pris en compte dans les actions qu'on mène dans chaque village	-Nombre de cas de conflits conjugaux portés à l'attention de la DDMINPROF -Nombre de postes de responsabilités occupé par les femmes dans les projets de développement conduit dans les villages - Nombre de mariage officiel célébré chaque année dans chaque groupement	Rapport d'activité de la DDMINPROFF	
	R2.03 : Au moins 2 cérémonies de mariage collectif sont organisées chaque année dans la commune	Nombre de couple légalisés	-Rapport d'activité de la DDMINPROFF -Fichier état civil	Source de financement disponible
	R1.04 : Au moins 4 cérémonies et fêtes en faveur des femmes et des familles sont soutenues financièrement chaque année par la commune	Rapport d'activités	DDPROFF Haut Nkam	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Construction et équipement d'un CPFF dans la commune	-Obtenir l'autorisation de création d'un CPFF dans la commune		Financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Construire et équiper le CPFF		
		-Rendre fonctionnel le CPFF		
	Sous total		70 000 000	
	A1.R1.02 : Organisation de 17 ateliers de formations des femmes et de la jeune fille sur la création et la gestion	-Préparer chaque session de formation (transport et perdiems des formateurs)		Financement disponible
		-Acquérir le matériel didactique pour 17		

	des AGR	ateliers de formation		
		-Conduire 17 sessions de formation (transport et perdiems des formateurs)		
		-Produire les rapports		
	Sous total		5 700 000	
	A1.R2.O2 : Organisation de 35 réunions de sensibilisation et d'information des femmes sur les sources de financement de projets mises en place dans ce secteur par l'Etat ainsi que sur les procédures d'accès	-Préparer chaque réunion de sensibilisation		Source de financement disponible
		-Conduire la réunion dans chaque village		
		-Produire les rapports		
	Sous total		3 500 000	
	A1.R3.O2 : Sensibilisation des groupes de femmes à se structurer en coopérative	-Préparer chaque réunion de sensibilisation		Financement disponible
		-Conduire les réunions dans chaque groupement		
		Accompagner les groupes de femmes à la structuration en coopérative		
		-Produire les rapports		
	Sous total		7 000 000	
	A1.R4.O2 : Financement de 35 projets d'AGR portés par les femmes	-Organiser une campagne d'information		Financement disponible
		-Organiser une session de formation sur le montage des projets		
		-Réceptionner les projets et analyser la faisabilité		
		-Financer les projets		
		-Suivre la mise en œuvre		
	Sous total		35 000 000	
	A1.R1.O3 : Organisation de 35 ateliers de sensibilisation et d'éducation des hommes à la parenté responsable et au concept genre	-Préparer chaque réunion de sensibilisation		Financement disponible
		-Conduire les réunions dans chaque groupement		
		-Produire les rapports		
	Sous total		10 000 000	
	A2.R1.O3 : Organisation de 20 réunions de sensibilisation des	-Préparer chaque réunion de sensibilisation		Source de financement disponible

	membres des familles au dépistage volontaire VIH, Diabète et autres pathologies	-Conduire les réunions dans chaque groupement		
		-Produire les rapports		
	Sous total		4 000 000	
	A3.R1.03 : Appui conseil aux personnes victimes des violences conjugales et familiales	-Identifier les personnes		
		-Organiser les rencontres et causeries éducatives		
	Sous total		3 000 000	
	A1.R2.03 : Organisation chaque année dans chaque groupement d'une cérémonie de mariage collectif	-Organiser les campagnes de sensibilisation et d'identification des couples		Source de financement disponible
		-Préparer les cérémonies		
		-Célébrer les mariages		
	Sous total		10 000 000	
	A1.48 -Financement des cérémonies officielles en faveur des femmes chaque année pendant 5 ans par la commune	-Evaluer la nature et l'ampleur de la cérémonie		Source de financement disponible
		-Apporter un appui financier à l'organisation de la cérémonie		
	Sous total		10 000 000	
	Total		158 200 000	

6.2.9-Cadre logique du secteur Affaires Sociales

Problème : Difficulté pour les personnes vulnérables dans la commune à avoir accès aux facilités mises en place en leur faveur par l'Etat

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à une prise en charge efficace des personnes vulnérables dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 : Rendre plus opérationnel le service social de Kékem et rapprocher dans certains villages de la commune les personnes vulnérables des structures d'encadrement social	-Infrastructure et équipement mis à la disposition du centre social -Nombre d'activités organisé avec les associations des personnes vulnérables - Nombre de structure d'encadrement social nouvellement crée	-PV de réception du chantier -Décision de création	Le MINAS inscrit le projet de construction et équipement du centre social dans son budget
	O2- Faire connaître aux couches vulnérables dans la commune les dispositifs d'appui mis en place en leur faveur par l'Etat	-Liste actualisée des personnes vulnérables par village -Nombre de réunion de sensibilisation et d'information organisé	Rapport d'activité chef du centre social	
	O3- Renforcer la capacité d'auto prise en charge des personnes vulnérables dans la commune	-Nombre de personne vulnérable pratiquant une AGR - Nombre de projet d'AGR financé par groupement	Rapport d'activité chef du centre social	Source de financement des projets disponibles
	O4- Mettre en place et rendre opérationnel au niveau de la commune un dispositif de solidarité au profit des personnes vulnérables	Un fond de solidarité est disponible au niveau communal	Rapport commission des affaires sociales au sein du conseil municipal	La commune ou un acteur local anime le dispositif de mobilisation des fonds
Résultats	R1.O1 : Le bâtiment du centre social de Kékem est construit et abrite les services	Bâtiment approprié abrite le service du centre social dans la commune	PV de réception du chantier	
	R2.O1 : Un centre social est créé, construit et fonctionne à Mboebo	Centre social fonctionnel	Rapport d'activité du chef de centre	MINAS inscrit dans son BIP
	R3.O1 : Au moins une structure locale d'encadrement des personnes vulnérables est créée et fonctionne dans chaque groupement	Liste et nombre de structure locale d'encadrement créée dans la commune	Rapport d'activité du chef de centre	Les porteurs des structures sont disponibles dans les groupements
	R4.O1 : Les personnes vulnérables dans la commune participent effectivement dans l'organisation et la mise en œuvre des journées officielles instituées en leur honneur	Nombre de personnes vulnérables ayant pris part aux festivités	Rapport d'activité chef du centre social	

	R5.01 : Les appuis et aides sociales mis à la disposition des personnes vulnérables dans le cadre du budget de l'état leur sont remis à temps	Les aides remis aux personnes vulnérables	Rapport d'activité du chef de centre	L'institution communale engage le carton de crédit à temps
	R1.02 : Le fichier des personnes vulnérables dans la commune est mis à jour par catégorie de vulnérabilité	Nombre de personnes vulnérables par catégorie de vulnérabilité et par village	Base de données du centre social	
	R2.02 : Les personnes vulnérables dans la commune connaissent les appuis mis à leur disposition par l'Etat et les mécanismes d'accès	Nombre de personnes vulnérables dans la commune qui bénéficie des appuis	Rapport d'activité chef du centre social	
	R1.03 -Les personnes vulnérables dans la commune sont organisées et pratiquent dans chaque catégorie une AGR	Nombre de projet financé en faveur des personnes vulnérables	Rapport d'activité chef du centre social	
	R2.03 : 5 projets d'AGR portés par des personnes vulnérables dans chaque groupement sont financés et mis en œuvre	Type et nombre de projet d'AGR financé	Rapport d'activité chef du centre social	
	R1.04 : Une caisse de solidarité est disponible et approvisionner au niveau de la commune	Mont d'argent disponible dans la caisse -Comité de gestion des fonds mis en place	Rapport commission des affaires sociales au sein du conseil municipal	La commune organise les campagnes de mobilisation des fonds
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Construction et équipement du bâtiment du centre social	-Acquérir le site pour la construction		BIP disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Passer le marché de construction		
		-Construire et équiper le centre social		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		80 000 000	
	A1.R2.01 : Construction du centre social de Mboebo	-Acquérir le site		Le MINAS inscrit la création et la construction de ce centre social dans son BIP
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Passer le marché de construction		
		-Construire et équiper le centre social		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		20 000 000	
	A1.R3.01 : Création des structures locales d'encadrement des personnes	-Préparer les textes de base de la structure		Porteur de structure disponible dans chaque groupement

	vulnérables			
		-Organiser l'assemblée générale constitutive		
		-Mettre sur pied le comité de gestion		
		-Constituer le dossier de création et transmettre		
		-Suivre le dossier de création		
		-Lancer les activités de la structure		
	Sous total		1 000 000	
	A1.R4.O1 : Implication des personnes vulnérables dans l'organisation des journées et autre manifestation organisées en leur faveur	-Responsabiliser les personnes vulnérables dans l'organisation des manifestations		
		-Suivre la mise en œuvre		
	Sous total		PM	
	A1.R5.O1 : Engagement du carton de budget d'aide sociale	Lancer la procédure d'engagement du carton de budget dès qu'il est disponible		Le carton de budget est disponible à temps
	Sous total		PM	
	A1.R1.O2 : Actualisation du fichier des personnes vulnérables dans la commune	-Recruter et former les agents recenseurs		Source de financement disponible
		-Acquérir toute la logistique nécessaire		
		-Organiser le recensement dans chaque groupement		
		-Produire le rapport		
	Sous total		1 500 000	
	A1.R2.O2 : Organisation de 35 réunions d'information et de sensibilisation dans 35 villages dans la commune au profit des personnes vulnérables	-Préparation de la réunion dans chaque village		Source de financement disponible
		-Tenue de la réunion dans chaque village		
		-Produire les rapports de réunions		
	Sous total		3 500 000	
	A1.R1.O3 : Organisation d'un atelier de formation des personnes vulnérables sur la création et la gestion d'une AGR	-Préparer la formation		Financement disponible
		-Conduire la formation		
		-Produire les rapports		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R2.O3 : Financement de 35 projets d'AGR portés par les personnes vulnérables	-Sélectionner et analyser des dossiers projets		Fond pour financement de projet disponible
		-Financer les projets aux porteurs		
		-Suivre la mise en œuvre des projets		

	Sous total		17 500 000	
	A1.R1.O4 : Mise en place d'une caisse de solidarité en faveur des personnes vulnérables dans la commune	-Organiser à chaque occasion possible dans la commune une campagne de mobilisation des fonds		Financement disponible
		-Mettre en place un comité de gestion		
	Sous total		PM	
	Total		128 500 000	

6.2.10-Cadre logique du secteur Eau et Energie

Problème central N° 1 : Difficulté d'accès à l'eau potable dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'eau potable dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter l'espace géographique de la commune des points d'eau potable supplémentaire	-Liste des villages ayant bénéficié de la construction des points d'eau potable -Nombre de forage construit -Nombre de réseau d'adduction d'eau potable construit -Nombre de Km d'extension du réseau CAMWATER dans l'espace urbain	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	O2 -Réhabiliter et rendre fonctionnel certains points d'eau potable dans la commune	-Liste des points d'eau potable réhabilités dans la commune	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
Résultats	R1.O1 : 25 forages munis de pompe à motricité humaine sont construits et fonctionnent dans 21 villages de la commune	Nombre de forage construit et fonctionnel	Rapport d'activité du comité de gestion des chaque forage	Source de financement disponible
	R2.O1 : Le réseau d'eau par système gravitaire avec bornes fontaines est construit et fonctionne à Fonkouakem et Fondjomoko	Réseau d'eau fonctionnel dans les villages Fonkouakem et Fondjomoko	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R3.O1 : Les travaux de construction du forage à l'EP de Moumée Ngassa Nicodème et de celui de Kambo sont terminés et les points d'eau sont opérationnels	Forage à l'EP de Moumée Ngassa Nicodème et celui de Kambo fonctionnels	Rapport d'activité comité de gestion	Source de financement disponible
	R4.O1 : 5 km de réseau CAMWATER sont construits dans l'espace urbain communal	Itinéraire du réseau dans l'espace urbain	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R1.O2 : 11 forages sont dépannés et fonctionnent	Forage dépanné et fonctionnel	Rapport d'activité comité de gestion du forage	Les populations autour du point d'eau mobilisent les moyens pour faire dépanner
	R2.O2 : Le réseau d'adduction d'eau de Balembo et de Mboebo sont réhabilités et fonctionnent	Réseau d'eau fonctionnel dans les villages Balembo et Mboebo	PV de réception des travaux	Source de financement disponible

	R3.O2 : Le puits muni de pompe à motricité humaine à l'école de la mission catholique de Foyemtcha est réhabiliter et fonctionne	Puits fonctionnel	Rapport d'activité comité de gestion	
	R4.O2 : 05 bornes fontaines sur le réseau d'adduction d'eau par système gravitaire du village Mbouembock sont réhabilitées et fonctionnent	Nombre de borne fontaine fonctionnel	Rapport d'activité comité de gestion	Les populations mobilisent les fonds pour dépanner les bornes fontaines
	R5.O2 : Le réseau d'adduction d'eau SCANWATER de Fonkouakem et de Bayon sont réhabilités et fonctionnent	Réseau d'eau fonctionnel dans les villages Bayon et Fonkouakem	Rapport d'activité comité de gestion	Financement disponible pour la réhabilitation du réseau SCANWATER
	R6.O2 : Un comité de gestion est mis en place et est opérationnel autour de chaque point d'eau potable aménagé et fonctionnel dans la commune	Nombre de comité de gestion fonctionnel	Rapport d'activité service technique de la commune	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Construction de 25 forages munis de pompe à motricité humaine dans la commune	-Identifier les sites de construction de chaque forage dans les villages		Source de financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Passer le marché de construction à un prestataire		
		-Construire les 25 forages		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
		Installer le comité de gestion		
	Sous total		250 000 000	
	A1.R2.O1 : Construction du réseau d'adduction d'eau par système gravitaire et installation des bornes fontaines de Fonkouakem	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer le marché de construction à un prestataire		
		-Construire les réseaux		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
		-Mettre en place le comité de gestion du réseau		
	Sous total		30 000 000	Source de financement disponible
	A2.R2.O1 : Construction du réseau	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible

	d'adduction d'eau par système gravitaire et installation des bornes fontaines de Fondjomoko	-Passer le marché de construction à un prestataire		
		-Construire les réseaux		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
		-Mettre en place le comité de gestion du réseau		
	Sous total		30 000 000	Source de financement disponible
	A1.R3.O1 : Achèvement des travaux de construction du forage à l'EP de Moumée Ngassa Nicodème	-Evaluer les travaux à faire sur le point d'eau		
		-Passer le marché à un prestataire		
		-Réaliser les travaux d'achèvement		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
		-Mettre en place le comité de gestion		
	Sous total		10 000 000	Source de financement disponible
	A2.R3.O1 : Achèvement des travaux de construction du forage de Kambo	-Evaluer les travaux à faire sur le point d'eau		
		-Passer le marché à un prestataire		
		-Réaliser les travaux d'achèvement		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
		-Mettre en place le comité de gestion		
	Sous total		5 000 000	-La capacité de la CAMWATER peut supporter l'extension -Source de financement disponible
	A1.R10 : Construction de 5 km de réseau de CAMWATER dans l'espace urbain communal	-Réaliser les études de faisabilité		
		-Passer le marché		
		-Construire le réseau		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		50 000 000	Source de financement disponible
	A1.R1.O2 : Dépannage de 11 forages	-Réaliser le diagnostic de chaque forage		
		-Passer le marché de dépannage à un prestataire		
		-Dépanner 11 forages		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		11 000 000	

	A1.R2.O2 : Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau de Balembo	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché de réhabilitation à un prestataire		
		-Réaliser les travaux de réhabilitation du réseau		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		15 000 000	
	A2.R2 .O2 : Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau de Mboebo	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché de réhabilitation à un prestataire		
		-Réaliser les travaux de réhabilitation du réseau		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		15 000 000	
	A1.R3.O2 : Réhabilitation du puits muni de pompe à motricité humaine à l'école de la mission catholique de Foyemtcha	-Réaliser le diagnostic du puits		Financement disponible
		-Passer le marché de dépannage à un prestataire		
		-Dépanner le puits		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		1 500 000	
	A1.R4.O2 : Réhabilitation de 05 bornes fontaines sur le réseau d'adduction d'eau par système gravitaire du village Mbouembock	-Réaliser le diagnostic du réseau		Financement disponible
		-Passer le marché de réhabilitation à un prestataire		
		-Dépanner les bornes fontaines		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		500 000	
	A1.R5.O2 : Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau SCANWATER de Fonkouakem	-Réaliser le diagnostic du réseau		Financement disponible
		-Passer le marché de réhabilitation à un prestataire		
		-Dépanner les réseaux		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		20 000 000	

	A2.R5.O2 : Réhabilitation du réseau d'adduction d'eau SCANWATER de Bayon	-Réaliser le diagnostic du réseau		Financement disponible
		-Passer le marché de réhabilitation à un prestataire		
		-Dépanner les réseaux		
		-Suivre la réalisation des travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		15 000 000	
	A1.R6.O2 : Mettre autour des points d'eau aménagés dans la commune le comité de gestion	Identifier chaque point d'eau et réaliser les activités préparatoires autour de chaque point		Financement disponible
		-Organiser les assemblées constitutives des comités autour de chaque point d'eau aménagé		
		-Renforcer les capacités des membres élus dans chaque comité		
	Sous total		3000 000	
	Total		456 000 000	

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 2 : Difficulté d'accès à l'énergie électrique dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à l'énergie électrique dans les villages de la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Raccorder 08 villages dans la commune au réseau de branchement électrique AES SONEL	Liste des villages raccordés au réseau de branchement	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	O2 -Densifier le réseau de branchement électrique sur 30 Km dans la commune et transformer le monophasé en triphasé dans 5 villages	-liste des villages et nombre de Km d'extension -Nombre de poteau défectueux remplacé - Liste des villages ou le réseau monophasé est transformé en triphasé	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	O3 -Doter la commune d'un réseau d'électrification à gestion décentralisée	Le réseau d'électrification à gestion décentralisée est construit à Mboebo	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	O4 -Rapprocher le guichet de paiement des factures AES SONEL à 7 villages dans la commune	Liste des villages	Calendrier de passage dans les villages par le caissier AES SONEL	AES SONEL accepte de créer des nouveaux guichets dans les villages
Résultats	R1.O1 : 08 villages dans la commune sont raccordés au réseau de branchement électrique AES SONEL	Le réseau électrique est présent dans les villages Mafeubon, Mboue, Mouemekam, Ngom Nzock, Tchoungou, Bavat (Mboebo), Deyep, Kambo	PV de réception des travaux de raccordement	Financement disponible
	R1.O2 : 30 km de réseau de branchement ARS SONEL sont étendu et opérationnel dans 15 villages	Nombre de nouveau branchement dans les maisons	Fichier client AES SONEL	Financement disponible
	R2.O2 : Les câbles d'AES SONEL ne traînent plus par terre dans certains villages dans la commune	Nombre de poteaux défectueux remplacés	Rapport bureau AES SONEL	
	R3.O2 : Le réseau monophasé existant dans 5 villages est transformé en réseau triphasé et fonctionne	Présence d'un réseau triphasé dans les villages Matana, Mbafam centre, Mbouembock, Mezoukoup, Bayon	PV de réception des travaux de transformation	Source de financement disponible
	R1.O3 : Un réseau d'électrification à gestion décentralisée est construit et fonctionne dans la commune	Un micro barrage hydroélectrique est opérationnel sur la chute à Mboebo	PV de réception des travaux	Les financements en cours de recherche sont trouvés pour la réalisation du projet

	R1.04 : Les populations des villages Matana, Mbafam centre, Mbouembock, Mezoukoup, Bayon ne peinent plus pour régler les factures AES SONEL	Guichet présent dans les villages	Rapport bureau AES SONEL	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Raccordement de 08 villages (Mafeubon, Mboue, Mouemekam, Ngom Nzock, Tchoungou, Bavat (Mboebo), Deyep) dans la commune au réseau de branchement électrique AES SONEL	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque village		Source de financement disponible
		-Passer chaque marché de construction de chaque réseau		
		-Construire le réseau dans chaque village		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		200 000 000	
	A1.R1.02 : Réalisation des travaux d'extension du réseau électrique sur 30 km dans 15 villages	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque axe d'extension		Source de financement disponible
		-Passer chaque marché de construction du réseau		
		-Construire le réseau dans chaque village		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		435 000 000	
	A1.R2.02 : Réalisation des travaux de remplacement des poteaux défectueux dans 8 villages	-Passer le marché à un prestataire		AES SONEL décide de remplacer les poteaux défectueux
		-Conduire les travaux		
		-Suivre les travaux		
	Sous total		6 500 000	
	A1.R3.02 : Réalisation des travaux de transformation du réseau monophasé en réseau triphasé dans 05 villages dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité pour chaque village		Source de financement disponible
		-Passer chaque marché de construction du réseau		
		-Construire le réseau dans 05 villages		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		250 000 000	
	A1.R1.03 : Construction d'un réseau d'électrification à gestion	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer le marché de construction du		

	décentralisée dans la commune	barrage hydroélectrique et du réseau		
		-Construire le barrage et le réseau		
		-Suivre les travaux de construction		
		-Réceptionner les travaux		
		-Gérer le réseau		
	Sous total		120 000 000	
	A1.R5 : Rapprochement des guichets de paiements des factures AES SONEL dans les villages Matana, Mbafam centre, Mbouembock, Mezoukoup, Bayon	-Préparer le demande dans chaque village et transmettre au bureau AES SONEL de Kékem		AES SONEL décide de créer des nouveaux guichets dans la commune
		-Suivre la demande		
		Sous total	10 000	
	Total		1 011 510 000	

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 3 : Difficulté d'accès aux toilettes Améliorées tant dans les villages que dans l'espace urbain communal de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux toilettes améliorées dans les villages de la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Vulgariser dans les villages à la construction et l'utilisation des toilettes améliorées	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activité service d'hygiène et assainissement	Service d'hygiène de la commune fonctionnel
	O2 -Construire dans 43 villages un échantillon de toilette améliorée	Un échantillon de toilette améliorée est disponible dans chaque village	PV de réception du chantier	Source de financement disponible
	O3 -Rétrocéder officiellement à l'EP de Foyemtcha les toilettes améliorées construites sur son site	Les toilettes sont utilisées par le personnel et les élèves	PV de rétrocession	
	O4 -Rendre fonctionnel les toilettes publiques construites dans le centre urbain de Kékem	Les toilettes sont utilisées par le public	PV de réception des travaux	Les travaux de construction du réservoir d'eau sont terminés
Résultats	R1.O1 : Les populations dans les villages construisent et utilisent les toilettes modernes dans les domiciles	Nombre de toilette moderne construit	Rapport d'activité service d'hygiène et assainissement	
	R1.O2 : Une toilette améliorée d'expérimentation est construite et fonctionne dans 43 villages dans la commune	Un échantillon de toilette améliorée est disponible dans chaque village	PV de réception du chantier	Source de financement disponible
	R1.O3 : Les toilettes construites à l'EP de Foyemtcha sont réceptionnées et remises à la direction de l'école pour utilisation	Toilettes fonctionnelles	PV de réception	
	R1.O4 : Les toilettes publiques construites à King Place dans le centre urbain sont fonctionnelles	Toilettes fonctionnelles	Rapport de gestion	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Organisation de 35 réunions de sensibilisation et d'information des populations sur	-Préparer les réunions		Le SHA de la commune a les moyens
		-Descente dans chaque village		
		-Organiser et animé la réunion		

	l'importance et l'utilisation des toilettes améliorées			
	Sous total		3 500 000	
	A1.R1.02 : Réaliser les travaux de construction de 34 toilettes améliorée expérimentales dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Passer le marché à un prestataire		
		-Construire les toilettes		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		17 500 000	
	A1.R1.03 : Organisation de la cérémonie officielle de réception et de rétrocession des toilettes à l'EP de Foyemtcha	-Organiser la cérémonie		La commune inscrit l'activité dans son budget
		-Réceptionner et rétrocéder les toilettes à la direction de l'école		
	Sous total		200 000	
	A1.R1.04 : Achèvement des travaux de construction des toilettes publiques de King Place	-Evaluer le niveau de réalisation des travaux avec l'entrepreneur		Financement disponible
		-Planifier les travaux d'achèvement		
		-Réceptionner le chantier		
		-Organiser la gestion des toilettes		
	Sous total		PM	
	Total		212 000 000	

Secteur : Eau et Energie

Problème central N° 4 : Difficulté d'accès aux produits pétroliers de qualité dans les villages dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux produits pétroliers de qualité dans les villages de la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Garantir une gestion saine et sécuriser la vie de tous ceux qui manipule les produits pétroliers dans les villages	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activité de la DDMINEE Ht Nkam	
	O2 -Doter la commune d'une seconde station service	Station service fonctionnelle	Autorisation d'ouverture	
Résultats	R1.O1 : Les populations connaissent les risques qu'ils courent dans la manipulation des produits pétroliers et les mesures à prendre	Nombre de vendeurs des produits pétroliers éduqués	Rapport de formation	
	R1.O2 : 01 nouvelle station service est construite et fonctionne dans l'espace urbain communal	Station service fonctionnelle	Rapport de gestion	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Organisation de 35 réunions de sensibilisation et d'information des populations sur les risques de manipulation des produits pétroliers	-Préparer la réunion		Financement disponible
		-descendre dans chaque village pour animer la réunion		
	Sous total		3500 000	
	A1.R1.O2 : construction d'une station service dans l'espace urbain	-Monter les dossiers de demande d'ouverture de station service et transmettre à l'autorité compétente		Un opérateur économique dans la commune se saisie du projet
		-Suivre le dossier jusqu'à aboutissement		
		-Passer le marché de construction		
		-Construire la station		
		-Réceptionner les travaux		
		-Mettre en marche la station service		
	Sous total		100 000 000	
	Total		103 500 000	

6.2.11-Cadre logique du secteur Enseignement Secondaire

Problème central : Difficulté d'accès à un enseignement de qualité dans les établissements d'enseignement secondaire de la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un enseignement de qualité dans les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1- Doter la commune d'un nouvel établissement d'enseignement secondaire	Un CES est créé et construit dans la commune	Décision ministérielle	Le MINSEC accepte la création
	O2- Doter les établissements qui fonctionnent dans la commune d'infrastructures adéquates	-Nombre de nouvelles salles de classe construites et équipées -Nombre d'atelier pédagogique construit et équipé dans les établissements d'enseignement technique -Nombre de bloc administratifs construit -Nombre de centre multi média construit	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	O3- Doter les 7 établissements de l'enseignement secondaire public dans la commune d'un moyen matériel et humain suffisant pour leur bon fonctionnement	-Nombre de table bancs octroyé par établissement - Nombre d'enseignant affecté par établissement	-PV de réception - Décision d'affectation	-Source de financement disponible -Le MINSEC recrute des enseignants
	O4- Doter 9 établissements d'enseignement secondaire dans la commune des aménagements utilitaires à leur fonctionnement	-Liste des établissements ayant bénéficié de la construction d'une Clôture	PV de réception des travaux	Financement disponible
Résultats	R1.O1 : Un CES est créé, construit et fonctionne à Mbafam	CES fonctionnel à Mbafam	Rapport d'activité directeur du CES	Le MINSEC crée le CES
	R1.O2 : 28 nouvelles salles de classe sont construites, équipées dans les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	Nombre de nouvelle salle de classe construite par établissement	Rapport chef d'établissement	Financement disponible
	R2.O2 : 9 ateliers pédagogiques sont construits, équipés et fonctionnent dans 4 établissements de l'enseignement technique dans la commune	Nombre d'atelier technique construit et équipé par établissement	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R3.O2 : Un bloc administratif est construit et équipé dans 5 établissements de l'enseignement secondaire dans la	Bloc administratif fonctionnel dans chaque établissement de l'enseignement secondaire dans la commune	PV de réception des travaux	Source de financement disponible

	commune			
	R4.02 : Un centre multi média est construit, équipé et fonctionne dans chaque établissement de l'enseignement secondaire dans la commune	Centre multi média fonctionnel dans chaque établissement de l'enseignement secondaire dans la commune	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	R1.03 : 1200 tables bancs sont mis à la disposition de 9 établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	Nombre de table bancs octroyé par établissement	PV de réception	Source de financement disponible
	R2.03 : 220 enseignants supplémentaires de plusieurs disciplines sont affectés et ont pris service dans les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	Nombre d'enseignant affecté par établissement	Note de prise de service	Le MINESEC recrute des nouveaux enseignants
	R1.04 : Une clôture est construite dans 9 établissements d'enseignement secondaire dans la commune	Contrat de passation de marché pour la construction de chaque clôture	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Demande de création et construction du CES de Mbafam	-Monter le dossier de demande et transmettre		Financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité pour la construction		
		-Sélectionner une entreprise pour la construction		
		-Construire et équiper 4 salles de classe au CES		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		50 000 000	
	A1.R1.02 : Construction de 28 nouvelles salles de classe pour les établissements de l'enseignement secondaire dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer les marchés aux prestataires		
		-Construire et équiper 28 salles de classe		
		-Suivre les travaux		
	Sous total	-Réceptionner les travaux		
			238 000 000	
	A1.R2.02 : Construction et équipement de 9 ateliers pédagogiques dans les	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer le marché à un prestataire		

	établissements de l'enseignement technique	-Construire et équiper 9 ateliers pédagogiques		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		90 000 000	
	A1.R3.O2 : Construction de 5 blocs administratifs	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer les marchés aux prestataires		
		-Construire et équiper 5 blocs administratifs		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		75 000 000	
	A1.R4.O2 : Construction et équipement de 9 centres multi média	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer les marchés aux prestataires		
		-Construire et équiper 9 centres multimédia		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		90 000 000	
	A1.R1.O3 : Fabrication et distribution dans les établissements de 960 tables bancs	-Passer la commande des tables bancs		Source de financement disponible
		-Sélectionner le fournisseur		
		-Fabriquer les tables bancs		
		-Réceptionner les tables bancs		
		-Distribuer dans les établissements		
	Sous total		19 200 000	
	A1.R2.O3 : Demande d'affectation des enseignants supplémentaires	-Préparer l'état des besoins par établissement et transmettre au MINSEC		MINESEC recrute des nouveaux enseignants
		-Recevoir les enseignants mis à la disposition du département et organiser la répartition dans les établissements		
	Sous total		PM	
	A1.R1.O4 -Construction d'une clôture dans 9 établissements	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer les marchés aux prestataires		
		-Construire les clôtures		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		PM	
	Total		552 200 000	

6.2.12-Cadre logique du secteur Emploi et Formation Professionnelle

Problème central : Difficulté d'accès à un emploi décent et à une structure de formation professionnelle dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à la formation professionnelle et à l'emploi aux chercheurs d'emplois dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la commune d'un centre de formation professionnelle (filiales : Maçonnerie, Menuiserie, secrétariat bureautique, électricité, mécanique générale)	Centre de formation professionnelle opérationnel dans la commune	Décision ministérielle de création	Le MINEFOP crée le centre
	O2 - Rendre fonctionnel la SAR/SM de Mboebo	La SAR/SM de Mboebo fonctionne	Rapport d'activités DDMINEFOP	
	O3 -Faire circuler dans tous les villages de la commune les informations sur les bourses de formation, les appuis aux porteurs de projets qui sont offerts par le MINEFOP et les opportunités d'emploi qui existent dans la commune	-Pôle info emploi mis en place au sein de l'institution communale -Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé par la DDMINEFOP	-Rapport d'activité SG de la commune - Rapport d'activités DDMINEFOP	-L'institution crée le pôle en son sein -La DDMINEFOP inscrit les campagnes d'information et de sensibilisation dans son programme d'activité
	O4 -Renforcer les capacités de 175 chercheurs d'emplois dans la commune sur la création et la gestion des AGR	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activités DDMINEFOP	Source de financement disponible
Résultats	R1.O1 : Un centre de formation professionnelle (filiales : Maçonnerie, Menuiserie, secrétariat bureautique, électricité, mécanique générale) est fonctionnel dans la commune	Activités menées au centre de formation	Rapport du directeur du centre	
	R1.O2 : La SAR/SM de Mboebo est construite, équiper et fonctionnelle	Activités menées au sein de l'institution	Rapport d'activité du directeur	MINEFOP inscrit le fonctionnement de la SAR/SM dans son budget
	R1.O3 : Un pôle info emploi est créé et fonctionne au sein de l'institution communale	Disponibilité des informations sur l'emploi	Rapport responsable pôle info emploi	La commune dote le pôle info des moyens pour son fonctionnement
	R2.O3 : Les populations dans les	Nombre de personnes ayant bénéficié	Rapport d'activités	Les personnes dans la commune

	villages sont informées et bénéficient des offres de bourses de formation et autres appuis aux porteurs de projets offerts par le MINEFOP	des bourses de formation	DDMINEFOP	introduisent les demandeurs de bourses et sont sélectionnées
	R1.04 : Au moins 175 chercheurs dans la commune d'emplois ont leur capacité renforcée sur la création et la gestion des AGR	Nombre de session de formation organisé	Rapport d'activités DDMINEFOP	Source de financement disponible
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Création, construction et équipement d'un centre de formation professionnelle	-Monter la demande de création et transmettre -Suivre le traitement du dossier de demande de création jusqu'à aboutissement -Réaliser les études de faisabilité -Passer le marché de construction -Construire et équiper le centre -Réceptionner les travaux -Lancer la formation		MINFOP inscrit le projet dans son budget
	Sous total		100 000 000	
	A1.R1.02 : Construction et équipement de la SAR SM de Mboebo	-Réaliser les études de faisabilité -Passer le marché de construction -Construire et équiper la SAR/SM -Réceptionner les travaux		MINFOP inscrit le projet dans son budget
	Sous total		90 000 000	
	A1.R1.03 : Création d'un pôle info emploi au sein de l'institution communale	-Prendre un consultant pour élaborer les textes de base de fonctionnement du pôle -Mettre en place le pôle info -Rendre fonctionnel le pôle info emploi (recrutement du personnel et équipement des bureaux)		L'institution communale inscrit l'activité dans son budget
	Sous total		PM	
	A1.R2.03 : Organisation d'un atelier de sensibilisation et d'information dans chaque village dans la commune	-Préparation et animation des ateliers d'information -Distribution des supports		La DDMINEFOP prend en compte l'activité dans son planning

	Sous total		3 500 000	Source de financement est disponible
	A1.R1.O4 : Organisation de 02 sessions de formation des chercheurs d'emplois sur la création et la gestion des AGR	-Préparer les sessions de formation		
		-Conduire les sessions de formation		
	Sous total		5 000 000	
	Total		198 500 000	

6.2.13-Cadre logique du secteur Travail et Sécurité Sociale

Problème central : Difficulté pour les travailleurs de tout secteur dans la commune à bénéficier d'une couverture de sécurité sociale dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un travail décent et à une couverture de sécurité sociale à tout travailleur dans la commune			
Objectifs spécifiques	1 -Faire connaître aux travailleurs de tous les corps de métiers dans la commune la nécessité à souscrire une couverture de sécurité sociale	Nombre de réunion de sensibilisation	-Rapport d'activité du DDMINTSS Haut Nkam -Compte administratif de la commune -Rapport suivi mise en œuvre du PCD	
	2 -Créer et rendre fonctionnel au moins une mutuelle de sécurité sociale dans chaque groupement de la commune, résorber les risques sociaux	Nombre de mutuelle de sécurité sociale créée et fonctionnelle	Rapport d'activité du DDMINTSS Haut Nkam -Rapport technique -Compte administratif	Les populations adhèrent à l'idée de création de la mutuelle
	3 -Garantir pour bon nombre de travailleurs dans les entreprises l'affiliation et le paiement des cotisations à la CNPS	Nombre de personnel affilié à la CNPS par les chefs d'entreprises dans l'espace urbain communal	Rapport d'activité du DDMINTSS Haut Nkam -Bulletins de paie des travailleurs	
	4 -Maintenir la paix sociale au sein des entreprises dans la commune	Nombre de rencontres pour dialogue sociale organisée au sein des entreprises -	Rapport d'activité du DDMINTSS Haut Nkam	
Résultats	R1 : Les travailleurs dans tous les corps de métiers dans la commune sont informés sur l'importance de souscrire une couverture de sécurité sociale quand on est en activité	Nombre de personnes informées	Rapport d'activité du DDMINTSS Haut Nkam -Récépissé de la CNPS -Compte administratif	
	R2 : Au moins 07 mutuelle de sécurité sociale sont créées et fonctionnent dans la commune	Liste des groupements ou sont créées les mutuelles de sécurité sociale	Rapport d'activité du DDMINTSS Haut Nkam -Rapport technique	
	R3 : Les travailleurs dans les entreprises sont affiliés à la CNPS et le paiement des cotisations est régulièrement effectué	Les travailleurs reçoivent régulièrement les allocations versées par la CNPS	Fiche de paiement des cotisations dans chaque entreprise	Les entreprises paient la cotisation pour leur personnel
	R4 : le nombre de conflits	Nombre de cas de conflit rapporté à la	-Rapport d'activité du	

	considérablement réduit dans les entreprises	DDMINTSS Haut Nkam	DDMINTSS Haut Nkam -Bulletins de paie des travailleurs	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Organisation d'une réunion d'information et d'éducation des travailleurs de profession libérale dans chaque groupement sur l'importance à souscrire une couverture de sécurité sociale	Préparer la tenue des réunions dans la commune		La DDMINTSS Haut Nkam inscrit l'activité dans son planning
		-Animer 7 réunions d'information dans la commune		
	Sous total		1 400 000	
	A1.R1.02 : Création des mutuelles de sécurités sociales dans les groupements	-Organiser les assemblées générales constitutives des mutuelles dans chaque groupement		Les acteurs des corps de métiers dans la commune s'engagent effectivement dans la création d'une mutuelle
		-Monter les dossiers de reconnaissance des mutuelles et transmettre		
		-Lancer les activités des mutuelles		
	Sous total		3 500 000	
	A1.R1.03 : Organisation des réunions de sensibilisation des employeurs sur la nécessité d'affilier les employés à la CNPS	Descente dans les entreprises et tenue des réunions de sensibilisation	500 000	La DDMINTSS Haut Nkam inscrit l'activité dans son planning
	Sous total		500 000	
	A1.R4 : Organisation des sessions de causeries éducatives avec les employés et les employeurs dans les entreprises	Descente dans les entreprises et tenue des réunions de sensibilisation	500 000	La DDMINTSS Haut Nkam inscrit l'activité dans son planning
	Sous total		500 000	
	Total		5 900 000	

6.2.14-Cadre logique du secteur Tourisme et Loisirs

Problème central : Difficulté pour l'institution communale à tirer profit du potentiel touristique qui existe et à offrir des infrastructures de loisirs aux populations dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Permettre aux populations et à l'institution communale de tirer profit du potentiel touristique qui existe dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Rendre exploitable les sites touristiques qui existent dans la commune	-Nombre de sites touristiques aménagés et viabilisés dans la commune -Nombre de voies d'accès aménagés - Plate forme de concertation créée	Rapport d'activité de la structure en charge de la gestion des activités de tourisme dans la commune	
	O2 - Mettre en place et rendre opérationnel une structure communale en charge de la gestion des activités de tourisme	Structure de gestion des activités de tourisme disponible au sein de l'institution communale	Organigramme de l'institution communale	La commune décide de créer en son sein un office de tourisme
	O3 -Doter l'espace urbain communal d'un parc d'attraction	Parc d'attraction fonctionnel avec manège, bancs publics, jeux de société	Rapport de gestion	
	O4 -Donner la possibilité à la petite enfance de profiter des tours de découvertes dans la commune et dans d'autres régions	Nombre d'enfant ayant pris part aux colonies de vacances	Rapport d'activité commission des affaires sociales au sein du conseil municipal	La commune organise chaque année les colonies de vacances
Résultats	R1.O1 : Au moins 7 sites touristiques sont aménagés et viabilisés dans la commune de Kékem	Liste des sites aménagés -Nombre de sites touristiques aménagés et viabilisés dans la commune -Nombre de voies d'accès aménagés -Panneau de signalisation le long de la nationale qui traverse la commune	Rapport d'activité de la structure en charge de la gestion des activités de tourisme dans la commune	
	R2.O1 : Une plate forme d'échange et de concertation entre acteurs intervenant dans le secteur du tourisme est fonctionnelle dans la commune	Liste des acteurs qui constituent la plate forme -Périodicité des rencontres	Rapport d'activité de la plate forme	Les acteurs s'engagent à œuvrer dans une plate forme
	R1.O2 : Une structure de gestion des activités de tourisme est créée et	Texte de création de la structure	Rapport d'activité SG de la commune	La commune reçoit l'accompagnement de la

	fonctionne au sein de l'institution			DDTOUL
	R1.O3 : Un parc d'attraction est créé et fonctionne dans l'espace urbain communal	Parc d'attraction fonctionnel	Rapport de gestion	
	R1.O4 : Au moins une colonie de vacances est organisée chaque année dans la commune	Nombre d'enfant ayant participé		Les parents acceptent envoyer leurs enfants en colonie de vacances
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Aménagement des sites touristiques existants dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité sur chaque site -Conduire les travaux d'aménagement sur chaque site -Lancer l'exploitation des sites touristiques		Source de financement disponible
	Sous total		150 000 000	
	A2.R1.O1 : Création d'une plate forme de concertation entre acteur du secteur du tourisme et loisir dans la commune	-Elaborer les textes de base -Tenir l'assemblée générale constitutive -Faire fonctionner la plate forme		Les acteurs s'engagent à œuvrer dans une plate forme
	Sous total		1 000 000	
	A1.R1.O2 : Création de l'office communal de tourisme	-Elaborer les textes de base -Constituer les dossiers et transmettre à la DRMINTOUL Ouest -Mettre en place l'office et le rendre fonctionnel		
	Sous total		500 000	
	A1.R1.O3 : Création et aménagement d'un parc d'attraction dans l'espace urbain communal	-Réaliser les études de faisabilité -Acquérir un site pour la création du parc -Aménager le parc -Gérer le parc		Un opérateur privée se saisie du projet
	Sous total		10 000 000	
	A1R5 : Organisation chaque année des colonies de vacance	-Identifier les destinations et y aller faire une préparation -Organiser les voyages		Les enfants participent
	Sous total		1 500 000	
	Total		163 000 000	

6.2.15-Cadre logique du secteur Forêts et Faune

Problème central : Difficulté à préserver et à conserver le potentiel forestier et faunique existant dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à la conservation et à la préservation des essences forestières et des espèces fauniques existants dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Préserver et conserver les espèces fauniques et essences forestières présents dans la commune	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activité poste forestier	
	O2 -Mettre en place et gérer les forêts dans 3 villages dans la commune	Superficie de forêt mise en place dans les villages Balembo, Mbouembock, Tchouno, Baha, Mouemekam	Rapport d'activité poste forestier	Les populations trouvent de l'espace pour la création des forêts dans leur village
	O3 -Rendre courant l'utilisation des foyers améliorés dans les ménages	Nombre de foyers améliorés mis à disposition des ménages		Les femmes adhèrent à l'utilisation des foyers améliorés
	O4 -Parer l'espace urbain de plant d'ombrage	Nombre de plant mis en place	Rapport d'activité service technique de la commune	
Résultats	R1.O1 -La protection et la conservation des espèces fauniques et forestières sont régulièrement pratiquées par les populations dans la commune	Superficie forestière conservée dans la commune	Rapport d'activité poste forestier	
	R1.O2 -Au moins une forêt de 10 ha est créée et mise en place dans 5 villages dans la commune	Superficie de forêt mise en place dans les villages Balembo, Mbouembock, Tchouno, Baha, Mouemekam	Rapport d'activité poste forestier	Les populations trouvent de l'espace pour la création des forêts dans leur village
	R1.O3 -Les foyers améliorés sont couramment utilisés dans les ménages dans la commune	Nombre de foyer amélioré mis à la disposition des ménages dans chaque groupement		
	R1.O4 : 2000 plants d'ombrages sont mis en place dans l'espace urbain communal	Site de mise en place des plants d'ombrage	-Rapport service technique de la commune et du poste forestier	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Organisation de 35 réunions de sensibilisation et	-Préparer la tenue des réunions -Conduire les réunions dans 35 villages		Financement disponible

	d'information sur la loi forestière et faunique			
	Sous total		3 500 000	
	A1.R2 : Création d'au moins 10 ha forêt dans 05 villages	-Acquérir les sites		Terrains disponibles pour la création des forêts
		-Préparer les pépinières		
		-Mettre en place la forêt		
		-Suivre		
	Sous total		50 000 000	
	A1.R3 : Vulgarisation de l'utilisation des foyers améliorés dans la commune	-Fabrication des échantillons des foyers améliorés		Financement disponible
		-Tournée de vulgarisation dans les villages		
	Sous total		1 000 000	
	A1.R4 -Mise en place des plants d'ombrage dans l'espace urbain communal	-Acheter les plants		Etablir un plan d'action avec le chef de poste forestier et implémenter
		-Identifier et aménager les zones		
		-Mettre en terre		
		-Suivre et entretenir les plants		
	Sous total		5 000 000	
	Total		59 500 000	

6.2.16-Cadre logique du secteur Environnement Protection de la Nature et Développement Durable

Problème central : Difficultés d'accès à un environnement sain et sécurisé dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à un environnement sain et sécurisé dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la commune d'une politique appropriée de gestion de déchets sur son territoire	-Plan de gestion d'ordures et autre déchets adopté dans la commune -Site de décharge d'ordures dans la commune -Nombre de points matérialisés dans l'espace urbain pour le dépôt d'ordure -Service opérationnel au sein de l'institution communale - Nombre de comité d'hygiène opérationnel dans la commune	Rapport d'activité service d'hygiène	-Le service d'hygiène est fonctionnel au sein de l'institution communale -Site disponible dans la périphérie urbaine
	O2 - Mettre en place dans l'espace urbain communal des zones d'espaces verts	Nombre de zone d'espace vert mis en place	Rapport d'activité service technique	Des endroits sont disponibles dans l'espace urbain pour la création d'espace vert
	O3 : Renforcer les capacités des acteurs des corps de métiers polluants en techniques de gestion des déchets	Nombre de session de formation organisé	Rapport DDMINEPNDD Haut Nkam	Source de financement disponible
Résultats	R1.O1 : Un plan de gestion des ordures et autres déchets est élaboré, adopté et mis en application dans la commune		Rapport d'activité service d'hygiène	L'équipe de ramassage est disponible et fait effectivement son travail
	R2.O1 : Une décharge municipale est aménagée dans un site approprié dans la commune	Localisation de la décharge	Rapport d'activité service d'hygiène	La DDMINEPNDD participe à l'aménagement du site
	R3.O1 : Les sites de dépôt d'ordures ménagères dans l'espace urbain communal sont localisés et matérialisés	Nombre de bac à ordures mis en place	Rapport d'activité service d'hygiène	
	R4.O1 : Un service d'hygiène et salubrité est créé et fonctionne au sein de l'institution communale	Acte de création et de désignation du responsable	SG de la commune	
	R5.O1 : 44 comités d'hygiène et	Matériel octroyé à chaque comité	PV de décharge par les	

	salubritésont équipés en matériel d'investissement humain et fonctionnent		comités	
	R1.02 : Des zones d'espaces verts sont mises en place dans l'espace urbain communal	zones d'espaces verts identifiés et choisie	Rapport d'activitéservice technique de la commune	
	R1.03 : Les gestionnaires degarages autos et motos dans la communes sont formés, connaissent et appliquent les technique de gestion appropriés des huiles de vidange dans leur atelier	Liste des garages qui mettent en application les techniques	Rapport d'activitéservice d'hygiène et salubrité	
	R2.03 : 200 détenteurs de pressoir à huile sont formés, connaissent et appliquent les techniques appropriées de gestion des eaux usées	Liste des pressoirs mettant en application les techniques	Rapport d'activitéservice d'hygiène et salubrité	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Mise en place d'une politique communale de gestion des ordures dans l'espace urbain	-Définir, élaborer et valider de la politique -Mettre en application de la politique au sein de l'institution communale	PM	La commune décide de se doter d'un plan de gestion environnementale
	Sous total		PM	
	A1.R2.01 : Aménagement d'une décharge municipale	-Acquérir le site -Réaliser les études d'aménagement -Aménager le site -Gérer le site		
	Sous total		10 000 000	-Site disponible dans la périphérie urbaine
	A1.R3.01 : Aménagement des sites pour dépôt d'ordures ménagères dans l'espace urbain	-Identifier et matérialiser les sites de dépôt -Construction des bacs à ordures Organisation du ramassage des ordures		Financement disponible
	Sous total		4 900 000	
	A1.R4.01 : Mise en place du bureau des services d'hygiène au sein de l'institution communale	-Recruter le personnel -Equiper les bureaux -faire fonctionner le service		Financement disponible
	Sous total		PM	

	A1.R5.O1 : Equipement en petit matériel d'investissement humain de 44 comités d'hygiène et salubrité	-Identifier et quantifier les besoins en matériels		La commune inscrit les besoins dans son budget
		-Etablir le bon de commander du matériel		
		Passer la commande du matériel		
		-Réceptionner le matériel commandé		
		-Organiser la distribution du matériel dans chaque comité		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R1.O2 : Création et aménagement des zones d'espace vert dans l'espace urbain communal	-Identifier les sites		La commune arrête un plan d'action avec le chef de poste forestier
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Créer et aménager les espaces verts		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R1.O3 : Organisation d'une session de formation des gestionnaires de garage autos et motos sur la gestion des huiles de vidange	-Préparer la session de formation		Source de financement disponible
		-Organiser et animer la session de formation		
	Sous total		500 000	
	A1.R6 : Organisation d'une session de formation dans chaque groupement pour détenteur de presse à huile sur les techniques appropriées de gestion des eaux usées	-Préparer la session de formation		Source de financement disponible
		-Organiser et animer la session de formation		
	Sous total		3 500 000	
	Total		28 900 000	

6.2.17-Cadre logique du secteur Habitat et Développement Urbain

Problème central : Difficulté à conduire avec aisance le processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à une gestion appropriée du processus de développement urbain et de promotion de l'habitat social dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la commune d'un plan d'urbanisme	Plan d'urbanisme élaboré	-Service technique de la commune - DDMINHDU Haut Nkam	La commune se fait accompagner par la DDMINHDU
	O2 -Construire au moins 5 km de réseau d'assainissement des eaux de ruissellement dans l'espace urbain communal	Axe identifiés pour la construction du réseau d'assainissement	Service technique de la commune	Source des financements disponible
	O3 -Développer le transport urbain pour les enfants qui vont au collège dans les villages situés le long de la route nationale N° 5	Nombre de bus mis en circulation	Rapport d'activité service technique de la commune	Un opérateur économique privé se saisie du projet
	O4 -Doter le centre urbain des logements sociaux	Nombre de logements sociaux construits et mise à disposition des usagers	PV de réception des chantiers	Source des financements disponible
Résultats	R1.O1 : Un plan sommaire d'urbanisme est élaboré et mis en application dans la commune de Kékem	Copie plan élaboré	Rapport d'activité service technique de la commune	Financement disponible
	R1.O2 : 5 km de réseau d'assainissement sont construits dans l'espace urbain communal	Axes routiers où sont construits le réseau d'assainissement	Rapport d'activité service technique de la commune	
	R1.O3 : Des mini bus sont mis en circulation et assurent le transport des usagers pour les villages situés le long de la route nationale N° 5	Nombre de mini bus en circulation sur le tronçon	Rapport service technique	Les opérateurs privés en collaboration avec la commune se saisissent de l'opportunité
	R1.O4 : 10 logement sociaux complets sont construits et mis à la disposition des usagers dans la commune	Contrat de location des logements	Rapport service technique	Les sources de financement sont disponibles
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation

	A1.R1.O1 : Elaboration du plan d'urbanisme de la commune	-Prendre attache avec le MINH DU Recruter un consultant pour la réalisation du plan		Financement disponible
		-Réaliser les travaux d'élaboration		
		Réceptionner le plan et le mettre en application		
	Sous total		20 000 000	
	A1.R1.O2 : Construction de 5 km de réseau d'assainissement	Identification et choix des axes prioritaires		Financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Passer le marché à un prestataire		
		-Construire le réseau		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		415 000 000	
	A1.R1.O3 : Sensibilisation des opérateurs privés sur l'opportunité	Préparer et organiser les réunions de sensibilisation	PM	La commune inscrit l'activité dans son plan d'action
	Sous total		PM	
	A1.R1.O4 : Construction de 10 logements sociaux	-Acquérir le terrain		Financement disponible
		Réaliser les études de faisabilité		
		- Passer le marché à un prestataire		
		-Construire les logements		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		100 000 000	
	Total		540 000 000	

6.2.18-Cadre logique du secteur Domaine, Cadastre et Affaires Foncières

Problème central : Difficulté d'accès à un titre de propriété foncière et à maîtriser les procédures d'occupation des domaines dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations à un titre de propriété foncier			
Objectifs spécifiques	O1 -Faire connaître aux populations dans les villages la nécessité et les procédures d'acquisition d'un titre de propriété foncier	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activités DDMINDCAF Haut Nkam	
	O2 -Faire connaître aux populations dans les villages les différents domaines fonciers et les conditions d'accès	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	Rapport d'activités DDMINDCAF Haut Nkam	
	O3 -Doter la commune d'une carte des propriétaires fonciers	Liste et localisation des détenteurs des titres fonciers dans la commune	Service technique de la commune	Les services des domaines et affaires foncières acceptent de faire cette reconstitution
Résultats	R1.O1 : Les populations dans les villages connaissent l'importance et la procédure d'acquisition d'un titre de propriétaire foncier	Nombre de titre foncier nouvellement établi	Rapport d'activités DDMINDCAF Haut Nkam	
	R1.O2 : Les populations dans les villages connaissent les différents domaines fonciers et les conditions d'accès	Le domaine privé est de moins en moins envahi	Rapport d'activités DDMINDCAF Haut Nkam	
	R1.O3 -les détenteurs des titres fonciers dans la commune sont connus et localisés	Liste et localisation des détenteurs des titres fonciers dans la commune	Service technique de la commune	Les services des domaines et affaires foncières acceptent de faire cette reconstitution
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Organisation d'une réunion d'information et de sensibilisation dans chaque groupement dans la commune	Préparer et conduire une réunion d'information dans chaque groupement		Financement disponible
	Sous total		3 500 000	
	A1.R1.O2 : Organisation d'une réunion d'information et de	Préparer et conduire une réunion d'information dans chaque groupement		Financement disponible

	sensibilisation dans chaque groupement dans la commune sur les domaines fonciers et les droits d'accès			
	Sous total		3 500 000	
	A1.R3 : Elaboration de la carte des propriétaires de titres fonciers dans la commune	-Préparer les TDR et transmettre à la DDMINDCAF Haut Nkam		La commune s'engage à mener l'activité
		-Réaliser la carte		
		Réceptionner la carte foncière		
	Sous total		1 000 000	
	Total		8 000 000	

6.2.19-Cadre logique du secteur Recherche Scientifique et Innovation

Problème central : Difficulté pour les producteurs à avoir accès aux résultats de la recherche agricole et zootechnique et aux innovations dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux résultats de la recherche et aux innovations technologiques			
Objectifs spécifiques	O1 -Mettre en place dans la commune un dispositif d'informations qui renseigne régulièrement les populations sur les résultats de la recherche et les innovations technologiques	Dispositif d'information disponible et fonctionnel	Rapport d'activité DRMINRESI	La commune développe un partenariat avec le MINRESI
	O2 -Pousser l'Etat à prendre et appliquer une décision sur la subvention des semences de base et espèces animales améliorées issues des résultats de la recherche	Activités de plaidoyers organisées sur le sujet	Décision de l'Etat	
Résultats	R1.O1 : Un dispositif d'information des populations sur les résultats de la recherche et des innovations est disponible et fonctionne dans la commune	Dispositif mis en place pour vulgariser les résultats de la recherche	Décision de création du dispositif	
	R1.O2 : Les semences de base et espèces animales améliorées issues des résultats de la recherche sont subventionnées	Niveau de besoins exprimés et satisfait en semences et espèces animales améliorées issues des résultats de la recherche	Rapport station de recherche	L'Etat accepte de subventionner les semences
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Organisation chaque année dans la commune d'une journée pour la recherche scientifique et l'innovation	-Signer une convention de partenariat avec la recherche		La recherche accepte la collaboration
		-Organiser la journée porte ouverte dans la commune		
		-Mettre en place et activer les réseaux de vulgarisation		
	Sous total		5 000 000	
	A1.R1.O2 : Organisation du plaidoyer	-Préparer le projet de plaidoyer		Une organisation de la société

	sur la subvention des semences			civile se saisie du projet et recherche les financements
		-Organiser les ateliers de mobilisation		
		-Soumettre le document des résultats		
	Sous total		30 000 000	
	Total		35 000 000	

6.2.20-Cadre logique du secteur Commerce

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure adéquate de marchande et à mener à bien les activités de commerce dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures marchandes sur les sites de marche dans la commune de Kékem			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter 08 sites de marchés dans la commune d'infrastructures marchandes adéquates	Nombre de marché construit	PV de réception des travaux	Source de financement disponible
	O2 -Faire comprendre aux commerçants et autres pratiquants des corps de métiers opérant dans la commune, les mécanismes d'imposition au type d'activité économique pratiqué	Nombre de session d'informations organisées	Rapport d'activité CDI	Les commerçants et pratiquants des corps de métiers prennent part aux sessions
	O3 -Garantir aux consommateurs dans l'application des prix homologués et la qualité des produits manufacturés vendus sur les marchés dans la commune	Nombre de mission de contrôle des prix et poids et mesure effectué sur les marchés	Rapport d'activité DD Commerce	
	O4 -Informer régulièrement les producteurs des produits de base (Cacao et Café) dans les villages sur les prix officiels qui doivent être pratiqués	Canal d'information mis en place dans la commune	Rapport d'activité du service en charge	Producteurs organisés en coopératives
Résultats	R1.O1 : Des infrastructures marchandes sont construites et fonctionnent sur 8 sites de marché dans la commune	Infrastructure marchande construite sur chaque site de marché	Rapport d'activité du gestionnaire du marché	Source de financement disponible
	R1.O2 : les commerçants et autres corps de métiers dans la commune maîtrisent les mécanismes d'imposition de leur activité économique	Un accroissement du niveau de mobilisation de la recette propre par la commune	Rapport du service de recouvrement	Le CDI participe à la réunion d'information et d'éducation
	R1.O3 : Les normes de prix, poids et mesure sont respectés par les commerçants et on rencontre de moins en moins des produits de	Nombre de plaintes reçues des consommateurs	Rapport d'activité du service en charge	Le DD du Commerce effectue ses missions de contrôle sur le terrain

	qualité douteuse sur le marché dans la commune			
	R1.04 : Un système d'information rapide est mis sur pied dans la commune et informe régulièrement les producteurs sur les prix de vente des produits de base (Cacao et Café)	Régularité des informations mis à la disposition des producteurs	Rapport d'activité du service en charge	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Construction de 8 marchés dans la commune	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		Finaliser le financement auprès du FEICOM		
		-Passer le marché de construction à un prestataire		
		-Construire et équiper chaque marché		
		-Suivre les travaux de construction		
		-réceptionner le marché		
		-organiser l'occupation et la gestion du marché		
	Sous total		276 164 500	
	A1.R1.02 : Renforcement des capacités des commerçants sur les mécanismes d'imposition	-Préparer l'atelier		Financement disponible
		-Animer l'atelier		
	Sous total		1 500 000	
	A1.R1.03 -Réalisation des missions de contrôle dans les marchés	-Descendre dans chaque marché effectuer les missions de contrôles		La DD Commerce planifie et budgétise l'activité
	Sous total		PM	
	A1.R1.04 : Mise en place d'un réseau d'information au quotidiennement des groupes de producteurs sur les prix d'achat des produits de base (café, cacao)	-Organiser le réseau de la délégation du commerce jusque dans les villages	PM	
		-Faire fonctionner le réseau	PM	
	Sous total			
	Total		277 664 500	

6.2.21-Cadre logique du secteur Jeunesse et Education Civique

Problème central : Difficulté pour les jeunes dans la commune à avoir accès aux informations sur les projets et programmes et aux structures de formation et d'animation dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter aux jeunes dans la commune l'accès aux appuis, aux projets et programmes et aux structures de formation et d'animation			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la DAJEC de Kékem d'infrastructure et moyens matériels et humains adéquats pour son fonctionnement	-Bâtiment abritant les services de la DAJEC construit - CMF construit équipé et fonctionnel - Foyer communal construit et opérationnel	PV de réception des travaux	MINJEC inscrit le projet dans son budget
	O2 -Faire bénéficier aux jeunes les divers appuis mis en place en leur faveur par le MINJEC	Nombre des jeunes bénéficiant des appuis offerts	Rapport d'activité DAJEC	
	O3 -Rendre plus dynamique l'antenne communal du conseil national de la jeunesse ainsi que les associations des jeunes dans la commune	-Activités menées dans la commune par l'antenne -Nombre d'associations structurées et renforcées	-Rapport d'activité du bureau de l'antenne - Rapport d'activité DAJEC	
	O4 -Renforcer les capacités de toutes les couches sociales à l'éducation à la citoyenneté et à la prévention et la gestion de certaines maladies que sont l'hépatite virale « B », les IST/SIDA	Nombre d'atelier de formation organisé	Rapport d'activité DAJEC	
Résultats	R1.O1 : La DAJEC de Kékem est construite, équipée et fonctionne	Activités menées dans le service	Rapport d'activité DAJEC	MINJEC finance le projet de construction
	R2.O1 : Le centre multi fonctionnel est construit, équipé et fonctionne dans l'espace urbain communal	Activités menées dans le centre	Rapport d'activité du directeur du centre	MINJEC finance le projet de construction
	R3.O1 Un foyer communal des jeunes est construit, équipé et fonctionne dans l'espace urbain communal	Activités menées dans foyer	Rapport d'activité du directeur du foyer	MINJEC finance le projet de construction
	R1.O2 : les jeunes dans la commune sont régulièrement informés sur les	Nombre de réunions de sensibilisation organisées chaque année	Rapport d'activité délégué MINJEC	

	appuis qu'offre le MINJEC			
	R1.03 : Le conseil communal des jeunes est de plus en plus dynamique dans la commune	Activité menées par le conseil communal des jeunes dans la commune	Rapport d'activité du bureau communal	
	R2.03 : 200 associations des jeunes sont légalisées	Récépissé de déclaration des associations	Rapport DAJEC	
	R1.04 : Les populations se comportent de plus en plus en citoyen intègre responsable et ont des connaissances sur la prévention et la gestion de certaines maladies que sont l'hépatite virale « B », les IST/SIDA	Nombre des jeunes sensibilisés	Rapport d'activité délégué MINJEC	Financement disponible pour organiser les sessions
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Construction et équipement de la DAJEC	-Acquérir un site		MINJEC inscrit le projet dans son BIP
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un prestataire		
		-Construire la DAJEC		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		70 000 000	
	A1.R2.01 : Construction et équipement du CMFPJ	-Acquérir un site		MINJEC inscrit le projet dans son BIP
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un prestataire		
		-Construire le CMFPJ		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		50 000 000	
	A1.R3.01 : Construction et équipement du foyer communal de la jeunesse	-Acquérir un site		Source de financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un prestataire		
		-Construire le foyer		
		-Suivre les travaux		
		-Réceptionner les travaux		
	Sous total		40 000 000	
	A1.R1.02 : Organisation dans chaque	Préparation et conduite de l'atelier dans		

	groupement 01 réunion de sensibilisation et d'information des jeunes sur appuis qu'offre le MINJEC	chaque groupement		
	Sous total		2 100 000	
	A1.R1.03 : Réalisation d'un diagnostic de l'antenne communal du conseil national de la jeunesse pour identifier les axes de renforcement et redynamiser le groupe	-Conduire un diagnostic au sein du bureau de l'antenne		La DAJEC inscrit cette action dans son programme d'activités
		-Organiser les sessions de renforcement des capacités		
		-Suivre les activités de l'antenne		
	Sous total		500 000	
	A1.R2.03 : Collecte et transmission pour légalisation de 200 dossiers d'associations des jeunes	Accompagner les associations à la structuration		Financement disponible
		Collecter et transmettre les dossiers de demande de création des associations		
		-Suivre au niveau de la préfecture		
	Sous total		200 000	
	A1.R6 : Organisation dans chaque groupement 02 ateliers de formation à l'éducation civique et à l'intégration nationale et sur la prévention et la gestion de certaines maladies que sont l'hépatite virale « B », les IST/SIDA en milieu jeune	Préparer l'atelier dans chaque groupement		Financement disponible
		Conduire l'atelier dans chaque groupement		
	Sous total		7 000 000	
	Total		169 800 000	

6.2.22-Cadre logique du secteur Sport et Education Physique

Problème central : Difficulté d'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès à une infrastructure sportive adéquate dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Doter la commune d'un stade municipal avec une piste d'athlétisme ayant au moins 4 couloirs	Stade construit et opérationnel	PV de réception des travaux	MINSEP inscrit le projet dans son budget
	O2 -Doter l'espace urbain communal d'une plate forme sportive de proximité	Plate forme sportive construite et fonctionnelle	PV de réception des travaux	MINSEP inscrit le projet dans son budget
	O3 -Construire les aires de jeux diversifiés dans les établissements d'enseignement scolaire dans la commune	Nombre d'aire de jeu aménagé	Rapport DDMINSEP	Source de financement disponible
	O4 -Mettre à disposition dans la commune au moins un moniteur de sport pour les pratiquants des exercices physiques du dimanche	Moniteur disponibles sur le stade les dimanches	Décision de la ligue régionale de sport pour tous	
Résultats	R1.O1 : Un stade municipal répondant aux normes olympiques est construits et opérationnel dans la commune	Activités menées sur le stade	Rapport d'activité du directeur du stade	
	R1.O2 : Une plate forme sportive de proximité est construite et est exploitée par les sportifs dans la commune	Infrastructures construites sur le site du complexe	PV de réception des travaux	
	R1.O3 : 35 aires de jeux diversifiées sont aménagées dans la commune et sont exploitées par les jeunes pour l'organisation des activités sportives dans les villages	Nombre d'aire de jeux opérationnel	Rapport d'activité DDMINSEP	
	R1.O4 : Au moins un moniteur est affecté dans la commune et accompagne les pratiquants de sport du dimanche	Décision d'affectation	Rapport d'activité de la DDMINSEP Haut Nkam	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de

				réalisation
	A1.R1.O1 : Construction du stade municipal de Kékem	-Acquérir un site		Source de financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un prestataire		
		-Construire le stade		
		-Organiser la gestion du stade		
	Sous total		520 000 000	
	A1.R1.O2 : Construction d'un complexe sportif de proximité dans l'espace urbain communal	-Acquérir un site		MINSEP finance les travaux
		-Réaliser les études de faisabilité		
		-Sélectionner un prestataire		
		-Construire le complexe		
		-Organiser la gestion du stade		
	Sous total		100 000 000	
	A1.R1.O3 : Aménagement de 35 aires de jeux diversifiées	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Aménager les aires de jeux		
	Sous total		210 000 000	
	A1.R1.O4 : Demande de la mise à disposition d'un moniteur de sport pour les pratiquants du sport de dimanche	Rédiger la demande		
		Transmettre à la ligue régionale de sport via la DDSEP Haut Nkam		
		Suivre la demande		
	Sous total		PM	
	Total		830 000 000	

6.2.23-Cadre logique du secteur Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat

Problème central : Faible développement des PME dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter le développement des PME dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Faire connaître aux potentiels créateurs des PME les procédures, mécanismes et facilités misent en place par l'Etat et la commune pour promouvoir l'éclosion des PME et leur consolidation	-Nombre de réunions d'information organisé - Liste des facilités à accorder par type d'activité - Nombre d'organisation structurée et enregistré à la DD MINPMESA Ht Nkam	-Rapport d'activités MINPEMEESA - Manuel de procédure de la commune	Les associations s'enregistrent auprès de la DD MINPMESA
	O2 -Renforcer les capacités des potentiels porteurs de projets et promouvoir l'artisanat et l'économie sociale dans la commune	-Nombre de session de formation organisé -Vitrine artisanale construite dans la commune - Nombre de foire artisanale organisé dans la commune	Rapport d'activité DDMINPEMEESA Haut Nkam	Source de financement disponible
	O3 -Doter les organisations des producteurs d'unités modernes pour la transformation des produits agropastoraux	-Nombre d'unité moderne d'extraction d'huile de palme installé -Nombre d'unité d'extraction d'huile de palmiste installé -Nombre d'unité de transformation de manioc tubercule installé -Nombre de four de séchage de cacao construit	PV de réception des infrastructures et équipement dans les organisations	Source de financement disponible
	O4 -Doter l'espace urbain communal d'un restaurant moderne	Restaurant municipal construit et fonctionnel dans l'espace urbain	PV de réception du chantier	
Résultats	R1.O1 : Les potentiels créateurs des PME connaissent les procédures, mécanismes et facilités misent en place par l'Etat	Nombre de promoteur de PME informé	Rapport d'activité DDMINPEMEESA Haut Nkam	-La DD MINPMESA inscrit l'activité dans son plan d'action
	R2.O1 : L'éventail de facilités que pourrait avoir un opérateur économique qui veut s'installer dans la commune est dressé et vulgariser	Liste des facilités à accorder par type d'activité	Manuel de procédure de la commune	
	R3.O1 : Les corps de métiers se structurent en associations formelles	Nombre d'organisation structurée et enregistré à la DD MINPMESA Ht Nkam	Rapport DD MINPMESA	Les associations s'enregistrent auprès de la DD MINPMESA

	et se font enregistrés à la DD DDMINPMEESA Haut Nkam			
	R1.02 : Les potentiels porteurs de projets dans la commune maîtrisent la méthodologie de montage de projet et les techniques de recherche des financements	Nombre de personnes formées	Rapport d'activité DDMINPMEESA Haut Nkam	
	R2.02 : Les populations dans les villages maîtrisent les techniques de création et de gestion des AGR	Nombre de personnes formées	Rapport d'activité DDMINPMEESA Haut Nkam	
	R3.02 : 01 foire artisanale est organisée dans la commune tous les 2 dans	Nombre de participant à la foire	Rapport d'activités DDMINPESA	
	R4.02 : 01 vitrine artisanale est aménagée et opérationnelle dans l'espace urbain communal	Vitrine opérationnelle	Rapport d'activité du gestionnaire	
	R1.03 : 35 unités modernes d'extraction d'huile de palme sont octroyées aux organisations des producteurs dans la commune et fonctionnent	Liste des organisations bénéficiaires	PV de réception	
	R2.03 : 4 unités modernes d'extraction d'huile d'amende sont octroyées aux organisations des producteurs dans la commune et fonctionnent	Liste des organisations bénéficiaires	PV de réception	
	R3.03 : 3 unités modernes de transformation de manioc tubercule sont octroyées aux organisations des producteurs dans la commune et fonctionnent	Liste des organisations bénéficiaires	PV de réception	
	R1.04 : 01 restaurant moderne est construit et fonctionne dans l'espace urbain communal	Restaurant opérationnel	Rapport d'activité du gestionnaire	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Organisation dans chaque groupement dans la commune d'un	Préparer et conduire les ateliers dans chaque groupement	2 100 000	Financement disponible

	atelier d'information et de sensibilisation des potentiels créateurs des PME sur les procédures, la législation en vigueur et les appuis mis en place par le MINPMESA			
	Sous total		2 100 000	
	A1.R2.01 : Elaboration de la liste des facilités à accorder à tout opérateur économique qui veut s'installer dans la commune	-Recruter un consultant		
		-Capitaliser les facilités à accorder		
		-Soumettre à la validation du conseil municipal		
		-Vulgariser auprès des opérateurs économiques		
	Sous total		1 000 000	
	A1.R3.01 : Sensibilisation des corps de métiers à s'organiser en association formelle	Préparer la communication		Financement disponible
		-Passer l'information dans les médias		
	Sous total		100 000	
	A1.R1.02 : Organisation au niveau communal, d'un atelier de formation des potentiels porteurs de projets sur la méthodologie de montage de projet et les techniques de recherche des financements	Préparation et conduite des ateliers dans chaque village	2 500 000	Source de financement disponible
	Sous total		2 500 000	
	A1.R2.02 : Organisation de 07 ateliers de formation des populations sur la création et la gestion des AGR	Préparer et conduire les ateliers dans chaque groupement	3 500 000	Source de financement disponible
	Sous total		3 500 000	
	A1.R3.02 : Organisation annuelle d'une foire artisanale	-Sélectionner les participants		Source de financement disponible
		-Organiser la foire		
		-Primer les exposants		
	Sous total		10 000 000	
	A1.R4.02 -Construction d'une vitrine artisanale	-Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Passer le marché à un prestataire		
		-Construire la vitrine		
		-Rendre opérationnelle la vitrine		
	Sous total		10 000 000	

	A1.R1.03 : Construction et équipement de 35 unités modernes d'extraction d'huile de palme	-Identifier et sélectionner les organisations rurales bénéficiaires		Source de financement disponible
		-Réaliser les études de faisabilité		
		- Construire les infrastructures		
		-Acquérir les équipements et les installé		
		-Remettre les unités aux OR		
	Sous total		700 000 000	Source de financement disponible
	A1.R2.03 : Construction et équipement de 3 unités modernes de transformation de manioc tubercule	-Identifier et sélectionner les organisations rurales bénéficiaires		
		-Réaliser les études de faisabilité		
		- Construire les infrastructures		
		-Acquérir les équipements et les installé		
		-Remettre les unités aux OR		
	Sous total		30 000 000	Source de financement disponible
	A1.R3.03 : Construction et équipement de 4 unités modernes d'extraction d'huile d'amende	-Identifier et sélectionner les organisations rurales bénéficiaires		
		-Réaliser les études de faisabilité		
		- Construire les infrastructures		
		-Acquérir les équipements et les installé		
		-Remettre les unités aux OR		
	Sous total		40 000 000	Source de financement disponible
	A1.R1.04 : Construction d'un restaurant municipal	-Réaliser les études de faisabilité		
		-Recruter un prestataire		
		-Construire le restaurant		
		-Gérer le restaurant		
	Sous total		20 000 000	
	Total		889 200 000	

6.2.24-Cadre logique du secteur Mines, Industries et Développement technologique

Problème central : Difficulté à mettre en valeur et à tirer grandement profit du potentiel des ressources naturelles existant dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à une plus large redistribution des profits issus de l'exploitation des ressources minières existant dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Organiser l'exploitation des ressources naturelles et la redistribution des revenus dans la commune	Plate forme de concertation entre acteurs mise en place et fonctionnelle	PV de l'AGC de la plate forme	
	O2 -Faire de tel en sorte que les exploitants de carrières s'approprient de la législation en vigueur en matière d'exploitation des ressources minières	Nombre de réunion de sensibilisation organisé	PV des rencontres	
	O3 -Moderniser l'exploitation des carrières de pierres dans 5 villages dans la commune	Unité d'exploitation des carrières de pierres installée dans chaque village	PV de réception	
Résultats	R1.O1 : Une plate forme de concertation entre les exploitants de carrières, la commune, le DDMINIMIDT et le CDI est fonctionnelle dans la commune	Acte de création PV des réunions	Rapport DDMINIMIDT et rapport service technique de la commune	
	R1.O2 : les exploitants de carrières dans les villages connaissent la législation en vigueur en matière d'exploitation des ressources minières au Cameroun	Nombre d'exploitants en règle dans la commune	Rapport d'activités DDMINIMIDT Haut Nkam	
	R1.O3 : 5 unités modernes d'exploitation de pierres sont installées et fonctionnent dans 5 villages	Nombre d'emploi crée dans chaque unité	Rapport d'activité dans chaque unité	Source de financement disponible
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Organisation des réunions de concertation pour la mise en place	-Identifier les acteurs intervenant dans l'exploitation des carrières		Financement disponible

	de la plateforme de concertation entre acteurs du secteur	-Préparer et conduire les réunions de concertation		
		-Mettre en place le cadre de concertation et le faire fonctionner		
	Sous total		1 500 000	
	A1.R1.02 : Organisation de 12 réunions d'information et de sensibilisation des populations sur la législation en vigueur en matière d'exploitation de carrières	Préparer et conduire les réunions de sensibilisation dans 12 villages		Financement disponible
		-Définition des zones propices à l'exploitation des carrières		
	Sous total		1 500 000	
	A1.R1.03 : Installation de 5 unités modernes dans les carrières de pierres	-Réaliser les études de faisabilité		Financement disponible
		-Acquérir les équipements		
		-Mettre en marche l'unité		
	Sous total		375 000 000	
	Total		378 000 000	

6.2.25-Cadre logique du secteur Transport

Problème central : Difficulté d'accès à un moyen de transport adéquat dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès aux infrastructures et un moyen de transport adéquat dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Susciter chez les opérateurs économiques dans la commune la nécessité d'investir dans le secteur du transport interurbain	Nombre de compagnie de transport inter urbain installé dans la commune		Les opérateurs économiques se saisissent du projet
	O2 -Créer et aménager des infrastructures de transports dans la commune	-Nombre de gare routière créée et aménagée -Nombre de parking pour stationnement motos aménagés dans l'espace urbain	Site de gare routière opérationnelle	Espace disponible pour la création des gares routières
	O3 -Accompagner les exploitants et conducteurs de motos taxis dans la commune à se conformer à la réglementation en vigueur	-Liste actualisée de conducteurs de motos taxis dans la commune -Nombre d'exploitants et conducteurs de motos taxis conforme avec la réglementation	Rapport service technique de la commune	
	O4 -Capaciter les conducteurs des motos taxis	Nombre de session de formation organisée -nombre de permis de conduire octroyé	Rapport d'activité DD Transport	
Résultats	R1.O1 : Au moins une compagnie de transport inter urbain est fonctionnelle dans la commune de Kékem	Site d'implantation de la compagnie	Rapport ST de la commune	Les opérateurs économiques se saisissent du projet
	R1.O2 : 3 gares routières sont aménagés et opérationnelles dans la commune	Site d'implantation des gares routières	Rapport ST de la commune	Site disponible dans l'espace urbain
	R2.O2 : 3 parkings pour stationnement motos sont aménagés dans l'espace urbain communal	Points de stationnement pour motos dans l'espace urbain	PV de réception des travaux	La commune inscrit l'activité dans son budget
	R1.O3 : L'effectif des conducteurs des motos taxis est maîtrisé au niveau de la commune	Fichier des conducteurs immatriculés	Rapport ST de la commune	Les conducteurs de motos participent au processus d'identification
	R2.O3 : Les exploitants des motos	Nombre d'exploitant et de conducteurs	Fichier de la commune	

	taxis et conducteurs dans la commune connaissent la réglementation en vigueur et s'y conforment	en règle dans la commune		
	R1.04 : Les capacités des conducteurs de motos taxis sont renforcées sur la notion du code de la route et ils sont détenteurs d'un permis de conduire	Nombre de conducteurs formés	Rapport formation DDMINTRASNPOT	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Organisation des réunions de sensibilisation des opérateurs économique	-Identifier les opérateurs économiques -Organiser une soirée d'échange avec ces opérateurs sur les opportunités économiques dans la commune		Source de financement disponible
	Sous total		1 000 000	
	A1.R1.02 : Aménagement de 3 gares routières dans la commune	-Identifier et acquérir un site Réaliser les études de faisabilité sur chaque site Passer les marchés aux entrepreneurs -Réaliser les travaux d'aménagement -Réceptionner les travaux -Organiser la gestion des gares routières		Site disponible
	Sous total		1000 000	
	A1.R2.02 : Aménagement des parkings pour stationnement motos dans le centre urbain	-Identification des points de stationnement pour motos -Réaliser les études de faisabilité Passer le marché -Aménager les points de stationnement -Suivre les travaux -Réceptionner les travaux -Sensibiliser les conducteurs de motos taxis à l'utilisation de ces parkings		Financement disponible
	Sous total		500 000	
	A1.R1.03 : Recensement des conducteurs de motos taxis	-Informier et sensibiliser les conducteurs -Enregistrer les conducteurs de moto		Les conducteurs acceptent de se faire enregistrer
	Sous total		200 000	
	A1.R2.03 : Organisation des réunions de concertations avec tous les acteurs	-Informier et sensibiliser les acteurs		Exploitants et conducteurs de motos taxis adhère à la mise en

	intervenants dans l'activité de moto taxi	-Organiser et conduire des réunions d'échanges		œuvre de l'activité
		-Faire le diagnostic de la situation		
		-Arrêter les axes de renforcements et d'accompagnement		
		-Mettre en place une plate forme de concertation		
		-Faire fonctionner la plate forme		
	Sous total		1000 000	La DDT du Haut Nkam accompagne la mise en œuvre du processus
	A1.R1.O4 : Organisation des sessions de renforcement des capacités des conducteurs de moto	-Identifier tous les conducteurs qui sont dans le besoin		
		-Prendre attache avec un bureau d'auto école		
		-Formation des conducteurs		
	Sous total		PM	
	Total		3 200 000	

6.2.26-Cadre logique du secteur Poste et Télécommunication

Problème central : Difficulté d'accès aux services offerts par la poste et télécommunication dans la commune de Kékem

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès au réseau de télécommunication et aux TIC dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Rendre accessible dans tous les villages de la commune le réseau de communication des 3 opérateurs de téléphonies mobiles	Le réseau CAMTEL, ORANGE et MTN sont disponibles dans tous les villages dans la commune		Les opérateurs construisent les antennes de relais dans la commune
	O2 -Doter la commune des structures d'accès au réseau internet	Nombre de télécentre communautaire fonctionnel dans la commune	PV de réception des travaux	MINPOSTEL finance la construction des télécentres
	O3 -Faire baisser d'au moins 25 % les coûts de communication chez les opérateurs de téléphonie	Le nombre de nouveaux abonnés	Fichier des opérateurs	L'agence de régulation s'implique dans le plaidoyer
	O4 -Faire connaître aux populations les innovations apportées par la CAMPOST dans les services qu'elle offre aux publics	Nombre de réunion d'information et de sensibilisation organisé	PV des réunions	La CAMPOST participe aux activités de sensibilisation
Résultats	R1.O1 : Le Réseau de téléphonie mobile des 3 opérateurs MTN, ORANGE et CAMTEL est présent et fluide dans 35 villages de la commune	Nombre d'antennes de relais construit par chaque opérateur dans la commune	Site d'implantation des antennes	
	R1.O2 : 02 télécentre communautaire sont construits et fonctionnent dans la commune	Bureau du télécentre communautaire de Kékem et de Mboebo opérationnel	PV de réception des travaux	
	R1.O3 : Les opérateurs de téléphonie mobile consacrent une baisse d'au moins 25 % sur les coûts actuels de communication qu'ils appliquent	Nouvelles grilles de tarification des appels	Opérateurs de téléphonie mobile	
	R1.O4 : Les services offerts par la CAMPOST sont de plus en plus sollicités dans la commune	Nombre de clients reçus au bureau de poste	Rapport d'activité au bureau de poste	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R2.O1 : Extension du réseau de	Identifier et choisir les sites		Les opérateurs décident de le

	téléphonie mobile dans les villages	d'implantation des antennes		faire
		Réaliser les études de faisabilité		
		Passer les marchés		
		-Construire les antennes de relais dans les villages		
		Réceptionner les travaux		
	Sous total		PM	
	A1.R1.02 : Construction de 02 télécentres communautaires	-Réaliser les études de faisabilité		MINPOSTEL finance les travaux
		Passer le marché aux entrepreneurs		
		-Construire les télécentres		
		Suivre les travaux de construction		
		-Réceptionner les télécentres		
		Ouvrir officiellement les télécentres		
	Sous total		142 000 000	
	A1.R1.03 : Organisation d'un plaidoyer pour la baisse des couts d'accès au réseau de communication mobile	Organiser le plaidoyer au niveau national	-	Une OSC s'empare du projet et mobilise les financements pour la mise en œuvre
	Sous total		PM	
	A1.R1.04 : Communication autour des services offerts par la CAMPOST	Organiser les campagnes d'information, de sensibilisation et de marketing dans la commune		La CAPOST décide de porter le projet
	Sous total		2 000 000	
	Total		95 000 000	

6.2.27-Cadre logique du secteur Communication

Problème central : Difficultés d'accès aux réseaux audio visuel dans la commune et aux moyens de communication moderne au sein de l'institution communale

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter l'accès des populations dans la commune au réseau de communication audio visuel			
Objectifs spécifiques	O1 -Etendre le réseau de couverture audio visuel des différentes chaînes de radios et télévision nationales dans 35 villages dans la commune de Kékem	Nombre d'antenne de relais construits		
	O2 -Doter la commune d'une radio communautaire	Radio communautaire opérationnel	Autorisation de création	
Résultats	R1.O1 : Le réseau audio visuel de la CRTV est capté dans tous les villages de la commune	Nombre d'antenne de relais construits	Sites de construction d'antennes de relais	
	R1.O2 : Une radio communautaire est construite et fonctionne dans la commune de Kékem	Emissions offerts par la radio	Rapport d'activité du chef de chaîne	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Construction des antennes de relais dans la commune	Identifier et choisir les sites d'implantation	PM	La CRTV décide de s'engager dans la mise en œuvre de ce projet
		-Réaliser les études de faisabilités		
		Passer les marchés		
		-Construire les antennes de relais		
		Suivre les travaux		
		Réceptionner les travaux		
	Sous total		PM	
	A1.R1.O2 : Création et ouverture d'une radio communautaire	Réaliser les études de faisabilité		Source de financement disponible
		-Monter le dossier de demande de création et transmettre		
		-Suivre le traitement du dossier jusqu'à aboutissement		
		-Construire et équiper la radio		
		Suivre les travaux de construction		

		Réceptionner les travaux		
		Rendre opérationnelle la radio communautaire		
	Sous total		250 000 000	
	Total		250 000 000	

6.2.28-Cadre logique du secteur MINATD

Problème central : Difficulté à mettre en œuvre le processus de décentralisation dans la commune

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Faciliter la mise en œuvre du processus de décentralisation dans la commune			
Objectifs spécifiques	O1 -Mettre en place et rendre opérationnel une plateforme d'échanges et de concertation entre les acteurs locaux sur le processus de décentralisation	Texte de mise en place de la plateforme d'échange et de concertation	Rapport d'activité de la Sous préfecture	La tutelle administrative inscrit l'activité dans son plan d'action
	O2 -Rendre opérationnel certains services créés mais pas encore fonctionnel dans la commune	-La brigade fonctionne à Foyemtcha - le commissariat de sécurité public et le commissariat spécial fonctionnent	Rapport d'activité du chef de brigade	Les travaux de construction sont achevés et le MIDEF a affecté le personnel - La DGSN affecte le personnel et équipe les services
	O3 -Rendre fonctionnel le centre secondaire d'Etat civil de Bayon	Les actes d'état civil sont de nouveau délivrés au centre spécial d'état civil de Bayon	Note de nomination d'un officier d'état civil au centre	Le flou d'appartenance à une commune du territoire Bayon est levé
	O4 : Le mal entendu sur l'appartenance du territoire de Bayon est définitivement levé par un texte officiel	Texte d'attribution	Copie du texte	
Résultats	R1.O1 : Une plateforme de concertation et d'échange entre acteurs locaux sur la mise en œuvre du processus de la décentralisation est créée et fonctionne dans la commune de Kékem	Périodicité de rencontre des acteurs	Rapport d'activité de la plateforme	
	R1.O2 : les travaux de construction de la brigade de gendarmerie de Foyemtcha sont achevés et la brigade est fonctionnelle	Service construit et fonctionnel	Rapport d'activité du responsable du service	
	R2.O2 : Le commissariat de sécurité public et le commissariat spécial créés dans l'espace urbain communal sont fonctionnels	Service construit et fonctionnel	Rapport d'activité du responsable du service	Personnel affecté et service équipé

	R1.03 : Un officier d'état civil est nommé au centre spécial d'état civil de Bayon et le centre offre les services aux populations	Nombre d'acte d'état civil délivré par le centre	Rapport de l'officier	
	R1.04 : Le mal entendu sur l'appartenance de Bayon à une commune est levé	Texte d'attribution	Copie du texte	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.01 : Organisation de 03 réunions pour la mise en place de la plate forme d'échanges et de concertation	-Identifier et inviter les acteurs qui devront prendre part		Financement disponible
		-Préparer la réunion constitutive de la plate forme		
		-Mettre sur pied la plate forme		
	Sous total		1 000 000	
	A1.R1.02 : Achèvement des travaux de construction du Poste de gendarmerie de Foyemcha	-Evaluer le niveau des travaux à réaliser		Financement disponible
		-Achever les travaux de construction		
		Suivre les travaux		
		Réceptionner les travaux		
		-Equiper et rendre fonctionnel la brigade		
	Sous total		25 000 000	
	A1.R2.02 : Construction et équipement du commissariat de sécurité public et du commissariat spécial	-Identifier et choisir les sites		La DGSN inscrit l'activité dans son budget
		Réaliser les études de faisabilité		
		Passer les marchés		
		Suivre les travaux		
		Réceptionner les travaux		
		Nommer les responsables et affecter du personnel		
	Sous total		250 000 000	
	A1.R1.03 : Désignation d'un officier d'état civil pour le centre d'état civil de Bayon	- Demander la nomination d'un officier d'Etat civil au centre secondaire d'état civil de Bayon	PM	L'autorité administrative inscrit cette activité dans son plan d'action
	A1.R1.04 : Mise en application des textes relatifs à l'appartenance du village Bayon à une commune	-Exploiter les textes existants -Organiser des concertations avec les acteurs	PM	
	Total		276 000 000	

6.2.29-Cadre logique du secteur Enseignement supérieur

Problème central : Difficultés pour bon nombre de parents à prendre en charge les frais et autres coûts en lien avec la scolarité de leurs enfants dans l'enseignement supérieur

Logique d'intervention		Indicateur objectivement vérifiable	Source de vérification	Hypothèse de réalisation
Objectif global	Contribuer à alléger aux parents dans la commune les coûts de prise en charge de leurs enfants dans l'enseignement supérieur			
Objectifs spécifiques	O1 -Mettre en place et rendre permanent un dispositif d'octroi de bourse aux jeunes bacheliers dans la commune	Texte de création du dispositif	Copie du texte	
	O2 -Plaider pour une plus grande subvention de l'Etat à la formation dans l'enseignement supérieur	Thématiques développées dans le plaidoyer		
Résultats	R1.O1 : Un dispositif permanent est mis en place pour l'octroi des bourses d'études aux jeunes bacheliers	Montant de bourse octroyé annuellement -Nombre de jeunes bacheliers bénéficiaires	Rapport d'activité du comité en charge	
	R1.O2 : Un plaidoyer est organisé pour solliciter une plus grande subvention de la formation dans l'enseignement supérieur au Cameroun	Nombre de réunion de concertation organisé -proposition faite à l'Etat sur le sujet	Rapport d'activité	
Activités	Activités	Moyens (Tâches)	Coût	Condition préalable de réalisation
	A1.R1.O1 : Mise en place du dispositif	-Tenir les réunions de concertation avec l		Un acteur local porte le projet et s'assure de sa mise en œuvre régulièrement
		-Mobiliser les fonds		
		-Définir les modalités d'octroi des bourses		
		-Organiser les cérémonies de remises de bourse		
	Sous total		10 000 000	
	A1.R1.O2 : Réalisation d'un plaidoyer pour une plus grande subvention	-Préparer le plaidoyer -Réaliser le plaidoyer au niveau national	15 000 000	Une OSC porte le projet et mobilise les fonds
	Total		25 000 000	

6.3-Coût estimatif du PCD

Tableau N° 23

Secteur	Montant
Institution Communale	170 800 000
Agriculture et Développement Durable	655 375 000
Elevage Pêche et Industries Animales	23 200 000
Santé	301 050 000
Travaux Publics	2 185 600 000
Education de Base	1 075 000 000
Arts et Culture	302 000 000
Promotion de la Femme et de la Famille	158 200 000
Affaires Sociales	128 500 000
Eau et Energie	1 783 010 000
Enseignement Secondaire	552 200 000
Emploi et Formation Professionnelle	198 500 000
Travail et Sécurité Sociale	5 900 000
Tourisme et Loisirs	163 000 000
Forêts et Faune	59 500 000
Environnement Protection de la Nature et Développement Durable	28 900 000
Habitat et Développement Urbain	540 000 000
Domaine Cadastre et Affaires Foncières	8 000 000
Recherche Scientifique et Innovation	35 000 000
Commerce	277 664 500
Jeunesse et Education Civique	169 800 000
Sport et Education Physique	830 000 000
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	889 200 000
Mines Industries et Développement Technologique	378 000 000
Transport	3 200 000
Poste et Télécommunication	95 000 000
Communication	250 000 000
Administration Territoriale, Décentralisation, Sécurité et maintien de l'ordre	276 000 000
Enseignement Supérieur	25 000 000
Total	9 381 999 500

6.4-Développement de l'Economie Locale

L'activité économique dans la commune de Kékem est essentiellement celle de subsistance basée sur la quête permanente et quotidienne à la satisfaction des besoins physiologiques (se loger, se nourrir, se vêtir, se soigner et se former) et à l'accès aux services de bases. Deux principaux secteurs dominent cette économie à savoir le secteur primaire et le secteur tertiaire. Le secteur secondaire est à l'état embryonnaire.

6.4.1-Secteur primaire

Il est dominé par :

- La pratique des activités agricoles tant dans la périphérie urbaine que dans les zones rurales,
- La pratique du petit élevage domestique et de la pisciculture,
- La pratique des activités de Pêche : Elle se pratique le long des cours d'eaux Nkam, Mfour, Ngoum le mode de pêche est artisanale et on fait usage de la Ligne et de la nasse. Les produits de pêches sont généralement destinés soit à l'auto consommation, soit à la vente.

Dans la commune il y a des zones propices à la pratique de la pisciculture. Cette activité est quelque peu en berne du fait de la difficulté d'accès aux alevins de qualité

- Les activités d'exploitation forestière avec la coupe du bois de chauffe et du bois d'œuvre dans les vestiges forestiers qui existent encore sur les flancs de collines,
- L'exploitation des produits forestiers non ligneux notamment les raphias avec la coupe de bambous, la cueillette du vin, le ramassage des raisins et des hannetons dans les zones de bas fonds marécageux,
- L'exploitation artisanale des ressources naturelles (carrière de sables, carrière de pierres, carrière d'argile).

La pratique de ces activités constitue pour les habitants dans la commune une source génératrice des revenus.

Le secteur primaire dans la commune est dominé par la pratique des activités informelles puisque basé sur les initiatives personnelles. Toute fois, il apporte un plus à l'économie locale puisque génère des revenus à travers la vente des produits d'agriculture, d'élevage, d'exploitation des produits forestiers non ligneux et d'exploitation forestière tant dans le centre urbain que dans d'autres métropoles du Cameroun.

6.4.2-Secteur tertiaire

Le secteur tertiaire est fortement observé dans l'espace urbain communal avec notamment la présence :

- des services (bureautique pour saisi et traitement de textes et photocopies, garages de dépannage des véhicules et autres engins à deux roues, des salons de coiffure hommes et dames, cabines téléphoniques (Call box),
- le commerce de détails,
- les chantiers de constructions,
- la gestion des structures d'accueil et d'hébergement,
- le transport des biens et des personnes
- la micro finance, le transfert des fonds et la station service.

Ces services contribuent de façon significative au développement économique de l'espace urbain communale avec notamment la création des petits emplois bien que précaires et le paiement des impôts et taxes qui contribuent à la mise en œuvre des actions de développement sur le territoire.

Pour développer l'économie locale, la commune doit mettre un accent sur :

- La construction des infrastructures marchandes sur les sites de marchés,
- L'organisation du circuit d'exploitation des produits de carrières,
- L'aménagement des voies d'accès dans les carrières et la mise en place des barrières de contrôle,
- La mise en place d'une plate forme de concertation avec les opérateurs économiques
- Le marketing sur les potentialités économiques de la commune et l'élaboration d'un éventail de facilités qu'elle peut accorder à tout opérateur économique qui veut s'installer dans la commune.

6.4.3-Possibilités de création d'emplois et de richesses dans la commune

Tableau n° 24

Secteur	Potentialités	Axes stratégiques	Actions à entreprendre	AGR possible	Emplois probables
Agriculture	-Terres cultivables disponibles -Climat favorable à la pratique de 2 cycles de production agricole -Existence des voix d'accès -Proximité des grandes métropoles -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des producteurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité -Route nationale bitumée qui traverse la commune sur plus de 10 Km -Bas fonds disponibles pour la production des cultures maraichères de contre saison	Augmenter les rendements agricoles	-Faciliter l'accès à la propriété foncière en zone rurale -Subventionner les intrants agricoles -Renforcer les capacités des agriculteurs sur les techniques de production, de conservation et de transformation -Faciliter l'accès aux crédits -Construire les magasins de stockage -Organiser les foires agricoles (producteurs, acheteurs, fournisseurs consommateurs) -Ouvrir et entretenir les pistes de collectes dans les bassins de production agricole	-Achat et revente des produits agricoles à l'état nature ou transformés -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création d'une centrale d'achat et de vente des produits agricoles au niveau de la commune -Développement des services divers dans les bassins de production -Production et vente des produits agricoles	-Auto emploi -Besoin en main d'œuvre dans les unités de production et de transformation
		Promouvoir la transformation des produits agricoles			
Elevage Pêche et Industrie Animale	-Pâturage disponible -Climat favorable à la pratique des activités d'élevage -Présence des zones de piscicultures -Existence des structures étatiques pour l'encadrement des éleveurs -Fort potentiel humain qui s'intéresse à l'activité	Faciliter l'accès aux produits de l'élevage moderne dans la commune	-Subventionner l'élevage de la volaille, la pisciculture et l'apiculture -Faciliter l'accès aux crédits -Renforcer les capacités des éleveurs sur les techniques d'élevages modernes -Rapprocher les structures d'encadrement des éleveurs -Construire un parc	-Elevage et vente des produits (poulets, œufs, porc, etc.) -Exportation des produits dans les autres villes ou dans les pays voisins -Création des points de vente d'intrants -Développement d'autres services divers autour des fermes	-Auto emploi -Besoin en main d'œuvre dans les fermes
		Promouvoir la pratique de l'élevage moderne des porcs et de la volaille			

			d'attente pour bétail à l'abattage à l'abattoir municipal		
Commerce	-Existence de 11 marchés sans infrastructures marchandes -Fort potentiel des consommateurs -Position stratégique de la ville sur l'axe Bafoussam Douala -Zone de transition entre le littoral et l'ouest	Construire les infrastructures marchandes sur les marchés	-Construire les marchés dans les villages -Construire le marché central de Kékem	-Commerce général -Services divers -Installation des vendeurs grossistes	-Auto emploi -Recrutement des agents communaux -Besoin en services divers
Petites et Moyennes Entreprises, Economie Sociale et Artisanat	-Présence des unités artisanales d'extraction d'huile de palme -Existence de plusieurs créneaux porteurs dans divers corps de métiers -Fort potentiel des consommateurs	Promouvoir le développement des PME dans la commune	-Créer et rendre opérationnel une plateforme d'échanges et de concertation avec les opérateurs économiques et les jeunes potentiels porteurs des projets -Appuyer à l'éclosion et à la compétitivité des PME/PMI dans la commune -Mettre à disposition un éventail de facilité pour tout opérateur qui veut s'installer dans la commune -Faciliter l'accès aux crédits	-Création d'entreprise de fournitures des biens et services divers	-Auto emploi -Offre d'emplois divers -Opportunités d'offre de services divers
Industries, Mines et Développement Technologique	-Présence de plusieurs carrières non exploitées ou encore exploitées de manière artisanales -Besoin en produits de carrières assez important -terrain vierge par rapport au développement de	Mettre en valeur le potentiel des ressources naturelles existant dans la commune	-Organiser l'exploitation et la gestion des carrières de sable, des pierres -Passer du stade artisanal d'exploitation des carrières des pierres au stade moderne	-Achat et vente des produits des carrières -Gestion de site de carrière -Création d'unité de concassage des pierres	-Auto emploi -Main d'œuvre dans les carrières -Opportunités d'offre de services divers

	l'industrie				
Transport	-Fort potentiel des besoins en transport urbain de Kékem jusqu'à Fonkouakem	Développer le transport urbain de masse	-Créer une structure de transport des élèves -Renforcer les capacités des conducteurs de motos taxis -Accompagner les exploitants de motos taxis à se conformer à la réglementation en vigueur -Construire une gare routière -Aménager les points de stationnement pour motos taxis dans l'espace urbain	-Transport par car ou autobus des élèves et autres usagers	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de services divers
Tourisme	-Existence d'un fort potentiel des sites touristiques	Mettre en valeur le potentiel touristique existant dans la commune	-Organiser les acteurs intervenants dans le secteur -Aménager et viabiliser les sites touristiques existant -Tracer les circuits touristiques -Mettre en place une structure de gestion -Améliorer la qualité des structures d'accueil	-Vente des produits de l'artisanat -Divers autres services à offrir	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de services divers
Services	-Fort potentiel humain dans l'espace urbain communale et demandeurs des services divers	Développer des services au profit des habitants dans l'espace urbain communal	-Créer les cantines scolaires -Développer les infrastructures de loisirs	-Fournisseurs des produits pour les cantines scolaires	-Auto emploi -Opportunités d'emploi -Opportunités d'offres de services divers

6.5-Esquisse du Plan d'utilisation et de gestion des terres de l'espace communal

Tableau N° 25

Unité de paysage	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Potentiel	Contraintes/problèmes	Solutions endogènes	Solutions envisagées (exogènes)
Zone d'habitat	-Habitat groupé -Habitat linéaire en bordure de route dans les villages -Constructions anarchiques -Habitat traditionnel à matériaux semi provisoire pour la plupart -Habitat moderne avec utilisation des matériaux définitifs pour une solidité de sa structure - Les deux types d'habitats se jouxtent de part et d'autres dans le centre urbain - Les constructions n'obéissent pas très souvent aux règles d'urbanisme - Forte proportion d'habitats spontanés dans l'espace urbain et les centres de village	-Construction des maisons d'habitation -Zone résidentielle -Zone commerciale -Zone administrative -Petit jardin autour des maisons en zone urbaine	-1/3 de la superficie du territoire -	-Absence de plan d'urbanisme -Constructions anarchiques -Mauvaise gestion des eaux usées -Forte pression foncière dans l'espace urbain -Absence de POS -Absence de plan d'urbanisme -Le relief est accidenté à certains endroits -Tout l'espace terrien est déjà occupé	-Construction des habitations de façon linéaire le long des axes routiers -Pas de construction aux endroits accidentés et dans les marécages -Construction des toilettes traditionnelles le plus souvent à ciel ouvert derrière les maisons d'habitation	- Elaborer et mettre en application un plan d'urbanisme dans l'espace urbain communal -Elaborer un plan d'occupation de sol
Zone de bas fonds marécageux	-Inondées en saison de pluie -Exploitées en saison sèche pour la pratique des cultures maraichères -Zone favorable pour la création des étangs piscicoles - Sols hydromorphes -Végétation herbacée	-Exploitées en saison sèche pour les cultures maraichères -Exploitées dans certains villages pour la création des étangs piscicoles	-1/20 de la superficie totale -	-Absence de drain -Inondation en saison de pluie -Utilisation de certains bas fonds comme point de décharge des ordures (dans l'espace urbain)	-Exploitation de la zone beaucoup plus en saison sèche	-Ouvrir les drains -Maitriser l'eau pour conduire les activités de production en toute saison

Unité de paysage	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Potentiel	Contraintes/problèmes	Solutions endogènes	Solutions envisagées (exogènes)
Bassin de production agricole	-Vaste étendue de terre dans la zone de plaine et parfois sur les flancs de collines -Couvert végétal essentiellement composé des cultures, d'arbres fruitiers et de palmiers à huile -Le sol est plus ou moins fertile par endroit -Dégradation du sol à certains endroits due aux mauvaises pratiques et à l'érosion pluviale -l'action de l'Homme est très visible dans ces zones -Localisée en zone rurale	-Zone de production agricole -Quelque fois l'habitat y est présent	2/	-Mauvais état des voies de communication -Absence de voies d'accès dans certaines zones de production -Mauvaise pratique culturelle par certains producteurs -Pertes après récolte	-Déplacements à pied ou à moto pour atteindre certaines zones de production -Transport des récoltes soit sur la tête soit à l'aide d'un porte tout -Construction des hangars pour stockage des récoltes dans les plantations	-Entretien des voies d'accès dans les zones de production -Ouvrir les voies d'accès dans les zones de production ou les besoins s'imposent
La ressource en eau	-Constituée de plusieurs ruisseaux qui serpentent l'espace géographique de la commune -le niveau d'eau baisse en saison sèche et augmente en saison de pluie -les plus grands cours d'eaux sont le Mfourri, le Ngoum et le Nkam -Les grands cours d'eaux sont les zones par excellence pour l'extraction du sable -Forte activité d'extraction du sable en saison sèche et baisse en saison de pluie -Pratique de la pêche	-Pratique de la pêche artisanale -Extraction du sable -Usages domestiques (lessive et boisson) -Canalisation pour irrigation des champs environnant en saison sèche		-Les cours d'eaux sont dans la plupart des cas les zones d'extraction du sable -Les rives de cours d'eau sont exposées au phénomène d'érosion - Les ordures ménagères sont déversées dans les cours d'eau au niveau de l'espace urbain -Les unités artisanales d'extraction d'huile de		

Unité de paysage	Caractéristiques	Utilisation actuelle	Potentiel	Contraintes/problèmes	Solutions endogènes	Solutions envisagées (exogènes)
	artisanale sur certains de ces cours d'eaux -Présence des chutes exploitables potentiellement exploitables pour la production de l'énergie électrique -Environnement de prédilection pour l'installation des unités artisanales d'extraction d'huile de palme			palme orientent les eaux usées dans les cours d'eau		
Zone de galerie forestière	-Localisation sur les flancs de collines dans l'espace géographique de la commune -Présence de quelques essences et espèces prisés par les populations	-Coupe de bois d'œuvre et de bois de chauffe	-Pas très important -Bien présente sur les flancs de colline	-Accès difficile -Coupe anarchique du bois -Disparition de la forêt et rareté de la faune	-Culture des agrumes	Création des forêts communautaires
Zone de forêt sacrée	-Domaine strictement protégé -Localisation pour la plupart autour des chefferies	Pratique des cérémonies et rites traditionnelles	Quelques poches non loin des chefferies	-Réduction de l'espace pour les maisons d'habitation	Très protégé	Encourager la protection des forêts sacrées
Zone déboulement de terres	-Forte pente -Sol dénudé par l'érosion pluviale	Aucune	Quelques zones au bord du Ngoum e sur les flancs de collines	-Zone à risque -Difficulté de s'installer dans les environs ni d'exploiter pour la production agricole	Abandon des lieux	-Mettre les plaques d'information sur la zone à risque -Mettre les plants pour stabiliser le sol -Déguerpier les populations dans les environs de la zone

7-PROGRAMMATION

7.1-Cadre de Dépenses à Moyen Terme (CDMT) des projets prioritaires 2015 - 2017

Tableau N° 26

Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation			Porteur du projet	Coût	Source de financement		
			2015	2016	2017			Commune	Partenaire I	Partenaire II
Ouverture de la voie d'accès à la carrière de pierre	Ngassa Nicodème	Voie d'accès ouvert				Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000		
Etendre le réseau de branchement électrique sur 1 Km	Tcheukoua	Réseau construit				Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000		
Construction d'une salle de classe pour abriter l'EM CEBEC de la Moumée	Moumée Fondjomoko	01 salle de classe construite				Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000		
Etude de faisabilité, réhabilitation, réseau d'adduction d'eau potable	Djikeu	Etude de faisabilité réalisée				Commune de Kékem	1 000 000	1 000 000		
Equiper en tables bancs des établissements d'enseignement secondaire	Commune de Kékem	Etablissements équipés en tables bancs				Commune de Kékem	2 000 000	2 000 000		
Appui en matériel de soin et d'exploitation aux structures de santé	Structures de santé de la commune de Kékem	Structures de santé équipées				Commune Kékem	1 500 000	1 500 000		
Octroi du paquet minimum dans les écoles	Commune de Kékem	Paquet minimum remis dans chaque école				Commune de Kékem	8 000 000	3 900 000	4 100 000	
Appui et aides sociales	Commune de Kékem	Matériel remis aux personnes vulnérables				Commune de Kékem	612 000	500 000	112 000	
Sous total I							41 312 000	37 100 000		
Equiper des EP en tables bancs	EP de la commune de Kékem	EP équipées en tables bancs				Commune Kékem	2 000 000	2 000 000		
Construire 02 salles de classe pour EM	Bamengui	Salles de classe construites				Commune de Kékem	17 000 000	17 000 000		
Aménager l'axe Djikeu-Baha	Mboebo	Axe aménagé et dalot				Commune de Kékem	8 000 000	8 000 000		

Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation			Porteur du projet	Coût	Source de financement		
			2015	2016	2017			Commune	Partenaire I	Partenaire II
sur 5km avec construction d'un dalot		construit								
Construire et équiper 02 salles de classe pour EM	Balembo	Salles de classe construites et équipées				Commune de Kékem	17 000 000	17 000 000		
Construire et équiper 02 salles de classe au Lycée technique	Fonkouakem	Salles de classe construites et équipées				Commune Kékem	17 000 000	17 000 000		
Octroi du paquet minimum dans les écoles	Commune de Kékem	Paquet minimum remis dans chaque école				Commune de Kékem	8 000 000	3 900 000	4 100 00	
Appui et aides sociales	Commune de Kékem	Matériel remis aux personnes vulnérables				Commune de Kékem	612 000	500 000	112 000	
Sous total II							69 612 000	55 400 000		
Construire et équiper 02 salles de classe pour EM	Mbafam centre	Salles de classe construites et équipées				Commune Kékem	17 000 000	17 000 000		
Construire un hangar et des comptoirs au marché de Bayon	Bayon	Hangar et comptoir construits				Commune de Kékem	15 000 000	15 000 000		
Raccorder le village Mafeubon au réseau de branchement électrique	Mafeubon	Réseau électrique disponible à Mafeubon				Commune Kékem	20 000 000	20 000 000		
Construire et équiper 02 salles de classe à L'EP	Foyemtcha	Salles de classe construites et équipées				Commune Kékem	17 000 000	17 000 000		
Construction hangar et comptoir au marché mondial	Bamengui	Hangar et comptoir construits				Commune de Kékem	15 000 000	15 000 000		
Octroi du paquet minimum dans les écoles	Commune de Kékem	Paquet minimum remis dans chaque école				Commune de Kékem	8 000 000	3 900 000	4 100 00	
Appui et aides sociales	Commune de Kékem	Matériel remis aux personnes vulnérables				Commune de Kékem	612 000	500 000	112 000	
Sous total III							92 612 000	88 400 000		
Total général							203 536 000			

7.2-Cadre sommaire de gestion environnementale du CDMT

7.2.1-Impacts environnementaux

Tableau N° 27

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
01	Construction salle de classe et autres bâtiments de service	-Dégagement du terrain -Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	-Amélioration du cadre et des conditions de vies des populations	
			Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation		-Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée -Distance et position de la latrine par rapport au point d'eau
			Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées		-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité du site
			Destruction de la végétation sur le site d'implantation du projet	Mettre les plants d'ombrage ou une haie vive autour de l'habitation		
02	Construction centre de santé	-Dégagement du terrain -Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	Impacts liés aux déchets hospitaliers (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée -Prévoir un incinérateur	-Amélioration du cadre et des conditions de vies des populations	-Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée -Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours d'eau
			-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur		-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité du site

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
				évacuation		
03	Construction de marché	-Dégagement du terrain -Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	Arroser au quotidien la voie d'accès au site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	- Développement des activités économique	-Nombre de passages quotidiens de camions d'arrosage
			Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée -Prévoir les bacs à ordures	-Amélioration du cadre et des conditions de vies des populations	-Présence systématique d'une latrine améliorée à fosse ventilée -Distance et position de la latrine par rapport aux points et cours d'eau
			Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation		-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité du site
04	Construction des caniveaux	Réalisation des fouilles et mise en place du béton	-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	Protection de la chaussée de l'érosion pluviale	-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité du site
05	Rechargement des axes routiers à la latérite et à la pouzzolane	-Apport en latérite -Compactage	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées	-Amélioration des conditions de vie des populations	-Superficie mise en valeur -Nombre de plants à reboiser
06	Aménagement des axes routiers (reprofilage + ouvertures des caniveaux)	-Elargissement de la voie -Décapage de la couche de terre -Ouverture des rigoles -Apport en latérite -Compactage -Construction d'ouvrage de franchissement en cas de besoin	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées	- Développement des activités économique -Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	-nombre de plants à reboiser (préciser les espèces) -Superficie mise en valeur
07	Ouverture de piste avec	-Délimitation de l'axe et	-Destruction du couvert	-Remettre en état les zones	- Développement des	-nombre de plants à reboiser

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
	rigole	implantation -	végétal -Décapage du sol -Compactage du sol - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées	activités économique -Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	(préciser les espèces) -Superficie mise en valeur
08	Réfection/Réhabilitation des bâtiments (peinture + remplacement des cadres vétustes)	-Changement des vieux matériaux -Remise de peinture	Dépôt dans la nature de matériaux parfois non dégradables	Transporter le matériau dans une zone de décharge	Création d'un cadre de travail agréable	Mise en place d'un système d'entretien et de salubrité
09	Installation des bacs à ordures	-Identification des sites de dépôts des bacs à ordures	Dépôt anarchique des ordures autour du bac à ordures	-Sensibiliser les populations à avoir les poubelles propres à elles et à faire le tri des déchets avant de mettre dans le bac	Création d'un environnement sain et sécurisé	Installer des bacs pour la pré collecte des ordures
10	Mise en place des plants d'ombrage dans l'espace urbain	-Identification et choix des sites d'implantation -Mise en place et suivi des pépinières de plants -Trouaison pour mise en place des plants	Destruction du couvert végétal sur le lieu de trouaison	Mise en sol des plants	Protection de l'environnement	Entretien des plants mis en place
11	Construction/extension du réseau électrique	-Trouaison pour mise en place des poteaux -Extension des câbles	Elagage des branches d'arbres sur l'itinéraire	Choix d'un itinéraire qui ne va pas demander assez de destruction	- Développement des activités économiques -Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	PV de l'assemblée participative du choix de l'itinéraire
			Décaper le sol pour implanter les poteaux	Effectuer aussitôt les remblais et s'assurer de la mise en place d'un couvert végétal approprié		Protéger le sol contre l'érosion
12	Construction du réseau d'adduction d'eau potable	-Captage et prise d'eau d'une source	Elagage des branches d'arbres sur l'itinéraire	Choix d'un itinéraire qui ne va pas demander assez de	-Amélioration du cadre et des conditions de vie des	PV de l'assemblée participative du choix de

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts environnementaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts environnementaux positifs	Mesures d'optimisation
		-construction du réservoir -Ouverture des fouilles sur l'itinéraire -Mise en terre des tuyaux		destruction -Prévoir des périmètres de protection (immédiat, éloigné ou intermédiaire)	populations	l'itinéraire
			Décaper le sol pour faire passer les tuyaux	Effectuer aussitôt les remblais et s'assurer de la mise en place d'un couvert végétal approprié		
13	Construction de forage	-Identification et choix du site -installation du chantier -Construction du forage			-Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	
14	Construction d'un ouvrage de franchissement (buse, dalot, pont)	-Dégagement du site d'implantation -Construction de l'ouvrage -Remblais des bords	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées		Nombre de plants reboisés -Superficie mise en valeur
			-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation		-Présence d'un réseau d'évacuation des eaux ; -Etat de salubrité du site
				Porter les terres d'ailleurs pour faire des remblais sur les angles du pont		Obtenir le site de prélèvement de la terre

7.2.2-Impacts sociaux

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
01	Construction salle de classe et autres bâtiments de service	-Dégagement du terrain -Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	-Conflits liés à l'acquisition du site d'implantation du projet	-Négocier auprès des propriétaires des sites	-Amélioration du cadre de travail -Augmentation des performances et des résultats	-Obtenir du donateur un certificat légalisé de donation du site -Sécuriser le site par un titre de propriété foncière
			- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire des occupants pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur		-Indemniser les personnes affectées -Recaser les personnes affectées
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)		-Présence des équipements de protection utilisés
02	Construction centre de santé	-Dégagement du terrain -Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	-Conflits liés à l'acquisition du site d'implantation du projet	-Négocier auprès des propriétaires des sites	-Amélioration du cadre et des conditions de vies des populations	-Obtenir du donateur un certificat légalisé de donation du site -Sécuriser le site par un titre de propriété foncière
			- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire des occupants pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-Amélioration du cadre de travail -Augmentation des performances et des résultats	-Indemniser les personnes affectées -Recaser les personnes affectées -Obtenir du propriétaire du site un certificat de donation du site
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de		-Présence des équipements de protection utilisés

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
07	Ouverture de piste avec rigole	-Délimitation de l'axe et implantation	- Conflits avec les riverains liés au choix de l'itinéraire -Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées (sensibilisation); -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur (PDIR)	-Facilitation des déplacements dans la zone -Extension de l'habitat -Libre circulation des biens et des personnes	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
08	Réfection/Réhabilitation des bâtiments (peinture + remplacement des cadres vétustes)	-Changement des vieux matériaux -Remise de peinture	Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	-Création d'un cadre de travail agréable pour enseignants et élèves	-Présence des équipements de protection utilisés
09	Installation des bacs à ordures	-Identification des sites de dépôts des bacs à ordures	Conflit lié à l'acquisition de l'espace nécessaire à la construction du bac à ordures	Négocier avec les occupants du site	Création d'un environnement sain et sécurisé	Obtenir de l'occupant un certificat de donation
10	Mise en place des plants d'ombrage dans l'espace urbain	-Identification et choix des sites d'implantation -Mise en place et suivi des pépinières de plants -Trouaison pour mise en place des plants	Conflit lié à l'acquisition de l'espace pour l'implantation des arbres	Négocier avec les occupants du site	Création d'un environnement sain et sécurisé	Obtenir de l'occupant un certificat de donation
11	Construction/ extension du réseau électrique	-Trouaison pour mise en place des poteaux -Extension des câbles	Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	- Développement des activités économiques -Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	-Présence des équipements de protection utilisés
			Ouvertures des bars et autres débit de boisson avec risque de développement des activités de prostitution et comme conséquence transmission des maladies sexuellement transmissibles	Sensibiliser les populations aux risques des IST et VIH SIDA		-Nombre de séances de sensibilisation -Nombre de personnes touchées par la sensibilisation
12	Construction du réseau d'adduction d'eau potable	-Captage et prise d'eau d'une source	Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de	-Amélioration du cadre et des conditions de vie des	-Présence des équipements de protection utilisés

N°	Nature du projet	Activités principales	Impacts sociaux négatifs	Mesures d'atténuation	Impacts sociaux positifs	Mesures d'optimisation
		-construction du réservoir -Ouverture des fouilles sur l'itinéraire -Mise en terre des tuyaux		masques, bottes,)	populations -contribuer à la lutte contre les maladies hydriques	
			- Conflits avec les riverains liés au choix de l'itinéraire -Déplacement involontaire pour l'utilisation du site -Destruction des cultures	-Informer les personnes touchées ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	-Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations	-PV des réunions participatives disponibles -Nombre de familles ou personnes touchées, compensés et réinstallés
13	Construction de forage	-Identification et choix du site -installation du chantier -Construction du forage	-Conflits liés à l'acquisition du site d'implantation du projet	-Négocier auprès des propriétaires des sites	-Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations -contribuer à la lutte contre les maladies hydriques	-Obtenir du donateur un certificat légalisé de donation du site -Sécuriser le site par un titre de propriété foncière
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, panneau de signalisation)		-Présence des équipements de protection utilisés
14	Construction d'un ouvrage de franchissement (buse, dalot, pont)	-Dégagement du site d'implantation -Construction de l'ouvrage -Remblais des bords	Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	- Développement des activités économique -Amélioration du cadre et des conditions de vie des populations -Facilitation des déplacements -Mouvements des personnes et transports des biens facilités	-Présence des équipements de protection individuelle utilisés

7.3-Plan sommaire de gestion de l'environnement

Tableau N° 28

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
						2014	2015	2016	2017			
01	Construction salle de classe et autres bâtiments de service	-Dégagement du terrain -Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta, etc.)	Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD MINEPNDED		Réaliser avant la mise en œuvre du projet les études d'impacts sociaux environnementaux
			Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDH DU		
			Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées	Commune					-Contrôleur -CCSE -DD MINEPNDED		
			Destruction de la végétation sur le site d'implantation du projet	Mettre les plants d'ombrage ou une haie vive autour de l'habitation	Propriétaire du bâtiment					CCSE -DD MINEPNDED -Chef de Poste Forestier		
			-Conflits liés à	-Négocier auprès	Propriétaire					-CCSE		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
			l'acquisition du site d'implantation du projet	des propriétaires des sites	du bâtiment					-DDDCAF		
			- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire des occupants pour l'utilisation du site	- Informer les personnes touchées ; - Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens - Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	Sectoriel concerné					CCSE -DDDCAF		
			Risques d'accident sur le chantier	- Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
02	Construction centre de santé	-Dégagement du terrain	Impacts liés aux déchets hospitaliers (eaux usées, excréta, etc.)	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée -Prévoir un incinérateur	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD MINEPNDED		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDH DU		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
		-Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	-Conflits liés à l'acquisition du site d'implantation du projet	-Négocier auprès des propriétaires des sites	Sectoriel concerné					CCSE -DDDCAF		
			- Conflits liés au choix du site/ Déplacement involontaire des occupants pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	Sectoriel concerné					CCSE -DDDCAF		
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
03	Construction de marché	-Dégagement du terrain	- Pollution de l'air par les poussières dues au transport des matériaux et circulation des engins	Arroser au quotidien la voie d'accès au site des travaux avec de l'eau provenant des cours d'eau permanent	Entrepreneur					-CCSE --DD MINEPNDED		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Impacts liés aux déchets domestiques (eaux usées, excréta,	-Prévoir des latrines améliorées à fosse ventilée -Prévoir les bacs à	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD MINEPNDED		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
		-Remblais ou déblais en fonction du relief du site -Réalisation des fouilles pour fondation -Construction des drains et réseaux divers	etc.)	ordures								
			Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDH DU		
			-Conflits liés à l'acquisition du site d'implantation du projet	-Négocier auprès des propriétaires des sites	Commune					-CCSE -DDCA F		
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
			Ouvertures des bars et autres débit de boisson avec risque de développement des activités de prostitution et comme conséquence transmission des maladies sexuellement transmissibles	Sensibiliser les populations aux risques des IST et VIH SIDA	Commune					-CCSE -Santé -CC		
04	Construction des caniveaux	Réalisation des fouilles et mise en place du béton	-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDH DU -DDTP		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
				évacuation								
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
05	Rechargement des axes routiers à la latérite et à la pouzzolane	-Apport en latérite -Compactage	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDTP -DD MINEPNDED		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
06	Aménagement des axes routiers (reprofilage+ ouvertures des caniveaux)	-Elargissement de la voie -Décapage de la couche de terre -Ouverture des rigoles -Apport en latérite -Compactage -Construction d'ouvrage de franchissement en cas de besoin	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDTP -DD MINEPNDED		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques,	Entrepreneur					DTSS		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
				bottes,)								
07	Ouverture de piste avec rigole	-Délimitation de l'axe et implantation	-Destruction du couvert végétal -Décapage du sol -Compactage du sol - Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les pentes du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; -Engazonner les zones affectées	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DDTP -DD MINEPNDED		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			- Conflits avec les riverains liés au choix de l'itinéraire -Déplacement involontaire pour l'utilisation du site	-Informers les personnes touchées (sensibilisation); -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur (PDIR)	Sectoriel concerné					-CCSE -DDCAAF -DDADR -Sous préfet		
08	Réfection/Réhabilitation des bâtiments (peinture + remplacement des cadres vétustes)	-Changement des vieux matériaux -Remise de peinture	Dépôt dans la nature de matériaux parfois non dégradables	Transporter le matériau dans une zone de décharge	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD MINEPNDED		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Risques d'accident	-Respecter les	Entrepreneur					DTSS		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
			sur le chantier	règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)								
09	Installation des bacs à ordures	-Identification des sites de dépôts des bacs à ordures	Dépôt anarchique des ordures autour du bac à ordures	-Sensibiliser les populations à avoir les poubelles propres à elles et à faire le tri des déchets avant de mettre dans le bac	Commune					-CCSE		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Conflit lié à l'acquisition de l'espace nécessaire à la construction du bac à ordures	Négocier avec les occupants du site	Commune					-CCSE -DDCAAF -DDADR -Sous préfet		
10	Mise en place des plants d'ombrage dans l'espace urbain	-Identification et choix des sites d'implantation -Mise en place et suivi des pépinières de plants -Trouaison pour mise en place des plants	Destruction du couvert végétal sur le lieu de trouaison	Mise en sol des plants	Commune					-CCSE -Chef de poste Forestier		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Conflit lié à l'acquisition de l'espace pour l'implantation des arbres	Négocier avec les occupants du site	Commune					-CCSE -DDCAAF -DDADR -Sous préfet		
11	Construction/ extension du réseau électrique	-Trouaison pour mise en place des poteaux -Extension des câbles	Elagage des branches d'arbres sur l'itinéraire	Choix d'un itinéraire qui ne va pas demander assez de destruction	Entrepreneur					-CCSE -Population		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Décaper le sol pour implanter les poteaux	Effectuer aussitôt les remblais et s'assurer de la mise en place d'un	Entrepreneur					-CCSE -Population -DD MINEPNDED		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
				couvert végétal approprié								
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
			Ouvertures des bars et autres débit de boisson avec risque de développement des activités de prostitution et comme conséquence transmission des maladies sexuellement transmissibles	Sensibiliser les populations aux risques des IST et VIH SIDA	Commune					-CCSE -Santé -CC		
12	Construction du réseau d'adduction d'eau potable	-Captage et prise d'eau d'une source -construction du réservoir -Ouverture des fouilles sur l'itinéraire -Mise en terre des tuyaux	Elagage des branches d'arbres sur l'itinéraire	Choix d'un itinéraire qui ne va pas demander assez de destruction -Prévoir des périmètres de protection (immédiat, éloigné ou intermédiaire)	Entrepreneur					-CCSE -Population		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Décaper le sol pour faire passer les tuyaux	Effectuer aussitôt les remblais et s'assurer de la mise en place d'un couvert végétal	Entrepreneur					-CCSE -Population		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
				approprié								
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTTSS		
			- Conflits avec les riverains liés au choix de l'itinéraire -Déplacement involontaire pour l'utilisation du site -Destruction des cultures	-Informar les personnes touchées ; -Dénombrer les personnes / ménages affectés et évaluer leurs biens -Compenser les personnes affectées touchées conformément aux dispositions légales en vigueur	Commune					-CCSE -DDCAAF -DDADR -Sous préfet		
13	Construction de forage	-Identification et choix du site -installation du chantier -Construction du forage	-Conflits liés à l'acquisition du site d'implantation du projet	-Négocier auprès des propriétaires des sites	Commune					-CCSE -DDCAAF -DDADR -Sous préfet		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes, panneau de signalisation)	Entrepreneur					DTTSS		
14	Construction d'un ouvrage de franchissement (buse, dalot, pont)	-Dégagement du site d'implantation -Construction de l'ouvrage	- Erosion due à l'exploitation des zones d'emprunts/ carrières de	-Remettre en état les zones d'emprunt, en respectant les	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD MINEPNDED		

N°	Micro projet concerné	Tâches/Activités	Impacts négatifs	Mesures d'atténuation	Acteur de mise en œuvre	Période				Acteurs de suivi	Coût	Observations
		-Remblais des bords	graviers ou de sable, et/ou à l'excavation du site du projet	pentés du terrain naturel -Reboiser les zones affectées ; Engazonner les zones affectées						-Population		
		-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Risques d'inondation et de stagnation des eaux autour de l'ouvrage	-Prévoir un réseau simplifié d'assainissement des eaux de pluie, y compris leur évacuation	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD TP -DDH DU -ST Commune -Population		Réaliser au préalable les études d'impacts sociaux environnementaux
				Porter les terres d'ailleurs pour faire des remblais sur les angles du pont	Entrepreneur					-Contrôleur -CCSE -DD TP -DDH DU -ST Commune -Population		
			Risques d'accident sur le chantier	-Respecter les règles de sécurité au chantier (port de masques, bottes,)	Entrepreneur					DTSS		
		Total										

7.4-Plan d'investissement annuel (PIA)

7.4.1-Ressources mobilisables et échéances

Tableau N° 29

Source de financement	Montant	Type de financement	Echéance
Etat	39 267 000	BIP	2014
FEICOM	154 048 050	Emprunt	2014
Fonds propres de la commune	104 716 450	Recettes propres de la commune	2014
Total	353 776 500		

7.4.2-Programmation annuelle des projets prioritaires pour l'année 2014

Tableau N° 30

Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation 2014												Porteur du projet	Coût	Source de financement		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	FEICOM	BIP
Construction du Marché central de Kékem	Espace urbain communal	Marché construit et fonctionnel													Commune de Kékem	171 164 500	17 116 450	154 048 050	0
Construction d'un hangar de marché	Marché de Mboebo	Hangar construit et exploité													Commune de Kékem	15 000 000	0	0	15 000 000
Réhabilitation de l'adduction d'eau potable	Balembo	Château d'eau réhabilité													MINEE	20 000 000	0	0	20 000 000
Construction des caniveaux	Espace urbain communal	Caniveaux construits dans le centre urbain													Commune de Kékem	4 500 000	4 500 000	0	0
Réhabilitation toiture école	EP Gpe II Kékem	Toiture de l'école réhabilitée													Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000	0	0
Rechargement des axes avec latérites et pouzzolane	Espace urbain communal	1 Km de route rechargé dans l'espace urbain communal													Commune de Kékem	3 000 000	3 000 000	0	0
Aménagement voies d'accès carrières et construction barrière de pluie	King Place (Jonicam)	Voies d'accès aménagées et barrière de pluie construit													Commune Kékem	3 000 000	3 000 000	0	0
	Carrefour Foyemtcha chefferie	Carrefour rechargé et barrière de pluie construit													Commune Kékem	2 500 000	2 500 000	0	0
Ouverture servitude sur 1 Km	Espace urbain communal	Axe derrière bureau AES SONEL jusqu'à route entrée résidence Sous Préfet ouvert													Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000	0	0
Réfection bâtiments écoles	EP Bamengui	Bâtiments réfectionnés													Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000	0	0
Construction d'un	Espace urbain	Restaurant													Commune	4 800 000	4 800 000	0	0

Intitulé du projet	Lieu d'implantation	Indicateur de résultat	Période de réalisation 2014												Porteur du projet	Coût	Source de financement		
			J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D			Commune	FEICOM	BIP
restaurant municipal (1 ^{ère} étape)	communal	construit et fonctionnel													de Kékem				
Octroi du paquet minimum dans les écoles	Ecoles primaires dans la commune	Paquet minimum offert													Commune de Kékem	8 000 000	3 900 000	0	4 100 000
Aides sociales	Espace géographique commune	Liste de matériels achetés et offerts aux personnes vulnérables													Commune de Kékem	612 000	500 000	0	112 000
Fabrication et installation des bacs à ordures	Espace urbain communal	Nombre de bacs à ordures installés													Commune de Kékem	4 000 000	4 000 000	0	0
Mise en place des plants d'ombrage	Espace urbain communal	Nombre de plants mis en place													Commune de Kékem	5 000 000	0		5 000 000
Construction parc d'attente à l'abattoir	Petit Nkam	Parc d'attente construit													Commune de Kékem	1 000 000	1 000 000	0	0
Ouverture de voie d'accès sur l'axe à partir du carrefour Sango Bar sur 500 m avec construction des buses	Espace urbain communal	Voie d'accès ouvert et buses construits													Commune de Kékem	2 000 000	2 000 000	0	0
Construction du CSI de Bamengui	Bamengui	CSI construit													Commune de Kékem	50 000 000	0	0	50 000 000
Construction de 02 salles de classe à EPB	Fondjomoko centre	02 salles de classe construites													Commune de Kékem	16 000 000	16 000 000	0	0
Extension réseau électrique	Moumée Fonkouakem	02 Km de réseau électrique construit													Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000	0	0
Construction salles de classe EM	Bayon	01 salle de classe construite													Commune de Kékem	4 900 000	4 900 000	0	0
Total																334 576 500	85 516 450	154 048 050	39 267 000
Total général																	278 851 500		

7.4.3-Plan opérationnel en faveur des populations vulnérables : Handicapés, vieillards, enfants de la rue

Tableau N° 31

Activités	Indicateur de résultat	Période de réalisation (2014)												Responsable	Partenaire	Coût	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
Organiser les réunions d'information et de sensibilisation des personnes vulnérables dans 35 villages dans la commune	Nombre de personnes vulnérables touchés par la sensibilisation													-Chef centre social	-Commune Kékem	3 500 000	-Budget centre social -Budget commune
Actualiser le fichier des personnes vulnérables dans la commune	Liste des personnes vulnérables par type de vulnérabilité													-Chef centre social	-Commune Kékem -CC des villages	1 000 000	-Budget centre social -Budget commune -Budget CC des villages
Accompagner les catégories des personnes vulnérables à s'organiser en association coopérative dans chaque groupement	Nombre d'association mises en place													-Chef centre social	-Commune Kékem -CC des villages	210 000	-Budget centre social -Budget commune -Budget CC des villages
Organiser la journée en faveur des personnes vulnérables dans la commune	Nombre de journée organisée													-Chef centre social	-Commune Kékem	1 000 000	-Budget centre social -Budget commune -Bienfaiteur
Octroyer les appuis et aides sociales aux personnes vulnérables dans la commune	Nombre de personnes vulnérables ayant reçu les appuis													-Commune Kékem	-Chef centre social	612 000	-Budget commune -BIP
Organiser une session de formation des personnes	Nombre de personnes vulnérables													-Chef centre social	-Commune Kékem -Association des	500 000	-Commune Kékem -Association des personnes vulnérables

Activités	Indicateur de résultat	Période de réalisation (2014)												Responsable	Partenaire	Coût	Source de financement
		J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D				
vulnérables sur la création et la gestion des AGR	formées														personnes vulnérables		-Budget centre social
Monter et transmettre le dossier de demande de création du centre social de Mboebo	Copie dossier monté et transmis													-Chef centre social	-Commune Kékem -Association des personnes vulnérables	30 000	-Budget centre social
Apporter une assistance sanitaire aux personnes âgées	Nombre de personnes âgées bénéficiaires													Commune Kékem	Chef centre social	500 000	Budget commune
Organiser des rencontres de concertation et de rééducation des enfants dans la rue	Nombre d'enfants bénéficiaires													Chef centre social		50 000	-Budget centre social
Lancer la réflexion sur la mise en place dans la commune d'un fond de solidarité pour personnes vulnérables	Montant de la cagnotte disponible													Commune Kékem	-Centre social -Association des personnes vulnérables		Budget commune
Total																8 002 000	

7.5-Plan de Passation des marchés du PIA

Tableau N° 32

Travaux à réaliser	Méthode de sélection du prestataire	Montant de la prestation (en million de FCFA)		Période d'élaboration des TDR		Date de lancement de l'AO		Evaluation technique et financière des propositions		Sélection du prestataire		Signature du contrat de prestation		Période d'exécution de la prestation		Date de réception des travaux	
		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Ré
Construction des caniveaux dans le centre urbain	AO	4.5		08/2014		08/2014		09/2014		09/2014		09/2014		10/2014		12/2014	
Réhabilitation toiture EP Gpe II Kékem	AO	4.9		04/2014		04/2014		05/2014		05/2014		05/2014		06/2014		08/2014	
Rechargement des axes avec latérites et pouzzolane dans le centre urbain	AO	3		09/2014		09/2014		10/2014		10/2014		10/2014		11/2014		12/2014	
Aménagement voies d'accès carrières et construction barrière de pluie à King Place	AO	3		01/2014		01/2014		02/2014		02/2014		02/2014		02/2014		03/2014	
Aménagement voies d'accès carrières et construction barrière de pluie à Foyemtcha Chefferie	AO	2.5		01/2014		01/2014		01/2014		02/2014		02/2014		02/2014		04/2014	
Ouverture Axe derrière bureau AES SONEL jusqu'à route	AO	4.9		09/2014		10/2014		10/2014		10/2014		11/2014		11/2014		12/	

Travaux à réaliser	Méthode de sélection du prestataire	Montant de la prestation (en million de FCFA)		Période d'élaboration des TDR		Date de lancement de l'AO		Evaluation technique et financière des propositions		Sélection du prestataire		Signature du contrat de prestation		Période d'exécution de la prestation		Date de réception des travaux	
		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Ré
entrée résidence Sous Préfet sur 1 Km																2014	
Réfection bâtiments EP Bamengui	AO	4.9		04/2014		04/2014		05/2014		05/2014		05/2014		06/2014		08/2014	
Construction d'un restaurant municipal	AO	4.8		08/2014		08/2014		09/2014		09/2014		09/2014		10/2014		12/2014	
Paquet minimum pour écoles primaires	AO	4.1		07/2014		07/2014		08/2014		08/2014		09/2014		09/2014		09/2014	
Aides sociales	AO	0.612		04/2014		04/2014		05/2014		05/2014		05/2014		06/2014		06/2014	
Fabrication et installation des bacs à ordures	AO	4		07/2014		07/2014		07/2014		08/2014		08/2014		09/2014		11/2014	
Construction parc d'attente à l'abattoir	AO	1		08/2014		08/2014		09/2014		09/2014		10/2014				11/2014	
Ouverture de voie d'accès sur l'axe à partir du carrefour Sango Bar sur 500 m avec construction des buses	AO	2		01/2014		01/2014		01/2014		02/2014		02/2014		03/2014		04/2014	
Extension réseau électrique sur 2 km à Moumée Fonkouakem	AO	4.9		09/2014		09/2014		09/2014		10/2014		10/2014		11/2014		12/2014	

Travaux à réaliser	Méthode de sélection du prestataire	Montant de la prestation (en million de FCFA)		Période d'élaboration des TDR		Date de lancement de l'AO		Evaluation technique et financière des propositions		Sélection du prestataire		Signature du contrat de prestation		Période d'exécution de la prestation		Date de réception des travaux	
		Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Réalisé	Prévu	Ré
Construction salles de classe EM de Bayon	AO	4.9		06/2014		06/2014		07/2014		07/2014		07/2014		08/2014		09/2014	

MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

8-MECANISME DE SUIVI-EVALUATION

8.1-Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

8.1.1-Le Composition et attributions du comité de suivi-évaluation du PCD

C'est un comité interne à l'institution communale ; il aura pour tâches de :

- Suivre au plus près la mise en œuvre du PCD
- Interpeller régulièrement l'exécutif communal sur les écarts observés par rapport à l'exécution des actions programmées dans le PCD,
- Jouer le rôle d'acteur d'interface entre les comités de concertation installés dans les villages et l'institution communale
- Rendre compte au conseil municipal de la mise en œuvre du PCD
- Présenter à l'exécutif communal le rapport d'activités tous les trimestres
- Suivre au jour le jour l'exécution des travaux inscrits dans le PIA en veillant à la prise en compte des aspects sociaux environnementaux dans les dits projets.

Pour être membre du comité communal de suivi évaluation du PCD, il faut :

- Avoir suivi de bout en bout la mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune en vue de l'élaboration du PCD
- Etre conseiller municipal ou acteur de développement intervenant sur le territoire de la commune
- Etre disponible et accepter de travailler sans rémunération
- Savoir lire et écrire.

L'institution communale mettra à la disposition du comité communal de suivi évaluation du PCD des moyens matériels et financiers nécessaires à l'accomplissement des tâches assignées au comité.

8.1.2-Composition du comité communal de suivi évaluation : il comprend 8 membres

- Un président (adjoint au maire ayant suivi de bout en bout le processus de planification),
- Un secrétaire général (de préférence l'agent de développement local au sein de l'institution communale)
- Six membres chargés du suivi.

Dans la constitution du comité communal de suivi évaluation il faudra s'assurer qu'il y ait :

- 1 membre de l'exécutif,
- 3 conseillers municipaux
- L'agent de développement local
- 2 chefs de services au sein de l'institution communale
- 1 agent communal

8.2- Indicateurs de suivi évaluation par rapport au PIA

Le suivi évaluation d'un projet est une mission combinée de suivi et d'évaluation d'un projet. Il est fait pendant la mise en œuvre du projet par les soins soit du chef de projet et d'autres parties impliquées dans le projet, soit par les gestionnaires du projet en association avec les compétences d'une expertise externe. Pour le faire on se sert des indicateurs de suivi évaluation.

Ces indicateurs permettront de suivre et d'évaluer les actions envisagées dans le Plan Annuel d'Investissement et le Plan Stratégique. Ils sont variables mais objectivement vérifiables dans les projets. Ils sont prévus d'avance dans le mécanisme de suivi de chaque projet pendant son élaboration. Les indicateurs de suivis sont multiples. On peut distinguer :

- les indicateurs d'impacts : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur les changements observés,
- les indicateurs d'effets : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur ce qu'a produit l'action menée,
- les indicateurs de résultat : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur ce qu'on a obtenu à l'issue de l'action qu'on a mené,

- les indicateurs de performances : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur la qualité du rendement,
- les indicateurs de qualités : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur la valeur de ce qui a été obtenu,
- les indicateurs de quantité : c'est-à-dire des éléments qui renseignent sur la mesure qui permettra d'évaluer l'importance des résultats.

Lorsqu'on rentre dans le PIA ou dans le CDMT, on observe des activités prévues à être réalisées avec des indicateurs de résultats. Dans la mise en œuvre, ces indicateurs vont servir de point de référence pour s'assurer si oui ou non les actions sont menées, les moyens utilisés et les résultats obtenus dans les délais de temps tels que prévus.

8.3- Dispositif, outils et fréquence de suivi et de reporting

Dans le cadre de la mise en œuvre du PCD dans la commune de Kékem, on a un dispositif est mis en place à savoir :

- Le comité communal de suivi évaluation.

Il se réunie une fois par mois et tient sa réunion de programmation pour l'année suivante en fin d'année avant l'élaboration du budget de la commune.

8.3.1- Qu'est ce que le comité pourra suivre dans le PCD

Celle ou celui qui va faire l'activité de suivi dans le PCD va au préalable définir ce qu'il va suivre. Les éléments à suivre dans un projet varient en fonction du type de projet et de l'objectif de suivi. On peut par exemple suivre :

- L'exécution des tâches,
- La réalisation des activités prévues,
- Le respect du chronogramme ou calendrier d'exécution,
- Les changements intervenus (impacts),
- La réalisation des résultats,
- L'utilisation des finances,
- La gestion des ressources humaines
- Le respect des procédures,
- La comptabilité des finances
- Les approvisionnements,
- Les fournisseurs,
- La participation des bénéficiaires, etc.

A l'issu d'une mission de suivi, les résultats de la mission sont capitalisés dans un document qui peut être présenté sous forme de Rapport de suivi, de PV de mission, de Compte rendu, de Tableau ou de Fiche. Une description détaillée de ces formes de présentation est en annexe du présent rapport de formation.

Un rapport de suivi doit faire mention :

- De la personne en charge du suivi,
- Des objectifs de suivi
- De la période ou de la date de suivi,
- Des activités prévues et qu'on va suivre,
- Des activités réalisées (niveau de réalisation)
- Des écarts constatés
- De l'analyse de ces écarts
- Des observations/commentaires ou suggestions

Le suivi est une activité très importante dans la mise en œuvre du projet ; il permet de s'assurer que tout se passe comme effectivement prévu et au cas contraire qu'on y apporte aussitôt des corrections afin de garantir l'atteinte des résultats attendus. Il faut, lors du montage du projet, bien définir les indicateurs qui

permettront de faire le suivi. Le suivi doit être régulier et à intervalle de temps rapproché pour éviter de connaître des surprises désagréables au cours de la mise en œuvre du projet.

Quelques outils qu'on peut utiliser pour faire un suivi

Les outils sont divers et variés. Ils sont fonction du type du projet et de la nature de ce qui doit être suivi. Le document projet de départ constitue l'outil de référence auquel on peut associer d'autres outils qui peuvent être par exemples :

- Le cahier de chantier,
- Le chronogramme d'activités du projet
- Le tableau de planification,
- Le cadre logique du projet
- Le cahier des charges de la prestation,
- Les images, les plans, les cartes et autres schémas concernant le projet,
- La matrice des normes de qualités
- Le plan de gestion environnemental.

Outil de suivi évaluation

Activités prévues	Tâches	Résultats attendus (IOV)	Période de réalisation	Tâches effectuées	Résultats obtenus	Ecart	Observations

Comment on va faire le suivi évaluation

Eléments	Contenus
On va suivre quoi ? ou va évaluer quoi ? dans la mise en œuvre du PCD	
Qui le fait ?	
Quand ?	
A quelle fréquence ?	
Avec qui ?	
On va s'appuyer sur quoi pour faire le suivi ?	
On va s'appuyer sur quoi pour évaluer ?	

Contenu d'un rapport de suivi

Eléments du rapport	Contenus
Qui a fait le suivi	
Date du suivi	
A quoi voulait ton aboutir en faisant ce suivi (objectif)	
Qu'est ce qu'on a suivi	
Quel a été le niveau de réalisation de ce qu'on a suivi	
Ya t il eu des écarts entre les prévisions et les réalisations	
Quelles sont les raisons des écarts constatés	
Commentaire et suggestion	

L'évaluation de la mise en œuvre du PCD

L'évaluation d'un projet est une action qui consiste à travers une appréciation des composantes du projet (objectifs, résultats, activités, moyens, procédures, effets, etc.), de porter un jugement sur le projet en vue d'aider à la prise de décision sur l'avenir du projet.

L'évaluation est dite externe lorsque la mission est conduite dans le projet par les soins d'un expert qui n'a aucun rapport avec le projet. En fonction de l'objectif de la mission de l'expert, ce dernier peut décider de

rencontrer les gestionnaires du projet ou pas. Au terme de sa mission, il rend compte au commanditaire qui prend une décision sur l'avenir du projet.

Qu'est ce qu'on peut évaluer dans un projet ?

Dans un projet, on peut avoir à évaluer :

- La qualité des études de faisabilité d'un projet (étude technique, coût, mécanisme de gestion et de pérennisation),
- les résultats d'un projet,
- les effets produits par un projet,
- l'impact du projet
- les activités d'un projet
- les procédures,
- les méthodes et moyens utilisés.

De quels supports peut-on avoir besoin dans un projet pour faire une évaluation ?

Ils sont variés et sont fonction du type de projet :

- le document projet,
- les conventions,
- le cadre logique du projet (Informations sur le concept en annexe),
- les clauses particulières.

Comment organiser une mission d'évaluation ou de suivi évaluation ?

Pour effectuer une mission d'évaluation ou de suivi évaluation il faut :

- fixer les objectifs de la mission (répondre à la question pourquoi on fait la mission),
- identifier les éléments ou actions à évaluer,
- Concevoir ses outils,
- Fixer la période de l'évaluation,
- Déterminer les acteurs à contacter.

Rapport de la mission d'évaluation

Au terme d'une mission d'évaluation, il faut capitaliser les résultats de sa mission dans un document intitulé Rapport de la mission d'évaluation du projet de.....

Ce rapport dans son contenu doit comporter :

- le titre du rapport,
- la date ou période à laquelle la mission a été effectuée,
- la présentation de l'auteur, c'est-à-dire sa position vis-à-vis du projet
- la durée de la mission,
- un rappel du contexte qui a justifié le projet
- une présentation des objectifs du projet (objectif global et spécifique),
- une présentation des effets attendus
- une présentation des résultats (intermédiaires ou à la fin du projet),
- les éléments de constat de l'évaluateur
- une conclusion.

Contenu d'un rapport d'évaluation

Eléments du rapport	Contenu
Date ou période à laquelle la mission a été effectuée	
Présentation de l'auteur, c'est-à-dire sa position vis-à-vis du projet	
Durée de la mission	
Quel problème voulait-on résoudre avec le projet	
Objectifs du projet	
Quels sont les résultats attendus	
Quels sont les résultats obtenus	
Qu'est-ce que vous avez constaté	
Quelle est votre conclusion par rapport au projet	

8.4- Mécanisme de préparation du PIA et de révision du PCD

Dans le dispositif de mise en œuvre du PCD dans la commune de Kékem, il est prévu au niveau communal un comité communal de suivi évaluation : ce comité tiendra mensuellement ses réunions et une réunion en fin d'année pour l'évaluation annuelle et la programmation.

La réunion de programmation sera l'occasion à l'issue de l'évaluation finale de revoir les actions envisagées pour rendre plus dynamique le document PCD. Chaque fin d'année, le comité communal de suivi évaluation va organiser des assemblées d'évaluation dans les villages pour permettre d'actualiser les actions inscrites dans la planification endogène laissée dans les communautés et prendre en compte dans la base de données de la commune les actions réalisées et les nouveaux besoins.

Pour ce qui concerne le PIA, en fin d'année, le comité va se tenir sa réunion de coordination pour évaluer la mise en œuvre du PIA en cours en tenant compte des nouveaux besoins, du contexte et des ressources mobilisables, identifier et valider les actions à inscrire dans le PIA pour l'année suivante.

PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

9-PLAN DE COMMUNICATION SUR LA MISE EN ŒUVRE DU PCD

L'approche utilisée pour élaborer le PCD a permis d'impliquer divers acteurs de développement sur le territoire et dont de les en informer au maximum sur ce que c'est et à quoi ça sert.

Un atelier de validation est prévu par un conseil municipal élargie aux sectoriels ce sera une fois de plus une autre occasion pour faire large écho sur le document de PCD.

Après la validation du PCD, le mécanisme de mise en œuvre prévoit la mise en place de deux organes à savoir la plate forme de concertation pluri acteurs et le comité communal de suivi évaluation. Ces organes seront chacun à travers ses membres la structure de relais des informations sur le PCD auprès de son entourage. Les organes vont régulièrement tenir leurs réunions au cours desquelles ils communiqueront encore plus sur le PCD et sa mise en œuvre.

Après la validation du PCD, il ya une nécessité que soit organisée à l'intention des membres du conseil municipal une réunion de restitution du PCD pour permettre aux membres du conseil de s'en approprier afin que chacun d'eux en fasse large écho dans les villages qu'il représente.

Le document de PCD doit être multiplié pour que chaque membre de l'exécutif s'en approprie de même que chaque chef de service au sein de l'institution communale. La cellule de communication de la commune doit faire des extraits pour publier afin d'éclairer l'opinion publique sur sa mise en œuvre.

Le Maire dans ses missions doit se munir du document qu'il fera parvenir à tous ces partenaires dans le cadre de la coopération décentralisée.

Dans la mesure du possible, une réunion peut être organisée au niveau local avec les opérateurs économiques et les ONG de développement qui interviennent sur le territoire pour leur présenter le document afin que chacun se l'approprie pour voir qu'est ce qui cadre avec ses activités sur le terrain et mettre en place une stratégie pour apporter une contribution effective à la mise en œuvre.

Le PCD de la commune de Kékem met en évidence un ensemble d'actions/activités planifiées à mettre en œuvre par secteur de développement. La réalisation de ce vaste chantier de développement, nécessite de la part de l'institution communale, la disposition des moyens matériels, financiers et humains assez importants et dont elle ne serait en mesure de mobiliser toute seule pour concrétiser le rêve. Cette situation incite à faire recours à d'autres partenaires à travers une vulgarisation du Plan Communal de Développement élaboré.

- L'institution communale doit dans sa stratégie marketing procéder à une diffusion ou une vulgarisation de son document PDC à l'intention de tous les acteurs de développement identifiés sur le territoire communal, régional, national et même international (ONG, bailleurs de fonds, SDE, et autres partenaires au développement existant sur le territoire national).
- Les conseillers municipaux doivent maîtriser les contenus du PDC pour en faire large écho auprès de la population dont ils représentent afin de susciter et d'inciter une plus grande adhésion de la population à sa mise en œuvre,
- L'exécutif municipal doit mobiliser et informer les élites locales (intérieures et extérieures), les CDV, des axes d'orientations qu'il se donne pour susciter leur implication effective dans la mise en œuvre des actions planifiées,
- L'institution communale doit identifier les programmes étatiques ou de coopération et autres projets existants pour voir comment y rechercher un accompagnement technique ou un financement des projets qui sont inscrits dans son PCD (PADDL, PNDP, PADP, PPTE, etc.),
- L'institution communale doit faire recours aux bailleurs de fonds existants (FEICOM, KFW, autres institutions bancaires, etc.),
- Elle devra prendre contact avec tous les SDE pour rechercher un appui technique dans la réalisation des études de faisabilités techniques et le montage des dossiers projets.

Les acteurs

En premier nous avons l'institution communale qui est porteur du PCD. Ensuite nous avons les sectoriels qui sont présents sur le territoire de la commune, les partenaires techniques et financiers sur le territoire, les ONG et autres structures d'appui au développement intervenant sur le territoire, les opérateurs économiques et les populations.

Il sera question pour l'institution communale d'impulser une dynamique qui va favoriser l'implication de tous les acteurs identifiés sur le territoire dans tout le processus de mise en œuvre des actions de développement sur le territoire (de l'identification des projets à l'évaluation en passant par le suivi de la mise en œuvre).

C'est cette implication effective des acteurs à tous les niveaux qui va contribuer à la mise en place des actions de développement durable.

Esquisse de plan de communication

Tableau N° 33

Activités	Outils	Support de communication	Responsable	Collaborateurs	Période de réalisation (Nov. 2013- Oct. 2014)											
					N	D	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O
Restitution du document PCD aux personnels et agents en service au sein de l'institution communale et aux conseillers municipaux	-Vidéo projecteur -Dossier power point	-Document synthèse PCD	Président du comité de pilotage	-Membre du comité de pilotage -ACD												
Créer le site web de la commune et une adresse Email	Connexion internet	Ordinateur	Maire	ACD -Cellule communication												
Mise en ligne sur le site de la commune du document PCD	Site de la commune	Document PCD	Cellule communication	Maire												
Duplication du document PCD et ventilation aux partenaires	Courrier postal ou électronique	Document PCD	Cellule de communication	Maire												
Publication des rapports de suivi évaluation de la mise en œuvre	Journal de la commune -Affichages -Communiqués	Rapport	Maire	Comité communal de suivi évaluation -Cellule de communication												
Suivi de mise en œuvre des planifications endogènes dans les villages	Descente sur le terrain et réunion avec les membres des CC	Planification des solutions endogènes	Membre du CCSE	Conseiller municipal de la localité -ACD												
Octroi du document PCD à tous les partenaires de la commune		Document PCD	Maire	Cellule de communication												
Large diffusion des réalisations issues du PCD	-Journal de la commune -communiqués radio -tranche d'antenne à la radio	Document PCD et autres	Cellule de communication	-CCSE -Conseillers municipaux												

CONCLUSION

CONCLUSION

La mise en œuvre du processus de planification locale dans la commune de Kékem vient de permettre avec la participation de divers acteurs de développement sur le territoire l'actualisation du Plan de Développement Communal de Kékem en Plan Communal de Développement.

Ce document technique qui donne une visibilité sur la situation locale ainsi que les actions de développement à mener dans le temps et l'espace dans la commune de Kékem, va servir de socle pour la réalisation de toute initiative de développement à entreprendre dans l'espace géographique de la commune.

Désormais, l'Etat à travers ses services déconcentrés, l'institution communale, les populations locales, les élites, les élus, les organisations de la société civile et tous autres acteurs de développement intervenant dans l'espace géographique de la commune, s'y référeront pour enclencher et réaliser toute initiative de développement sur le territoire de la commune.

La mise en œuvre du processus a permis à terme de :

- Mettre à jour la situation de référence dans 28 secteurs de développement dans l'espace géographique de la commune,
- Identifier les potentialités et les contraintes dans 28 secteurs de développement dans l'espace géographique de la commune
- Identifier et d'analyser les problèmes communs de développement dans 28 secteurs dans l'espace géographique de la commune,
- Envisager et de mettre sous un plan stratégique puis sous une programmation triennale et sous un plan d'investissement annuel un ensemble des solutions aux problèmes identifiés par secteur
- Mettre en place une stratégie de mise en œuvre avec plan marketing, mécanisme de mobilisation de des fonds, de suivi évaluation et d'actualisation du document de PCD.

Cet outil qu'est le PCD et dont l'importance n'est plus à démontrer dans la mise en œuvre du processus de développement dans une collectivité territoriale, sert de guide pour la concrétisation de la vision de développement exprimée par les différents acteurs locaux dans l'espace géographique de la commune.

La mise en œuvre du PCD exige un travail en synergie par tous les acteurs sous l'impulsion de l'institution communale, suivi par le comité communal de suivi évaluation mis sur pied à l'issue du processus à cet effet.

L'institution communale doit désormais lors de l'élaboration de son budget s'y référer pour éviter de se mettre en marge d'un document qu'elle a elle-même à œuvrer pour l'élaboration.

La concrétisation du rêve exprimé dans le document de PCD nécessite une mobilisation permanente des ressources : et pour ce, l'institution communale doit :

- Mobiliser et informer les élites locales (intérieures et extérieures), les CDV, des axes d'orientations qu'elle se donne pour susciter leur implication effective dans la mise en œuvre des actions planifiées,
- Identifier les programmes étatiques ou de coopération et autres projets existants pour voir comment y rechercher un accompagnement technique ou un financement pour les projets qui sont inscrits dans son PCD (PADDL/GTZ, PNDP, PADCO, PPTE, PACA, etc.),
- Faire recours aux bailleurs de fonds existants (FEICOM, KfW, autres institutions bancaires, etc.)
- Mettre en place des stratégies pour accroître la mobilisation de ses ressources propres.

En guise de recommandations nous proposons :

Que soit relancé aussitôt la dynamique et l'enthousiasme déclenchés chez les acteurs sur le territoire durant la mise en œuvre du processus de planification locale et ceci à travers les fora d'échanges et de concertation. Car si rien n'est fait de si tôt, il y a risque de découragement.

- Que le comité communal de suivi se mette immédiatement sur pied

- que les capacités des membres de l'exécutif communal et des conseillers municipaux soit fait le plus tôt pour doter les personnes des capacités à mieux assumer les tâches et fonctions qui sont les leurs. On devra éviter de faire de la formation pour la formation, mais de faire de la formation pour répondre à un besoin réellement exprimé et constaté.
- Que soit engagé aussitôt avec la réalisation des études de faisabilités pour les projets inscrits dans le CDMT, ce qui permettraient de disposer des documents projets pour mobiliser ou rechercher les financements pour la réalisation.
- Que l'exécutif communal se serve du document PCD comme étant un guide flexible qui balise un ensemble d'actions à faire de façon simultanée et développe les stratégies de mise en œuvre sans toutefois se faire prisonnier ou encore minimiser d'autres activités qui rentrent dans les compétences de la commune.
- Que Le Maire doit durant ses missions à l'intérieur ou à l'extérieur du pays se munir du document qu'il fera parvenir à tous ces partenaires dans le cadre de la coopération décentralisée.

ANNEXES

ANNEXE 1 : Fiches des projets du PIA

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Construction du Marché Central de Kékem
Région : OUEST	Secteur concerné : Commerce Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A désigner
Objectif du projet : Faciliter l'accès à une infrastructure marchande adéquate dans l'espace urbain communal	
Coût du projet : 171 164500 FCFA	Source de financement : Commune : 17 116 450 FCFA FEICOM : 154 048 050 FCFA (Prêt remboursable)
Description du projet : Le projet consiste à construire sur le site du marché central de Kékem un ensemble d'infrastructures comprenant : des boutiques, un hangar avec des comptoirs, une chambre froide pour poissonnerie, des bureaux, deux blocs de latrines améliorées, des voies et réseaux divers, un point d'eau et l'électricité.	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 3 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Construction d'un hangar de marché de Mboebo
Région : OUEST	Secteur concerné : Commerce Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Mboebo	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : faciliter l'accès à une infrastructure marchande adéquate à la population de Mboebo et ses environs	
Coût du projet : 15 000 000 FCFA	Source de financement : Budget d'Investissements Publics
Description du projet : Le projet consiste à construire sur le site du marché de Mboebo un ensemble d'infrastructures comprenant : des boutiques, un hangar avec des comptoirs, une poissonnerie, un bureau, deux blocs de latrines améliorées, des voies et réseaux divers, un point d'eau et l'électricité.	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 3 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Construction de 300 m linéaires de caniveaux dans le centre urbain de Kékem
Région : OUEST	Secteur concerné : Habitat et Développement Urbain
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal	Domaine d'intervention : Travaux Publics
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Canaliser les eaux de ruissellement et les eaux usées afin de protéger la chaussée	
Coût du projet : 4 500 000 FCFA	Source de financement : Budget de la Commune
Description du projet : Le projet consiste à faire des fouilles sur une longueur de 300 m et y construire des rigoles avec des pierres et du béton armé	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 03 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Réhabilitation de la toiture de l'EP Gpe II Kékem
Région : OUEST	Secteur concerné : Education de Base Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Doter l'EP Gpe II de Kékem d'un cadre adéquat de fréquentation pour élèves et de travail pour personnel enseignant	
Coût du projet : 4 900 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet : Le projet consiste à enlever la toiture actuelle de l'école et la remplacer par une nouvelle toiture	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Rechargement des axes routiers dans l'espace urbain communal avec latérites et pouzzolane
Région : OUEST	Secteur concerné : Habitat et Développement Urbain Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Faciliter le déplacement des personnes et le transport des biens dans certains quartiers de l'espace urbain communal	
Coût du projet : 3 000 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet : Le projet consiste à décaper la terre sur les axes choisis et y apporter de la latérite et de la pouzzolane puis faire un compactage	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Aménagement de la voie d'accès à la carrière de sable et construction d'une barrière de pluie à King Place au lieu dit Jonicam
Région : OUEST	Secteur concerné : Habitat et Développement Urbain Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet :	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Faciliter l'accès aux camions qui vont à la carrière pour le transport de sable et sécuriser la collecte de la taxe sur le transport des produits de carrières	
Coût du projet : 3 000 000 FCFA	Source de financement : Budget de la Commune
Description du projet : Le projet consiste à décaper la terre sur l'axe choisi et y apporter de la latérite et de la pouzzolane puis faire un compactage. Installer une barrière de contrôle des entrées et sortie des camions	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Aménagement de la voie d'accès à la carrière de sable et construction d'une barrière de pluie au Carrefour Foyemtcha chefferie
Région : OUEST	Secteur concerné : Travaux Publics Domaine d'intervention : Travaux publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Foyemtcha Chefferie (village Mafeubon)	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Faciliter l'accès aux camions qui vont à la carrière pour le transport de sable et sécuriser la collecte de la taxe sur le transport des produits de carrières	
Coût du projet : 2 500 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet : Le projet consiste à décaper la terre sur l'axe choisi, ouvrir les rigoles, rembler les bourniers et y apporter de la latérite et de la pouzzolane puis faire un compactage. Installer une barrière de contrôle des entrées et sortie des camions	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Ouverture d'une servitude d'un Km sur l'axe derrière bureau AESSONEL jusqu'à route entrée résidence Sous Préfet
Région : OUEST	Secteur concerné : Habitat et Développement Urbain Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal (King Place jusqu'à Mission Catholique Kékem)	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Faciliter les déplacements des personnes et le transport des biens ainsi que l'extension de l'habitat dans cette zone	
Coût du projet : 4 900 000 FCFA	Source de financement : Budget de la Commune
Description du projet : Délimitation de l'axe et ouverture de la voie d'accès : ouverture des rigoles et compactage du sol	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Réfection/Réhabilitation des bâtiments de l'EP de Bamengui
Région : OUEST	Secteur concerné : Education de Base Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Bamengui	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Doter l'EP de Bamengui d'un cadre adéquat de fréquentation pour les élèves et de travail pour le personnel enseignant	
Coût du projet : 4 900 000 FCFA	Source de financement : Budget de la Commune
Description du projet : Le projet consiste à refaire la peinture sur le bâtiment de l'école et à remplacer les ouvertures endommagées	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Construction d'un restaurant municipal
Région : OUEST	Secteur concerné : Tourisme et Loisir Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace Urbain Communal	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Doter l'espace urbain communal d'un cadre de loisir et de détente	
Coût du projet : 20 000 000 FCFA réalisable en 5 phases	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet : Le projet consiste à aménager un espace dans le centre urbain pour y construire et équiper un restaurant municipal	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 03 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Octroi du paquet minimum dans les écoles primaires de la commune
Région : OUEST	Secteur concerné : Education de Base Domaine d'intervention :
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Doter les écoles primaires de la commune d'un petit matériel didactique	
Coût du projet : 8 000 000 FCFA	Source de financement : BIP : 4 100 000 FCFA Budget de la Commune : 3 900 000 FCFA
Description du projet : Acquisition du matériel pédagogique et distribution dans les écoles primaires de la commune	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : le projet n'aura aucun impact sur l'environnement	
Durée de mise en œuvre du projet : 01 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Achat de matériel et équipement et distribution aux personnes vulnérables
Région : OUEST	Secteur concerné : Affaire sociale Domaine d'intervention :
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage :	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Apporter une assistance sociale aux couches vulnérables	
Coût du projet : 612 000 FCFA	Source de financement : BIP : 112 000 FCFA Budget de la Commune : 500 000 FCFA
Description du projet : Acquérir du petit matériel et équipement et distribuer aux couches vulnérables	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Le projet ne présente aucun impact négatif sur le plan social et environnemental	
Durée de mise en œuvre du projet : 01 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Fabrication et installation des bacs à ordures dans l'espace urbain communal
Région : OUEST	Secteur concerné : Habitat et Développement urbain Domaine d'intervention : Environnement Protection de la Nature et Développement Durable
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Contribuer à une bonne gestion des ordures dans l'espace urbain communal et à la salubrité	
Coût du projet : 4 000 000 FCFA	Source de financement : Budget de la Commune
Description du projet : Monter des bacs à ordures et installer dans l'espace urbain communal	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Construction d'un parc d'attente pour bétail à l'abattoir municipal
Région : OUEST	Secteur concerné : MINEPIA Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain (Petit Nkam)	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Assurer la sécurité du bétail en attente d'abattage à l'abattoir municipal et rendre effectivement opérationnell'abattoir municipal	
Coût du projet : 1 000 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet :	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Ouverture de voie d'accès sur l'axe à partir du carrefour Sango Bar sur 500 m avec construction des buses
Région : OUEST	Secteur concerné : Habitat et Développement urbain Domaine d'intervention : Travaux Publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Espace urbain communal	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué :	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : faciliter les déplacements des personnes et le transport des biens dans les quartiers du centre urbain de la commune	
Coût du projet : 2 000 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet :	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Extension réseau électrique monophasé basse et moyenne tension sur 2 Km dans le village Moumée Fonkouakem
Région : OUEST	Secteur concerné : Eau et Energie Domaine d'intervention : Energie
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Moumée Fonkouakem	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué : Communauté de Moumée Fonkouakem	
Maitre d'œuvre :	A déterminer
Objectif du projet : Faciliter aux populations de Moumée Fonkouakem l'accès à l'énergie électrique	
Coût du projet : 4 900 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet : le projet consiste à raccorder sur 2 km une partie du village Moumée Fonkouakem au réseau d'électrification AES SONEL en basse tension avec installation des poteaux et du câble	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :

FICHE DE PROJET

	Date
N° de référence :	Titre du projet : Construction et équipement d'une salle de classe à l'EM de Bayon
Région : OUEST	Secteur concerné : Education de Base Domaine d'intervention : Travaux publics
Département : HAUT NKAM	
Commune : KEKEM	
Localisation du micro projet : Bayon	
Maitre d'ouvrage : Commune de Kékem	
Maitre d'ouvrage délégué : IAEB de Kékem	
Maitre d'œuvre :	A désigner
Objectif du projet : Doter l'EM de Bayon d'un cadre adéquat de fréquentation pour élève et de travail pour personnel enseignant	
Coût du projet : 4 900 000 FCFA	Source de financement : Budget de la commune
Description du projet : Le projet consiste à construire et équiper une salle de classe sur le site de l'EM de Bayon	
Prise en compte des aspects sociaux environnementaux : Une étude d'impacts environnementaux doit être faite et pour ce qui est des impacts sociaux et environnementaux négatifs, des mesures d'atténuation seront envisagées. Quand à ce qui concerne les impacts positifs, des mesures d'optimisation seront également prises en compte	
Durée de mise en œuvre du projet : 02 Mois	Date prévisionnel de démarrage :